



**HAL**  
open science

# Capitán Vengaza : socio-histoire d'une guérilla rurale de l'occident de Caldas, Colombie (1957-1961)

Santiago Giraldo

► **To cite this version:**

Santiago Giraldo. Capitán Vengaza : socio-histoire d'une guérilla rurale de l'occident de Caldas, Colombie (1957-1961). Histoire. 2017. dumas-01761950

**HAL Id: dumas-01761950**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01761950v1>**

Submitted on 9 Apr 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## MÉMOIRE

pour obtenir le diplôme de

**MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3**

Master 2 Recherche

Mention : Etudes internationales et européennes

Spécialité : Etudes latino-américaines

Option : Histoire

présenté par

**Santiago Giraldo**

dirigé par

**Olivier Compagnon**

Professeur d'histoire contemporaine

### ***Capitán Venganza : sociohistoire d'une guérilla rurale de l'occident de Caldas, Colombie (1957 – 1961)***

Mémoire soutenu le 8 juin 2017

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine

28 rue Saint-Guillaume 75007 Paris

## Sommaire

<b>Remerciements</b> .....	3
<b>Introduction</b> .....	4
<b>Chapitre I – La Formation d’une guérilla libérale à Quinchía : premières actions armées et couverture médiatique (septembre 1957 – mai 1958)</b> .....	22
Le massacre de Neira .....	22
La lente apparition des bandes armées dans l’occident de Caldas.....	29
Premières arrestations .....	33
Éléments de réflexion pour une sociologie du banditisme en zone rurale.....	40
Pedro Brincos et les relais tolimenses de la guérilla quinchieña .....	47
<b>Chapitre II – Les antécédents : le <i>resguardo</i> indigène de Quinchía et les débuts de la Violence</b> .....	53
Quinchía, <i>resguardo</i> indigène .....	53
Violence politique et construction étatique au XIXe siècle.....	62
Les années 1930 en Colombie et dans l’occident de Caldas .....	67
Les débuts de la Violence des années 1950 .....	71
Le Front National.....	78
<b>Chapitre III – La montée en puissance de la guérilla de <i>Capitán Venganza</i> (juin 1958 – mai 1959)</b> .....	81
Graciela Quintero, <i>La Aviadora</i> .....	81
Réhabilitation et amnistie .....	86
Les deux guérillas libérales de Quinchía .....	91
L’ordre et la violence .....	95
La récolte de café .....	100
Les débats parlementaires .....	105
La visite des journalistes.....	108
<b>Chapitre IV – Le major, le bandit, le maire et les missionnaires : géographie sociale du banditisme (mai 1959 – juin 1961)</b> .....	124
Álvaro Valencia Tovar, commandant du bataillon Ayacucho.....	124
Medardo Trejos Ladino, alias <i>Capitán Venganza</i> .....	132
La guérilla de <i>Capitán Venganza</i> .....	139
Quinchía, un village à réaménager.....	144
L’administration de Zósimo Gómez Álvarez .....	148
Le MRL et <i>l’ospino-alzatisme</i> .....	155
Les missionnaires de l’IEME.....	165
5 juin 1961 : les derniers soupirs de <i>Capitán Venganza</i> .....	175
<b>Conclusion</b> .....	182
<b>Illustrations, figures, tableaux, cartes</b> .....	189
<b>Sources primaires</b> .....	191
<b>Bibliographie</b> .....	194
<b>Annexes</b> .....	199

### **Remerciements**

Je tiens en tout premier lieu à remercier Olivier Compagnon, qui m'a guidé et conseillé tout au long de ce travail. Ses remarques et critiques bienveillantes m'ont permis de mener cette tâche à bien.

Je remercie également Alberto Verón Ospina, John Jaime Correa, Carlos Alfonso Victoria, Alfredo Cardona Tobón, Gilberto Loaiza Cano, Albeiro Valencia Llano, Jhonny Delgado, Álvaro Acebedo Tarazona, Alfredo Molano, et Ricardo Peñaranda, qui ont su m'apporter divers éclaircissements dans la réalisation de ce mémoire. Je tiens enfin à remercier Simon Fagour, Victor Chautard, Sebastián Tobón, Yali Sequeira, Anais et Laetitia Braconnier, pour leur relecture attentive de ce travail.

Je dédicace ce mémoire à Marta, Angélica, Irma, Wilder et Edier, qui m'ont accueilli et guidé pendant mon séjour de terrain à Quinchía.



## Introduction

Ce mémoire traite d'une série de phénomènes qui ont lieu dans un village de l'occident colombien au milieu du XXe siècle. Le village de Quinchía fait partie du département de Caldas<sup>1</sup> ; il se situe sur la rive occidentale du fleuve Cauca, à une altitude moyenne de 1 776 mètres au dessus du niveau de la mer et s'étend sur une surface d'environ 130 km<sup>2</sup>. Au moment du recensement de 1951, le village comptait 20 665 habitants ; sa population augmente de quelques milliers d'habitants dans les dix années qui suivent<sup>2</sup>. À l'époque, le département de Caldas est limitrophe avec les départements d'Antioquia, au nord, Cundinamarca et Tolima, à l'est, Valle del Cauca au sud, et Chocó à l'occident. Il s'étend sur une superficie totale de 13 464 km<sup>2</sup> et compte, au début de l'année 1957, 1 256 872 habitants<sup>3</sup>.



1. Localisation de Quinchía sur la carte de la Colombie. Adresse URL <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=8305517> (Site consulté le 28 février 2017).

Dans certaines collines<sup>4</sup> de Quinchía, des groupes d'hommes parcourent les domaines la nuit. Ils sont armés et portent, très souvent, des habits militaires. Lors de leurs

<sup>1</sup> Le département de Caldas sera séparé entre les départements de Caldas, Quindío, Risaralda en 1966. À ce moment là, Quinchía passera à faire partie du département de Risaralda. Dans ce mémoire, nous utilisons le terme Caldas pour désigner la zone qu'on connaît aujourd'hui comme le « Vieux Caldas », c'est à dire la zone occupée par les actuels départements de Caldas, Quindío et Risaralda.

<sup>2</sup> Dirección departamental de Estadística de Caldas, *Revista – Anuario*, Manizales, Imprenta Departamental, août 1960, pp. 11 – 23.

<sup>3</sup> *Idem*, p. 23.

missions, ces hommes menacent ou attaquent physiquement les petits et moyens propriétaires terriens, afin de les contraindre à abandonner leurs domaines. Ces hommes se constituent également en délivreurs de justice, réglant les conflits de voisinage, dans des zones où le gouvernement investi n'a pas d'emprise ferme. L'identité de la plupart de ces hommes nous est inconnue. Nous ne connaissons pas les mots qu'ils auraient choisis pour formuler leurs ambitions puisque, pour l'historien, ils sont restés muets : dans leur grande majorité, ils n'ont jamais pris la plume pour décrire leurs expériences. Pourtant, quelques pistes éparées permettent d'enquêter, souvent de façon indirecte, sur l'identité et les activités de leur principal leader : Medardo Trejos Ladino, un jeune homme qu'on connaît, à l'époque, comme *Capitán Venganza*. Certaines sources nous informent également sur l'identité et les activités de certains leaders de guérilla qui ont aidé à conformer le groupe armé en question. Ce sont des formateurs, ou bien des médiateurs. Or, où reside l'intérêt de s'attarder sur la vie de ces hommes ? Pour répondre à cette question, il faut se référer au contexte et au climat de violence qui se vit à Caldas et, de façon plus générale, en Colombie à l'époque<sup>5</sup>.

Entre les années 1946 et 1948, en Colombie, plusieurs acteurs armés convergent dans un affrontement qui présente de fortes similitudes avec une guerre civile, bien que les acteurs de l'époque n'emploient pas ce terme en particulier pour décrire le conflit ; ils le connaissent tout simplement comme *la Violence*. L'adoption d'une posture sectaire par certains secteurs du parti au pouvoir, le Parti Conservateur, débouche sur la persécution de larges pans de la population appartenant au parti opposé, le Parti Libéral. Les petits et moyens propriétaires libéraux de nombreuses régions du pays commencent alors à fuir leurs zones d'origine pour se diriger vers d'autres villages ou les grandes villes, où le conflit armé est moins présent. Ils essaient d'échapper à la menace portée par des groupes paramilitaires fidèles au Parti Conservateur, qui comptent avec la complicité des autorités

---

<sup>4</sup> En Colombie, une colline est une división administrative à l'intérieur d'une municipalité, que l'on pourrait aussi considérer comme un quartier rural. La colline se distingue du corregimiento, ce dernier ayant son propre poste de police.

<sup>5</sup> Dans ce mémoire nous effectuons une distinction entre la Violence comme une période de l'histoire colombienne comprise entre 1946 et 1964, et la violence comme un phénomène beaucoup plus répandu, dans l'espace et dans le temps. Pourtant, comme nous le verrons, il n'est pas toujours facile d'établir si l'on parle de l'un ou de l'autre.

locales, elles aussi un acteur majeur dans la lutte. Les groupes ainsi assiégés forment également leurs propres groupes d'auto-défense, puisant dans l'appui de la population locale et dans l'expérience précédente que certains possèdent dans la mobilisation armée. Dans les premières années du conflit, plusieurs groupes armés, comme ceux qui sont présents sur les plaines orientales de la Colombie, établissent un véritable front de guerre contre le Gouvernement. Ceux qui opèrent dans les régions centrales du pays peuvent se déplacer rapidement à des zones inaccessibles, comme les sommets de la cordillère Centrale. Suite à une première proposition d'amnistie émanant des autorités, en 1953, le conflit diminue en intensité, mais il se prolonge sous différents formats jusqu'au début des années 1960. Le cas de *Capitán Venganza* s'insère dans cette dernière étape de la lutte ; le groupe armé qu'il dirige émerge au village de Quinchía entre les années 1957 et 1958, au moment où la Colombie entame une transition vers un nouveau dispositif de partage de pouvoir entre les partis traditionnels : le Front National. Paul Oquist calcule le nombre de victimes fatales pour la période 1946-1966 à au moins 193 603<sup>6</sup> ; Eric Hobsbawm considère ce conflit comme une des plus larges mobilisations de paysans armés dans l'histoire occidentale récente, à l'exception de certaines périodes de la Révolution mexicaine<sup>7</sup>.

Au fil des années 1950, plusieurs acteurs laissent des témoignages écrits où ils interprètent différemment les phénomènes auxquels ils participent. Certains se concentrent sur les conflits qui déchirent la classe dirigeante colombienne, entraînée dans une dynamique dont elle ne contrôle plus les conséquences. Les explications varient, allant de celles qui mettent l'accent sur la polarisation autour de la guerre d'Espagne, à celles qui se concentrent sur les rapprochements du Parti Conservateur au clergé catholique<sup>8</sup>. Quelques-uns proposent même de voir le conflit comme une lutte entre idéologies totalitaires et

---

<sup>6</sup> OQUIST Paul, *Violence, conflict and politics in Colombia*, New York, Academic Press, 1980, p. 5.

<sup>7</sup> HOBBSAWM Eric, *Rebeldes primitivos : Estudio sobre las formas arcaicas de los movimientos sociales en los siglos XIX y XX*, Barcelone, Editorial Ariel, 1983, p. 264.

<sup>8</sup> AZULA BARRERA Rafael, *De la Revolución al Orden Nuevo : Proceso y Drama de un Pueblo*, Bogotá, Editorial Kelly, 1956, chapitre 4 ; SOLAÚN Mauricio, « La Violencia : Socio-Historical Determinants of Political Violence in Colombia », manuscrit non publié, p. 158.

démocratiques<sup>9</sup>. Suite à cette première vague de littérature « violentologue », le monde académique intervient de manière plus décisive dans ce débat, proposant une grille d'analyse composée d'éléments assez divers. En 1958, lorsque le conflit arrive à ses dernières étapes, le prêtre catholique Germán Guzmán dirige une commission créée par décret gouvernemental pour enquêter sur les origines et le fonctionnement de la violence, ainsi que pour sceller de pactes de non-agression et de coopération avec les groupes qui sont toujours sur un pied de guerre. Cette commission, conformée par deux prêtres catholiques, deux militaires et deux politiciens, parcourt, entre les mois de juin et décembre de l'année 1958, les départements de Caldas, Huila, Tolima, Valle, et Cauca. Les commissionnés signent, selon les propres calculs de Guzmán, un total de 52 pactes de paix, réalisant, au passage, près de 20 000 entretiens personnels. La guérilla de *Capitán Venganza* est le premier groupe armé avec lequel ils prennent contact, comme nous le verrons ultérieurement. En 1961, Guzmán est approché par quelques membres de la récemment fondée faculté de Sociologie de l'université Nationale : Camilo Torres Restrepo, Orlando Fals Borda, Andrew Pearse et Roberto Pineda. Ces derniers lui proposent de participer à l'écriture d'un livre sur la Violence en Colombie, en utilisant les données qu'il avait collectées lors de ses déplacements avec la Commission. Le résultat sera l'ouvrage *La Violencia en Colombia : estudio de un proceso social*, co-écrit par Germán Guzmán, Orlando Fals Borda et Eduardo Umaña Luna, et publié pour la première fois en juin 1962<sup>10</sup>. Cet ouvrage constitue effectivement la première tentative académique de dresser un bilan exhaustif des diverses manifestations de violence durant la période, ainsi que de représenter la distribution spatiale de la violence à travers le pays. Il demeure, malgré ses limitations, un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à cette période historique.

Les ouvrages postérieurs à l'œuvre de Guzmán font ressortir les aspects socio-économiques de la Violence, peu étudiés de façon systématique jusque là. Certains choisissent de voir le conflit comme un processus d'expropriation paysanne propre à

---

<sup>9</sup> PATIÑO Abelardo, *The political ideas of the Liberal and Conservative parties in Colombia during the 1946-1953 crisis*, Washington, D.C., American University, 1954.

<sup>10</sup> GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá, septembre 1962 [juin 1962].

l'expansion du capitalisme dans le pays<sup>11</sup> et d'autres y aperçoivent un processus opposé : Francisco Posada considère que le capitalisme se retrecit au fur et à mesure que le pays entame sa transition vers un système semi-féodal produit par la Violence<sup>12</sup>. Eric Hobsbawm, pour sa part, considère que le conflit peut se résumer à une « révolution sociale frustrée »<sup>13</sup>. Les chercheurs nord-américains Vernon Lee Fluharty, John D. Martz, et Robert Dix<sup>14</sup>, s'intéressent également à la question, tout comme les Français Pierre Gilhodés et Daniel Pécaut<sup>15</sup>. Un apport particulièrement intéressant est celui fait par Paul Oquist en 1980 dans son ouvrage *Violence, Conflict and Politics in Colombia*, où il explique que les conflits partisans avaient créé des conditions favorables à « l'effondrement partiel de l'État »<sup>16</sup>. Ce dernier ouvrage s'inscrit dans le contexte d'un renouveau des études sur la Violence au cours des années 1980. Dans ces années, paraissent les travaux de Charles Bergquist, Álvaro Tirado Mejía et Malcolm Deas<sup>17</sup>. En 1983, Gonzalo Sánchez et Donny Meertens publient une étude intitulée *Bandoleros, gamonales y campesinos*, où ils réfléchissent aux liens contradictoires qu'entretiennent les bandits avec les structures de pouvoir locales et centrales<sup>18</sup>. Cet ouvrage constitue un apport majeur à l'étude du banditisme colombien dans le contexte de la Violence, dans ses aspects documentaires

---

<sup>11</sup> KALMANOVITZ Salomón, « Evolución de la estructura agraria colombiana », *Cuadernos Colombianos*, No. 3, Bogotá, premier trimestre 1974, pp. 353-404 ; ARRUBLA Mario, *Estudios sobre el subdesarrollo colombiano*, Medellín, Editorial La Oveja Negra, 1969.

<sup>12</sup> POSADA Francisco, *Colombia : Violencia y Subdesarrollo*, Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1969.

<sup>13</sup> HOBBSAWM Eric, *Idem*, p. 273.

<sup>14</sup> FLUHARTY Vernon Lee, *Dance of the Millions: Military Rule and Social Revolution in Colombia, 1930-1956*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1957 ; MARTZ John D., *Colombia : A Contemporary Political Study*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1962 ; DIX Robert, *Colombia : The Political Dimensions of Change*, New Haven, Yale University Press, 1967.

<sup>15</sup> GILHODÉS Pierre, *Politique et violence : la question agrarie en Colombie, 1958-1971*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974 ; PÉCAUT Daniel, *Classe ouvrière et système politique en Colombie, 1930-1953*, Paris, Université René Descartes, 1979.

<sup>16</sup> OQUIST Paul, *Violence, conflict and politics in Colombia*, New York, Academic Press, 1980, p. 165.

<sup>17</sup> BERGQUIST, Charles, *Café y conflicto en Colombia*, Medellín, Fundación Antioqueña para los Estudios Sociales, 1971 ; TIRADO MEJÍA Álvaro, « Aspectos sociales de las guerras civiles en Colombia », *Revista de Extensión Cultural*, Vol. 2, No. 3, 1995, pp. 64-73 ; DEAS Malcolm, « Poverty, Civil War, and Politics: Ricardo Gaitán Obeso and his Magdalena River Campaign in Colombia, 1885 », *Nova Americana*, Vol. 2, 1979, pp. 263-303.

<sup>18</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *Bandoleros, gamonales y campesinos*, Bogotá, Distribuidora y Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S.A., 2006.

comme analytiques ; nous y ferons régulièrement recours au cours de ce mémoire. D'autres contributeurs, comme Jaime Arocha, Carlos Miguel Ortiz et Darío Fajardo, apportent des études regionales très complètes qui donnent encore plus de profondeur à notre compréhension de la période<sup>19</sup>. De façon plus récente, nous tenons à évoquer le travail de Mary Roldán sur l'évolution de la violence dans le département d'Antioquia entre 1946 et 1953<sup>20</sup>. Enfin, l'ouvrage de Fernán Gonzalez publié en 2014, *Poder y Violencia en Colombia*, constitue une des plus récentes synthèses sur les violences en Colombie<sup>21</sup>. Cette vaste étude est le produit d'un travail de recherche mené par l'auteur en concertation avec les membres du laboratoire de recherche Odecofi. On y trouve une vision plus globale de la violence du milieu du siècle, qui la met en relation avec de phénomènes de violence plus récents comme plus anciens. Ainsi, les guerres civiles du XIXe siècle prennent leur place dans une longue continuité qui les relie aux violences des années 1950, ainsi qu'aux modalités plus récentes de la guerre en Colombie. Les auteurs soulignent également que l'histoire du cas colombien doit s'inscrire au sein d'une réflexion plus globale sur le rôle de la guerre dans le processus de gestation de l'État en Europe et en Amérique latine.

En somme, il existe une infinité de points de départ possibles pour étudier la Violence. Cette diversité d'approches découle du caractère multiforme et épars du phénomène en question. En effet, il s'agit d'une catégorie assez malléable, qui fait référence à un ensemble des phénomènes dispersés dans l'espace et dans le temps. Nonobstant, ces éléments gardent une unité : le mot est systématiquement écrit en majuscule par les auteurs de l'époque, qui le traitent comme un domaine à part entière de l'actualité. Le défi qui se pose est donc de reconstituer les artères qui soudent ce vaste système de représentations. Cette tâche implique de superposer les manifestations de violence existantes sur le territoire, pour aboutir à saisir les contours de son unité à l'échelle nationale. À cette démarche, il faut rajouter la superposition de phénomènes similaires,

---

<sup>19</sup> AROCHA Jaime, *La Violencia en el Quindío: Determinantes ecológicos y económicos del homicidio en un municipio caficulator*, Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1979 ; ORTIZ SARMIENTO Carlos Miguel, *Estado y subversión en Colombia : La Violencia en el Quindío años 50*, Bogotá, Fondo Editorial CEREC, 1985 ; FAJARDO Darío, *Violencia y desarrollo*, Bogotá, Fondo editorial suramerica, 1979.

<sup>20</sup> ROLDÁN Mary, *A sangre y fuego: la violencia en Antioquia, Colombia, 1946-1953*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2003.

<sup>21</sup> GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014].

anciens ou recents. La violence du milieu du siècle se situe ainsi au sein du vaste éventail de manifestations du fait guerrier dans l'Histoire. Une approche globale est donc nécessaire, qui puisse rendre compte de toutes les variations possibles d'un phénomène générique. C'est l'esprit qui anime Eric Hobsbawm dans son étude sur les formes « primitives » ou « archaïques » d'agitation sociale. Cet auteur tient à souligner que l'histoire des mouvements sociaux s'est traditionnellement concentrée sur les mouvements qui ont fini par être absorbés par les dynamiques du système auxquelles ils prétendaient s'affronter. Il démontre que l'étude des groupes qui semblent échapper à la norme ne doit pas se limiter à l'exaltation des aspects aberrants de leurs actes, puisqu'ils constituent des acteurs historiques à part entière. Il étudie différentes versions de ces formes d'agitation sociale, comme la rébellion du type Robin des Bois, les sociétés secrètes, divers mouvements révolutionnaires paysans du type millénariste, les populations urbaines de l'époque pré-industrielle et leurs émeutes, quelques sectes ouvrières religieuses, et les rites des premières organisations révolutionnaires de travailleurs<sup>22</sup>. Ces mouvements sont présents dans de contextes très variés, à différents moments entre le XVIe et le XXe siècle. Son premier ouvrage sur le sujet se limite aux mouvements de ce type que l'on peut trouver en Europe australe et occidentale aux XIXe et XXe siècles. Plus tard, il s'intéressera plus précisément à la catégorie du bandit, étendant son enquête aux sociétés rurales du monde entier. C'est alors qu'il développe le modèle du bandit social comme catégorie analytique<sup>23</sup>.

Hobsbawm considère que tous ces mouvements adoptent une approche pré-politique à la révolte sociale, puisqu'ils sont menés par des populations qui n'ont pas encore trouvé une dialectique pour exprimer leurs aspirations.

En effet, exception faite des fraternités initiatiques du type carbonari, tous les phénomènes analysés dans ce livre appartiennent au monde des hommes qui n'écrivent et ne lisent que peu de livres – le plus souvent parce qu'ils sont illettrés, – qui parlent peu et sont rarement compris quand ils s'expriment, dont seuls les amis connaissent le nom<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> HOBBSAWM Eric, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1966, pp. 15-16.

<sup>23</sup> HOBBSAWM Eric, *Bandits*, Suffolk, Pelican Books, 1972.

<sup>24</sup> HOBBSAWM Eric, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1966, p. 16.

Eric Hobsbawm reconnaît que l'usage des termes « primitif » ou « archaïque » peut donner lieu à de confusions. Il signale la grande variété de configurations que l'on peut trouver dans le banditisme, et il reconnaît que le banditisme social peut, à certains moments, passer d'être un simple projet reformiste à se constituer en un véritable programme révolutionnaire pour la société rurale. À son avis, ce saut ne se produit pas, ou se produit lentement, et de façon incomplète, si l'initiative est laissée dans les mains des paysans<sup>25</sup>. Cette perspective sera sans cesse critiquée par la suite. Anton Blok, dans son étude sur la mafia sicilienne publiée en 1972, démontre que le bandit ne peut pas être considéré comme un étranger au monde politique, puisqu'il tisse souvent de liens étroits avec les détenteurs du pouvoir<sup>26</sup>. Pat O'Malley critique l'argument de Hobsbawm selon lequel le banditisme ne se rend présent que dans les sociétés pré-capitalistes ou en transition au capitalisme, puisqu'en Australie les phénomènes de banditisme coexistent avec un capitalisme agraire très développé<sup>27</sup>. Pour Ranajit Guha, il n'y a rien de spontané ou d'irréfléchi dans le comportement des paysans en Inde coloniale. Certes, leurs actions ont comme seul but la destruction des structures de domination en place, sans proposer de structures alternatives. Cela n'implique pas pour autant que leurs agissements se situent à l'extérieur du royaume de la politique<sup>28</sup>. Il est clair, comme le soulignent ces différentes critiques, que le sens donné par Hobsbawm à la catégorie de bandit social est excessivement restrictif. Son modèle ne s'avère pas adapté pour qualifier le cas de *Capitán Vengaza*, comme nous aurons l'occasion de le voir par la suite. En tout cas, il n'est pas ici question de démonter l'appareillage analytique élaboré par cet historien anglais ; sa contribution à l'étude de ce thème comme à celui de tant d'autres demeure immense.

Hobsbawm n'a jamais limité sa réflexion à un seul et même thème. Il ne s'intéresse pas seulement à l'histoire des bandits, mais à l'ensemble de manifestations sociales qui peuvent être qualifiées par la société environnante comme étant hors les normes. Une des facettes méconnues de son œuvre est son étude du jazz. Comme l'explique François Jarrige,

<sup>25</sup> *Idem*, p. 20.

<sup>26</sup> BLOK Anton, *The Mafia of a Sicilian village, 1860-1960 : a study of violent peasant entrepreneurs*, Oxford, Blackwell, 1974.

<sup>27</sup> O'MALLEY Pat, « Class conflict, land and social banditry: Bushranging in nineteenth century Australia », *Social Problems*, Vol. 26, No. 3, 1979, pp. 271-283.

<sup>28</sup> GUHA Ranajit, *Las voces de la historia y otros subalternos*, Barcelone, Crítica, 2002.



l'historien anglais a « beaucoup écrit sur l'histoire de ce genre musical, sur ses évolutions en lien avec les mouvements migratoires et les transformations socio-économiques »<sup>29</sup>. Cet aspect de son œuvre établit un pont avec le travail d'un autre chercheur, formé à une tradition sociologique très éloignée de la sienne. En 1963, Howard Becker développe le concept de *l'outsider* pour essayer de situer sociologiquement ces individus qui ne s'ajustent pas aux conventions regissant la vie en société. Il utilise ce concept pour étudier deux groupes sociaux : les musiciens de jazz et les consommateurs de cannabis. Dans son livre, Becker rend compte du double jeu à l'œuvre dans l'émission des jugements :

Quand un individu est supposé avoir transgressé une norme en vigueur, il peut se faire qu'il soit perçu comme un type particulier d'individu, auquel on ne peut faire confiance pour vivre selon les normes sur lesquelles s'accorde le groupe. Cet individu est considéré comme un *étranger* au groupe [*outsider*]. Mais l'individu qui est ainsi étiqueté peut voir les choses autrement. Il se peut qu'il n'accepte pas la norme selon laquelle on le juge ou qu'il dénie à ceux qui le jugent la compétence ou la légitimité pour le faire. Il en découle un deuxième sens du terme : le transgresseur peut estimer que ses juges sont *étrangers* à son univers<sup>30</sup>.

Le modèle de Howard Becker s'adapte parfaitement à l'étude du banditisme. En effet, lorsqu'il s'agit d'analyser la perception qu'un groupe social véhicule sur un individu précis, il n'est jamais facile d'établir à quel point les opinions sont homogènes, ou universellement partagées. La plupart du temps, une véritable lutte est à l'œuvre, au cours de laquelle un secteur du groupe va s'approprier la prérogative de la définition, au détriment d'un autre. Qui plus est, Medardo Trejos fait partie d'une des catégories d'acteurs étudiées par Becker : celle des consommateurs de stupéfiants.

En quelque sorte, la réflexion sur la place du bandit au sein de la société rurale s'ouvre sur la question, plus générale, de la place de l'individu face à son entourage social. Depuis un certain moment, les chercheurs en sciences sociales s'intéressent davantage aux

---

<sup>29</sup> JARRIGE François, « Eric J. Hobsbawm, l'histoire et l'engagement », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, Vol. 120, 2013, pp. 157-164. Adresse URL : <http://chrhc.revues.org/3087> (Site consulté le 07 février 2017).

<sup>30</sup> BECKER Howard S., *Outsiders : Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions A.-M. Métailié, 1985, p. 25.

phénomènes impersonnels, aux changements de grande échelle qui dépassent le cadre étroit d'un seul être humain. Ce détour implique, au passage, l'abandon des courants historiques qui mettent uniquement l'accent sur les prouesses d'une poignée d'individus privilégiés, qui ont souvent peu en commun avec le gros des habitants ruraux ou citadins autour d'eux. C'est ainsi que certains chercheurs se sont progressivement éloignés de l'étude de cas individuels pour privilégier l'analyse macro-sociale. Pierre Bourdieu, par exemple, nous met en garde contre l'individualisme méthodologique qu'on décerne souvent dans les études biographiques :

Essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un «sujet» dont la constance n'est sans doute que celle d'un nom propre, est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations<sup>31</sup>.

Pourtant, Bourdieu ne manifeste pas une opposition irréstrictive au traitement de cas individuels par le sociologue. Il considère juste qu'on ne peut comprendre une trajectoire qu'à condition d'avoir étudié « l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéré — au moins, dans un certain nombre d'états pertinents — à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles »<sup>32</sup>. Autrement dit, la construction biographique n'est pas incompatible avec la démarche sociologique, dans la mesure où « l'individuel est tout aussi social, et donc tout aussi étudiable par le sociologue, que le collectif »<sup>33</sup>. Les études de cas individuels gardent donc leur pertinence, à condition qu'on soit en mesure d'insérer l'individu dans la multiplicité de ses appartenances – familiales, religieuses, politiques. Nous aboutissons ainsi à une vision de l'individu mis en situation, agissant au sein d'un espace physique et social bien précis.

---

<sup>31</sup> BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales* Vol. 62-63, 1986, p. 71.

<sup>32</sup> *Idem*, p. 72.

<sup>33</sup> LAHIRE Bernard, *Franz Kafka : éléments pour une théorie de la création littéraire*, Paris, Éditions La Découverte, 2010, pp. 65-105.

Il existe un nombre important d'ouvrages où l'auteur étudie un cas individuel tout en gardant l'ambition d'une montée en généralité. C'est le cas du livre *Le Fromage et les vers*, publié par Carlo Ginzburg pour la première fois en 1976, et traduit en français en 1980. Il porte sur le procès mené par l'Inquisition italienne contre Domenico Scandella dit Menocchio, un meunier de la région de Frioul brûlé sur le bûcher au début du XVII<sup>e</sup> siècle à cause de ses opinions en décalage avec la doctrine catholique. Au cours du procès, Menocchio fait preuve d'une énorme indépendance intellectuelle, comme nous le montrent ses explications sur l'origine de l'univers à partir d'une masse dont la texture ressemble à celle du fromage, à l'intérieur de laquelle se trouvent les vers, les anges, et Dieu. À partir d'une analyse des lectures du meunier, Ginzburg fait ressortir les éléments d'une culture populaire, très longtemps éclipsée par les discours des savants et des ecclésiastiques<sup>34</sup>. C'est également le cas de l'ouvrage majeur de Giovanni Levi, *Le Pouvoir au village*. Ce livre a également pour point de départ un procès, cette fois-ci contre Giovanni Battista Chiesa, curé-vicaire du village de Santena à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Cet homme exerce une activité en tant que guérisseur et exorciste auprès de ses paroissiens, qui l'accusent d'avoir tiré un profit matériel de ces activités. À partir du procès intenté en 1697 par l'archevêché de Turin contre Chiesa, l'historien situe l'évolution de la vie à Santena dans le cadre plus large des changements qu'expérimente le Piémont au cours du siècle qui s'achève. La famille Chiesa est partie prenante de ce processus, puisque le père de Giovanni, Giulio Cesare, s'était déployé comme podestat du village pendant plus de quarante ans. L'ouvrage de Levi débouche ainsi sur une réflexion plus générale sur le rôle des notables au sein de la société locale<sup>35</sup>. Tenons enfin à souligner l'énorme apport d'Alain Corbin à cette réflexion collective. À la fin des années 1990, cet auteur choisit de consacrer un livre entier à l'histoire d'un individu dont le nom est choisi complètement au hasard dans l'un des volumes de l'inventaire des archives municipales. Il se retrouve ainsi face à Louis-François Pinagot, un sabotier qui habite la Basse Frêne, dans l'Orne, entre 1798 et 1876. Au cours de sa vie, Louis-François ne prend jamais la parole en public et ne laisse pas de traces écrites. Tout de même, son histoire constitue une porte d'entrée à tout un univers social, qui nous informe sur la relation qu'entretiennent les habitants du Perche ornais à la forêt domaniale

<sup>34</sup> GINZBURG Carlo, *Le fromage et les vers: l'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle*, Aubier, 1980.

<sup>35</sup> LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village: histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1989.

environnante, ainsi que sur la manière dont ils expérimentent l'entrée de l'ennemi allemand dans leur territoire, pour n'évoquer que certains aspects de la recherche. Corbin enquête également sur les histoires que Louis-François aurait pu entendre de ses aïeux dans son enfance, pour se demander quelle aurait pu être sa conception du passé<sup>36</sup>. Tout comme les micro-historiens Ginzburg et Levi, Corbin démontre l'intérêt d'écrire une histoire au ras du sol, à partir des expériences concrètes des acteurs pour ensuite aboutir à une généralisation sur les pratiques de différents groupes sociaux. Les techniques d'investigation empruntées par ces auteurs informent notre enquête sur Medardo Trejos ; leurs préoccupations sont présentes dans notre traitement d'un bandit colombien du milieu du XXe siècle.

Quelles sont nos connaissances actuelles sur la période de la Violence à Quinchía et sur le groupe armé de Medardo Trejos en particulier ? Jusqu'à présent, le thème n'a été étudié que de façon sommaire. La guérilla de *Capitán Venganza* est mentionnée dans le livre de Gonzalo Sánchez et Donny Meertens que nous avons déjà cité, *Bandoleros, gamonales y campesinos*. Ces auteurs consacrent quelques pages de leur ouvrage au bandit *quinchieño*, au sein du chapitre où ils élaborent une typologie des différents cas de banditisme dans le territoire à l'époque. Or, *Capitán Venganza* n'est pas classé comme un type de bandit particulier. Il ne rentre pas dans la catégorie des bandits qui ont fait une transition du banditisme politique au banditisme social (Efraín Gonzáles et *Chispas*)<sup>37</sup> ; ni dans la catégorie des bandits qui entretiennent de liens avec des groupes révolutionnaires (*Desquite, Pedro Brincos, Sangrenegra*)<sup>38</sup> ; encore moins dans la catégorie des tueurs à gage (*El Mosco, La Gata, Zarpazo*)<sup>39</sup>. *Capitán Venganza* est abordé comme un cas à part entière, qu'ils considèrent, avant tout, comme un « mythe paysan »<sup>40</sup>. À partir de certains articles de journal, quelques transcriptions de procès judiciaires et des comptes-rendus des débats au Sénat, ces auteurs dessinent, à grands traits, les principaux aspects des phénomènes de violence à Quinchía entre 1957 et 1961. Pourtant, le caractère comparatif de leur enquête et l'absence de sources ne leur permet pas de nous informer davantage sur

---

<sup>36</sup> CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1789-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.

<sup>37</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *Idem*, pp. 103-177.

<sup>38</sup> *Idem*, pp. 178-232.

<sup>39</sup> *Idem*, pp. 232-259.

<sup>40</sup> *Idem*, p. 259.

la question. Deux années après la publication de ce livre, le cas de *Venganza* fait l'objet d'un mémoire de licence soutenu à l'université technologique de Pereira (UTP). Ce travail constitue un apport empirique considérable à notre connaissance du thème. En annexe, les auteurs fournissent au lecteur un ensemble de sources documentaires, tirées en partie des archives du corregimiento d'Irra. Ces annexes permettent de compléter la recherche documentaire effectuée lors de cette enquête, vu que certaines archives consultées par ces auteurs n'existent plus<sup>41</sup>. Ensuite, la Violence à Quinchía et le phénomène de *Capitán Venganza* font partie des thèmes abordés par Alfredo Cardona Tobón dans son livre *Quinchía mestizo*, qui parcourt les différentes étapes de l'histoire de Quinchía depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours<sup>42</sup>. Enfin, Alvaro Acebedo Tarrazona publie un article sur le sujet en 2004, et Orlando Parra Gómez s'y penche également dans son mémoire de Master, soutenu en 2007 à l'université pontificale Javeriana, à Medellín<sup>43</sup>.

Lors de notre enquête, il a été question d'aller au-delà des travaux existants. Pour ce faire, nous avons commencé par dresser une chronologie sommaire des événements qui ont lieu entre la fin de l'année 1957 et le milieu de l'année 1961. La priorité est donnée aux événements qui ont lieu à Quinchía, tout en tenant compte des événements extérieurs qui peuvent avoir un lien avec les problématiques *quinchieñas*. Cette première étape a permis d'observer plus clairement quels étaient les aspects non explorés par la recherche, pour enquêter de façon minutieuse et éclairée dans d'autres fonds d'archives. Au moment de l'écriture du texte, nous avons choisi une structure narrative pour donner au lecteur une idée de la succession chronologique des événements qui nous intéressent. Les fragments narratifs sont intercalés avec des passages explicatifs, où l'on fournit des éléments contextuels pour situer les événements décrits à l'intérieur d'un espace géographique et

---

<sup>41</sup> ARCHIPIZ ARCHIPIZ Gilberto, CALVO BECERRA José Albeiro, MEDINA DE A. María Gladys, PÉREZ VALENCIA Elsaín de Jesús, PALACIO POLANCO Camilo, QUINTERO CASTAÑO Jairo de Jesús, RIVERA PÉREZ DE R. María Amparo, *La Violencia política en Quinchía : Caso Capitán Venganza*, Sciences sociales, Université Technologique de Pereira, Faculté d'Éducation, juin 1985.

<sup>42</sup> CARDONA TOBÓN Alfredo, *Quinchía mestizo*, Pereira : Fondo Editorial Departamento de Risaralda, 1989.

<sup>43</sup> ACEBEDO TARRAZONA Álvaro, « El símbolo de un Robin Hood vengador en el occidente de Colombia », *Estudios Humanísticos. Historia*, No. 3, 2004 ; PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007.

social. À un moment donné, la narration est complètement interrompue, pour laisser place à un chapitre explicatif, qui explore de manière plus détaillée le contexte régional au sein duquel Medardo Trejos grandit et agit. Le thème principal étant la vie et les actes d'un individu précis, notre démarche essaie principalement de mettre en évidence une éternelle tension entre un contexte normatif donné et une liberté individuelle limitée<sup>44</sup>. Ainsi, il sera question d'étudier le bandit sous l'angle des différentes facettes qu'il peut adopter : le voleur noble, le préleveur d'impôts, le militant anti-communiste et anti-protestant, parmi tant d'autres.

Le texte en lui-même se divise en quatre chapitres, qui s'organisent de la manière suivante : au premier chapitre, nous entamons un fil narratif qui commence au mois de septembre de l'année 1957 et s'étend jusqu'au mois de mai 1958. Cette partie permettra de comprendre le processus de formation des bandes armées dans la zone de Quinchía à travers les témoignages de différents types de fonctionnaires municipaux et départementaux, et de nombreuses sources de presse. Nous étudierons la manière dont les bandits de cette région opèrent, les stratégies qu'ils utilisent, l'imaginaire qu'ils évoquent aux yeux du public ; nous allons également dresser un portrait sociologique des intégrants de ces bandes : Qui sont-ils ? Qu'est-ce qui les motive ? Qui les a initié à la pratique du banditisme ? Cette discussion initiale permettra au lecteur de saisir les enjeux sous-jacents au massacre de Neira. Le 11 mai 1958, une colline de ce village voisin de Quinchía est attaquée par un groupe de malfaiteurs qui laissent derrière eux un solde de 11 morts, deux blessés et plusieurs disparus. Suite à ce massacre, les phénomènes de violence à Quinchía attirent les yeux des médias, arrivant à son apogée l'année suivante.

Ce fil narratif sera coupé au deuxième chapitre pour faire un détour historique par le temps long de l'histoire de Quinchía. Ce détour a comme but principal d'établir clairement que les événements qui ont lieu entre 1957 et 1961 ne sortent pas du vide ; ils portent la marque des problèmes reculés dans le temps, comme l'accès à la terre, ou bien la place des indigènes dans la société. Nous allons parcourir très rapidement l'histoire de Quinchía depuis l'époque coloniale jusqu'à l'époque républicaine, en essayant de faire ressortir des

---

<sup>44</sup> LOAIZA CANO Gilberto, « El recurso biográfico », *Historia crítica*, No. 27, 2005, p. 233.

thématiques qui remontent à la surface dans les années 1930 et 1950, cette fois-ci dans un autre contexte de violence politique exacerbée. Cette partie devrait aussi nous rendre sensibles à l'idée que les changements politiques en Colombie dans ces années là, que ce soit l'accélération d'une lutte paysanne armée ou le déploiement d'une série de stratégies politiques par les partis traditionnels, font partie d'une transition plus large, liée à la Grande Dépression, ainsi qu'au contexte d'après-guerre qui entoure les événements analysés. Enfin, nous étudierons le lent processus qui conduit au déclenchement de ce qu'on connaît comme la Violence, un conflit de vastes proportions entre les collectivités politiques traditionnelles, libérales et conservatrices, avec des répercussions dans la plupart des régions centrales du pays, et même dans des zones plus reculées du territoire national, toujours en phase de colonisation. À la fin de ce détour, on sera en mesure de reprendre le fil narratif interrompu à la hauteur du mois de mai de l'année 1958.

Le troisième chapitre comprend les événements qui se déroulent entre les mois de juin 1958 et mai 1959. Il sera ici question de retracer l'évolution interne des bandes armées sur ce territoire, que ce soit depuis le point de vue des observateurs qui se trouvent sur place ou à travers l'optique des médias. Nous nous interrogerons plus en profondeur sur les différentes stratégies adoptées par les différents dirigeants de ces bandes, ainsi que sur les alliances qu'ils tissent avec d'autres groupes en fonction des enjeux politiques changeants. Au cours de ces mois, le cas de *Capitán Venganza* pénètre l'espace médiatique, au point de gagner une audience nationale. Le sujet fait même l'objet de chaleureux débats au Sénat, où les exposants font référence à un territoire libéré, qu'ils considèrent même comme une République indépendante. Les bandits semblent avoir la main libre pour prélever des impôts auprès des habitants, les obliger à abandonner leurs propriétés et même imposer des punitions aux malfaiteurs. Ce scandale se solde par une visite organisée par le gouvernement départemental en concertation avec les forces armées, qui permet à un groupe de journalistes de plusieurs organes de circulation nationale, de venir passer une journée à Quinchía pour mieux apprécier la situation d'ordre public à cet endroit.

Le quatrième chapitre reprend la narration quelques semaines avant la visite des journalistes à Quinchía. Au début du mois de mai, le ministre des Travaux Publics Virgilio

Barco autorise l'enlèvement des rails de la ligne ferroviaire qui relie Pereira à Manizales. Cette annonce déclenche une grève civique à Manizales qui nécessite de l'encadrement des forces armées. Álvaro Valencia Tovar, à la tête des troupes du bataillon Ayacucho, dirige cette première mission avant de se déplacer à l'occident du département, où il orchestre une rencontre avec le leader de guérilla Medardo Trejos. Valencia prépare ainsi le terrain pour une visite, très médiatisée, qui aura lieu quelques jours plus tard. Le lecteur entre en contact avec Medardo Trejos par le biais de la plume de Valencia, qui écrit ses mémoires cinq décennies après les événements. Le major est donc un de nos trois interlocuteurs dans ce chapitre, où l'on dessine une géographie sociale du banditisme. Zósimo Gómez, maire de Quinchía entre octobre 1959 et juin 1960, propose sa propre interprétation de la participation de *Venganza* à la recomposition du paysage armé à Quinchía. C'est ce que font aussi plusieurs membres d'un organe missionnaire qui intervient à Quinchía entre 1959 et 1966. À travers leurs paroles, nous apercevons un fin tissu social qui relie les actions de ces différents acteurs aux changements dans la vie de Medardo Trejos, et inversement. Nous suivons le bandit jusqu'à sa mort, en juin 1961, même si dans les derniers mois de sa vie, il semble s'effacer des archives. Nos connaissances sur ses actions pendant cette période sont vagues, même s'il est clair que Medardo retourne à son village de naissance avant de disparaître.

L'enquête de terrain a été réalisée lors d'un séjour de sept mois en Colombie, entre mai et décembre de l'année 2015. Un premier voyage à Pereira a permis de consulter les ouvrages disponibles à la bibliothèque de l'université technologique de Pereira (UTP) pour finir de dresser un état de l'art de la question. Un séjour de trois semaines a ensuite été effectué à Quinchía. Pendant ce temps, il a été possible d'accéder aux fonds des archives municipales de la mairie de Quinchía, où nous avons trouvé des documents précieux qui constituent, avec les dossiers de presse, le noyau dur des sources primaires utilisées pour la rédaction. Des entretiens oraux, onze au total, ont été aussi réalisés avec des habitants du village. Ces sont des témoins de l'époque qui gardent de souvenirs des événements que nous cherchons à comprendre. Un séjour d'une semaine à Bogotá, vers la fin de l'enquête, a permis de consulter les dossiers de presse disponibles à la Bibliothèque Luis Angel Arango, ainsi qu'à la Bibliothèque Nationale de la Colombie. Nous avons également consulté les archives numérisées qui sont accessibles sur Archidoc, la plateforme de recherche en ligne



des Archives générales de la Nation (AGN). Ces archives ont servi à l'écriture du deuxième chapitre du mémoire. Enfin, une série de documents nous ont été transmis électroniquement par un représentant de l'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME). Ces documents seront analysés à la fin du texte pour détailler le travail effectué par les missionnaires de cet institut à Quinchía à partir de décembre 1959. Un séjour d'échange à l'université del Valle, à Cali, a permis de présenter en cours les avancées de ce projet et d'avoir des retours de la part d'étudiants et de chercheurs sur les aspects de la recherche à revoir et à améliorer.



## **Chapitre I – La Formation d’une guérilla libérale à Quinchía : premières actions armées et couverture médiatique (septembre 1957 – mai 1958)**

*Le but de ce chapitre est de situer le lecteur dans le contexte rural de Quinchía entre 1957 et 1958. Il faut rendre compte de la géographie vallonnée de l’endroit, préciser la distribution spatiale de la violence. Une brève analyse du massacre de Neira, le 11 mai, permettra d’entrer en matière. Les nombreux assassinats et hostilités perpétrés par des bandits à l’encontre de cette population frontalière de Quinchía attirent l’attention du public sur le problème de violence latent qui existe dans l’occident de Caldas. C’est à ce moment-là que commence à se répandre une information qui avait circulé confidentiellement depuis le mois de février de la même année : des gens « venus du département de Tolima » organisent des groupes armés dans le sud de Quinchía, sur les collines qui se situent dans la descente vers le fleuve Cauca. L’analyse de ces phénomènes nous permettra d’enquêter sur l’origine des médiateurs qui rendent possible l’organisation d’une force armée à Quinchía. Le contraste entre les guérilleros tolimenses et quinchieños pose d’importantes questions sur le caractère révolutionnaire ou non qui peut être attribué au soulèvement armé, comme on le verra par la suite.*

### *Le massacre de Neira*

Le 11 mai 1958, les habitants de la colline de Llanogrande, juridiction de Neira, Caldas, participent à un festival où ils récoltent des fonds pour financer la construction d’une nouvelle chapelle. L’événement se déroule dans une région productrice de café, maïs, panela, dotée d’une école et d’un service téléphonique ; l’activité se termine aux alentours de 15 heures en toute tranquillité, lorsque la plupart des voisins retourne à son lieu d’habitation. Quelques uns décident pourtant de rester dans les différentes auberges pour célébrer la Fête des mères, qui a lieu le même jour<sup>1</sup>.

Vers 17 heures environ, un groupe d’hommes portant des uniformes de police et de l’armée se présente sur les lieux ; ils brandissent plusieurs types d’armes, « depuis la machette jusqu’aux mitrailleuses ». Ce groupe de subversifs, qui est composé, selon les

---

<sup>1</sup> *La Pátria*, 13 mai 1958, p. 3. *Despiadado Asalto de Bandoleros a Vereda de Neira*.

calculs du reporter de *La Patria*, d'une trentaine d'individus, commence à faire le tour des maisons, prenant des prisonniers et enlevant aux habitants leurs armes personnelles ou de travail. Ils décident ensuite de diriger les prisonniers vers la maison de Camilo de Jesús Tabares, située entre Llanogrande et El Laurel, où ils les attachent avec des cordes. Libardo de Jesús Tabares, un des survivants interviewés par *La Patria*, raconte que quelques minutes plus tard, les bandits redirigent les prisonniers vers un autre endroit, cette fois-ci l'auberge de José Angel Aristizábal. Ce témoin explique que les 14 prisonniers avaient continué à se déplacer sans protestation, « puisque jusqu'à ce moment nous étions convaincus qu'il s'agissait véritablement de l'autorité légitime »<sup>2</sup>.

Lorsque vingt prisonniers sont réunis, ils sont sortis un par un de l'auberge et conduits jusqu'à un site où deux bourreaux se chargent de mettre fin à leurs vies, « utilisant parfois des armes à feu et d'autres les machettes ». L'opération se poursuit ainsi jusqu'à vingt-et-une heures, quand les malfaiteurs reçoivent l'ordre de leur supérieur, *Capitán Aguila*, d'entreprendre la retraite. Ils retournent alors au hameau d'Irra, qui fait partie du village voisin de Quinchía. Les bandits traversent le pont d'Irra pour se rendre sur les rives occidentales du Cauca et poursuivre leur fuite vers les zones élevées de Quinchía, sans qu'il soit établi s'ils utilisent un véhicule pour se déplacer, car la distance est assez considérable. Le fait que la bande ait pris le soin de couper les lignes téléphoniques retarde considérablement l'arrivée des autorités ; en effet, Libardo de Jesús Tabares, qui réussit à s'échapper, doit se déplacer à pied jusqu'au centre-ville de Neira pour donner le signal d'alarme. Ce n'est donc qu'à minuit que des troupes de l'armée et la police arrivent pour entamer deux missions : d'une part, organiser la chasse aux bandits, et de l'autre, porter secours aux victimes. Les troupes tentent de suivre la trace des malfaiteurs mais sans succès car, une fois arrivés au port d'Irra, les bandits se camouflent assez facilement parmi la population locale en remontant les côtes qui longent le fleuve Opirama, dans la partie sud de la municipalité de Quinchía<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> *Ibid.* Le lecteur trouvera en annexe les versions originales de toutes les citations textuelles.

<sup>3</sup> *Ibid.*

Le bilan de cette funeste soirée : 11 morts, deux blessés et plusieurs disparus. Les cadavres de plusieurs des victimes, qui sont transportés à la morgue de l'hôpital



San José de Neira, 3. *La Patria*, 13 mai 1958. p. 3.

portent la marque de la fameuse « coupe de flanelle », méthode de décapitation qui consiste à effectuer une coupe circulaire autour du cou, simulant la forme d'un col de flanelle. Deux jours après le massacre, les victimes sont enterrées lors d'une cérémonie à laquelle assistent « plusieurs centaines de milliers de citoyens »<sup>4</sup>.

Du point de vue des médias, le massacre de Neira, aussi connu comme le massacre de Llanogrande, constitue un choc. C'est un fait complètement inattendu « dans cette parcelle de la Colombie où la morbidité de la criminalité et l'ignominie n'avait pas été capable de rentrer ». Dans les jours qui suivent, le gouverneur militaire de Caldas, Colonel Gerardo Ayerbe Chaux, émet un communiqué exprimant ses condoléances aux familles des victimes et réaffirmant son engagement pour éviter que de tels événements se reproduisent. Le Directoire Libéral de Caldas, sous la présidence de Camilo Mejía Duque, émet également une condamnation officielle des attentats (les victimes sont en effet toutes conservatrices). D'autres organes de la société civile, comme la Société d'Améliorations Publiques (SMP) de Manizales, s'expriment aussi publiquement pour condamner la violence en milieu rural<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7. *Muy Solemnes Estuvieron las Exequias de los Campesinos Masacrados el Domingo 11*.

<sup>5</sup> *Ibid.*

Quelques jours après ces premières déclarations, *La Patria* relaye une colonne éditorial du journal *La República*, où l'auteur se penche également sur les attaques de Neira. Le nord du département de Caldas, explique-t-il, « est une comarque paisible, habitée par de vieux chrétiens, fidèles à la tradition, constants dans le travail, d'austères et patriotiques coutumes ». Il se réfère spécifiquement à la ville de Neira, un endroit où, dit-il, « jamais ne s'est présenté le moindre incident d'ordre public ». Une déclaration qu'il répète quelques paragraphes plus loin en disant qu'à Neira, « il n'y a pas d'antécédent quelconque de barbarie politique »<sup>6</sup>. Nous avons pourtant de bonnes raisons de douter de la supposée tranquillité caractéristique de Neira que ces commentateurs mettent en avant, ne serait-ce qu'à cause de la courte distance qui sépare cette municipalité de celle de Quinchía, qui se situe sur la rive occidentale du Cauca. Certaines collines de Quinchía proches du cours d'eau étaient en effet connues depuis plusieurs mois pour être des zones de banditisme en maturation. On le verra, les phénomènes de violence politique n'étaient pas du tout nouveaux dans cette région, le développement des bandes armées dans les zones rurales de Quinchía ayant fait l'objet de nombreux communiqués et articles de presse depuis le mois de septembre de l'année 1957.

Concernant la préparation des attaques en elle-même, les commentaires qui mettent en avant l'héritage de paix qui caractériserait la région ne tiennent pas en compte le fait que le massacre avait été minutieusement préparé dans les semaines précédentes, ce qui n'aurait pas été possible sans l'appui de complices locaux. Huit jours avant les faits, les bandits séjournent dans la région, où ils sont logés dans un domaine, ce qui leur permet de repérer les victimes à l'avance, identifier les lieux d'habitation de celles-ci et concevoir un plan d'attaque et d'échappatoire. Comme nous l'avons vu, le jour de l'opération ils se présentent à Llanogrande portant des uniformes de police et de l'armée, ce qui confond les habitants en leur faisant croire qu'il s'agit effectivement d'une perquisition menée par les autorités. On le verra plus tard, c'est une stratégie régulièrement utilisée par les rebelles de cette région ; nous n'avons pas beaucoup de détails sur les moyens utilisés pour obtenir des uniformes mais il est probable qu'ils fassent partie du butin remporté lors des embuscades menées contre les patrouilles de l'armée ou la police. Or, l'apparence militaire adoptée par

---

<sup>6</sup> *La Pátria*, 16 mai 1958. *El Manantial que no Cesa*.

ces délinquants ne se limite pas aux uniformes ; la bande utilise des nomenclatures qui viennent directement de la hiérarchie militaire. Lorsque Libardo de Jesús Tabares, un survivant, est interviewé par *La Patria*, il parle « d'un type qu'on appelait « mon lieutenant », mais qui portait des insignes de caporal premier, mince, blanc, de taille régulière et fine denture »<sup>7</sup>. Nous aurons l'occasion d'analyser plus en détail les enjeux soulevés par ces étroites similitudes entre les modes opératoires de l'armée et des bandes de délinquants.

Enfin, les bandits coupent les lignes téléphoniques qui relie la colline de Llanogrande au centre-ville, ce qui leur donne une marge de manœuvre assez large pour mener à bien l'opération en toute tranquillité. Toutes ces opérations sont des expressions collectives qui exigent, comme le souligne Javier Guerrero pour une autre époque, « au moins, d'élémentaires formes d'organisation et une structure de participation et d'identification 'communautaire' qui la transforment en une violence 'organique', profondément sociale »<sup>8</sup>. Autrement dit, le massacre de Neira ne peut pas être considéré comme un déclenchement anarchique de violence paysanne ; les motivations politico-économiques derrière cet acte devaient être bien claires car les victimes avaient été choisies à l'avance. À nous de saisir l'engrenage social qui se dissimule derrière ces épisodes de violence.

Le massacre de Neira, le 11 mai 1958, fait ressortir aux yeux de l'opinion publique une réalité qui avait déjà fait l'objet de certains reportages dans la presse et de quelques communiqués entre les instances gouvernementales : l'organisation des bandes armées libérales dans les zones rurales de Quinchía, surtout dans les collines de Naranjal, Llanadas, Guerrero, Ceibal, toutes situées au sud du centre-ville dans la descente vers le Cauca ; les trois dernières collines se situent sur la pointe sud de la municipalité, où le fleuve Opirama rejoint le fleuve Cauca. L'implantation de ces bandes armées dans les collines australes de Quinchía ne passe pas inaperçue aux yeux du gouvernement et de la presse. À partir du mois de septembre 1957, plusieurs fonctionnaires attirent l'attention sur le climat

<sup>7</sup> *La Patria*, 13 mai 1958, p. 3. *Despiadado Asalto de Bandoleros a Vereda de Neira*.

<sup>8</sup> GUERRERO Javier, *Los años del olvido: Boyacá y los orígenes de la Violencia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1991, p. 54.

d'agitation sociale qui règne dans cette zone-là, préoccupés par le communisme qui commence à agir « de manière active quoique discrète », pour reprendre les mots d'un des ceux-ci<sup>9</sup>. Certains reportages journalistiques se penchent plus ou moins discrètement sur le sujet, surtout à partir du début de l'année 1958 ; ils parlent « d'une organisations secrète qui compte avec des moyens modernes de communication »<sup>10</sup>. Or, ce n'est qu'à partir du massacre de Neira que le sujet commence à éveiller l'intérêt des médias de façon plus récurrente ; il deviendra le thème de prédilection des organes de presse une année après, lorsque la guérilla sera connue sous le nom de guerre de son principal dirigeant : *Capitán Venganza*.

Nous sommes face à une guérilla qui se développe parallèlement à l'implantation d'un nouveau régime politique en Colombie : le Front National. L'accord pour mettre fin à la Violence partisane, négocié entre les chefs des deux partis traditionnels en 1956, est voté et approuvé par un référendum national le 1<sup>er</sup> décembre 1957. Il préconise une alternance du pouvoir tous les quatre ans entre les deux partis pendant 16 années, la première administration étant celle du libéral Alberto Lleras Camargo, élu président le 4 mai 1958. Nous verrons à quel point la guérilla de *Capitán Venganza* deviendra un cauchemar pour cette administration, censée faire ce que la dictature de Gustavo Rojas Pinilla n'avait pas été capable de faire : mettre fin aux derniers relents de la Violence partisane déclenchée sous la présidence de Mariano Ospina Pérez à partir de 1946. Il s'agit donc de s'intéresser au déroulement des évènements au cours des mois précédant le référendum du Front National, entre septembre et décembre 1957 dans le village de Quinchía, qui se situe à l'occident du département de Caldas. Nous verrons à quel point les archives témoignent de la lente implantation d'une structure armée d'autodéfense dans la zone. Nous étudierons ensuite la phase où la guérilla commence à occuper de manière plus régulière l'espace médiatique, au cours des mois précédant le massacre de Neira, en mai 1958.

---

<sup>9</sup> Ramón Isaza Uribe, inspecteur départemental de gouvernement au sous-secrétaire de gouvernement. *Informe sobre nombramiento Inspolicia Irra*. Quinchía, 12 septembre 1957, No. 259, p. 2. AMQ.

<sup>10</sup> *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*.





4. Position géographique de Neira par rapport à Quinchía. Élaboration propre à partir de photos satellites de Google Earth.

*La lente apparition des bandes armées dans l'occident de Caldas*

Le 12 septembre 1957, huit mois avant les événements de Neira, l'inspecteur départemental de Gouvernement, Ramón Isaza Uribe, envoie un rapport au sous-secrétaire de Gouvernement à Manizales concernant la nomination d'un nouvel inspecteur de police pour le corregimiento d'Irra, qui se situe comme on l'a vu sur la pointe sud de Quinchía, et qui relie ce dernier village avec celui de Neira à travers un pont sur le Cauca. L'inspecteur Isaza Uribe s'inquiète de la nomination d'Hugo Patiño G. pour occuper ce poste, car il s'agit d'un individu ayant une trajectoire redoutable<sup>11</sup>. Plusieurs faits salissent la réputation de cet homme, qui a fait, entre autres, l'objet d'une enquête non-achevée pour vol d'une valise de bijoux appartenant à un citoyen étranger et qui présente des liens de parenté avec les propriétaires d'un domaine où Julio Valencia et ses frères avaient été assassinés. Il paraîtrait que M. Patiño, alors qu'il tenait la boucherie de la ville, aurait délivré une cargaison de viande et de munitions aux responsables de l'assassinat en guise de récompense.

Monsieur Patiño, selon les mêmes informateurs, habite en union de fait dans le hameau d'Irra avec une femme de vie licencieuse, ce qui fait que, étant donné l'environnement propre à cette région, et les circonstances précédemment notées, fait penser qu'il n'a pas l'autorité morale suffisante pour gouverner une population réticente et hostile aux postulats de la rectitude, honorabilité et impartialité qu'exige l'actuel gouvernement<sup>12</sup>.

Qui plus est, ces informateurs indiquent que l'inspecteur récemment nommé est une personne qui consacre une bonne partie de son temps à la consommation de boissons alcoolisées, ce qui fait qu'il ne peut pas apporter de garanties suffisantes pour occuper un poste dans l'administration publique. L'inspecteur Isaza Uribe reconnaît toutefois qu'il est en effet prudent, dans l'état actuel des choses, de nommer un inspecteur de police de filiation libérale pour le corregimiento d'Irra, « mais cette désignation doit tomber sur un

---

<sup>11</sup> Inspecteur départemental de gouvernement au sous-secrétaire de gouvernement, 12 septembre 1957, No. 259. *Rapport sur nomination d'Inspecteur de police d'Irra*. p. 1.

<sup>12</sup> *Ibid.*

individu qui n'ait pas dans cette région, un lien quelconque qui le fasse apparaître comme un fonctionnaire qui agit en faveur de certains groupes ou personnes »<sup>13</sup>.

La municipalité de Quinchía a besoin dans l'inspection d'Irra d'un fonctionnaire qui soit pleinement identifié avec les programmes de l'actuel gouvernement, étranger aux cliques et aux groupes, qui soit capable de contrôler de manière efficace non seulement le hameau mais aussi les régions de 'Llanadas, Guerrero, Ceibal' et autres où il paraît que le communisme a commencé à agir de manière active quoique discrète, et de ceci, l'importance de nommer un élément suffisamment fort, responsable et capable d'être en accord avec les circonstances actuelles et avec le programme que monsieur le gouverneur du département, a voulu et voudrait accomplir de bonne heure, pour le bien-être du département de Caldas<sup>14</sup>.

L'inspecteur départemental Isaza Uribe n'est pas le seul à avoir laissé des traces écrites qui rendent compte des troubles à l'ordre public dans ce mois de septembre 1957. Le samedi 21, un nouveau maire, Graciliano Uribe Taborda, est nommé à Quinchía<sup>15</sup>. Quatre jours après, il envoie une missive à un employé surnuméraire de la Caisse de Crédit Agraire, où il lui fait part de son étonnement après avoir pris possession du poste, « car [il s'est] rendu compte que la situation d'ordre public dans cette municipalité est un peu délicate »<sup>16</sup>. Le 28 du même mois, il se dirige cette fois-ci au sergent second de l'armée pour le prévenir que l'antisocial Julio Calle est blessé à la jambe et qu'il se trouve dans la colline La Cumbre, ignorant dans quelle maison.

En outre, le fameux bandit Benjamín Durán (a. Capitán Aguila) et ses camarades se déplacent de La Cumbre au *corregimiento* de Bonafont (Riosucio) et de là à un point dénommé La Iberia, et dans le *corregimiento* de Bonafont ils logent dans la maison d'Isidro

---

<sup>13</sup> *Idem*, pp. 1-2.

<sup>14</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>15</sup> Jusqu'en 1991, les maires de village ne sont pas élus aux suffrages mais font l'objet d'une nomination de la part du gouvernement départemental.

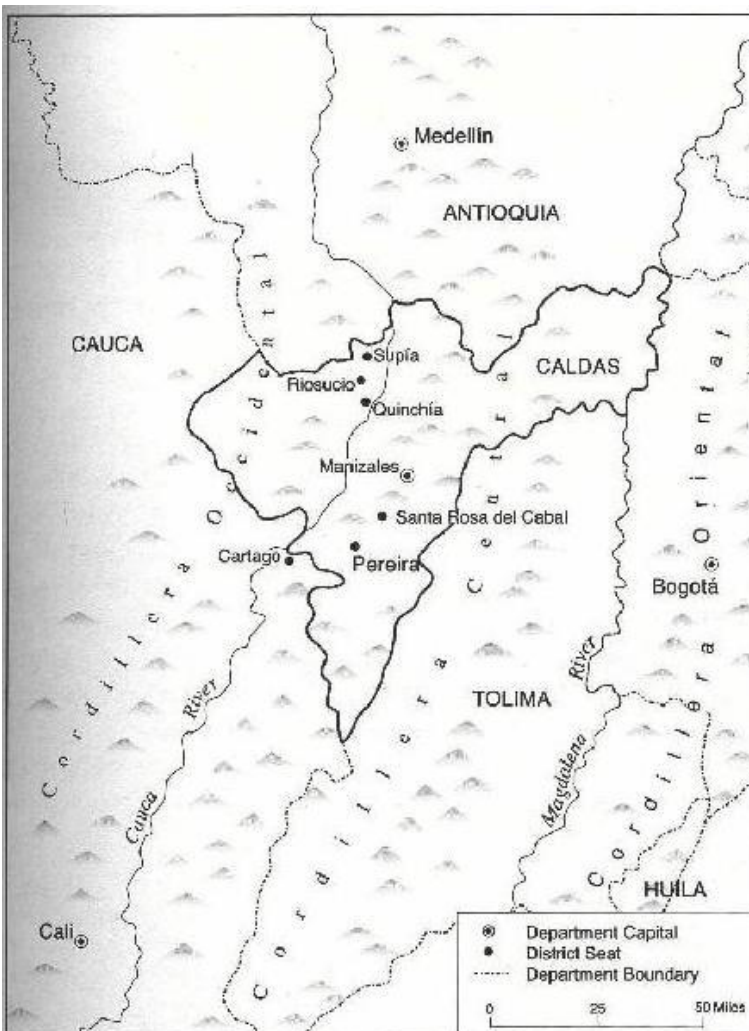
<sup>16</sup> Graciliano Uribe Taborda, maire de Quinchía, à l'employé surnuméraire de la Caisse de Crédit Agraire I. et M. Quinchía, 25 septembre 1957, office No. 276 (Ref. 440). AMQ.

Tabarquino, chez Anastasio Aricapa à La Iberia, ou dans le site de Piedras de cette juridiction dans la maison de Valerio Bañol<sup>17</sup>.

Il s'agit, en effet, du même *Capitán Aguila* qui devait diriger, huit mois plus tard, le commando qui attaquera la municipalité de Neira, faisant 11 morts, deux blessés et plusieurs disparus.

Nous avons donc plusieurs indices qui témoignent de la dégradation du climat social dans les derniers mois de 1957. Nous pouvons être

sûrs de l'impuissance des autorités devant ces débordements, face auxquels elles se limitent à maintenir informées les hautes instances gouvernementales des derniers épisodes de violence. La vitesse avec laquelle se succèdent les différents maires à Quinchía rend compte de cette impuissance : à peine un mois après avoir assumé le poste, Graciliano Uribe Taborda est remplacé par Lázaro Arango Ángel, qui sera lui-même remplacé par Gilberto Calvo au mois de janvier 1958. Le poste de maire de Quinchía n'est certainement pas le plus convoité, ceux qui l'acceptent savent très bien ce qui les attend. La stratégie



5. Carte du département de Caldas, avant la création des départements de Risaralda et Quindío en 1966. Adresse URL <https://sociedadespacionaturaleza.wordpress.com/page/9/> (Site consulté le 5 août 2016).

<sup>17</sup> Graciliano Uribe Taborda, maire de Quinchía, au sergent second de l'armée, commandant de commission. *Dando un informe*. Quinchía, 28 septembre 1957. AMQ.

type, une fois en poste, consiste à solliciter la collaboration des directoires municipaux de chaque parti, de même que celle du curé de la paroisse, pour essayer d'établir une harmonie entre les collectivités, mais malgré les bonnes intentions de plusieurs de ces maires, les dynamiques de violence ont déjà pris un élan trop important pour être arrêtées. Nous verrons à quel point la violence ne se limite pas aux haines partisans ; elle est complètement assimilée au système d'échanges économiques, ce qui explique le fait que, très souvent, les déclarations d'entente entre les chefs des partis restent lettre morte.

Cette recrudescence de la Violence ne se limite pas à la municipalité de Quinchía ; tout l'occident de Caldas est concerné. Déjà en juillet 1957, une réunion avait été convoquée par le gouverneur, Colonel Ayerbe Chaux, à La Virginia, à laquelle assistèrent l'évêque de Pereira, Mgr. Baltazar Álvarez Restrepo, les commandants des bataillons Ayacucho et San Mateo, Colonels Enrique Berrío Jaramillo et Luís A. Gil Martínez, de même que le commandant de la police, Major Luís Tejada. Sont également présents les maires de Pereira, Balboa, Belalcázar, Santuario, Apía, Belén de Umbría, Viterbo, Marsella, Chinchiná et Anserma (notons que les deux seules municipalités libérales de la région, Supía et Quinchía, ne figurent pas sur cette liste). L'objet de la réunion était de faire un point sur la situation de l'ordre public et prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les éruptions de violence. Il fut décrété que l'armée devrait mener des perquisitions dans les établissements publics pour démarrer une campagne de désarmement général. Pourraient conserver les armes seuls les citoyens capables de présenter une autorisation du ministère de la Guerre. Quoi qu'il en soit, dans les centres-villes le port d'armes serait complètement interdit, sans exception. Les confiscations devraient s'étendre aux objets tranchants tels que couteaux et poignards, mais restaient exclues les machettes et outils de travail, à moins que ceux-ci soient portés dans des sites dédiés à la vente de boissons alcoolisées. Les fusils pourraient servir à défendre les domaines lorsque ceux-ci seraient pris en assaut par des malfaiteurs, mais seraient confisqués si utilisés sans justification<sup>18</sup>. Encore une fois, nous pouvons douter de la capacité de l'armée à mener ces opérations de confiscation efficacement, et encore plus de sa capacité à le faire de manière neutre et

---

<sup>18</sup> Communiqué du gouvernement départemental, signé par le gouverneur, Colonel Gerardo Ayerbe Chaux. Manizales, 19 juillet 1957. AMQ.

respectueuse. Nous sommes dans une époque où le monopole de la violence n'est absolument pas détenu par une seule entité, et où « l'armée, la police, les maires, les enquêteurs judiciaires, sont perçus par certains comme des adversaires qu'il faut vaincre, plutôt que comme agents représentant une institution neutre »<sup>19</sup>.

### *Premières arrestations*

Entre le 3 et le 16 janvier 1958, 21 individus sont arrêtés et remis au juge 18 d'instruction militaire de Manizales<sup>20</sup>. Ils sont soupçonnés d'appartenir aux bandes armées qui opèrent dans les régions rurales de Quinchía. Ces arrestations font suite à une vague d'assassinats dans différentes collines du village dont la plupart des victimes sont conservatrices. Selon les informations fournies par les autorités, les individus capturés utilisent des uniformes de police pendant leurs opérations, et ils opèrent principalement dans les collines de La Cumbre, Guerrero et Llanadas. Or, une nouvelle donnée apparaît dans un de ces communiqués, qui pourra certainement nous intéresser : ils sembleraient être parrainés par des « gens du Tolima », département frontalier de Caldas qui se situe sur la pente orientale de la cordillère Centrale<sup>21</sup>.

À partir du mois d'avril, les dérèglements occasionnés par les actions des bandes armées dans l'occident de Caldas commencent à attirer l'attention de la presse régionale. L'un des événements qui fait l'objet d'une couverture médiatique relativement importante est l'assassinat d'une famille conservatrice dans le domaine de La Florencia, juridiction de Riosucio, au matin du vendredi de Pâques. Les époux Gerardo Zamora et Pastora Castaño et leurs fils, Querubín, Silvio et Alirio, ainsi qu'un travailleur du domaine, Luís Vicente Calvo Valencia, y perdent la vie. Parmi les responsables de l'assassinat identifiés par

<sup>19</sup> SÁNCHEZ Gonzalo in GUERRERO Javier, *op. cit.*, p. 21.

<sup>20</sup> Gilberto Calvo, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 3 janvier 1958, office No. 002 ; Gilberto Calvo, maire de Quinchía, au Lieutenant commandant du district #7 de la Police nationale. Quinchía, 10 janvier 1958 ; Leonidas Gutiérrez Arango, secrétaire en charge, au juge 18 d'Instruction Pénale Militaire. *Haciendo una remisión*. Quinchía, 16 janvier 1958, office No. 12. AMQ.

<sup>21</sup> José M. Obando Henao, agent de Surveillance, au *dragoneante* Isaza, chef de sous-station. *Parte por sospecha*. Quinchía, 2 février 1958. AMQ.





l'article de *La República*, figure Sargento García, qui semble être un associé du récemment capturé Pedro Brincos<sup>22</sup>. Il s'agit de deux personnages que nous aurons l'occasion de rencontrer plus en détail par la suite.

6. Enterrement de la famille Zamora Castaño. *La Patria*, 12 avril 1958, p. 5.

Au même moment, *El Tiempo* reprend les informations qui se trouvent dans un article d'*El País*, où l'on est informé sur les actions d'une « organisation secrète des bandits qui opèrent dans Caldas ». Ces informations proviennent du témoignage d'un agent du poste de police de Naranjal qui fut capturé par les bandits qui sévissent dans cette région. Selon l'article, l'agent fit croire aux bandits qu'il souhaitait rejoindre leur organisation, ce qui retarda son exécution. Il affirme que, « en plus d'un État major, coordonné et hiérarchisé, [les bandits] utilisent des équipements de communication modernes, en particulier des téléphones, ce qui leur permet de se retirer facilement lorsqu'ils se voient assiégés par l'armée »<sup>23</sup>.

Le même agent, qui a réussi à s'évader lors d'une action dramatique, raconta que les bandits ont des caporaux premiers, sergents, lieutenants et capitaines qui progressent en fonction des 'services' qu'ils rendent, et qu'ils gagnent le salaire qui correspond à leur position, utilisant en plus les insignes respectives et des uniformes<sup>24</sup>.

<sup>22</sup> *La República*, 7 avril 1958, p. 1. *Asesinados el Viernes Santo seis campesinos*.

<sup>23</sup> *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*.

<sup>24</sup> *Ibid.*

Cet agent semble avoir réussi à identifier les leaders du groupe car l'article affirme que les bandits concentrés à Naranjal sont environ 500 et sont commandés par « *Venganza* », « *Águila* » et « *El Diablo* ». L'article se finit par un détail supplémentaire : les bandits avaient apparemment fait une halte dans leurs activités, mais ils les ont reprises il y a environ deux mois, « avec les soldes correspondants de douleur, misère, orphelinat et sang pour les comarques voisines »<sup>25</sup>.

Les activités de ces bandits ne cessent pas d'attirer l'attention des médias. Outre les assassinats, on reporte des incendies provoqués volontairement dans certaines propriétés. Encore une fois, il ne s'agit pas de faits spécifiques à Quinchía mais d'un état de fait qui s'étend à l'ensemble du département, comme le montre la une de *La República* le 8 avril, où l'on parle de la « gravissime situation d'ordre public dans Caldas »<sup>26</sup>. À Santuario, une colline entière est évacuée, et dans le corregimiento de La Bella, juridiction de Calarcá, l'inspecteur de police et son secrétaire sont assassinés dans une auberge par des individus qui les avaient conviés à déguster une pinte de bière<sup>27</sup>. Ce qui semble être particulier à Quinchía, c'est qu'on y décerne plus aisément la volonté de créer une organisation armée bien définie et structurée. Le gouverneur du département, Colonel Ayerbe Chaux, se prononce à ce sujet de la manière suivante :

Dans la zone de Quinchía, la situation est beaucoup plus délicate et la violence revêt des caractéristiques similaires à celles du Tolima. Dans le territoire de Quinchía, trois ou quatre bandes de malfaiteurs ont commencé à agir, avec des meneurs étrangers [au département], et quelques renforcements *tolimenses* qui sont récemment arrivés à la région soi disant pour organiser des groupes 'd'auto-défense'<sup>28</sup>.

D'autres commentateurs tiennent à nous rappeler qu'aux flambées de violence, il faut rajouter une autre calamité : le pénible état de l'économie colombienne. Dans une colonne éditoriale intitulée « Pénurie et Violence », Manuel Castellanos fait état de deux faits nationaux très graves qui ont marqué le début de la semaine de Pâques : la

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *La República*, 8 avril 1958, p. 1. *Gravísima situación de orden público en Caldas.*

<sup>27</sup> *Idem*, p. 7.

<sup>28</sup> *Ibid.*



spectaculaire hausse du dollar et la recrudescence de la violence sectaire et brigande<sup>29</sup>. En effet, comme il l'explique, les absurdes dépenses du gouvernement militaire de Gustavo Rojas Pinilla avaient laissé le pays dans l'incapacité de subvenir à ses besoins minimaux en importations. L'industrie colombienne étant dans tous les secteurs dépendante de matières premières étrangères, la hausse du dollar entraîne une cessation temporaire de l'activité de nombreuses entreprises. Ce à quoi il faut rajouter, évidemment, les épisodes de violence :

À Calarcá, à Quinchía, à Santuario, à Belén de Umbría, à Riosucio, à Anserma, à La Celia, à Apía, à Balboa, à Pueblo Rico et dans d'autres parages caldenses, les paysans honnêtes tombent face aux usufructuaires du plus sauvage sectarisme comme s'ils étaient des fruits murs face à une tribu affamée. De dimanche à aujourd'hui, sur les eaux du fleuve Opiramá, ont flotté d'innombrables cadavres de ceux qui ont commis le délit de faire honneur à leur patrie en cultivant leur terre reconnaissante mais infortunée<sup>30</sup>.

Dans ce climat de tension, le jeu se poursuit. Pour empêcher les déplacements à but criminel pendant la nuit, à partir du 9 avril 1958, le gouvernement départemental décrète une interdiction de transit par les ponts d'Irra et El Pintado sur le fleuve Cauca entre 6 heures du soir et 6 heures du matin ; interdiction qui est aussi valable pour la navigation du fleuve dans des barques ou même à la nage<sup>31</sup>. Parallèlement, une patrouille du bataillon San Mateo réussit à capturer un groupe de bandits qui était actif dans la zone d'Apía, encore une autre municipalité de l'occident de Caldas où s'étaient présentés des faits violents<sup>32</sup>.

Un mois plus tard, l'armée accomplit un autre exploit, cette fois-ci de plus grande ampleur. Il s'agit d'une capture de 14 bandits, interceptés dans le canyon de l'Opiramá alors qu'ils essayaient de couper les lignes téléphoniques reliant cette région au centre-ville de Quinchía. Le groupe prend la fuite lorsqu'il aperçoit l'armée et un des bandits meurt d'un impact de balle lors de la persécution qui s'en suit. Les 14 bandits capturés portaient

---

<sup>29</sup> *La República*, 9 avril 1958, p. 1. *Carestía y Violencia*.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *La Pátria*, 10 avril 1958, p. 3. *Por los Puentes de 'Irra' y 'Pintado' no se Podrá Transitar Después de las 6 p.m.* ; *La República*, 11 avril 1958, p. 3. *Ante la situación del orden público limitan el tránsito*.

<sup>32</sup> *La Pátria*, 9 avril 1958, p. 2. *Cuadrilla de Bandoleros que Operaba en Apía fue Capturada por el Ejército*.

des uniformes militaires desquels ils essayèrent de se débarrasser au moment de leur arrestation. Ils avaient également différents types d'armes : fusils, pistolets, révolvers et machettes. Le rédacteur de *La Patria* rajoute pourtant une autre information qui ne peut pas passer inaperçue aux yeux de l'historien : outre les armes confisquées, parmi les possessions des bandits il y avait un règlement militaire, élaboré apparemment par les leaders de la guérilla. « Ledit 'règlement' contient plusieurs 'chapitres', parmi eux 'École de Combat', 'Service de Garnison', 'Justice Pénale et Militaire', etc. ». Curieusement, sous la photo qui se trouve dans la même page du journal, une note explicative tient à nous rappeler que seulement deux des sujets arrêtés sont capables de lire, sans que nous sachions si c'étaient ces deux sujets qui avaient des règlements militaires ou si chaque membre de la bande possédait un exemplaire<sup>33</sup>.



7. Les sujets répondent aux noms suivants, de gauche à droite : Debout : José Justiniano Trejos Aricapa, Justiniano Chiquito Suárez, Eugenio Ramírez Castañeda, Roberto Antonio Vinasco

<sup>33</sup> *La Pátria*, 8 mai 1958, p. 5. 4 *Bandoleros Capturados en Opiramá*.

Aricapa, Tiberio de Jesús Chiquito, Luís Alberto Chiquito et Sadid Alberto Suárez. Assis : Heriberto Suárez, José Aicardo Aricapa, deux mineurs dont les noms ne sont pas affichés, Alfonso Enrique Chiquito et Argemiro Suárez. *La Pátria*, 8 mai 1958, p. 5.

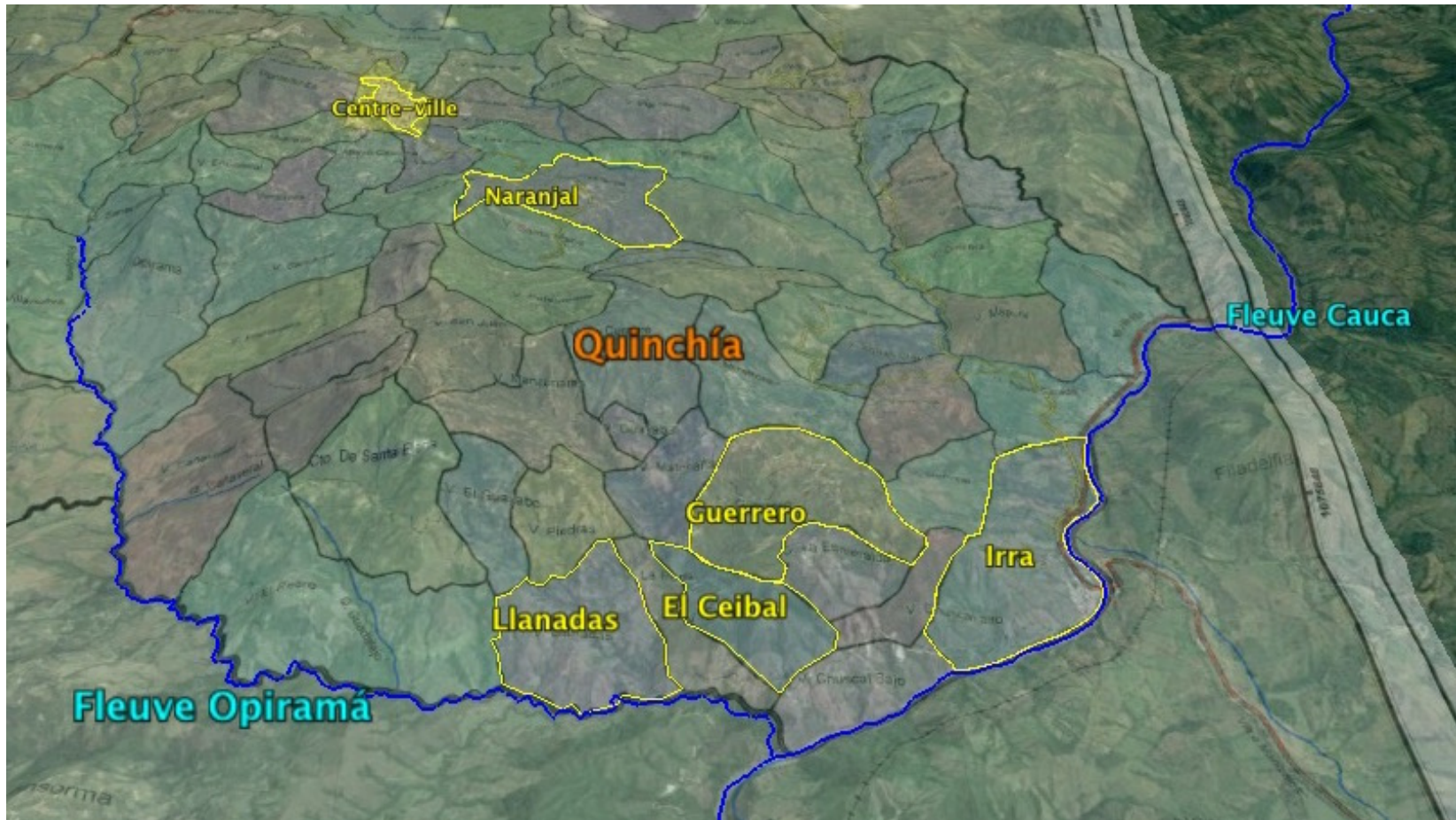
Quelques jours plus tard, un article d'*El Tiempo* nous livre des informations obtenues à la suite des interrogatoires faits aux individus arrêtés. On y apprend, comme on l'a déjà vu, que l'organisation est structurée de façon hiérarchique, avec des postes bien définis. Il paraîtrait, par ailleurs, que pour communiquer entre eux, les bandits utilisent des radios, « apparemment, de fabrication allemande ». « Ils utilisent de puissantes caméras photographiques pour identifier leurs 'bandes', jumelles de longue portée et caméras photographiques de courte portée... ». Il paraît que le reporter réussit à saisir quelques éléments de style qui caractérisent ces bandits : « L'alimentation préférée des hors-la-loi est la viande ; le tissu de prédilection, le denim. Ils utilisent le chapeau soulevé sur le front ou pendu du côté gauche vers la droite, mais le fusil, au contraire, ils le portent plutôt sur l'épaule droite que sur la gauche »<sup>34</sup>.

Ces arrestations, qui ont lieu dans les premiers jours du mois de mai 1958, préfigurent l'opération qui se déroule le 11 mai, connue comme « le massacre de Neira », pendant laquelle des bandits de Quinchía, basés à Naranjal, se déplacent à la colline de Llanogrande, Neira, pour exécuter des citoyens de filiation conservatrice qui avaient été repérés à l'avance. L'opération laisse, comme on l'a vu, un solde de 11 morts, deux blessés et plusieurs disparus, et provoque un tourbillon médiatique d'envergure.

---

<sup>34</sup> *El Tiempo*, 13 mai 1958, p. 7. *Cómo Actúan los Bandoleros en Ciertas Regiones de Caldas*.





8. Zones de banditisme en maturation à Quinchía. Élaboration propre à partir des photos satellites de Google Earth.

*Éléments de réflexion pour une sociologie du banditisme en zone rurale*

Le lecteur aura probablement repéré quelques éléments qui se répètent dans les différents articles, documents ou communiqués que nous avons jusqu'à présent analysés. Il est maintenant nécessaire de les énumérer afin d'obtenir une vision plus globale du fonctionnement du banditisme dans les zones rurales de l'occident de Caldas à la fin des années 1950.

Tout d'abord, il devient très clair, dès les premières actions de ces bandes armées, qu'il existe un lien direct entre la violence organisée et le trafic de bétail volé. Nous avons déjà évoqué brièvement la mention, dans un article de presse, d'un commentaire sur le régime alimentaire des bandits qui soulignait leur préférence pour la viande. D'autres articles développent ce point plus en détail. On peut lire dans un article d'*El Tiempo* que nous avons déjà cité, que les bandits forment des équipes pouvant compter jusqu'à 80 hommes pour effectuer ces opérations, c'est à dire localiser les animaux et les transporter aux centres de stockage pour ensuite les dispatcher à d'autres endroits<sup>35</sup>. Ce lien ressort également dans d'autres documents, comme dans la lettre que l'inspecteur Isaza Uribe dirige au sous-secrétaire de Gouvernement départemental concernant la désignation d'Hugo Patiño au poste d'inspecteur de police d'Irra. L'inspecteur Isaza cite plusieurs antécédents de M. Patiño qui font douter de son aptitude à occuper le poste d'inspecteur de police ; il se trouve, entre autres, qu'étant boucher de la ville, il délivra aux assassins des frères Valencia, une cargaison de viande et de munitions à manière de récompense pour le travail effectué<sup>36</sup>.

D'autres articles et communiqués font ressortir une corrélation entre la recrudescence de la Violence et le vol de bétail. Le 6 mai 1958, un article de *La Patria* fait état de « plus de 30 bovins volés en une semaine », à Riosucio. Ce type de vol est effectué à

---

<sup>35</sup> *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*.

<sup>36</sup> Ramón Isaza Uribe, inspecteur départemental de gouvernement au sous-secrétaire de gouvernement. *Informe sobre nombramiento Inspolicía Irra*. Quinchía, 12 septembre 1957, No. 259, p. 1. AMQ.

toute heure, impliquant parfois le sacrifice de l'animal sur place pour n'emporter que les parties consommables, « laissant seulement la peau et les ossements comme souvenir pérenne de la visite »<sup>37</sup>. Le lendemain, le maire de Quinchía signe un communiqué dirigé au gouvernement départemental où il explique que le vol de bétail est un des résultats de l'insécurité dans les champs. « Dans les dernières 48 heures, onze vaches et quatre mulets ont été volés. Les bandits continuent à faire désoccuper des parcelles avec des résultats lamentables pour l'économie »<sup>38</sup>. Le vol de bétail est donc un des fondements économiques de la violence. Une partie du bétail obtenu est peut-être destinée à la consommation personnelle des bandits, mais pas exclusivement. Ils profitent des horaires nocturnes pour transporter des troupeaux de bétail vers des centres de commercialisation éloignés de l'endroit du vol, empruntant des voies repérées à l'avance pour contourner les patrouilles de l'armée.

En deuxième lieu, les opérations des bandits nécessitent un arsenal d'armement qui doit être renouvelé constamment au fur et à mesure que les munitions s'épuisent et que le matériel se détériore. Les bandits se servent tout d'abord des armes qu'ils peuvent trouver facilement dans les domaines ruraux où ils travaillent, comme des machettes et fusils de chasse. Mais cela ne serait pas suffisant pour organiser des actions militaires de plus grande envergure. C'est pourquoi, ils ciblent davantage des unités de la police et de l'armée, auxquelles ils ne volent pas seulement des armes, mais aussi des uniformes et d'autres insignes. Lorsque des individus soupçonnés d'appartenir aux bandes armées de Quinchía sont remis au juge 18 d'instruction pénale militaire de Manizales, leur dossier judiciaire est accompagné des pièces suivantes : deux pistolets de fabrication artisanale dotés de trois cartouches avec leurs étuis respectifs ; un fusil de capsule No. TC.E.M.24 2224 V. ; un sac à dos qui contient deux gobelets avec de la poudre et des munitions<sup>39</sup>. Lorsque dix jours plus tard, Luciano, Vicente, Gabriel et Hector Emilio Chiquito, et José Levi et Melquisedec

---

<sup>37</sup> *La Pátria*, 6 mai 1958, p. 2. *Más de 30 Reses fueron Hurtadas en una Semana*.

<sup>38</sup> Alfonso Dávila Valdés, maire de Quinchía, au gouverneur du département, au Secrétariat de gouvernement, au commandement Ayacucho, au commandement de la Police et au Commandement du SIC à Manizales ; Commandement San Mateo et Commandement du SIC à Pereira. Quinchía, 7 mai 1958, #173. AMQ.

<sup>39</sup> Carlos Moreno Guzmán, juge 18 d'instruction pénale militaire au maire de Quinchía. Manizales, 7 mai 1958. AMQ.

Pinzón Trejos sont également remis au juge, les éléments suivants sont envoyés à Manizales : une cape allemande ; une paire de bottes militaires ; un casque de fibre. Le même communiqué rend compte de la capture de Manuel Palacios et de Jesús et Alcides Arboleda, qui se trouvaient au centre-ville à une heure avancée de la nuit, au même moment où des tirs furent entendus. Ces individus déambulaient proches d'un site où deux agents de police trouvèrent un pistolet artisanal de munition « La U », et un ensemble de projectiles, ce qui les rendit susceptibles d'être considérés comme des « éléments perturbateurs de la tranquillité publique »<sup>40</sup>.

Le fait de réutiliser par la suite ces munitions, armes et uniformes pendant des opérations contre des civils comporte un but pratique très clair : tromper la population en lui faisant croire qu'il s'agit des autorités légitimes, une tactique qui, comme on le sait, porte ses fruits. Les bandits font également preuve d'une assimilation des mœurs et normes qui régissent le monde militaire ; non seulement ils portent des uniformes, ils emploient aussi des termes tels que sergent, caporal premier, capitaine, pour désigner le statut d'un membre au sein de la hiérarchie de la bande. Enfin, les individus qui rejoignent ces bandes semblent adopter assez rapidement un nom de guerre, un alias qui les différencie des autres et dont les autorités se servent pour les repérer et les poursuivre. Efrén García est connu sous le nom d'*Aguja*, Bernardo Trejos comme *El Cangrejo*. Et ainsi d'Arévalo Pinzón, alias *El Médico*, de José Guevara Álvarez, alias *El Pecoso*, ou de Leonidas Antonio Ospina, alias *El Boquinche*<sup>41</sup>. Ces individus acquièrent des compétences techniques au fur et à mesure qu'ils pénètrent la structure de la bande ; ils sembleraient aussi subir une évolution personnelle à travers la construction d'une nouvelle identité.

Du point de vue des autorités, ces individus se trouvent « hors-la-loi » ; ils constituent l'exception à l'ordre institutionnel représenté par l'État colombien. Pourtant, le comportement des agents des différentes branches du gouvernement ne correspond pas à l'idée qu'on se ferait d'eux comme représentants d'une entité impartiale. Ce point, qui revêt

---

<sup>40</sup> Alfonso Dávila Valdés, maire de Quinchía, au juge 18 d'instruction pénale militaire. *Comunicando una remisión*. Quinchía, 17 mai 1958, #113. AMQ.

<sup>41</sup> Leonidas Gutiérrez Arango, secrétaire en charge, au juge 18 d'instruction pénale militaire. *Haciendo una remisión*. Quinchía, 16 janvier 1958, office No. 12. AMQ.

une grande importance pour l'analyse que nous développons, est illustré par l'épisode que nous décrivons ci-après. Nous avons cité précédemment un communiqué qui concerne la capture de Manuel Palacios, Jesús Arboleda et Alcides Arboleda, au soir du 17 mai 1958 au centre-ville de Quinchía en possession d'un armement. La seule preuve de leur culpabilité réside dans le témoignage des agents qui les ont arrêtés. Or, parmi ces trois individus, arrêtés au cours de la semaine, seulement les deux premiers sont remis au juge 18 d'instruction pénale, puisqu'Alcides avait été libéré. « Monsieur le Juge municipal du lieu, qui, en état d'ivresse, s'est présenté jusqu'au lieu dit, exigeant au Gardien la présentation de celui-ci [Alcides], et le laissant ensuite en liberté ». Le maire de Quinchía, Alfonso Dávila Valdés, réaffirme aux tribunaux de Manizales qu'un avis fut bientôt envoyé au gouvernement départemental concernant l'emploi de cette procédure. Un nouveau mandat d'arrêt fut ensuite déposé contre Alcides Arboleda<sup>42</sup>. Cette anecdote soulève la question du rôle joué par l'État dans une situation de faiblesse institutionnelle comme celle que nous décrivons. Dans ces circonstances, la catégorie « hors-la-loi » perd sa valeur comme outil descriptif, ce qui rend nécessaire l'utilisation d'une terminologie plus adaptée, comme on le verra dans les chapitres suivants.

La présence de bandes armées sur un territoire donné modifie considérablement le paysage social et politique d'une région, entraînant d'importants phénomènes migratoires que nous devons également tenir en compte. La formation d'une bande armée se réclamant d'un parti dans une localité s'accompagne généralement de la formation d'autres bandes armées se réclamant du parti opposé dans les villages avoisinants. C'est le cas de Quinchía, village libéral, qui voit les villages voisins, Guática, Anserma, Belén de Umbría, Santuario, de filiation conservatrice, former ses propres groupes d'auto-défense. Le résultat est assez net : des familles conservatrices doivent fuir les villages libéraux, et inversement. « La pression des bandits de Quinchía a entraîné le déplacement des familles vers Riosucio. Pour leur part, les bandits de Belén de Umbría ont déplacé des familles libérales vers la zone de Quinchía »<sup>43</sup>. L'accueil des migrants expulsés des zones dominées par le parti opposé provoque donc l'homogénéisation politique des municipalités, un phénomène qui comporte

---

<sup>42</sup> Alfonso Dávila Valdés, maire de Quinchía, au juge 18 d'instruction pénale militaire, *op cit.*

<sup>43</sup> *La República*, 8 avril 1958, p. 7. *Gravísima situación de orden público en Caldas.*



un lien avec les dynamiques électorales, puisque ces mouvements de population permettent aux autorités des municipalités réceptrices d'imposer plus facilement l'hégémonie de leur parti.

L'uniformisation politique accomplie par les bandes armées se réclamant des partis traditionnels, n'est pas dénuée d'un intérêt économique. Les familles qui se voient obligées d'abandonner une zone pour en rejoindre une autre plus sécurisée, doivent souvent vendre leurs propriétés à toute vitesse à des prix dérisoires ; dans le meilleur des cas elles peuvent laisser la propriété aux mains d'un administrateur du parti opposé, qui disposera à sa guise des récoltes produites grâce aux « améliorations » mises en place par l'ancien propriétaire. À la suite du massacre de Neira, *La Patria* fait un focus sur le cas de Fidel Montes et sa famille, habitants des collines de Llanogrande et d'El Laurel, touchées par le massacre. Ils se rendent au siège de la compagnie de transports d'Irra car ils doivent quitter leur propriété, La Coca, où Fidel Montes naquit et vit naître ses enfants.



9. Fidel Montes. *La Patria*, 15 mai 1958, p. 2.

- Pour le domaine, il y a quelques mois on me donnait quarante-cinq mille pesos – dit Fidel Montes – et maintenant je suis prêt à le vendre pour ce qu'on me propose... je crois qu'il ne vaut plus rien...
- Quel type de cultures avez-vous ?
- Il y a des plantations de café, qui sont prêtes à fleurir ; il y a un nouveau bananier et des plantations de canne à sucre.
- À qui avez-vous confié l'administration du lieu ?

- À Dieu Nôtre Seigneur. Ma femme, mon fils Azarías, ma fille Graciela, mon gendre et mes cinq petits-fils, nous sommes partis aujourd'hui, sans savoir où nous allons loger. En ce moment je suis à la recherche d'un endroit pour stocker nos affaires.
- Pensez-vous retourner bientôt à votre propriété ?
- Bien sur que je dois y retourner pour voir ce que je fais avec la vache et les deux mulets que j'ai laissés. Aussi pour voir si je peux récupérer une centaine de poules que nous avons, et les mettre en vente.
- Quand pensez-vous retourner à La Coca avec votre famille ?
- Quand la paix sera de retour. Pour l'instant je ne vois pas de garanties pour ma famille. Dans la colline se vit une ambiance de crainte. Là-bas, personne ne dort tranquillement. C'est pourquoi, je réfléchis à la possibilité de vendre la propriété, au prix qu'on me proposera, pour ouvrir une entreprise à Manizales, où je sais que rien ne va m'arriver<sup>44</sup>.

On repère dans ces passages le lien qui se tisse entre les haines partisans et les intérêts économiques de différents acteurs dans le contexte de la Violence. Cet aspect a déjà été décrit par de nombreux chercheurs :

Derrière l'administrateur et le bandit, se trouvait le commerçant qui achetait le café volé ou 'confisqué', qui spéculait avec les prix et truquait les balances, et qui, du fait de sa connaissance de la communauté et de la localisation des terrains, était dans une excellente position sociale pour s'approprier des domaines et des récoltes<sup>45</sup>.

Ce lien est aussitôt repéré par les témoins de l'époque, qui s'expriment dans les jours suivant le massacre de Neira de la manière suivante :

L'attaque effectuée dans les collines de Neira est significative économiquement puisque réellement avec ces actions ce qui est réellement recherché c'est d'anéantir les zones les plus riches du département pour après donner l'opportunité à certains individus d'en profiter et d'acheter les terres et les récoltes à prix dérisoire<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> *La Pátria*, 15 mai 1958, p. 2. *Numerosas Familias Están Evacuando las Veredas de 'Llanogrande' y 'El Laurel'*.

<sup>45</sup> MEERTENS Donny, *Ensayos sobre tierra, violencia y género*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2000, p. 149.

<sup>46</sup> *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7. *Enérgica Protesta de la Sociedad de Mejoras por el Ataque a Neira*.

Un autre commentateur, qui signe sa colonne éditoriale avec les initiales « A.S. », partage ce diagnostic sur les pages du même journal deux jours après : « Les récoltes sont volées. Le bétail est volé. Et surtout, les terres sont en train d'être volées. Et c'est là, à ce qu'il paraît, où se trouve le mal : la soif de bonnes terres à prix bas et injustes et par des moyens illicites. Tuer pour s'approprier de la terre par le terrorisme »<sup>47</sup>.

Mais, ne croyons pas que la violence se limite à un système politico-économique de vengeances. Elle s'accompagne d'un système partagé de croyances qui lui donne sens aux yeux des acteurs. Au moins c'est ainsi que le perçoivent les deux commentateurs que nous venons de citer. Voici les avertissements que lance Gabriel Jaramillo Arango lors de son interview concernant l'attaque de Neira :

Il se prononce contre les jouets belliqueux, spécialement les pistolets et déguisements de cowboy qui réveillent une certaine inclination envers les systèmes texans et donc envers les souhaits d'utiliser des armes à feu. Il a attaqué la présentation que font les théâtres dans les matinées infantiles de films dangereux pour les enfants et a sollicité au gouvernement national l'interdiction absolue de l'importation de jouets belliqueux et leur fabrication dans le pays. Il finit en disant qu'à ce pas, l'enfance se réveille avec un *pájaro*<sup>48</sup> dans l'âme<sup>49</sup>.

A.S., qui intitule sa colonne *Retourner au Christ*, répète avec ses propres mots le même lien de causalité :

Le cinéma forme peu à peu des générations d'assassins dont le seul idéal est celui d'être des tireurs puisque seul celui-là est le « bon » cinéma qui s'exhibe face aux adolescents émotifs. Les délits sexuels n'ont aucune sanction. Même pas la corruption de mineurs. L'abandon du foyer est fréquent et il n'existe dans notre tropicale législation point de punition pour ce délit monstrueux. La bigamie, déguisée en dollars, est abondante<sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> *La Pátria*, 16 mai 1958. *Volver a Cristo*.

<sup>48</sup> Le terme *pájaros* commence à être utilisé pendant la Violence des années 1950 pour désigner les tueurs à gage des régions du nord du Valle del Cauca qui se déplacent en voiture pour atteindre leurs victimes.

<sup>49</sup> *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7, *op. cit.*

<sup>50</sup> *La Pátria*, 16 mai 1958. *Volver a Cristo*.

Nous avons effectivement une liste des films « interdits en zones de violence », qui semblerait être produite par le ministère de l'Éducation pour être diffusée à travers le territoire national à une date inconnue. L'existence de cette liste viendrait confirmer qu'en effet, ces préoccupations sont partagées par un public assez large. Sur celle-ci, figurent en majorité des titres états-uniens, mexicains et colombiens, mais nous n'avons presque aucun élément qui permette d'enquêter sur la façon dont ces films sont interprétés par la population locale, ni sur leur éventuelle incidence sur le déroulement d'épisodes violents sur le sol colombien<sup>51</sup>.

En somme, les phénomènes de banditisme en zone rurale s'intègrent à un ensemble d'échanges économiques et sociaux ; un système qui s'étale sur plusieurs régions du territoire national. La mise en place d'une opération de banditisme, la conformation d'un ou plusieurs groupes d'auto-défense en zone rurale, requiert une logistique et un suivi humain ; un savoir-faire. Nous allons maintenant suivre de plus près les trajectoires des formateurs de cette guérilla, de ceux qui se rendent sur le territoire *quinchieño* en poursuivant des buts strictement militaires. Certains de ces individus proviennent du département de Tolima, ils comptent déjà avec une expérience dans la lutte armée qu'ils vont ensuite transmettre aux bandits de Quinchía. Suivre la trace des bandits *tolimenses* va également nous plonger dans l'histoire immédiate de la Violence, c'est à dire les dix années qui s'écourent entre 1948 et 1958.

#### *Pedro Brincos et les relais tolimenses de la guérilla quinchieña*

L'organisation d'une guérilla à Quinchía, capable de mener des opérations militaires censées homogénéiser politiquement les zones rurales du village en faveur du Parti Libéral, est rendue possible grâce à la collaboration de plusieurs individus qui agissent en tant que médiateurs, transmettant leurs connaissances et leurs savoir-faire aux jeunes guérilleros

---

<sup>51</sup> *Las películas que se detallan a continuación están prohibidas en zonas de violencia : Las manos sangrientas* (mayores de 21 años, en teatros de primera categoría) Películas Mexicanas S.A. ; *La venganza de Heraclio Bernal* (16 años) Cine Colombia S.A. ; *Guerrilleros del terror* (mayores de 18 años) Artistas Unidos de Colombia ; etc. AMQ.

*quinchieños*, moins expérimentés que leurs parrains *tolimenses* en termes de lutte armée. Certes, la violence n'était pas un phénomène nouveau à Quinchía et l'existence de bandes armées non plus. Nous avons des documents qui attestent d'une situation d'ordre public chaotique à Quinchía au moins à partir de 1948 ; certaines sources font également référence à la formation d'unités d'autodéfense à partir de ces mêmes années, sans que nous ayons beaucoup de sources pour enquêter sur l'historique de la « première Violence » à Quinchía (1946-1953). Ce qui semble changer à partir de 1957 sur ce territoire de l'occident *caldense*, tient plutôt à la présence d'un appui logistique plus solide pour les opérations d'autodéfense, une organisation plus structurée de la lutte armée, avec des fonctions bien définies pour les différents membres de la guérilla. La gestion des médiateurs *tolimenses* permet aux insurgés *quinchieños* d'établir un système plus pérenne pour se fournir en armement militaire et récolter des fonds pour financer l'organisation.

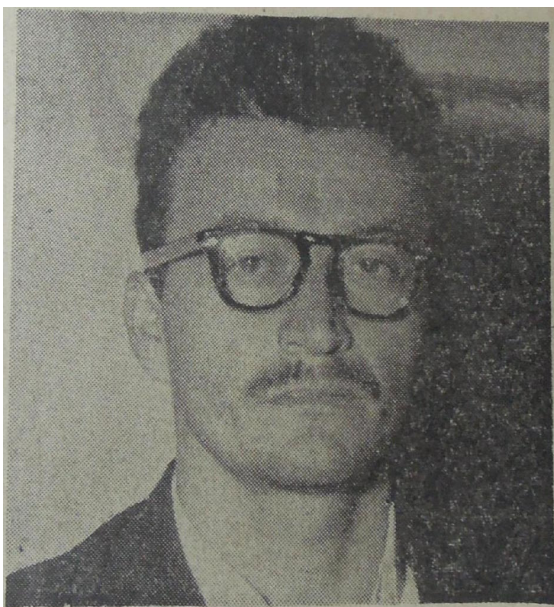
Parmi les médiateurs qui assurent ce parrainage, figurent les noms de *Pedro Brincos*, Mario Restrepo et Libardo Mora Toro. *Pedro Brincos* est le nom de guerre de Roberto González Prieto, leader de guérillas libéral originaire d'El Líbano, Tolima. Au moment où éclate la Violence, entre 1946 et 1948, *Brincos* est déjà un homme adulte, contrairement à d'autres bandits que nous étudions, qui vécurent leur enfance et une partie de leur adolescence durant les années les plus intenses de l'affrontement. Comme beaucoup d'autres insurgés, *Brincos* tire un certain profit d'avoir effectué son service militaire, car cela lui donne une expérience préalable dans la manipulation des armes, et freine, pendant un certain temps, l'hostilité de l'armée envers lui et ses collègues. « Beaucoup de soldats et sous-officiers les voyaient, en effet, comme des anciens collègues qui s'étaient légitimement rebellés »<sup>52</sup>. Les habitants libéraux de son village d'origine, El Líbano, dans le nord du département de Tolima, furent victimes de la plus intense persécution de la part des autorités sectaires dans les premières années de la Violence. À cette époque, *Brincos* rejoignit la bande commandée par Agustín Bonilla, alias *El Diablo*, prenant en charge la tâche de défendre les citoyens libéraux face aux abus de la police. D'autres bandits, tels que *Sangrenegra*, *Tarzán*, et *Desquite* se firent connaître dans la première moitié des années

---

<sup>52</sup> MEERTENS Donny, *op cit.*, p. 151.

1950 à la suite de leurs entreprises militaires dans la région<sup>53</sup>.

*Pedro Brincos* étala le rayon de son action militaire à des zones éloignées de son village d'origine. Il arrive, au début de l'année 1957 dans la région du Quindío, dans le sud du département de Caldas, où, utilisant un faux nom, *Julio Calle*, il obtient l'approbation du gouvernement pour collaborer avec l'armée dans la persécution des *pájaros* conservateurs. Il se déplace ensuite vers l'occident du département, où il organise des rencontres paysannes dans les zones de Quinchía, assiégées par la persécution conservatrice<sup>54</sup>. Ces rencontres étaient destinées à cimenter les bases d'une organisation d'autodéfense paysanne qui compterait avec un système de financement basé sur les contributions des particuliers, ainsi qu'avec des centres d'entraînement et d'approvisionnement pour les membres de la bande. Lorsqu'il quitte la région de Quinchía, le célèbre *Capitán Venganza* prend sa relève.



10. Roberto González Prieto, alias *Pedro Brincos* ou *Julio Calle*. *El País*, 7 avril 1958, p. 9.

Comme nous l'avons déjà vu, en septembre 1957, le maire Graciliano Uribe Taborda signalait au second sergent de l'armée que l'antisocial *Julio Calle* se trouvait dans la colline de La Cumbre ; il serait apparemment blessé à une jambe<sup>55</sup>. Un témoin interviewé par Orlando Parra Gómez pour son mémoire de Master sur la Violence à Quinchía, confirme qu'en effet des réunions furent organisées par *Pedro Brincos* dans la zone de La Cumbre : « et oui monsieur, tout était très organisé là-bas, viande de porc et de bœuf pour tout le monde, des foyers partout, tout cet endroit envahi par des gens de toutes

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Idem*, p. 154.

<sup>55</sup> Graciliano Uribe Taborda, maire de Quinchía, à l'employé surnuméraire de la Caisse de Crédit Agraire I. et M. Quinchía, 25 septembre 1957, office No. 276 (Ref. 440). AMQ.

les régions, de toutes les collines »<sup>56</sup>. Nous n'avons pas beaucoup d'autres informations sur la nature et la durée du séjour de *Pedro Brincos* à Quinchía. Tout ce que nous savons c'est que le 3 avril 1958, le bandit est capturé par Service d'Intelligence Colombien (SIC), et confiné dans la « Maison Blanche », prison de Manizales<sup>57</sup>. À ce moment là, le lien entre *Brincos* et les bandes armées de Quinchía attire déjà l'œil de la presse. « '*Pedro Brincos*', homme de figure sinistre et larges lunettes écaille, commandait dans les régions du Quindío, à Caldas, une bande de scélérats, estimée à 800 sujets, bien armés » (l'intitulé du même article situe cette bande non dans la région du Quindío mais au village de Quinchía)<sup>58</sup>.

*Pedro Brincos* n'est pas un bandit comme les autres étudiés au long de ce mémoire. Dès le début de ses actions, il se caractérise par sa volonté de donner une vision plus large à la lutte armée, une perspective politique qui aurait permis à l'affrontement militaire d'aller au-delà de la persécution aveugle qu'on observe dans les premières années de la Violence. *Brincos* préconise l'assignation de salaires aux « garçons » des bandes, ce qui aurait entraîné leur professionnalisation, « afin d'éliminer la gestion despotique et *gamonalesque*<sup>59</sup> des finances de la part des chefs et de mettre un frein au simple dépouillement brigand comme moyen pour assurer la subsistance »<sup>60</sup>. Il rajoute également une composante idéologique à sa lutte, comme en témoigne son appartenance, à partir de 1960, au Mouvement Ouvrier Étudiant Paysan (MOEC), « la première organisation politique inspirée de la Révolution cubaine, lorsque Cuba était un symbole d'indépendance face au prosoviétique Parti communiste ». Un membre de la bande de *Desquite* affirmait que *Pedro Brincos* « est un adepte de Fidel Castro et il se promène avec un tas de livres et de la propagande qu'il distribue aux gens »<sup>61</sup>.

---

<sup>56</sup> PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007, p. 74.

<sup>57</sup> *La República*, 7 avril 1958, p. 1. *Asesinados el Viernes Santo seis campesinos*.

<sup>58</sup> *El País*, 7 avril 1958, p. 9. '*Pedro Brincos*' Continúa Detenido en la 'Casa Blanca' de Manizales.

<sup>59</sup> *Gamonal* est un terme utilisé à l'époque pour désigner un propriétaire de terre moyen qui, de par sa position sociale, est idéalement placé pour contrôler les résultats électoraux et l'assignation des postes bureaucratiques dans l'administration locale.

<sup>60</sup> MEERTENS Donny, *op cit.*, p. 159.

<sup>61</sup> *Idem*, pp. 156 et 161.

Le décalage que nous pouvons observer entre *Pedro Brincos* et d'autres bandits dans la manière d'approcher la lutte armée nous renvoie à une problématique centrale dans les études sur le banditisme : où se situe la frontière entre un simple bandit et un guérillero ? Le lecteur aura remarqué qu'à différents endroits du texte, les deux termes sont utilisés de façon interchangeable pour désigner les mêmes individus, avec l'intention de mettre l'accent sur les contours flous qui délimitent ces deux termes. L'une des convictions principales de ce texte est de démontrer qu'il est inutile d'établir une différence scientifique entre des termes dont l'utilisation trahit toujours une relation de pouvoir entre deux acteurs : pour les autorités, les insurgés seront toujours des bandits indépendamment de leurs revendications ; les insurgés feront de leur côté tous les efforts possibles pour démontrer que leur lutte s'étend au-delà du simple profit personnel et de la quête d'un butin. Cette stratégie individuelle, consistant à manipuler la sémantique des mots, émerge dans les déclarations que Libardo Mora Toro livre à la presse à la suite de sa capture dans les premiers mois de l'année 1958. Libardo Mora Toro fut champion d'athlétisme, il remporta quatre médailles d'or aux Jeux Sportifs Nationaux organisés à Santa Marta en 1950, et représenta ensuite la Colombie dans plusieurs événements sportifs à l'étranger. Il fit ensuite des études de droit à l'Université Libre de Bogotá, et c'est là que commença, selon la presse, sa trajectoire de militant politique :

Libardo Mora, d'après ceux qui le connaissent intimement, fit se premiers mauvais pas quand il obtint son diplôme de droit. Il oublia complètement le sport et se consacra aux activités 'politiques', sous le couvert du drapeau libéral. Ses séjours dans l'occident de Caldas laissèrent beaucoup à désirer, et il fut considéré comme un agitateur ayant des idées d'extrême gauche<sup>62</sup>.

Interrogé par le reporter de *La Pátria*, Mora Toro s'exprime au sujet de la légitimité accordée à la lutte en fonction du terme employé :

- Dans votre concept, quelle est la différence entre un guérillero et un bandit ?

---

<sup>62</sup> *La Pátria*, 9 mars 1958, p. 3. *Libardo Mora T., abogado, guerrillero y atleta habla para 'La Pátria' sobre sus actividades.*



- 'Guérillero' est celui qui lutte pour une cause politique. Bandit, c'est le criminel professionnel.
- Vos amis de la cordillère sont-ils guérilleros ou bandits ?
- Ils sont guérilleros
- D'où sont sortis ces guérilleros ?
- Ils sont sortis de l'occident de Caldas et du propre Quindío. Ils ont dû abandonner leurs propriétés, à cause de la Violence<sup>63</sup>.

Nous ne voulons pas tomber avec ces dernières remarques dans un relativisme flou. Il est nécessaire d'établir une différence entre des figures comme celle de *Pedro Brincos*, qui attestent d'une vision idéologique et politique plus développée, et d'autres comme celles des paysans *quinchieños* que ce dernier parraina, pour la plupart illettrés et motivés par des objectifs de court terme. L'existence de certains cas intermédiaires, tel celui de *Capitán Venganza*, nous oblige pourtant à adopter une vision de cette distinction plus dynamique, sans adopter de barrière ferme. Plusieurs éléments qui donnent du poids à cet argument émergeront au fil du texte. Pour l'instant, prenons un moment pour nous éloigner des problèmes de banditisme qui font la une des journaux à la fin des années 1950. Il est maintenant nécessaire d'effectuer un détour par l'histoire longue du village de Quinchía afin de mettre en perspective les thématiques que nous avons déjà explorées. Nous verrons à quel point la violence est profondément enracinée dans le passé de la région et du pays.

---

<sup>63</sup> *Ibid.*

## Chapitre II – Les antécédents : le *resguardo* indigène de Quinchía et les débuts de la Violence

*Ce chapitre vise à insérer les événements de la fin des années 1950 dans le contexte du temps long de l'histoire du village, de la région et du pays. Certains passages des articles journalistiques publiés en 1959 font référence aux traits indigènes des habitants de Quinchía, mais aucun de ces articles ne fait référence au passé du village comme un resguardo jusqu'en 1948. L'analyse du passé indigène du village nous renvoie à l'époque coloniale, aux problématiques relatives à la construction de l'État et au traitement des populations indigènes au XIXe siècle, ainsi qu'aux problèmes soulevés par la détention de la terre et la croissance démographique dans les années 1930. Nous aurons également l'opportunité d'obtenir un aperçu du développement d'une violence systématique à partir des années 1930, en lien avec les dynamiques électorales et la lutte pour le monopole des postes bureaucratiques.*

### *Quinchía, resguardo indigène*

Nous avons jusqu'à maintenant évoqué une municipalité du nom Quinchía, située dans l'occident du département de Caldas ; un îlot libéral dans un océan conservateur qui présente de sérieux problèmes d'ordre public pendant la Violence du milieu du siècle. Nous nous sommes pourtant très peu interrogés sur la typologie sociale de cet endroit ; sur ses habitants et leur histoire. Si on se concentrait exclusivement sur les sources correspondant aux années 1957-1961, on passerait facilement à côté du fait que, pendant plusieurs siècles, Quinchia abrita une réserve indigène.

La région précolombienne de Guacuma, habitée par les peuples autochtones Tapasco et Guaqueramaes, fut conquise par Jorge Robledo en 1539, avec autorisation du gouverneur Lorenzo de Aldana. Le conquistador, « probablement impressionné par les nombreux *quinchos*, défenses en *guadua* [bambou] qui protégeaient les ranches et

hameaux », changea alors le nom de Guacuma<sup>1</sup>. La région serait désormais dénommée Quinchía. Ce village faisait partie d'une région qui comptait avec environ 40 000 habitants au moment de l'arrivée des Espagnols. « Une quarantaine d'années plus tard, dans la décennie de 1580, il ne restait plus que 1 500 indigènes, répartis entre onze *encomenderos* »<sup>2</sup>. Les populations autochtones avaient effectivement été concentrées dans des réserves indigènes, où leur conversion à la foi chrétienne serait prise en charge par un *encomendero*. En 1626, l'auditeur royal Lesmes d'Espinosa donne naissance à l'une de ces réserves indigènes dans le village de Quinchía.

Malgré la crise démographique provoquée par la conquête, un nombre considérable d'autochtones réussit à préserver un statut racial séparé en tant qu'*indigènes* qui les distingue des blancs, noirs et métis. Les différentes réserves indigènes de la région se transforment au cours des siècles en communautés autogérées. Ces unités territoriales seraient ensuite connues en tant que *resguardos*, faisant l'objet d'une législation spécifique au XIXe siècle. Le 24 mai 1851, les représentants de la réserve indigène de Quinchía comparaissent devant le juge lettré de Cartago pour faire valoir le droit à la propriété qui leur avait été octroyé par la couronne espagnole au XVIIIe siècle. Ce juge laisse par écrit les dispositions à suivre par le corregidor Don Martín de Arce, qui donneraient aux représentants de la réserve la possession de la totalité des terres faisant partie de celle-ci<sup>3</sup>. Cette démarche obéit certainement à un désir de sécuriser l'accès à la terre, étant donné que le territoire de Quinchía possède de nombreuses réserves de sel, de charbon et d'or qui suscitent l'intérêt de personnes étrangères à la communauté. Déjà en 1594, les caciques locaux s'étaient manifestés pour protester lorsque des Espagnols avaient essayé de vendre des parcelles de terre afin de payer la dette d'un *encomendero*<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> CARDONA TOBÓN Alfredo, *Quinchía mestizo*, Pereira : Fondo Editorial Departamento de Risaralda, 1989, p. 16.

<sup>2</sup> CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 1986, p. 99.

<sup>3</sup> Carlos Chiquito, gouverneur de la partialité indigène de Quinchía, au ministre de l'Économie nationale, section de terres. Reçu par le ministère le 18 octobre 1947. Feuilles 175-176; Carlos Henao Díaz à Gregorio Hernández de Alba, chef de *resguardos* indigènes, au ministère de l'Agriculture. Manizales, 11 octobre 1958. Feuilles 183-185. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2.

<sup>4</sup> CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 99

En 1890, le parlement colombien vote la loi 89, relative « à la manière dont doivent être gouvernés les sauvages qui seront peu à peu réduits à la vie civilisée »<sup>5</sup>. Cette loi prévoit une législation spéciale pour régir la vie et la conduite des descendants de populations autochtones sur le territoire colombien, afin qu'ils puissent suivre leurs propres coutumes et traditions. Les populations indigènes seraient regroupées dans des *resguardos*, unités territoriales où la terre serait détenue de façon communale ; chaque *resguardo* serait dirigé par un *cabildo* indigène, composé de sept membres principaux et sept membres suppléants, distribués de la manière suivante : un gouverneur, deux maires, un régisseur, deux vocaux et un secrétaire. Les membres du *cabildo* devraient être renouvelés chaque année, la désignation se faisant par élection populaire sous la supervision du maire du village<sup>6</sup>. Les principales fonctions du *cabildo* se résumeraient à la résolution de litiges entre les membres du *resguardo*, et à la redistribution des terres en fonction des décès et naissances.

La loi 89 de 1890 réduit littéralement les populations indigènes au statut de mineurs. Les habitants d'un *resguardo* seraient exemptés du paiement d'impôts fonciers et de voirie. Ils pourraient sous certaines conditions contracter des transactions financières avec des particuliers pour vendre des hectares de terre qui leur auraient été assignés ; ils devraient alors justifier le besoin ou l'utilité de la transaction, et en obtenir une licence judiciaire pour y procéder<sup>7</sup>. Il faut pourtant savoir que cette loi possède, dès son expédition, un caractère transitoire, le temps d'intégrer les « sauvages » à la vie civilisée. Elle prévoit un délai de 50 ans pour que cette démarche soit accomplie ; c'est ainsi qu'en 1927, une loi est promulguée, donnant naissance aux commissions censées entamer la dissolution des nombreux *resguardos* existants dans le pays. Or, la conformation de chaque commission est laissée au soin des gouverneurs départementaux, « et cette dispersion d'attributions

---

<sup>5</sup> Ley 89 del 25 de noviembre de 1890, *Por la cual se determina la manera como deben ser gobernados los salvajes que vayan reduciéndose a la vida civilizada*. Adresse URL <http://www.alcaldiabogota.gov.co/sisjur/normas/Norma1.jsp?i=4920> (Site consulté le 3 août 2016).

<sup>6</sup> Manuel Trejos Díaz, secrétaire du conseil municipal de Quinchía. *Copia del informe rendido por la comisión que estudió el cuestionario remitido por el ministerio de la Economía nacional al departamento de Tierras – sección de Baldíos – al cabildo de la parcialidad*. Quinchía, 10 avril 1944. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 158-159.

<sup>7</sup> Ley 89, *op. cit.*

rendit impossible sa mise en application », comme le souligne un rapport de 1945 sur les îles et *resguardos* du pays<sup>8</sup>.

L'existence du *resguardo* de Quinchía, parmi d'autres, commence à soulever de nombreux problèmes au milieu des années 1930. Dans un contexte d'accroissement démographique et de luttes agricoles, de nombreuses voix s'élèvent pour demander la suppression du *resguardo* de Quinchía, de même que celle d'autres *resguardos* dans la région, comme celui de San Lorenzo a Riosucio. Les arguments mis en avant, ainsi que les commentaires que font les différents signataires de la correspondance des *resguardos* du département de Caldas, constituent un riche observatoire des problématiques liées à la propriété foncière dans les décennies précédant le début de la Violence. Cette correspondance nous informe aussi sur la relation qui s'établit entre le monde métis et le monde indigène, ce qui permettra de mieux situer le village de Quinchía en termes socio-culturels pour la suite de l'analyse.

Le 27 août 1936, le maire de Quinchía, Nicanor Duque Tobón, s'adresse au président du conseil municipal, pour lui faire part d'une série de problématiques à laquelle est confrontée la municipalité. Le 11 septembre, le président du conseil, Luís E. Duque, reprend les arguments du maire et il les développe dans une lettre qu'il adresse au ministre de Gouvernement à Bogotá. Ces deux missives nous donnent une idée de la situation dans laquelle se trouve le *resguardo* de Quinchía au milieu des années 1930. On apprend, tout d'abord, que Quinchía est un village qui compte douze mille habitants, et que plus ou moins 85% de ceux-ci sont indigènes, « mais des indigènes déjà civilisés »<sup>9</sup>. En effet, le maire et le président du conseil coïncident à affirmer que l'application de la loi 89 de 1890 n'a plus de sens à Quinchía, puisqu'il est incorrect de traiter comme des mineurs des personnes qui sont déjà habituées à la vie civilisée.

---

<sup>8</sup> Germán Alvear E., avocat d'îles et *resguardos*, au directeur du département de Terres. *Informe del abogado de islas y resguardos*, 11 juin 1945. p. 9. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuilles 195-204.

<sup>9</sup> Luís E. Duque, président du conseil municipal, au ministre de gouvernement. Quinchía, 11 septembre 1936, office No. 191, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1, feuilles 2-3.

Comme il a déjà été dit, ceux qui s'appellent ici indigènes, ont acquis un degré de civilisation et de malice, qui rentre en concurrence avec celui de ceux qui se prennent pour des malins et de cela que ladite loi 89 n'est pas nécessaire pour leur administration et leur Gouvernement, puisque les lois générales qui s'appliquent en Colombie pourraient bien leur être appliquées<sup>10</sup>.

Comme les indigènes ne paient pas d'impôts fonciers ni de contributions de voirie, les entrées au trésor public pour de tels concepts sont nulles. Ceci a comme conséquence « qu'aucun entrepreneur ne prenne le risque de dépenser ses avoirs dans des entreprises bénéfiques pour la municipalité, et qui lui donneraient richesse et renommée »<sup>11</sup>. Les fonctionnaires énoncent également des commentaires très critiques envers l'institution du *cabildo*, organe de gouvernance du *resguardo* qui est, comme on l'a vu, renouvelé chaque année par la voie électorale :

Chaque *Cabildo* entre en fonction nourri de haines contre les indigènes qui n'ont pas voté en sa faveur, et ces derniers en viennent à être ses victimes. On leur arrache des portions [de terre], même si elles ont été améliorées, pour les donner à des amis, vu qu'il n'existe aucun autre moyen de les rémunérer pour leur participation aux luttes électorales car il n'y a plus de lotissements non-cultivés à attribuer<sup>12</sup>.

Ce point constitue le dernier argument développé par le maire, qui termine son exposé de la manière suivante : « N'ayant plus de terrains pour vérifier de nouvelles assignations, quel est l'objet du *cabildo* ? La réponse, tombe de son propre poids : CRÉER DES PROBLÈMES »<sup>13</sup>.

Des problèmes similaires se présentent dans d'autres *resguardos* de la région, comme au village de Riosucio, au nord de Quinchía, où se trouvent les *reguardos* de San Lorenzo, Cañamomo et Lomaprieta. Dans les années suivantes, de nombreux conflits se

---

<sup>10</sup> Nicanor Duque Tobón, maire de Quinchía, au président du conseil municipal. Quinchía, 27 août 1936, office No. 300, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1, feuilles 4-5.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> *Idem*, pp. 1-2.

<sup>13</sup> *Idem*, p. 2.

font jour dans ces localités, ce qui soulève la préoccupation des autorités nationales. Au mois d'août de l'année 1939, le gouvernement national décide d'envoyer Adolfo Romero, un fonctionnaire du ministère de l'Économie qui agit en tant qu'avocat des *resguardos*, pour parcourir les différentes localités indigènes de la zone et établir un diagnostic de leur situation. Dans un de ses communiqués, Romero affirme que « dans ce Ministère il y a une bonne ambiance pour liquider une fois pour toutes les problèmes qui affectent aux *Resguardos* Indigènes de cette région [Riosucio] »<sup>14</sup>. Dans un rapport qu'il fait à la suite de son séjour dans la région, il affirme également que dans les zones en question il existe un ensemble de mines qui pourrait être mis à bon usage étant donné que le pays souhaiterait développer l'industrie minière. Parmi celles-ci, quatre se situent dans la juridiction de Quinchía<sup>15</sup>.

Or, la suppression des *resguardos* indigènes ne s'accomplira que très lentement, malgré l'intérêt que nombreux secteurs de la société manifestent à l'époque pour accélérer le processus. Les instances gouvernementales pâtissent d'un manque d'information crucial en la matière, comme l'avoue le procureur délégué aux affaires pénales en novembre 1939 :

Avant tout, nous ne bénéficions pas de données statistiques sur l'extension des terrains. Nous ne savons lesquels correspondent à des *resguardos*, lesquels aux communautés. Nous ignorons combien d'indigènes y a-t-il dans chaque région et nous méconnaissons les capacités économiques ou d'autre ordre dont puissent réjouir les *resguardos* et les communautés afin d'apprécier de manière globale les multiples problèmes qui se présentent<sup>16</sup>.

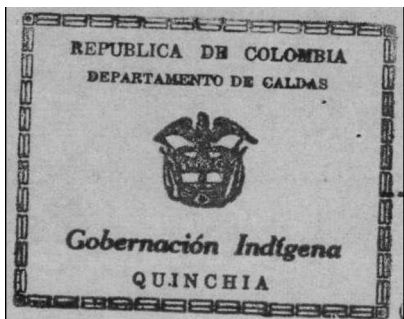
Afin de combler ce vide d'information, dans les premières années de la décennie 1940, les instances départementales et nationales du gouvernement tentent d'accélérer le processus de recensement des *resguardos* indigènes, afin de former des commissions de

---

<sup>14</sup> Adolfo Romero, avocat des *resguardos* indigènes au notaire du circuit. Bogotá, 30 septembre 1939, No. 57/8. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuille 143.

<sup>15</sup> Francisco Ruiz A., au chef du département de Mines du ministère de l'Économie. Bogotá, 5 octobre 1939. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuille 144.

<sup>16</sup> Jorge Gutiérrez Gómez, procureur délégué en matière pénale, au ministre de l'Économie nationale. Bogotá, 8 novembre 1939, No. 309. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuilles 147-149.



11. Cachet apposé par le *cabildo* de Quinchía sur ses communiqués.

dissolution de ceux-ci. C'est le cas, par exemple, du *resguardo* de San Lorenzo, à Riosucio. Pourtant, les limitations budgétaires font en sorte qu'une même commission est mandatée pour accomplir les études de dissolution de plusieurs *resguardos* dans différents départements du pays, ce qui retarde considérablement la démarche.

En 1944, les autorités municipales de Quinchía, y compris le *cabildo* indigène, semblent plus que jamais résolues à plaider pour la dissolution du *resguardo* de leur village. L'épuisement des terres disponibles pour la répartition, ainsi que le marasme économique dans lequel se trouve le village à cause des limitations imposées par la loi 89, figurent parmi les arguments mis en avant dans une résolution signée par tous les membres du *cabildo* le 23 avril de cette année<sup>17</sup>. D'autres données viennent compléter ce tableau désolateur. Il se trouve que parmi les 600 titres de propriété qui devraient en théorie se trouver sous le contrôle du *resguardo*, plus de deux tiers de ceux-ci ont déjà été vendus à des individus étrangers à la communauté. Le *cabildo* pourrait entamer des démarches pour récupérer ces terres perdues, mais il aurait besoin pour ceci de faire valoir le titre de la couronne espagnole qui atteste que ces terres appartiennent à la communauté indigène : « On dit par tradition » – affirme-t-on dans un autre document – « que ces terrains furent attribués par concession de Philippe II, mais malheureusement ce titre s'est perdu ou il se trouve dans les archives des villes de Popayán, Cartago ou Toro »<sup>18</sup>. Manuel Trejos Díaz, secrétaire au conseil municipal, tient également à nous informer que « surement il y a plus de deux siècles, le dialecte disparut. Les indigènes actuels, tous

<sup>17</sup> José J. Tapasco V., gouverneur ; Froilán Quebrada, maire premier ; José A. Velasco, maire second ; Carlos Chiquito V., régisseur ; J. Benicio Bañol, vocal premier ; Jorge Suarez, vocal second ; Miguel Suárez T., secrétaire ; au gouvernement national par le biais du gouverneur départemental. *Resolución número cuatro*. Salon de sessions du Petit *cabildo* indigène de la partialité de Quinchía, 23 avril 1944. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 160-161.

<sup>18</sup> Manuel Trejos Díaz, secrétaire du conseil municipal de Quinchía, *op. cit.* On aura remarqué l'incohérence qui ressort de ces affirmations : le document parle d'une attribution faite par Philippe II, qui régna entre 1556 et sa mort, en 1598. Or, si l'on se tient aux informations fournies par Cardona Tobón dans *Quinchía mestizo*, l'encomienda ne fut créée qu'au milieu du XVIIe siècle, en 1627.



civilisés, ne conservent par tradition rien qui fasse référence à la langue ou au dialecte aborigènes, ni à ses coutumes »<sup>19</sup>.

Peu à peu, les indigènes de Quinchía commencent à perdre les bénéfices qui seraient censés découler de leur statut particulier. Le 10 août 1944, le ministère de l'Économie envoie un communiqué à un membre du *resguardo*, où il lui fait savoir que le ministère des Finances a décrété « qu'il n'existe aucune raison pour exempter les indigènes du paiement d'impôts, et encore moins l'impôt foncier, avec lequel on a tendance à satisfaire les besoins des voisins du lieu où ledit impôt est levé »<sup>20</sup>. Les membres du *cabildo* ne sont pas non plus en mesure de bloquer la fièvre d'accaparement des terres qui se joue sur leur territoire. Dans un message adressé au ministre de Gouvernement, ils demandent au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que le notaire du lieu cesse de valider des ventes illicites. En guise de réponse à ce message, un fonctionnaire du ministère de l'Économie envoie un rappel aux membres du *cabildo* : « c'est le *cabildo* de la partialité, et non une autre entité, qui doit empêcher la réalisation de tels contrats, allant jusqu'à la revendication des propriétés une fois que les actes contractuels ont déjà été vérifiés »<sup>21</sup>. On peut voir comment, en 1945, une bonne partie des dispositions qui définissent les privilèges accordés aux membres du *resguardo* n'existe plus, où est tout simplement tombée en désuétude. Ces changements seront entérinés définitivement trois années plus tard : le 24 novembre 1948, le Congrès colombien valide l'entrée en vigueur de la loi 55 de 1948, qui déclare la nullité de la loi 89 de 1890 sur le territoire de la partialité indigène de Quinchía. Les terrains de la partialité seraient attribués aux indigènes dont les noms seraient présents sur le recensement effectué par le *cabildo* ou, le cas échéant, à leurs légitimes détenteurs, pourvu que ces terrains aient été acquis par le biais d'un acte du *cabildo* avec l'approbation du maire du village. Une fois ces formalités accomplies, le *cabildo* de la partialité serait dépourvu de

---

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Justo Díaz Rodríguez, directeur du département des Terres, à José Simón Ladino. Bogotá, 10 août 1944, section terrains vagues, No. 5887. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuille 174.

<sup>21</sup> Justo Díaz Rodríguez, directeur du département des Terres, au gouverneur et au secrétaire du *resguardo* indigène de Quinchía, Caldas. Bogotá, février 1945, section 0985. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuille 179.

toutes ces prérogatives en matière légale<sup>22</sup>.

Nous avons déjà cité les raisons qui motivent pendant des années les demandes écrites pour procéder à la dissolution du *resguardo*, celui-ci ayant atteint un point de saturation où l'accroissement de la population aurait largement dépassé le stock de terres disponibles pour la distribution. Mais le *resguardo* fait également face aux pressions externes de la part d'entrepreneurs d'autres régions qui souhaitent exploiter les mines d'or, de sel et de charbon avec lesquelles compte le village. La loi 55 qui officialise la dissolution du *resguardo*, fait d'ailleurs référence, dans son article sept, à une autorisation octroyée au gouvernement national pour exploiter la source salée d'El Santuario et d'autres mines de charbon de la municipalité<sup>23</sup>. Les documents étudiés trahissent par ailleurs une perception très homogénéisée de « l'indigène » comme un être malicieux et feignant, prêt à obtenir un avantage injustifié des dispositions légales qui sont censées le protéger des mauvaises intentions d'autrui. Ces commentateurs répètent systématiquement que ces indigènes ne peuvent pas être considérés comme mineurs puisqu'ils sont « déjà civilisés ». Jusqu'à un certain point, l'État ne peut pas les taxer, mais ils sont pourtant déjà intégrés au système d'échanges économiques à leur propre manière. La vente de terrains attribués à des membres du *resguardo* ne peut se faire que sous certaines conditions, mais dans la pratique, ces transactions sont effectuées assez facilement (il suffit d'avoir l'accord d'un notaire prêt à apposer sa signature sur l'acte de vente). En conséquence, il perd environ deux tiers de ses avoirs en propriété foncière, bien avant la dissolution du *resguardo*. Une division du travail commence ainsi à s'établir dans la municipalité de Quinchía, entre les indigènes, qui se consacrent aux métiers agricoles, et les entrepreneurs originaires du département d'Antioquia, qui gèrent des établissements dédiés au commerce de biens de consommation, comme l'atteste une communication du secrétaire au conseil municipal de Quinchía qui date d'avril 1944<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> Ley 55 de 1948 (noviembre 24), *por la cual se declara que no seguirán aplicándose a la Parcialidad Indígena de Quinchía, en el Departamento de Caldas, las disposiciones de la Ley 89 de 1890, y se dictan otras disposiciones*. Publíquese y ejecútese, Mariano Ospina Pérez. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 181-182.

<sup>23</sup> Ley 55, *op. cit.*

<sup>24</sup> Manuel Trejos Díaz, secrétaire au conseil municipal de Quinchía, *op. cit.*

Toutes ces évolutions que nous venons de décrire, menant à une modification de la composition de la population de Quinchía, s'inscrivent dans le cadre d'une série de changements plus large, qui obéit aux migrations venant des régions plus peuplées de Cauca et d'Antioquia vers les régions centrales du pays. Ces migrations obéissent à leur tour à une modification de la structure économique du pays, comme nous allons le voir maintenant. Cette analyse requiert de revenir, une fois encore, au temps long de l'histoire colombienne, et de remonter, cette fois-ci, au XIXe siècle.

### *Violence politique et construction étatique au XIXe siècle*

Dans le but d'éclairer les phénomènes de violence qui se développent en Colombie au XXe siècle, il convient de s'attarder un moment sur les problématiques inhérentes à la construction étatique de ce pays au XIXe siècle. Ce siècle est caractérisé par une grande quantité de guerres civiles entre les différentes factions des élites créoles du pays après l'indépendance de l'Espagne. Le projet initial de construction étatique connu sous le nom de Grande Colombie, comprend les actuels pays suivant : Colombie, Panama, Venezuela et Équateur. Les bases de l'accord pour régir la vie politique et économique de ces immenses territoires ne vont pourtant pas au-delà d'une coalition essentiellement opposée aux desseins de reconquête de l'Espagne. La question du modèle politique et économique à adopter est donc une source constante de conflits à partir de la naissance même de ces États. En 1829, sous le gouvernement de Simón Bolívar, l'équilibre politique est troublé par une série de révélations concernant la tentative du cabinet ministériel d'instituer une monarchie constitutionnelle dans le pays. Cette crise contribue à exacerber les velléités du mouvement séparatiste déjà existant au Venezuela, qui compte avec l'appui des opposants de Bolívar visant à déstabiliser le régime. À la suite de l'assemblée constituante du 20 janvier 1830, l'Équateur suit aussi la voie séparatiste, menant à l'effondrement du projet de la Grande Colombie. Le territoire restant se transforme alors et devient la république de la Nouvelle-Grenade<sup>25</sup>.

---

<sup>25</sup> OQUIST Paul, *Violence, conflict and politics in Colombia*, New York, Academic Press, 1980, pp. 47-48.

La nouvelle république expérimente ensuite une grande variété de dispositifs pour gérer son territoire, passant de l'extrême fédéralisme pendant la période des États-Unis de la Colombie, entre 1863 et 1886, à un État central jouissant de prérogatives interventionnistes pendant la période de la *Regeneración*, vers la fin du siècle. Tout au long de la période, la guerre est un recours omniprésent pour régler les différends entre factions politiques. Sans compter la guerre d'Indépendance, qui s'étale de 1810 à 1824, Gonzalo Sánchez énumère un total de huit guerres civiles générales, 14 guerres civiles locales, deux guerres internationales avec l'Équateur, et trois tentatives de coup d'état. Comme le souligne ce même auteur, il n'y a jamais de victoires décisives dans aucune de ces guerres ; souvent, le résultat n'est qu'un équilibre catastrophique entre les parties, ce qui laisse un terrain propice à l'éclatement du conflit suivant<sup>26</sup>.

Cette incapacité d'un seul groupe d'imposer sa domination face aux autres est liée à l'immensité d'un territoire découpé par trois chaînes montagneuses, empêchant l'État central d'envoyer des troupes rapidement pour étouffer les rébellions locales. La population du pays, qui n'atteint les quatre millions de personnes que vers la fin du siècle, se trouve éparpillée dans des zones difficilement accessibles<sup>27</sup>. Ceci rend non seulement très difficile la levée d'impôts, mais impose des limites à la conformation d'une armée moderne : les effectifs de l'armée ne dépassent jamais le seuil des 3 000 conscrits au cours du siècle<sup>28</sup>. Qui plus est, les élites créoles qui avaient mené le mouvement d'indépendance avaient contracté d'énormes dettes pour financer leur guerre contre l'Espagne. Dans les décennies suivant la guerre d'indépendance, l'État colombien s'endette encore plus, à tel point qu'à certains moments, plus de 50% du budget national est destiné à payer la dette publique. Finalement, la part de fonds publics dont peut disposer l'État central n'est souvent pas supérieure aux parties attribuées aux entités régionales. Surtout pendant la période des États-Unis de la Colombie, les États « souverains » s'arrogent de plus en plus de prérogatives. « L'État central n'était pas seulement pauvre, mais il n'avait pas plus

---

<sup>26</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, « Raíces históricas de la amnistía o las etapas de la guerra en Colombia », in SÁNCHEZ Gonzalo, *Ensayos de historia social y política del siglo XX*, Bogotá, El Áncora Editores, 1984, pp. 217-218.

<sup>27</sup> CHRISTIE Keith, *op. cit.*, pp. 121-122.

<sup>28</sup> *Idem*, p. 130.

d'influence financière que les plus bas niveaux de gouvernement. On y trouve les fondements financiers d'un système politique décentralisé »<sup>29</sup>.

Au cours du XIXe siècle, certaines factions qui vont dominer la vie politique du pays par la suite commencent à se consolider. Dans les premières années après la guerre d'indépendance, deux factions se forment sous l'égide des figures de Francisco de Paula Santander et Simón Bolívar : les *santanderistas* et les *bolivianos*. Ces deux groupements vont se distinguer progressivement pour fonder les bases du Parti Libéral et du Parti Conservateur. Cette division bi-partisane revêt une importance fondamentale pour saisir les enjeux inhérents à la plupart des guerres et conflits politiques de l'histoire colombienne. Pourtant, cette division entre collectivités n'est pas si nette qu'elle ne le semble à première vue. La séparation nette entre libéraux et conservateurs ne rend pas compte des divisions internes au sein de chaque parti ni des solidarités qui se tissent entre le secteur minoritaire d'un parti et celui de l'autre. Par exemple, le processus politique qu'on connaît comme *La Regeneración*, est mené par le Parti National, le fruit d'une alliance entre les secteurs indépendants du Parti Libéral et du Parti Conservateur. « Il serait incorrect de parler de la politique colombienne comme un système traditionnellement bi-partisan étant donné la constante prolifération de factions à l'intérieur des partis »<sup>30</sup>. Cette problématique des divisions intra-partisanes et des solidarités inter-partisanes reviendra de manière récurrente au cours des différents conflits du XIXe siècle, et nous la retrouverons aussi au moment d'étudier les phénomènes de violence politique du XXe siècle.

Malgré l'hétérogénéité que nous pouvons décerner à l'intérieur des partis, nous assistons à une « ossification » progressive des identités libérales et conservatrices, pour reprendre le terme utilisé par Paul Oquist. Ces marqueurs identitaires sont transmis de génération en génération, au moins jusqu'au début des années 1960, presque de la même manière qu'une affiliation religieuse<sup>31</sup>. L'appartenance à un parti ou un autre n'implique pas forcément une adhérence à une idéologie particulière mais plutôt l'appartenance à une famille politique diffuse qui est soudée par des liens clientélistes, permettant aux factions

---

<sup>29</sup> *Idem*, pp. 124-127.

<sup>30</sup> OQUIST Paul, *op. cit.*, p. 79.

<sup>31</sup> *Idem*, p. 78.

au pouvoir de s'approprier et de distribuer les postes bureaucratiques. Les contours de ces alliances entre factions pour constituer un seul parti sont dessinés par certains développements historiques qui placent les différentes institutions sociales d'un côté ou de l'autre du spectre politique. L'Église catholique, par exemple, a souvent été identifiée comme une institution proche de la cause conservatrice, surtout après la mise aux enchères publiques des terres et des biens improductifs détenus par celle-ci, initiative entreprise sous la présidence de Tomás Cipriano de Mosquera en 1865<sup>32</sup>. Cette mesure a comme principaux bénéficiaires les investisseurs proches de l'aile radicale du Parti Libéral, ce qui contribue à approfondir la haine cléricale contre ce parti, qui est progressivement assimilé à la franc-maçonnerie et au libéralisme économique. Les connivences entre la hiérarchie catholique et le Parti Conservateur reviendront également lors de la violence politique qui se présente dans les années 1930 et 1950.

Les dernières années du XIXe siècle colombien se caractérisent par une stabilisation de l'économie d'exportation qui coïncide avec une revitalisation de la conflictualité traditionnelle entre les partis. Tout au long du siècle, le gouvernement avait essayé de développer les industries du tabac, de la quinine, du coton, de l'indigo et de l'or, de telle façon à assurer une place pour le pays au sein de l'économie mondiale<sup>33</sup>. Dans les années 1880, les exportations de café commencent à augmenter considérablement, permettant à certains groupes d'entrepreneurs de se spécialiser dans la culture de ce produit. Les membres de la faction « révolutionnaire » du Parti Libéral, exclus de l'exercice du pouvoir politique par le mouvement de *La Regeneración*, avaient choisi de se lancer dans l'entreprise caféière, à l'instar du futur général de guerre Rafael Uribe Uribe, propriétaire de l'énorme domaine de Gualanday, dans le département d'Antioquia. En 1899, cette même faction du Parti Libéral décide de prendre les armes contre le gouvernement national, marquant le début de la guerre des Mille Jours, qui est à la fois la dernière guerre du XIXe siècle et la première du XXe<sup>34</sup>. Encore à ce stade, la guerre en Colombie se déploie sous la forme d'une ou plusieurs armées insurgées de paysans mal armés faisant face à une force

---

<sup>32</sup> *Idem*, p. 64.

<sup>33</sup> CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 123.

<sup>34</sup> OQUIST Paul, *op. cit.*, pp. 73-74.

gouvernementale de paysans mal armés<sup>35</sup>. Keith Christie évoque la bataille de Palonegro, en mai 1900, comme un cas représentatif de cette tendance générale :

Les troupes s'épuisaient lentement, beaucoup de recrues sans entraînement étaient envoyés à la mort, armés d'une simple machette, un État major libéral paralysé par les dissensions internes luttait contre les forces militaires du gouvernement, presque aussi mal armées que les libéraux<sup>36</sup>.

Après 37 mois de conflit armé au cours desquels aucune faction n'arrive à s'imposer définitivement sur les autres, un traité de paix est signé le 21 novembre 1902 au bord du cuirassé Wisconsin, de l'armée des Etats-Unis. Ce traité déclare la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et institue l'amnistie pour les secteurs de la population engagés dans l'insurrection. Le Parti Conservateur pourrait donc rester au pouvoir, alors que les minorités politiques auraient droit à un tiers des sièges au Congrès<sup>37</sup>. L'état de dévastation auquel était arrivé le pays à l'issue de ce conflit s'aggrave par la suite, lorsque les Etats-Unis décident de prêter leur soutien à un mouvement séparatiste dans le département de Panama, lui permettant ainsi de devenir un pays indépendant. La Colombie perd ainsi la mainmise sur un territoire qui présente un fort potentiel économique étant donné la possibilité d'y construire un canal transocéanique. Dans l'immédiat après-guerre, le gouvernement colombien procédera à découper certains départements du pays en plus petites unités, de façon à empêcher d'autres zones du pays d'entamer des projets séparatistes comme celui du Panama. C'est ainsi que, par exemple, le département de Caldas est créé en 1905 à partir des territoires enlevés aux départements d'Antioquia, Cauca, Tolima, et à l'intendance de Chocó. La capitale de ce nouveau département serait la ville de Manizales, fondée en 1848<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> *Idem*, p. 78.

<sup>36</sup> CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 131.

<sup>37</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, *op. cit.*, pp. 220-221.

<sup>38</sup> CARDONA TOBÓN Alfredo, *op. cit.*, p. 91. « En 1904 les panaméens offraient 20 000 fusils et des ressources monétaires au Cauca. Une commission de personnages du Cauca est entrée en contact avec les révolutionnaires panaméens, peu de temps après le 3 novembre 1903, pour étudier la possibilité d'incorporer ce vaste département, qui s'étendait jusqu'à l'Équateur et l'Amazonie, à la nouvelle république ».

La violence comme moyen de résolution des conflits et comme mécanisme pour s'approprier de la totalité des postes bureaucratiques n'en sera pas moins présente au XXe qu'au XIXe siècle. Pourtant, elle se présente désormais sous une modalité différente. Selon Gonzalo Sánchez, les parties en conflit lors des guerres civiles du XIXe siècle cherchaient essentiellement à régler les rivalités qui se développaient à l'intérieur de la classe dominante. Au cours de ces guerres, les fractions de la classe dominante fournissaient non seulement l'orientation politique mais aussi la direction militaire :

Dans celles-ci confluaient la condition de membre d'un directoire politique, général d'une armée et une position sociale bien définie en tant que propriétaire terrien ou commerçant dans la plupart des cas. Les classes dominées s'intégraient de gré ou de force comme simple soldats de leurs propres maîtres<sup>39</sup>.

Les conflits du milieu du XXe siècle appartiennent selon cet auteur à une autre modalité de la guerre, celle qu'on connaît « à travers la dénomination ambiguë et multiforme de 'la violence' »<sup>40</sup>. La guerre dans ce nouveau format comporte un lien commun avec les guerres civiles du XIXe siècle : les classes dominantes fournissent les directives idéologiques à travers les partis. Mais, cette fois-ci, c'est le peuple lui-même, et surtout le paysannat, qui fait la guerre sur le plan militaire. « Ce décalage entre direction idéologique et conduction militaire explique en bonne partie sa double mouvance : d'une part, ses expressions anarchiques, et d'autre part, son potentiel déstabilisateur sur l'ensemble de la société »<sup>41</sup>. C'est au développement et au fonctionnement de cette nouvelle modalité de la guerre que nous nous intéresserons maintenant.

### *Les années 1930 en Colombie et dans l'occident de Caldas*

Dans les années 1920, la Colombie réussit à accélérer la construction d'infrastructures publiques d'envergure grâce à une indemnisation versée par les Etats-Unis

---

<sup>39</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, *op. cit.*, p. 219.

<sup>40</sup> *Idem*, p. 218.

<sup>41</sup> *Idem*, p. 222.



en guise de compensation pour la séparation du Panama, et à d'importants emprunts. Cette période, connue comme la « danse des millions », arrivera brusquement à sa fin avec l'éclatement de la Grande Dépression à partir de 1929. Les répercussions de la crise en Colombie mènent rapidement au licenciement d'ouvriers récemment embauchés pour les grands travaux, ce qui provoque un retour massif de travailleurs vers leurs zones rurales d'origine. Au même moment, un changement politique d'ordre majeur est en train d'avoir lieu dans le pays. Face à un Parti Conservateur divisé entre les supporteurs de Guillermo León Valencia et Alfredo Vásquez Cobo, le Parti Libéral réussit à faire élire son candidat à la présidence de la République, Enrique Olaya Herrera. L'élection d'Olaya met ainsi fin à une trentaine d'années de domination de la scène politique par le Parti Conservateur. L'arrivée d'un libéral à la présidence entraîne une purge des citoyens conservateurs occupant de postes dans l'administration publique au niveau local. Cette persécution provoque la résistance des conservateurs, qui s'organisent rapidement en unités d'auto-défense pour protéger leurs camarades. Cette épuration bureaucratique, qui se concentre dans les zones orientales des départements de Boyacá et des Santander, présente de fortes ressemblances avec la persécution de citoyens libéraux qui aurait lieu vingt années plus tard. Ceci explique la distinction que certains établissent entre les différentes Violences du siècle : celle des années 1930 et celle des années 1950. Même si l'affrontement du début des années 1930 n'atteindra pas le même degré de généralisation que celui des années 1950, il s'agit d'un précédent historique qui a été souvent ignoré. Selon Javier Guerrero, cette période constitue « le maillon manquant entre les batailles du XIX siècle et les années quarante et cinquante »<sup>42</sup>.

La Violence des années 1930 comporte également un lien avec les changements dans la distribution spatiale des centres de production du pays. Les départements de Boyacá et des Santander, à l'époque, voient leur poids économique s'affaiblir, au bénéfice des zones occidentales du pays, où le café se consolide comme produit d'exportation. Ce produit décuple l'effervescence colonisatrice et entrepreneuriale qui se noue autour de la ville de Manizales, avec sa société naissante de poètes et politiciens. « De cette importante

---

<sup>42</sup> GUERRERO Javier, *Los años del olvido: Boyacá y los orígenes de la violencia*, Tunja, Universidad Pedagógica y Tecnológica de Colombia, 2007, p. 29.

transformation sociale se retrouveront définitivement relégués l'orient colombien et surtout les vieilles élites dominantes de Boyacá »<sup>43</sup>. Cette transformation repose en partie sur le poids qu'avait commencé à acquérir le département d'Antioquia depuis la fin du XIXe siècle en tant qu'exportateur d'or. Une des conséquences de ce développement économique fut la série de vagues migratoires vers le sud qu'on connaît aujourd'hui comme la « colonisation *antioqueña* ». La région qu'on connaît actuellement comme le « Vieux Caldas », s'étendant sur une zone de 14 000 km<sup>2</sup>, avait été à l'époque lentement peuplée par des entrepreneurs, familles et divers types de colons qui ont assumé la fondation de villages, la débroussaille des bois et des chemins, sans intervention majeure de l'État dans l'entreprise colonisatrice<sup>44</sup>.

Le caractère privé de la colonisation de Caldas a donné lieu à l'élaboration d'une mythologie particulière autour de ce phénomène. L'épopée colonisatrice est souvent glorifiée dans la littérature régionale et l'histoire orale comme un exploit accompli par une poignée de colons vaillants, qui fondèrent les bases d'une société égalitaire composée de petits cultivateurs. Cette version romanesque de la colonisation du territoire *caldense* passe à côté du fait que ce processus entraîna de nombreux conflits entre les colons récemment arrivés et les groupes présents de longue date, comme l'illustre notre recherche pour le cas de Quinchía. Le processus de colonisation est en lui-même caractérisé par une violence économique qui se décline en une violence ouvertement politique à certaines périodes. Comme nous l'avons vu, l'arrivée de colons et d'entrepreneurs sur un territoire donné, entraîne souvent le déplacement, de gré ou de force, de propriétaires qui n'ont pas assez de leviers pour faire prévaloir leurs intérêts sur ceux des nouveaux arrivés. Au même temps, la colonisation *antioqueña* contribue à modifier la composition politique du département de Caldas, vu qu'une bonne partie des migrants en question provient d'une région très liée au conservatisme. La capitale du département, Manizales, fut toujours associée à ce courant politique, de même que les zones nordiques et orientales de celui-ci. Pourtant, le sud du département, centré autour de la ville d'Armenia, se développa comme une zone libérale. Dans l'occident de Caldas, le libéralisme conserva une force considérable, même si la zone

---

<sup>43</sup> *Idem*, pp. 65-66.

<sup>44</sup> ORTIZ SARMIENTO Carlos Miguel, *Estado y subversión en Colombia : La Violencia en el Quindío años 50*, Bogotá, Fondo Editorial CEREC, 1985, p. 35.

affichait une majorité conservatrice avant l'élection de 1930.

Pour Keith Christie, l'essentiel de la discussion tourne autour du fait que, contrairement à d'autres départements du pays où un parti pouvait afficher des majorités atteignant jusqu'à 70 et 80% des suffrages, à Caldas les partis gagnaient rarement avec plus de 55% des voix. L'équilibre des pouvoirs entre les collectivités incitait le parti minoritaire à faire pencher la balance de son côté. Cette tendance se manifesta surtout dans les zones occidentales du département :

Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir en 1930, tout comme en 1946 lorsque les conservateurs reprirent le dessus, les villages isolés de l'occident du Vieux Caldas sont devenus le théâtre d'une confrontation inter municipale... Vu que chaque parti possédait une force solide mais électoralement insuffisante dans le reste du département, l'occident s'est transformé en clef de voute pour le contrôle de l'assemblée départementale. C'est seulement là-bas qu'il y a eu des changements dramatiques de soutien électoral régional<sup>45</sup>.

Cette dernière explication nous permet donc de comprendre les raisons à l'œuvre derrière l'intense affrontement bi-partisan déclenché à la suite de l'élection présidentielle de 1946, et qui subsiste dans une plus faible intensité à la fin des années 1950. Cette citation met également l'accent sur l'importance d'étudier le rapport entre le moment des élections et les phénomènes de violence. Celles-ci constituent un moment fort de la vie villageoise, faisant preuve d'une ritualisation de la politique qui condense un ensemble de processus, tels que : l'élaboration d'un programme électoral, avec ses respectifs discours et consignes ; le montage d'une stratégie de financement et d'un réseau de distribution de l'information (courriers, pamphlets, articles de presse) ; la conception d'un itinéraire de tournées électorales pour le candidat en question ; la désignation des centres cérémonieux pour l'ouverture et la fermeture de la campagne, tels que les théâtres ou les places publiques ; et enfin, la mobilisation d'un ensemble de symboles, tels que les drapeaux, les hymnes et les référents historiques<sup>46</sup>.

---

<sup>45</sup> CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 134.

<sup>46</sup> SÁNCHEZ Gonzalo in GUERRERO Javier, *op. cit.*, pp. 16-17.

Au lieu d'être une pratique antithétique à la violence, les élections peuvent souvent être un précédent ou un prétexte à l'affrontement armé. Pour comprendre cette relation, il faut également tenir compte du rôle joué par l'Église catholique. Très souvent, le clergé participe activement à la mobilisation d'effectifs pour faire face à l'ennemi. Cette capacité mobilisatrice dérive de sa mainmise sur le déroulement de la vie quotidienne : la désignation des jours de repos et jours fériés, et sa surveillance sur le cycle vital des personnes, à travers les baptêmes, les mariages et les enterrements. Elle exerce en plus une forte pression sur la conscience des fidèles à travers son monopole confessionnel<sup>47</sup>. Nous verrons plus tard certains exemples concrets du rôle joué par les différentes institutions religieuses dans le développement des dynamiques de violence en milieu rural. Sur ce point, nous passons à l'analyse de la Violence qui se déroule à partir de 1946.

#### *Les débuts de la Violence des années 1950*

Au moment où le *resguardo* de Quinchía est dissolu, en novembre 1948, la Colombie entière est en train de s'enliser dans une crise politique et sociale sans précédent. En 1946, Mariano Ospina Pérez, originaire d'Antioquia, est élu président de la République, mettant fin à la « République Libérale », en place depuis 1930. Ce virage politique se produit dans le contexte d'une division interne du Parti Libéral entre les lignes *gaitanistes* et *turbayistes*, de la même façon que la division du Parti Conservateur en 1930 avait permis l'arrivée au pouvoir de l'opposition. Initialement, Ospina propose une formule de gestion bi-partisane connue comme l'Union Nationale, similaire au modèle de la Concentration Nationale, promu par Olaya Herrera en 1930. La proposition d'Ospina se heurte rapidement à la résistance des secteurs radicaux du Parti Conservateur, qui exercent une forte influence sur le fonctionnement de la machinerie électorale et l'assignation de postes bureaucratiques à l'échelle locale. Cette tendance à la radicalisation s'accroît à la suite des élections législatives de mars 1947, qui fortifient les secteurs les plus intransigeants de chaque parti : les cadres *gaitanistes* du Parti Libéral ainsi que les conservateurs Guillermo León Valencia,

---

<sup>47</sup> *Idem*, p. 21.

Gilberto Alzate Avendaño et Silvio Villegas<sup>48</sup>. Ces deux derniers individus font partie du groupe qu'on connaît à l'époque comme *Los Leopardos* ; leur importance deviendra plus claire au fil du texte.

Les débuts de cette administration coïncident avec une intensification de la persécution de certains secteurs du Parti Libéral opposés au nouveau régime. Ce conflit bouillonnant prend l'aspect d'une guerre civile larvée à la suite aux événements du 9 avril 1948, lorsque le leader libéral Jorge Eliecer Gaitán est assassiné dans les rues de Bogotá. L'événement provoque un soulèvement populaire qui s'étend rapidement de la capitale aux autres départements du pays<sup>49</sup>. La solidarité de la police bogotanaise avec les insurgés provoque ensuite une purge des forces de police à l'échelle nationale, afin de punir et éliminer tous les policiers *nueveabrileños*, réels ou imaginés<sup>50</sup>. Le gouvernement commence alors à redessiner le paysage politique dans les bastions libéraux, imposant par la force la prédominance du Parti Conservateur. Dans le département de Boyacá, sous la gouvernance de José María Villarreal, les détenus qui sortent de prison rejoignent les rangs de la police pour se déployer comme agents de la persécution étatique<sup>51</sup>. Un des résultats immédiats de cette persécution, c'est la création des guérillas libérales d'autodéfense paysanne. Initialement, l'affrontement se limite aux zones de violence des années 1930, comme les départements de Norte de Santander, Santander et Boyacá ; bientôt il s'étend pourtant à Nariño, Cundinamarca, Tolima, Antioquia, Bolívar, Caldas, Valle del Cauca, Magdalena et Chocó, ce qui nous montre à quel point nous avons à faire à un phénomène d'ampleur nationale<sup>52</sup>. Dans certaines zones, comme les plaines orientales du pays, la rébellion instaure une véritable structure alternative de pouvoir, avec ses propres codes légaux, ses systèmes d'impôts et ses cours de justice<sup>53</sup>.

---

<sup>48</sup> GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014]. p. 283.

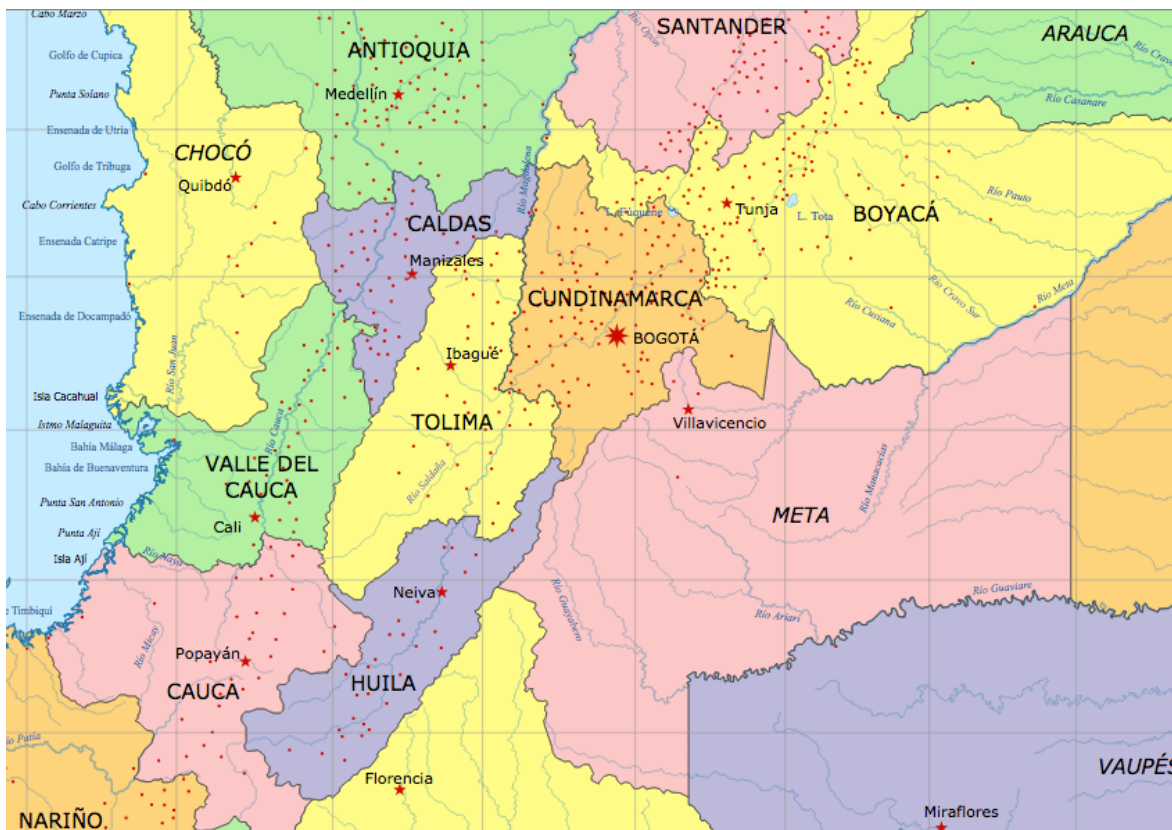
<sup>49</sup> ALAPE Arturo, *El Bogotazo : memorias del olvido*, Bogotá, Casa de las Américas, 1983.

<sup>50</sup> GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 288.

<sup>51</sup> ALAPE Arturo, *op. cit.*, p. 504.

<sup>52</sup> Ces zones sont mentionnées dans le cahier de doléances que Jorge Eliecer Gaitán adresse au président Ospina Pérez en avril 1947. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 286.

<sup>53</sup> OQUIST Paul, *op. cit.*, p. 209 ; FRANCO ISAZA Eduardo, *Las guerrillas del llano : testimonio de una lucha de cuatro años por la libertad*, Bogota, Mundial, 1959.



12. Division territoriale de la Colombie en 1942. Focus sur les zones centrales du pays, affectées par la violence. Adresse URL [https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/da/Colombia\\_%281942%29.svg](https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/da/Colombia_%281942%29.svg) (Site consulté le 16 août 2016).

Même si Ospina Pérez continue à gouverner en coalition avec les libéraux après le 9 avril, Laureano Gómez Castro reprend la situation en mains en se plaçant à la tête du parti à son retour d'Espagne. Selon Gómez Castro, le Parti Conservateur fait face à une horde de citoyens libéraux, « envenimés par un odieux désir de détruire l'ordre chrétien et le substituer par une tyrannie communiste »<sup>54</sup>. Face à la montée en puissance des secteurs *laureanistes* du Parti Conservateur, les ministres libéraux quittent le gouvernement en mai 1949, faute de garanties pour la population libérale. L'escalade de violence qui se produit par la suite provoque l'abstention du Parti Libéral aux élections présidentielles de novembre 1949, laissant la voie libre à la candidature de Laureano Gómez. Dans ce contexte, le 9 novembre, le gouvernement déclare les troubles à l'ordre public et met en place l'état de siège dans tout le pays :

<sup>54</sup> GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 296.

Sous ce mot d'ordre une série de décrets fut dictée : clôture du Congrès et autres corps législatifs départementaux et municipaux, censure de la presse, interdiction de toute réunion ou manifestation publique et autorisation aux gouverneurs départementaux d'adopter toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public<sup>55</sup>.

L'état de guerre civile dans lequel se trouve le pays ne baissera en intensité qu'après juin 1953 avec l'arrivée au pouvoir du dictateur Gustavo Rojas Pinilla. Toutefois, la répression dictatoriale finit par réactiver les différents noyaux de rébellion existant dans les zones rurales, laissant le pays dans un état de guerre de faible intensité qui se prolongera jusqu'aux premières années du Front National, entre 1958 et 1962.

L'élaboration d'un cadre théorique pour la compréhension du fait violent en question, rend nécessaire d'étudier le glissement d'une violence quotidienne, inscrite dans les formes de fonctionnement habituelles de la société, vers une violence ouvertement politique, où les bannières partisans remplacent toute filiation de type familial ou de voisinage qu'aient pu entretenir auparavant les individus. Javier Guerrero parle d'une « politisation des conflits traditionnels »<sup>56</sup>, une expression que nous trouvons très adaptée pour décrire ce glissement, et que Gonzalo Sánchez développe de la manière suivante :

Des conflits entre voisins, entre agrégés ou journaliers et leurs patrons ; entre colons et propriétaires terriens, ou les simples affaires de taverne avaient tendance à se résoudre violemment de la part de ceux qui, grâce à leur filiation politique ou leur renommée sociale, pouvaient compter sur la complicité des autorités locales<sup>57</sup>.

En outre, le lecteur aura certainement remarqué l'usage fait par les commentateurs de l'époque, du terme « la Violence » au singulier et en majuscule, ce qui le pare d'une autonomie permettant de parler de la violence comme quelque chose qui « arrive quelque

---

<sup>55</sup> AYALA DIAGO César Augusto, « El cierre del Congreso de 1949 », *Revista Credencial Historia*, Ed. 162, Bogotá, juin 2003. Adresse URL <http://www.banrepcultural.org/revista-60> (Site consulté le 5 août 2016).

<sup>56</sup> GUERRERO Javier, *op. cit.*, p. 47.

<sup>57</sup> SÁNCHEZ Gonzalo in GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 287.

part », et qui vient toujours de l'extérieur. Nous avons vu, par exemple, au sujet du massacre de Neira en mai 1958, les commentaires idéalisés que certains expriment à propos du passé pacifique du village en question ; cette caractéristique est commune à une bonne partie des témoignages de l'époque, qui décrivent « une situation quasi idyllique, où collaboraient voisins et compères dont les liens primaires de solidarité avaient plus d'importance que l'affrontement bipartisan de caractère général »<sup>58</sup>. C'est ainsi que le 9 avril 1948 est communément considéré comme le « début » de la Violence à l'échelle nationale. Les habitants de chaque région ont pourtant leurs propres repères temporels pour situer le début de la Violence. À Quinchía, par exemple, la Violence « commence » le 28 mars 1948. L'historien Alfredo Cardona Tobón, auteur de *Quinchía mestizo*, se souvient toujours des faits dont il fut au cours de cette soirée, à l'âge de 10 ans :

On était en pleine campagne électorale, et ces fameux *Leopardos* continuaient à inciter le peuple conservateur à la violence avec leurs discours incendiaires. Mais ils ne défendaient pas une idéologie particulière. Ce dimanche-là, les quelques conservateurs de Quinchía organisent une réunion privée. À l'issue de cette réunion, certainement déjà un peu alcoolisés, ils se rendent à la place, où ils commencent à discuter avec quelques libéraux. Il ne faisait pas encore nuit, c'était aux alentours de 17 heures.

La discussion dérive en bagarre, et le maire, un libéral, se laisse convaincre par le chef conservateur de la zone, Julio Uribe, et appelle les stations de police d'Anserma et de Riosucio pour demander des renforts, de peur que les choses n'empirent. Le curé de la paroisse, Alejandro Jaramillo, lui fait comprendre son erreur : c'est exactement ce qu'ils cherchent, une excuse pour rentrer à Quinchía et faire un massacre. Le curé décide d'aller à l'encontre des camions de police pour les convaincre qu'il n'était plus nécessaire de venir au village ; il s'agissait d'une simple bagarre d'ivrognes qui s'était déjà calmée. Les policiers décident pourtant de continuer et sont reçus à coups de pierre par le peuple libéral. Ils se positionnent avec leurs fusils Gras et commencent à tirer, tuant cinq personnes au total. Ils tentent ensuite de prendre le contrôle de la station de police, mais les habitants sortent bientôt leurs armes et fusils de chasse pour entamer la résistance ; mon père, Luis Ángel Cardona, est à l'époque le chef libéral de la zone. Lui et quelques autres réussissent à chasser l'ennemi.

---

<sup>58</sup> GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 297.



Les policiers partent mais ils reviennent à l'aube, quand personne ne les attend. Les habitants veillent des défunts de la soirée lorsque les forces de l'ordre prennent position à la maison communale et l'échange de tirs reprend. Et c'est là que commence la Violence à Quinchía, ce jour-là elle commence<sup>59</sup>.

Le lendemain, *El Diario*, journal *pereirano*, consacre la Une de son édition au reportage des faits violents de la veille à Quinchía ; il fait état de « cinq morts et une centaine de blessés libéraux hier à Quinchía. La police de Ríosucio et les conservateurs de Guática, San Clemente et Anserma ouvrirent le feu contre les libéraux. Gravissime situation en cet endroit ». Les responsables des faits étaient arrivés à Quinchía dans plusieurs camions, et sans descendre des véhicules avaient commencé à tirer contre tout le monde. Les victimes répondent aux noms suivants : Juan Betancourt, Manuel Bermúdez, Manuel Gonzalez – fils, Leonardo Quintero et Rafael Jiménez<sup>60</sup>.



13. Enterrement des victimes du massacre du 28 mars 1948. Archives photographiques, Casa de la Cultura, Quinchía.

<sup>59</sup> Alfredo Cardona Tobón, entretien avec l'auteur le 10 juillet 2015.

<sup>60</sup> *El Diario*, 29 mars 1948, p. 1. *Cinco muertos y cien heridos liberales anoche en Quinchía*.

Le massacre du 28 mars 1948 se produit 8 mois avant la dissolution du *resguardo*, en novembre de la même année. L'exode libéral qui se produit après le début de la Violence ouvre la voie aux entrepreneurs soucieux d'accaparer d'énormes quantités de terres à prix dérisoires ; la dissolution du *resguardo* ne pouvait qu'accentuer cette tendance à l'accaparement effréné. Certains témoignages évoquent même des pressions politiques exercées au niveau des hauts échelons du gouvernement national pour obtenir cette dissolution :

Ces types-là, Horacio Tobón, Juan Álvarez et autres, avaient beaucoup de terres, qu'ils avaient achetées avec des 'documents' aux indigènes et ils devaient les légaliser. C'est pour ça qu'ils ont appelé Otto Morales Benítez pour qu'il sorte cette loi, qui dissolvait en deux paragraphes le *resguardo* pour que ces propriétés occupées par les indigènes passent à être la propriété de celui qui les possède : elles étaient illégales parce qu'ils ne les avaient pas acquises de bonne foi ; quelques fois ils trompaient le paysannat (indigènes, Aricapas), ou sinon par la force tout simplement, comme Juan Álvarez, notamment, par la force<sup>61</sup>.

Nous comprenons maintenant tout l'enjeu derrière la dissolution du *resguardo* ; elle intervient à un moment clé dans l'histoire du village, lorsque les migrations forcées liées à l'éclatement de la Violence partisane permettent à certains individus bien placés de sécuriser leurs investissements et d'en faire d'autres. Mais cette tendance était déjà en cours bien avant, ce qui veut dire qu'au lieu de constituer une véritable rupture vis-à-vis de la situation précédente, la violence s'inscrit dans la continuité des problématiques existantes tout en leur donnant une autre allure.

Nous avons très peu d'éléments qui permettent d'approfondir notre travail sur l'histoire de la Violence à Quinchía par la suite, après 1948 et jusqu'en 1957. Diverses anecdotes et témoignages oraux véhiculent une représentation de cette époque comme un moment d'intense persécution des citoyens libéraux, avec la participation active ou passive des autorités politiques et ecclésiastiques, comme nous le montre le passage suivant :

---

<sup>61</sup> Entretien avec Zósimo Gómez in PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007. p. 49.

S'est présenté le cas des chefs de bande qui obligeaient le prêtre à exécuter des actes contre la liberté d'opinion, que celui-ci dut accepter pour sauver les persécutés. C'était le cas, par exemple, dans les temples de La Palma et de Quinchía, où les libéraux furent enfermés pour qu'ils abjurent en masse leur appartenance au parti. Le prêtre dut certifier les abjurations, seule manière de protéger la vie des paroissiens qui à la sortie de l'église devaient montrer à la foule armée le sauf-conduit paraphé par le curé<sup>62</sup>.

Keith Christie cite également des sources de presse d'époque qui estiment à hauteur de 1 300 le nombre de familles qui durent quitter Quinchía pendant une décennie et demie de violence – même si, comme le note cet auteur, nous ne pouvons pas être sûrs que ces migrations soient exclusivement produites par la violence car d'autres facteurs socio-économiques sont présents<sup>63</sup>. En tout cas, il est inutile de tenter de faire des analyses à partir de ces données isolées. Au contraire, nous avons maintenant assez d'éléments de contextualisation pour reprendre le fil narratif précédemment tissé, interrompu à l'horizon du mois de mai 1958.

### *Le Front National*

La violence qui se présente pendant la première administration du Front National, entre 1958 et 1962, est de toute évidence l'héritière des violences qui la précèdent, mais elle possède la particularité de se situer dans un nouveau contexte institutionnel engendré par les accords bi-partisans. La dictature de Gustavo Rojas Pinilla, lorsque s'essouffle l'élan populaire qu'elle avait connu à ses débuts, en juin 1953, laisse les pouvoirs aux mains d'une junte militaire le 10 mai 1957, au lendemain d'une journée de manifestations

---

<sup>62</sup> GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá, septembre 1962 [juin 1962], p. 272. Notons que Germán Guzmán, l'auteur de cette partie du livre, est lui-même prêtre catholique, en poste au village d'El Líbano, Tolima, dans les années les plus intenses de la Violence.

<sup>63</sup> CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1986. p. 71.



14. *El Colombiano*, 20 novembre 1957, p. 7. In AYALA DIAGO, *Democracia, bendita seas*, p. 511.

massives dans plusieurs grandes villes du pays<sup>64</sup>. Dans les mois suivants, se prépare la campagne électorale pour l'approbation des accords de partage du pouvoir entre les deux partis, signés en 1956 par Laureano Gómez et Alberto Lleras Camargo à Sitges et Benidorm, en Espagne. Le référendum national du 1<sup>er</sup> décembre 1957 est significatif, entre autres, car pour la première fois les femmes peuvent exercer leur droit de vote, un réservoir de voix que les promoteurs du Front National exploitent très bien à travers des annonces payées dans les organes de presse. Les défenseurs des accords de cohabitation font tous les efforts possibles pour promouvoir le Front National comme la seule issue possible à la violence partisane<sup>65</sup>.

Le 1<sup>er</sup> décembre, 4 397 000 colombiens se rendent aux urnes, dont seulement 206 864 votent contre l'entrée en vigueur des accords. La votation pour le Non provient principalement, comme le note Ayala Diago, des départements de Santander, Boyacá et Cundinamarca. C'est à partir de ces mêmes départements qu'un groupe de politiciens conservateurs lancera par la suite la coalition d'opposition baptisée Mouvement d'Union et Reconquête (MUR). Un noyau se constitue autour du politicien *manizalita* Gilberto Alzate Avendaño, au sein duquel se trouvent Nepomuceno Gómez, Humberto Silva Valdivieso et Hernando Sorzano González, entre autres<sup>66</sup>. Ces mêmes figures avaient déjà dirigé une campagne d'opposition qui représentait le Front National comme un complot des élites libérales pour prendre contrôle du pays. Le 2 mai 1958, deux jours avant les élections

<sup>64</sup> *El Diario*, 10 mai 1957, p. 1. *Junta Militar Hoy. 80,000 manifestantes en Pereira. PAZ Y ORDEN.*

<sup>65</sup> AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá : Fundación Gilberto Alzate Avendaño, 2013, p. 510.

<sup>66</sup> *Idem*, p. 524.

présidentielles, une tentative de coup d'état est menée par plusieurs membres de la Reconquête en lien avec la hiérarchie militaire. Depuis le 30 avril, ils avaient mis en marche un plan de soulèvement avec la complicité des forces de police de la municipalité de San Gil et les habitants de plusieurs autres municipalités de Boyacá<sup>67</sup>. Le 3 décembre de la même année, le président Lleras Camargo annonce par allocution radiophonique la réinstauration de l'état de siège dans tout le territoire national sous prétexte de conjurer une conspiration du général Rojas Pinilla pour reprendre le pouvoir. Rojas est ensuite emprisonné, de même qu'Humberto Silva Valdivieso et Cosme León Meneses<sup>68</sup>. L'année suivante, l'ex-dictateur sera jugé par le Senat et déchu de ses droits politiques ; il devient le bouc émissaire du nouveau régime, qui cherche à le rendre responsable de tous les problèmes non-résolus du pays. Cette tactique de légitimation soulève la colère des membres du MUR, ou Indépendants, comme on les appelle également.

Les Indépendants continueront à mener une intransigeante campagne de dénonciation des faiblesses du nouveau régime, en particulier en ce qui concerne les politiques de réhabilitation de Lleras Camargo envers les guérillas libérales. Sorzano González en particulier, sera un des plus fervents dénonciateurs de la complaisance des autorités envers « la République de Quinchía », sous la présidence du célèbre *Capitán Venganza*. Ce groupe n'est pourtant pas le seul à dénoncer le caractère exclusif des accords du Front National. Le fils de l'ex président libéral Alfonso López Pumarejo, Alfonso López Michelsen, lance sa propre plateforme politique à partir du Mouvement Révolutionnaire Libéral (MRL). Ce mouvement sera aussi connu comme le Front Populaire ; il s'oppose au Front National, qu'on désigne également comme Front Civil dans certaines sources. L'existence de ces deux tendances, minoritaires au sein de leur propre parti, revêt une importance majeure pour notre analyse ; cet aspect fera l'objet d'un développement plus minutieux dans les chapitres suivants.

---

<sup>67</sup> *Idem*, p. 544.

<sup>68</sup> *Idem*, pp. 557-558.

### Chapitre III – La montée en puissance de la guérilla de *Capitán Venganza* (juin 1958 – mai 1959)

*Vers la fin de l'année 1958, le problème de violence à Quinchía a déjà un nom qui lui est propre : Capitán Venganza, alias de Medardo Trejos Ladino, qui atteint à peine l'âge de vingt ans. Dans les premiers mois de l'année 1959, les médias commencent à donner une couverture plus attentive au cas de Quinchía, qui devient peu à peu un symbole des problèmes de violence subsistants dans les départements où l'état d'exception est toujours en place (Caldas, Cauca, Valle). Le cas de Capitán Venganza est même utilisé à titre d'exemple par les sénateurs de l'opposition qui souhaitent montrer à quel point l'administration front-nationaliste de Lleras Camargo est complètement dépassée par l'action des bandits. Les scandaleux reportages de La República, soulèvent pourtant l'indignation des secteurs libéraux du gouvernement. Le gouverneur de Caldas, Gilberto Arango Londoño, organise une visite officielle dont la sécurité est assurée par les troupes du Chef d'état-major Álvaro Valencia Tovar, commandant du Bataillon Ayacucho. Sont invités rédacteurs et directeurs de plusieurs journaux, mais seul Silvio Villegas, directeur de La República, ne se présente pas au rendez-vous.*

*Graciela Quintero, La Aviadora*

Dans la première semaine du mois de juin 1958, le journal *La Patria* célèbre les captures récemment effectuées par le Service d'Intelligence Colombien (SIC) et l'armée. Selon un rédacteur de ce journal, le SIC fait enfin ce qu'il n'avait pas fait pendant la dictature : poursuivre les délinquants au lieu d'espionner des citoyens honnêtes ; et l'armée entame finalement une action coordonnée pour réduire le terrain que les bandits avaient conquis<sup>1</sup>. Les captures en question sont celles de Luis Miguel Ladino Tapasco, Luis Eduardo Mápura Sánchez, Victor Senón Ladino Aricama, Esnoraldo Tapasco Gañán et Hector Fabio Aguirre Henao, alias *El Pollo*. Ces sujets avaient tous été identifiés par des témoins comme ayant participé au massacre de Llanogrande, à Neira, le 11 mai de la même année. Parmi ceux-ci, le dernier, Hector Fabio Aguirre Henao, fait l'objet d'une longue

---

<sup>1</sup> *La Patria*, 1<sup>er</sup> au 3 juin 1958. *Un Forajido se Declara Culpable de los Hechos de 'Llanogrande' y 'El Laurel'*.

interview de *La Patria* où il raconte sa propre version des faits du 11 mai. Lors qu'il travaillait dans un domaine de Naranjal, son patron, dont nous ne connaissons pas le nom, lui avait ordonné de se préparer pour un travail qu'ils allaient faire dans la nuit. Le jeune garçon de dix-huit ans assure qu'il n'avait aucune connaissance préalable des macabres intentions de ces individus ; il n'accepta de participer aux faits que suite à une menace de mort de son patron.

Le jour du massacre, Hector Fabio attend à l'extérieur d'une maison alors que les autres rentrent dans la demeure pour chercher les victimes. Lorsqu'une des victimes s'apprête à fuir, il reçoit l'ordre de l'abattre ; *El Pollo* actionne sa carabine et tire trois coups, avant de paniquer et d'entreprendre lui-même la fuite (par un chemin). Plus loin, il dit avoir été abordé par un homme qui l'a attaqué à la machette, lui causant de profondes blessures sur le bras droit. À la fin de la soirée, il réussit à trouver son patron qui, constatant les blessures que présente le garçon, lui conseille de se rendre à Manizales, chez une personne de confiance. C'est lorsqu'il se trouve dans la capitale départementale qu'Hector Fabio est arrêté par deux agents du SIC qui se font passer par des médecins. Une fois entre les mains des autorités, ce jeune paysan illettré décide de dévoiler la localisation de ses partenaires, qui sont ensuite capturés et remis à la justice pénale<sup>2</sup>.

Parmi les autres individus capturés au mois de juin, Esnoraldo Tapasco Gañán et Luís Ladino Tapasco font partie selon *La Patria* de la bande d'Hector García, alias *Sargento García*. García est, selon ce même journal, le successeur de *Julio Calle* à la tête de la guérilla de Quinchía<sup>3</sup>. *Julio Calle* est, on se souviendra, un des noms de guerre utilisés par Roberto González Prieto, guérillero *tolimense* qui s'était déplacé à Quinchía en 1957 pour organiser une guérilla libérale dans cette zone. González Prieto avait effectivement été arrêté par le SIC le 3 avril 1958, ce qui rend plausible l'hypothèse d'une ascension d'Hector García à la direction de l'organisation à la hauteur du mois de mai<sup>4</sup>. Mais qui est Hector García ? S'agit-t-il d'un cadre étranger à Quinchía, tel un *Pedro Brincos*, ou a-t-on à faire à un local ? Les sources sont silencieuses à cet égard, mais la question conserve toute son

<sup>2</sup> *La Patria*, 3 juin 1958, p. 2. *Fue capturado Otro de los Autores de la Masacre de Neira*.

<sup>3</sup> *La Patria*, 1<sup>er</sup> au 3 juin 1958, *op. cit.*

<sup>4</sup> *La República*, 7 avril 1958, p. 1. *Asesinados el Viernes Santo seis campesinos*.

importance. Nous avons, au contraire, quelques détails sur la vie de Graciela Quintero, une camarade de García arrêtée par les autorités peu de temps après *Pedro Brincos*.

L'apparition d'une femme dans nos sources mérite qu'on s'y arrête quelques instants. Il s'agit en effet, du seul membre féminin de la guérilla dont nous avons connaissance. Graciela Quintero fait partie de la guérilla libérale de Quinchía jusqu'au moment de sa capture, dans les premières semaines du mois d'avril dans la ville de Pereira par plusieurs agents du SIC. C'est lorsqu'elle est en détention provisoire à Manizales qu'elle est interviewée par *La Patria* :

Elle, la peau brune, de port élégant et conversation facile, nous a fait un récit de sa vie, que l'on trace à grands traits ci-dessous :

Étant très jeune, Graciela Quintero décide d'abandonner sa terre natale, Quinchía, elle prend alors un cap déterminé. Elle se rend d'abord à Cali, puis à Buenaventura et ensuite au Panamá, où elle se lie d'amitié avec un aviateur. C'est là-bas qu'elle a l'opportunité de voyager constamment en Colombie avec son ami. Celui-ci lui apprend à piloter son avion, d'où le surnom de '*La Aviadora*'. Profitant des voyages aériens, Graciela Quintero s'implique dans le commerce de tissus précieux et bijoux. Les premiers, importés du Panama, elle les échange contre des bijoux en Colombie. Ces derniers sont vendus à prix très élevé aux '*gringos*', qui les paient, évidemment, en dollars.

'*La Aviadora*' réussit à accumuler une bonne fortune et décide de retourner à Quinchía, où elle achète plusieurs maisons dans le centre urbain et passe son temps à profiter des rentes qu'elles lui procurent. Le 24 juin 1957, la Quintero reçoit des nouvelles de la mort de son frère, Carlos Emilio, à l'âge de 24 ans, dans une région proche d'Opiramá. Notre interviewée voyage ensuite à la zone de violence pour vérifier la mort de son frère. Une fois sur place, *Sargento García* lui dit : 'Nous avons assassiné votre frère, même s'il était très libéral, parce que c'était un mouchard'. Quintero retourne alors à Quinchía [désignant par là le centre-ville], après avoir laissé beaucoup d'amis dans la tumultueuse région qu'elle avait visitée.



D'après ce qu'elle nous a dit, elle s'était d'abord rendue dans la maison de Pastor Rojas, située près de 'La Cumbre', puis à 'Las Piedras', chez Luis Calvo, et ensuite chez un homme qu'on connaît comme '*El Barrigon*', et qui gère une taverne dans cette colline. C'est alors qu'elle développe une franche amitié avec quelques bandits, parmi eux Hector García, alias '*Sargento García*'. Elle s'est fait photographier avec ce dernier; nous reproduisons l'image dans cette édition [du journal]. L'interviewée raconte qu'elle a été témoin d'une réunion de plusieurs personnes avec le docteur Libardo Mora Toro, qui était



15. De gauche à droite : Hector García, Graciela Quintero et Carlos Ossa. *La Patria*, 16 mai 1958, p. 3.

arrivé à la zone de violence en compagnie d'autres éléments qui disaient être originaires de Tolima.

'La Aviadora' a aussi connu *Julio Calle*, le redoutable chef des bandits qui se trouve actuellement dans les mains de la justice pénale militaire. Celui-ci, selon cette informatrice, entretenait une très bonne amitié avec Pastor Rojas, qui, notons-le au passage, fut arrêté puis relâché. '*Don Julio*', comme on le connaît dans l'occident de Caldas, est très respecté par les paysans pour être un homme 'très important', puisque une fois il rencontra le Général Ordóñez, de l'Honorable Junte Militaire de Gouvernement.

L'interviewée a révélé qu'à une certaine occasion, le '*Sargento*', qui est un homme un peu blond, mince, avec un nuage sur l'œil, lui a donné à fumer une cigarette qui l'a rendue 'très douce'. Plus tard, elle a appris que c'était de la marihuana.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1957, tant elle comme le '*Sargento*', *Julio Calle* et d'autres forcenés sortent au hameau d'Irra voter pour le Plébiscite. 'J'ai beaucoup aidé', dit Graciela Quintero. 'Je conseillais tout le monde de dire 'Oui' dans le vote'. Plus tard, dit la Quintero,

dans la soirée du dimanche 1<sup>er</sup> décembre, ils retournent chez don Pastor Rojas, ‘qui voyageait beaucoup à Pereira et à Cartago’<sup>5</sup>.

Ce long passage possède à la fois la vertu et l’inconvénient de nous livrer d’un seul coup, une grande quantité d’éléments. Le profil de Graciela Quintero pourrait évidemment faire l’objet d’une longue analyse. Laissons pour l’instant d’un côté la dimension internationale que son histoire évoque. Ou plutôt, limitons nous à dire qu’il s’agit en partie d’un prolongement de certaines thématiques que nous avons déjà explorées sur le plan interne : la contrebande et l’investissement dans l’immobilier. Concrètement, ce récit montre comment la mort d’un proche détourne la trajectoire de Graciela vers une série d’expériences avec les bandits du sud de Quinchía, qui la mettent indirectement en contact avec le monde politique.

La description que Graciela Quintero fait de González Prieto nous informe sur la relation qu’entretient ce bandit avec certains membres de l’armée. *Don Julio*, comme elle l’appelle, est un homme très respecté qui paraît avoir les contacts nécessaires pour mener des actions subversives avec l’accord tacite des autorités militaires. Gonzalez Prieto avait en effet prêté son service militaire dans sa jeunesse. À son arrivée à la région du Quindío en 1957 il réussit à s’entretenir, selon Donny Meertens, avec un membre de la junta militaire de la zone qui lui aurait octroyé un sauf-conduit pour collaborer avec l’armée dans la capture des bandes de *pájaros*<sup>6</sup>. Notre enquête ne nous permet pas de confirmer la véracité de ces informations, pour lesquelles cette auteure ne cite pas de sources. Nous ne pouvons pas non plus nous prononcer sur la possibilité que González Prieto ait rencontré à une occasion, comme le dit Quintero, le brigadier général Luís E. Ordoñez, membre de la junta militaire qui succède à Gustavo Rojas Pinilla après le 10 mai 1957. En tout cas, il semblerait que le guérillero *tolimense* profite d’une certaine marge de manœuvre pour convoquer des réunions d’informations et d’organisation pendant un certain temps sans trop d’obstructions.

---

<sup>5</sup> *La Patria*, 16 mai 1958. p. 3. *Cómo Operan los Grupos Violentos de la Región Occidental de Caldas*.

<sup>6</sup> MEERTENS Donny, *Ensayos sobre tierra, violencia y género*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 2000, p. 154.

Sur le plan proprement politique, il faut s'interroger sur la participation active de Graciela et ses camarades au plébiscite du 1<sup>er</sup> décembre 1957. À quoi s'attendent-ils ? Au moment de la publication de l'interview de Graciela, le 16 mai 1958, elle est en prison. Deux semaines après, elle s'apprête à comparaître devant un conseil de guerre de la justice militaire, de même que son camarade Gonzalez Prieto et 23 autres bandits<sup>7</sup>. *Sargento García* est toujours à Quinchía avec ses hommes ; sa guérilla coexiste avec celle de *Capitán Venganza*, qui est déjà active dans la zone, au moins depuis le mois d'avril<sup>8</sup>. Ces deux guérilleros seront bientôt concernés par la politique de réhabilitation entamée par le gouvernement au cours de ces mois.

### *Réhabilitation et amnistie*

Par décret No. 0942 du 21 mai 1958, la junta militaire donne naissance à la Commission Nationale Investigatrice des Causes et Situations Présentes de la Violence dans le Territoire National<sup>9</sup> (Lleras Camargo est déjà élu président mais il n'assumera ses fonctions que le 7 août). Cette Commission aurait pour mission de faciliter « l'établissement de la normalité politique et sociale dans le pays, rendant nécessaire d'étudier les causes génératrices de la violence et le formules pour son dépassement »<sup>10</sup>. Le décret établit que la Commission serait conformée par huit éminents représentants : Absalón Fernández de Soto et Otto Morales Benítez pour le Parti Libéral ; Augusto Ramírez Moreno pour le Parti Conservateur ; les généraux Ernesto Caicedo López, en activité, et Hernando Mora Angueira, à la retraite, pour l'armée ; les prêtres Fabio Martínez et Germán Guzmán

<sup>7</sup> *La Patria*, 27 mai 1958, p. 7. *23 Bandoleros del Occidente de Caldas Serán Juzgados Pronto*.

<sup>8</sup> *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*.

<sup>9</sup> GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá : septembre 1962 [juin 1962], p. 110.

<sup>10</sup> JARAMILLO MARÍN Jefferson, « La Comisión Investigadora de 1958 y la Violencia en Colombia », *Universitas Humanística*, No. 72, Bogotá, juillet-décembre 2011, p. 41.

Campos pour l'Église<sup>11</sup>. Entre fin juin 1958 et janvier 1959, ces hommes parcourent les départements de Caldas, Valle del Cauca, Cauca, Huila, Santander ; ils visitent dans les derniers mois de l'année plusieurs régions du département de Tolima. Germán Guzmán décrira en 1962 son expérience avec la Commission de la manière suivante :

La Commission s'est tracée comme objectif d'aller aux villages, hameaux et zones dévastées, empruntant des raccourcis et traversant des sommets. Elle a atteint tous les points clefs, et elle a réussi à rentrer en contact avec les meneurs de toutes les tendances, faisant des entretiens en pleine forêt ou à des endroits cachés, choisis à la suite de multiples tâtonnements et négociations.

Il s'agissait de groupes en armes ou multitudes trop réticentes, excessivement blessées, incroyablement méfiantes, avec des modalités étranges et états psychologiques sui generis comme résultat de plusieurs années de lutte. L'approche logique a consisté, pour la commission, en un rapprochement afin de rétablir le contact et favoriser une ambiance de sérénité, d'intime floraison de sentiments pour donner libre cours au dialogue, qui était plutôt une catharsis dans ces circonstances ; confession, désir, polymorphisme de cette nouvelle manière d'être de l'homme paysan, dans son double rôle de victime et victimaire.

La Commission dût chercher un cessez-le-feu à travers des accords, des manifestes et des entretiens. C'est ainsi qu'ont été accompli au total 52 pactes de paix, réalisé près de 20,000 entretiens personnels, sans compter les contacts avec des groupuscules des villages et collines, ce qui demandait un travail épuisant qui se prolongeait jusqu'à l'aube<sup>12</sup>.

Est-ce que, parmi tous les micro-pactes négociés dont on parle dans cette citation, la Commission investigatrice établit un accord de paix avec les guérilleros de Quinchía, Caldas ? Plusieurs sources confirment que ce village constitue effectivement une des premières destinations des commissionés suite à une première phase de travaux préparatoires à Bogotá. Le 29 juin 1958, *El Tiempo* publie un reportage qui rend compte du déplacement des commissionés aux villages d'Anserma et de Riosucio la veille, le 28. Le

<sup>11</sup> *Idem*, pp. 43-44. L'absence d'un deuxième représentant du Parti Conservateur s'explique, comme le note ce même auteur, par le rejet que manifestent successivement plusieurs membres du Parti suite aux invitations du gouvernement.

<sup>12</sup> GUZMÁN CAMPOS *et. al., op. cit.*, pp. 110-111.

29, il se dirigent au village de Quinchía, accompagnés par trois agents du SIC et par un autre personnage, que nous avons déjà rencontré : le juge 18 d'instruction pénale militaire, docteur Carlos Moreno Guzmán. À l'occasion, Gildardo Henao Gutierrez est investi comme maire du village ; il serait chargé d'accueillir les commissionnés pendant son premier jour en poste<sup>13</sup>. Dans un texte paru quelques décennies plus tard, Germán Guzmán indique que Quinchía constitue le premier village où ils s'entretiennent avec les membres d'un groupe en marge de la loi. Il évoque une réunion qui a lieu avec un groupe de guérilleros dans la colline de Naranjal, mais les termes de cet entretien ne sont pas clairs<sup>14</sup>.

Nous n'avons malheureusement qu'un seul compte-rendu du déroulé de cette rencontre : il s'agit du témoignage personnel d'Otto Morales Benítez, coordinateur de la Commission, que l'on peut trouver dans l'ouvrage qu'Albeiro Valencia Llano publie en 2005 sur la vie de cet homme politique. Dans ce texte, Morales explique qu'il avait choisi de commencer par cette région à cause de ses liens familiaux avec celle-ci (il est originaire de Riosucio, Caldas). D'après ce récit, la Commission réussit à rentrer en contact avec *Capitán Venganza*, bandit de Quinchía, depuis Riosucio. Les commissionnés se rendent le lendemain à Quinchía, où ils rencontrent le bandit dans son siège à Naranjal. « Nous l'avons trouvé très protégé. Ses camarades le surveillaient depuis les arbres et les falaises. Le site de l'entretien fut calculé par lui. Nous n'avions aucune manière de nous échapper au cas où lui ou sa troupe auraient douté du caractère sérieux de notre démarche ». Le bandit accepte selon lui de négocier un pacte de paix, maintenant qu'Alberto Lleras est au pouvoir. « *'Venganza'* a compris nos objectifs, il s'est vraiment engagé à respecter le pacte. Nous recevions de bonnes nouvelles, qui nous étaient transmises par ceux qui nous avaient mis en contact avec lui. Il n'a plus jamais entamé d'autres actions et son groupe s'est dissout »<sup>15</sup>. Nous n'avons aucune autre version de ces faits, que l'on puisse corréler avec celle d'Otto Morales. Le pacte qu'il évoque semblerait être un accord verbal de non-

<sup>13</sup> *El Tiempo*, 29 juin 1958, p. 19. *La Comisión sobre la Violencia Visitó Ayer a Anserma y Riosucio*.

<sup>14</sup> GUZMÁN Germán, « Reflexión crítica sobre el libro *La Violencia en Colombia* », in SÁNCHEZ Gonzalo, PEÑARANDA Ricardo (compilateurs), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, Medellín, La Carreta Editores E.U., 2007, p. 48.

<sup>15</sup> in VALENCIA LLANO Albeiro, *Otto Morales Benítez : De la nación a la región y el continente*, mars 2005, pp. 149-150.

aggression, puisqu'il ne figure pas dans la liste que publie *El Tiempo* des 22 pactes signés à la hauteur du mois de novembre par la Commission (le premier pacte dans la liste est celui de Ceilán, Valle, signé le 30 juillet)<sup>16</sup>. Enfin, la situation de Quinchía ne change pas radicalement suite à cette visite du mois de juin. Même si nous avons l'impression que juillet est un mois plutôt tranquille, les phénomènes de violence au village vont prendre une plus grande ampleur par la suite, contrairement à ce que nous dit Otto Morales. L'année suivante, le village fera l'objet d'une visite journalistique en raison de ses problèmes d'ordre public.

Après ce court passage par l'occident de Caldas, la Commission continue ensuite son parcours vers le sud, passant par la région de Quindío vers les départements de Valle, Cauca, Huila et Tolima. La Commission investigatrice finira ses missions en janvier 1959, suite à une décision du président Lleras Camargo. Selon le gouvernement, la Commission avait déjà rempli ses objectifs, elle n'était donc plus nécessaire. En outre, on percevait une « ostensible fatigue » des membres qui la conformaient. Néanmoins, Germán Guzmán continuera à agir en tant que coordinateur de paix, en lien direct avec la Commission Spéciale de Réhabilitation (aussi connue comme Office de Réhabilitation dans certaines sources)<sup>17</sup>. Cette dernière avait été créée par décret présidentiel No. 1 718 du 3 septembre 1958 pour mettre en place des mécanismes de persuasion et conciliation tels que l'amnistie, et secourir les victimes de la violence. La Commission Spéciale de Réhabilitation est intégrée par les ministres suivants : de Gouvernement, Guillermo Amaya Ramírez, qui la préside ; de Justice, Germán Zea Hernandez ; de Guerre, brigadier général Alfonso Saiz Montoya ; de Santé Publique, Alejandro Jiménez Arango ; d'Éducation, Reynaldo Muñoz Zambrano ; et des Travaux Publics, Virgilio Barco Vargas. À ces derniers se joint aussi le ministre de l'Agriculture. Le travail de cette équipe est coordonné par l'ingénieur José Gómez Pinzón, ancien directeur de l'université Nationale. Avec la participation de la moitié du cabinet ministériel, cette Commission est une sorte de conseil de ministres spécialisée sur les problèmes liés à la violence, comme le souligne Gonzalo Sánchez<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> *El Tiempo*, 26 novembre 1958. p. 2. *Los Pactos Han Sido Eficaces para la Pacificación del País*.

<sup>17</sup> JARAMILLO MARÍN, *op. cit.*, p. 53.

<sup>18</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, « Rehabilitación y Violencia bajo el Frente Nacional », *Análisis Político*, No. 4, Bogotá, mai-août 1988, pp. 26-27.

Le 13 novembre de la même année, la Commission Spéciale de Réhabilitation crée cinq Commissions Sectionnelles de Réhabilitation pour les départements où l'état de siège est toujours en vigueur : Caldas, Cauca, Huila, Tolima et Valle del Cauca. Chacune de ces Commissions Sectionnelles serait intégrée par un avocat, un officier de l'armée et un fonctionnaire de la Caisse de Crédit Agricole<sup>19</sup>. La Commission Spéciale, tout comme les Commissions Sectionnelles, aurait comme fonction d'attribuer des fonds aux départements affectés par la violence afin de prêter secours aux victimes et financer la construction des infrastructures censées combler l'isolement dans lequel se trouvent à l'époque certaines zones du pays. Le gouvernement tentera par la suite de lier l'action de ces commissions à la mise en application d'un instrument juridique très utilisé dans l'histoire colombienne à la suite d'une crise politique : l'amnistie. Par décret législatif No. 0328 du 28 novembre 1958, le gouvernement autorise la suspension des procès en cours pour des délits commis dans les dits départements avant le 15 octobre 1958, sans préciser à partir de quelle date. Le décret précise que seuls seraient contemplés les délits commis à cause de l'animadversion politique, de la violence partisane et de l'attaque ou la défense du gouvernement et de ces autorités. À travers un autre décret émis en décembre, le gouvernement délègue aux gouverneurs de chaque département la faculté de demander la suspension des procès individuels<sup>20</sup>. Cette politique de réconciliation exerce une influence considérable dans l'évolution des bandes armées dans les zones de violence car elle reconnaît le caractère nettement politique du conflit, contrairement à ceux qui pensaient la violence sous l'étroite optique de la délinquance commune. Dans le contexte de conciliation qui caractérise les premiers mois du Front National, de nombreux groupes armés acceptent l'offre d'amnistie du gouvernement, de la même manière que dans les premiers mois de la dictature de Rojas Pinilla, en 1953, plusieurs groupes libéraux avaient rendu les armes. La mise en application de l'amnistie de 1958 comporte une importance fondamentale pour comprendre l'évolution des groupes armés commandés par deux guérilleros étudiés dans ce mémoire : *Sargento García* et *Capitán Venganza*.

---

<sup>19</sup> Decreto No. 2365 del 13 de noviembre de 1958, *Por el cual se crean las Comisiones Seccionales de Rehabilitación*. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*, p. 264.

<sup>20</sup> GUZMÁN CAMPOS *et. al.*, *op. cit.*, pp. 361-363.

*Les deux guérillas libérales de Quinchía*

Nous n'avons pas assez de détails pour nous aventurer dans une description détaillée de la relation entre les bandes de *Capitán Venganza* et de *Sargento García*. Nous savons que les deux sont actives à Quinchía dans la deuxième moitié de 1958, celle de *Sargento García* étant probablement plus ancienne. *Capitán Venganza* est le nom de guerre de Medardo Trejos Ladino, un jeune qui vient d'arriver du département de Tolima, où il vécut une partie de son adolescence. Nous ne connaissons pas les raisons exactes de son départ de Quinchía vers le sud ; on ne peut pas se prononcer sur ce qu'il fit à Tolima, les personnes qu'il connut, ni la signification que ce séjour revêtit pour son existence. Nous n'avons aucune information sur le moment exact de son retour à Quinchía, ni des conditions exactes de son ascension au grade de chef de guérillas. Nous ne savons même pas s'il eut l'occasion de rencontrer personnellement *Pedro Brincos*, si bien que certains témoignages oraux indiquent que Medardo Trejos fut « nommé capitaine » par le guérillero *tolimense*. Quoiqu'il en soit, il paraît évident que Medardo Trejos rejoint une guérilla qui est déjà existante à son arrivée au lieu de la créer lui-même. Il se distingue rapidement par sa fierté dans le combat, ce qui fait que, à la fin de l'année, il est déjà « capitaine ».

Comme nous l'avons dit, nous savons encore moins de choses sur *Sargento García* que sur *Capitán Venganza*, ce qui rend la possibilité d'une comparaison objective presque nulle ; on ne peut pourtant pas ignorer le sujet vu son importance. S'il y a un détail sur *Capitán Venganza* qui pourrait peut-être aider à comprendre son avantage par rapport aux autres chefs, c'est le fait que sa famille est propriétaire d'un terrain. Medardo Trejos est en effet originaire de Quinchía ; son père, Jesús Trejos, possède un domaine dénommé « El Poleal », dans la colline de Naranjal. Cet endroit deviendra par la suite le centre d'opérations de *Capitán Venganza*, il sera même dénoncé dans la presse comme étant une sorte de « camp de concentration » où Medardo enverrait les malfaiteurs faire des travaux forcés. Un tel pied à terre ne paraît pas avoir été à la disposition d'Hector García, qui n'est peut-être même pas originaire de Quinchía.



D'autres chercheurs ont déjà tenté de répondre à ces questions. En 1985, un groupe de sept étudiants de l'Université Technologique de Pereira (UTP) ont soutenu un mémoire de licence intitulé *La Violencia política en Quinchía : caso Capitán Venganza*. Ces étudiants, à part le fait de nous avoir laissé une riche annexe avec des photocopies des archives d'Irra, qui ont depuis disparu, ont dessiné une carte de Quinchía que l'on a reproduit ci-dessous. On y voit en rouge les zones qui, selon les auteurs, constituent les centres d'opérations *Capitán Venganza*, et en bleue celles qui constituent les centres d'opérations de *Sargento García*. La carte suggère une division nette de la municipalité entre les deux bandes, les hommes de *Venganza* contrôlant le sud-ouest et ceux de *García* le nord-est ; le centre-ville serait une espèce de zone neutre entre les deux<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> ARCHIPIZ ARCHIPIZ Gilberto, CALVO BECERRA José Albeiro, MEDINA DE A. María Gladys, PÉREZ VALENCIA Elsaín de Jesús, PALACIO POLANCO Camilo, QUINTERO CASTAÑO Jairo de Jesús, RIVERA PÉREZ DE R. María Amparo, *La Violencia política en Quinchía : Caso Capitán Venganza*, Sciences sociales, Université Technologique de Pereira, Faculté d'Éducation, juin 1985, p. 72.



l'intérieur de la municipalité, une action dans un site quelconque n'implique pas le contrôle de la zone en question par ce groupe. N'oublions pas que nous sommes face à des unités mobiles qui font des interventions ponctuelles pendant une durée déterminée ; elles s'enfuient rapidement vers une zone sécurisée une fois que l'opération est terminée. Il serait en outre incorrect de dire que le centre-ville est une zone neutre, comme nous le verrons plus tard. Enfin, il serait naïf de croire que ces bandes d'hommes mal armés et peu nombreux peuvent exercer un contrôle sur ne serait-ce que la moitié de ce territoire, qui fait environ 130 km<sup>2</sup>. C'est justement une des problématiques que nous allons explorer par la suite, surtout en ce qui concerne le nombre d'hommes sous le commandement de *Venganza*, une donnée difficile à établir avec exactitude.

Nous savons avec certitude que les deux bandes en question prêtent allégeance au Parti Libéral. Elles semblent avoir pour origine les mêmes relais fondateurs, d'origine *tolimense*, et même s'il s'agit de deux structures armées séparées, pendant un moment elles agissent de manière coordonnée, pouvant réunir des forces pour des opérations ponctuelles. Cette alliance est pourtant très éphémère, elle débouche sur un conflit qui résulte dans la disparition d'Hector García du paysage armé de Quinchía. Le 22 décembre 1958, le maire de Quinchía, Andrés Villegas Gutierrez, envoie un télégramme au secrétaire de Gouvernement à Manizales, où il lui communique les derniers dérèglements de l'ordre public. La veille, Hector García s'était présenté à la population (on présume qu'il désigne par là le centre-ville), « où il dialogua et échangea amicalement avec les citoyens, retournant à nouveau à la région de Naranjal dans la soirée ». Alors que García se trouvait dans un établissement public de ladite région, « il fut attaqué soudainement par le groupe qui est apparemment commandée par le bandit qu'on appelle *Venganza*, ledit García résultant grièvement blessé par impact de balle ». Trois autres individus sont blessés lors de cet échange, et encore un autre retrouve la mort immédiatement. García est pour le moment hospitalisée à Pereira ; c'est la dernière fois qu'il apparaîtra dans nos sources, on peut donc présumer que le bandit meurt des suites de ses blessures, sans être toutefois certains de ceci<sup>22</sup>.

---

<sup>22</sup> Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au secrétaire de gouvernement, Manizales. 22 décembre 1958, No. 522. AMQ.

Si Hector García s'était rendu dans le centre-ville pour « dialoguer avec les citoyens », c'est parce qu'il était confiant. Un témoignage oral, recueilli par Parra Gómez, explique que García s'était déplacé dans le centre-ville pour célébrer le fait d'avoir accepté l'amnistie du gouvernement. C'est lorsqu'il est de retour à Naranjal, dans la taverne de Gilberto Marín, qu'il est abordé par les hommes de *Venganza*. Selon le témoin interviewé par Parra Gómez, *Venganza* n'avait pas été consulté en amont de cette prise de décision, ce qu'il perçut comme un défi à son autorité. À la base, *Venganza* voulait juste dialoguer avec García mais la rencontre dégénéra en échange de tirs<sup>23</sup>.

### *L'ordre et la violence*

Le 11 janvier 1959, deux hommes sont assassinés et cinq autres sont blessés dans la zone urbaine de Quinchía<sup>24</sup>. Une semaine et demie avant, le maire Villegas avait prévenu le gouvernement départemental qu'il était impossible de sauvegarder l'ordre public avec les effectifs existants. Les deux seuls policiers du village n'étaient pas autorisés à réaliser des missions dans les champs ; seul l'armée était en mesure de patrouiller les collines<sup>25</sup>. Pourtant, bientôt, et ce pendant une semaine, le maire informera à plusieurs reprises les autorités départementales que la tranquillité règne. Les jours fériés se déroulent sans aucun fait à regretter, grâce, à ce qu'il paraît, à l'action de l'armée, qui vient d'initier une campagne de désarmement et entame des perquisitions. Bientôt on apprendra qu'il s'agit du poste militaire de Súmera, que le département paraît vouloir supprimer, une décision qui n'a aucun sens aux yeux du maire. Ce dernier assure que seule la présence de l'armée avait été capable de garder la paix entre municipalités limitrophes d'appartenance partisans différentes<sup>26</sup>.

---

<sup>23</sup> PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007, p. 86.

<sup>24</sup> Antonio M. Cardona, inspecteur départemental de police de Batero, au maire municipal. 11 janvier 1959, office No. 102 ; Andrés Villegas Gutiérrez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 12 janvier 1959, office No. 013. AMQ.

<sup>25</sup> Andrés Villegas Gutiérrez, maire de Quinchía, au gouverneur du département. Quinchía, 2 janvier 1959, office No. 037. AMQ.

<sup>26</sup> Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au gouverneur du département. Quinchía, 9 février 1959, office No. 092. AMQ.

Le 28 janvier, le cadavre d'un inconnu est retrouvé dans la région d'El Cenizo, sur la partie nord du village, en zone limitrophe avec Riosucio. Le corps était là depuis au moins 20 jours, puisqu'il était en état total de décomposition au moment de la découverte, et les oiseaux avaient dévoré une partie, ce qui rendit l'identification impossible. Les autorités présument pourtant qu'il s'agirait du corps du bandit Osir Chiquito, plus connu comme *El Indio*. Le samedi 7 février, la maison de Manuel Madrid est incendiée, sans provoquer de victimes, puisqu'elle était inoccupée. Le lundi 9, la mairie enlève le cadavre d'Eduardo Antonio Suarez, assassiné la veille au soir dans les alentours du cimetière catholique<sup>27</sup>. Ce panorama se poursuit le weekend suivant : le samedi 14, deux individus sont assassinés dans la région de Guizana, et dimanche matin encore un autre dans la région de Cedral. Ce dernier, Martín Ladino Gañan, avait été escorté en dehors de sa maison vers le patio, où il reçut plusieurs coups de feu et d'arme blanche. Ce même jour au soir, Celso Morales est grièvement blessé à l'arme blanche ; il meurt de ses blessures le lendemain à sept heures du matin<sup>28</sup>. À la suite des violences contre des civils, les autorités suivent la procédure habituelle : le maire ou l'inspecteur concerné se déplace sur les lieux du crime pour pratiquer la levée des cadavres, les autorités départementales sont dûment informées. En application du décret départemental No. 1077, le maire interdit la vente de boissons alcoolisées dans les établissements publics du centre urbain jusqu'au rétablissement de l'ordre<sup>29</sup>.

Les victimes de ces violences de janvier et février sont toutes masculines ; on y trouve quelques mineurs, comme Oscar Hoyos, 12 ans, qui est grièvement blessé, ou Rubiel Becerra, 17 ans, qui retrouve la mort. D'autres sont bien plus âgées, comme Tiburcio Trejos et Jesús María Becerra, qui ont 40 et 65 ans respectivement au moment de leur assassinat. Certains de ces délits se produisent à des endroits éloignés de la zone urbaine, comme dans la région de Guizana, qui se trouve à 12 kilomètres du centre, ou encore à Cedral, qui se

---

<sup>27</sup> Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 9 février 1958, office No. 093. AMQ.

<sup>28</sup> Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 16 février 1959, office No. 096. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*, p. 157.

<sup>29</sup> *Ibid.*

trouve à huit kilomètres. D'autres, pourtant, se produisent dans la région de Gobia, qui se trouve à quatre blocs du secteur urbain, et même dans la place du marché, au cœur du centre urbain. Parmi les quatre victimes fatales du 16 février, trois sont identifiées par le maire comme étant de filiation conservatrice : Jesús María Becerra, Rubiel Becerra et Martín Ladino Gañan ; seul Celso Morales est libéral. Les autorités présument que ces assassinats de citoyens conservateurs, qui se produisent dans les régions de Guizana et Cedral, ont été perpétrés par des membres de la bande commandée par *Capitán Venganza*<sup>30</sup>.

Le bandit réapparaît sept jours plus tard ; cette-fois ci, il cible les forces militaires. Le poste militaire de Súmera est effectivement toujours en place, ce qui nous permet de supposer que les autorités départementales avaient pris en compte les avertissements du maire. Le 21 février, aux alentours de 19h30, le sergent second Marco Triana García commande un détachement qui effectue une patrouille au point où la route qui descend du centre-ville de Quinchía se divise en deux chemins, un qui conduit à Súmera et un autre qui conduit à San José. À cet endroit se trouve l'auberge de propriété d'Emilia Quebrada, à l'intérieur de laquelle un groupe de sujets est réuni. Ils ouvrent le feu dès qu'ils aperçoivent les militaires, sans pour autant atteindre les soldats. Plusieurs bandits entreprennent immédiatement la fuite, empruntant pour cela le chemin qui conduit à San José. Seulement trois d'entre eux commettent l'erreur de se diriger vers le nord, empruntant la route qui conduit au centre, ce qui facilite leur capture. Les capturés sont Clemente Taborda, Ricaurte Castaño et Yesid Bolivar. Ce dernier avait dans ses poches un morceau de tissu couleur noir et trois rechargements de munition pour revolver .38 long. « On croit que parmi ces sujets se trouvait le délinquant de nom Medardo Trejos (alias) '*Venganza*'. Ces mêmes individus sont suspectés d'avoir assassiné un paysan la journée du 20 février, à une centaine de mètres de l'endroit où fut attaquée la patrouille »<sup>31</sup>.

Dans un édit qu'émet le maire Villegas le lendemain, on apprend qu'un des sujets capturés, Clemente Taborda Rocha, est un employé du département, et conseiller municipal actuellement en service. L'individu en question sera soumis à un interrogatoire et fera

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Sergent second Marco A. Triana García, commandant de la patrouille, au Lieutenant commandant du groupe à Riosucio. *Informe sobre ataque a una patrulla*. Quinchía, 22 février 1959. AMQ.

l'objet d'une enquête, de même que Yesid Bolivar et Ricaurte Castaño. Nous avons l'impression que monsieur Taborda n'est pas un rebelle très expérimenté, puisqu'il jette son arme par terre au moment d'entreprendre la fuite. De plus, lui et les deux autres avaient choisi le chemin le moins adapté pour se cacher, remontant vers le centre au lieu de descendre vers les collines du sud à l'instar des autres camarades qui avaient réussi à s'enfuir. Il n'empêche que, comme l'explique le sergent Triana García, « nous savons que monsieur Clemente Taborda se réunit fréquemment avec le délinquant Medardo Trejos (alias) '*Venganza*', dans la colline de San José, à l'endroit où se trouve actuellement l'école rurale »<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*





17. Emplacement approximatif de l'échange de tirs entre les hommes de *Venganza* et l'armée, le 21 février 1959. Élaboration propre à partir de photos satellites de Google Earth.



*La récolte de café*

Malgré ces offensives de la part des bandits comme *Capitán Venganza*, et peut-être à cause d'elles, la campagne de réhabilitation du gouvernement se poursuit. La Commission Investigatrice des Causes Actuelles de la Violence a déjà fini ses missions, mais la Commission Spéciale de Réhabilitation continue à fonctionner, de même que les Commissions Sectionnelles dans chacun des départements où l'état de siège est toujours en vigueur : Caldas, Cauca, Huila, Tolima et Valle del Cauca. Enfin, Germán Guzmán continue à agir en tant que coordinateur de paix, en lien avec la Commission Spéciale. Comme le note Gonzalo Sánchez, ces différentes commissions reproduisent à l'échelle régionale le conflit omniprésent entre priorités politiques et techniques : alors que les gouverneurs préconisent une campagne de réhabilitation qui prend compte de la répartition des postes bureaucratiques entre les partis, les directeurs des commissions sectionnelles doivent veiller à l'exécution des travaux publics et au respect des engagements avec les communautés locales<sup>33</sup>. C'est ainsi qu'un certain nombre d'accords de paix sont signés par la Commission Sectionnelle de Caldas entre les mois de mars et avril 1959 dans différents villages. Le premier est signé à Quinchía, où les secrétaires départementaux d'agriculture et de travaux publics, Eduardo Correa et Samuel Llano, de même que Julio Fajardo Artola, assesseur de la Commission Spéciale, et Armando Morales Benítez (frère d'Otto Morales), se rendent le 6 mars pour rencontrer le guérillero *Venganza* et lui expliquer, « tant à lui comme au noyau de citoyens avec lequel il était resté en marge de la vie citoyenne, les plans à travers lesquels le gouvernement cherche à consolider définitivement l'établissement de la paix ». Une déclaration est reproduite dans les pages du journal *El Tiempo*, exprimant l'engagement des habitants de Quinchía à suspendre toutes les actions belliqueuses pourvu que les autorités s'engagent à respecter leurs vies et leurs biens. Selon ce même journal, le signataire de cette déclaration est *Venganza* lui-même, qui aurait fait précéder sa signature de la notice suivante :

---

<sup>33</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, *op. cit.*, p. 34.

<sup>34</sup> *El Tiempo*, 13 mars 1959, p. 6. *Firman Pacto de Paz en Quinchía, Caldas*.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *El Tiempo*, 17 avril 1959, p. 7. *Pactos de Paz se Firman en el Occidente de Caldas*.

<sup>37</sup> AROCHA Jaime, *La violencia en el Quindío : determinantes ecológicos y económicos del*

Par conséquent, moi, en tant que représentant des citoyens de Quinchía qui se sont unis autour de cet esprit de paix, déclare que je souhaite être un interprète de la politique de cohabitation préconisée par Monsieur le président de la République, Docteur Alberto Lleras Camargo<sup>34</sup>.

Le rédacteur d'*El Tiempo* déclare avec optimisme que ce pacte, « dans le climat de concorde actuel », permettra de continuer immédiatement la construction des travaux de l'Office de Réhabilitation, routes et écoles primaires, « lesquelles ne bénéficieront pas seulement tout l'occident du département mais donneront également des opportunités de travail et un moyen de subsistance aux habitants de la région »<sup>35</sup>. Un mois plus tard, deux autres accords sont signés à Anserma et Belén de Umbría, villages frontaliers de Quinchía. Les notables de ces municipalités s'engagent à respecter la politique de cohabitation du gouvernement à condition que les villages avoisinants fassent de même (mention spéciale est faite de Quinchía)<sup>36</sup>.

Malheureusement, ce n'est pas du tout un climat de concorde qu'on va trouver dans la région à ce moment de l'année. Au mois d'avril, c'est la récolte de café qui s'approche, un moment fort de l'année de par son importance économique, entraînant de forts mouvements de population et de flux migratoires saisonniers. On le verra, une forte corrélation est détectée à l'époque même des événements entre la récolte de café et les flux de violence. Cette corrélation a été étudiée dans le détail par Jaime Arocha, dans son enquête historique sur la municipalité de Monteverde, dans la région du Quindío :

La nécessité d'une plus grande force de travail pendant les récoltes de café crée des problèmes de surpeuplement des logements et de concurrence accrue dans les champs. La hausse des revenus entraîne une consommation d'alcool plus importante, ce qui, lié à la pénurie de prostituées, provoque un plus grand nombre de rixes dans les zones de tolérance<sup>37</sup>.

---

<sup>34</sup> *El Tiempo*, 13 mars 1959, p. 6. *Firman Pacto de Paz en Quinchía, Caldas*.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *El Tiempo*, 17 avril 1959, p. 7. *Pactos de Paz se Firman en el Occidente de Caldas*.

<sup>37</sup> AROCHA Jaime, *La violencia en el Quindío : determinantes ecológicos y económicos del homicidio en un municipio caficulator*, Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1979, p. 112.

Ces préoccupations sont bien présentes dans l'esprit des commentateurs de l'époque, comme l'atteste un message adressé par la Fédération Nationale des Caféculteurs (*Fedecafé*) au gouvernement national demandant un renforcement de la sécurité dans les champs pour assurer le bon déroulement de la récolte<sup>38</sup>. Il existe un risque lié à la présence accrue d'hommes dans les champs, mais il serait impossible de faire autrement car un manque de bras équivaldrait à la perte des fruits. À un moment donné, Federico Mejía, membre du Comité départemental de caféculteurs demande même au gouverneur et au ministère des Travaux Publics de suspendre les travaux publics en cours pour employer le personnel embauché pour ces travaux dans la récolte de graines<sup>39</sup>. Les travaux publics ont pourtant une très grande importance pour la campagne de réhabilitation du gouvernement pour être laissés de côté, même temporairement.

La violence de la récolte avait déjà commencé à faire sentir ses effets, surtout dans la région de Quindío, où 26 morts violentes sont enregistrées dans l'espace d'une semaine<sup>40</sup>. Cette situation est évidemment une source de préoccupation pour le secteur des caféculteurs, à tel point que Humberto Jaramillo Botero, gérant de la branche de *Fedecafé* à Caldas, déclare à *El Tiempo* que si les choses continuent ainsi, il sera impossible de récolter les graines, ce qui enclencherait la perte de 1 200 arrobes dont la valeur peut être estimée à 50 millions de pesos<sup>41</sup>. Afin d'avoir une mainmise sur la situation, le coordinateur de la Commission Spéciale de Réhabilitation, José Gómez Pinzón, se déplace à Armenia le 15 avril et annonce l'arrivée de 200 agents de police de Bogotá à la région de Quindío ; ils seraient emplacés à des endroits stratégiques au cours de la semaine<sup>42</sup>. Dans ces mêmes jours, le ministre de Gouvernement, Guillermo Amaya Ramírez, se prononce sur le thème de la violence auprès des médias. Il considère qu'il s'agit d'une violence purement économique dont le seul but est de dépouiller les paysans *quindianos* des produits de leur récolte. Selon le ministre, il existe un contraste très brusque entre la région de

---

<sup>38</sup> *La República*, 8 avril 1959, p. 6. *REFORZAR LA VIGILANCIA PARA LA COSECHA DE CAFÉ SE PIDIO*.

<sup>39</sup> *La República*, 9 avril 1959, p. 10. *Se Pide en Caldas : Suspender las Obras Públicas por un Mes*.

<sup>40</sup> *La República*, 12 avril 1959, pp. 1 et 11. *Angustiosa Situación de Orden Público en Caldas*.

<sup>41</sup> *El Tiempo*, 14 avril 1959, p. 13. *Gómez Pinzón Viaja hoy Nuevamente al Quindío*.

<sup>42</sup> *El Tiempo*, 15 avril 1959, pp. 1 et 19. *Reforzada Vigilancia en Quindío*.

Quindío, qui s'enfonce dans le chaos, et l'occident de Caldas, où règne le calme. C'est ce qui rend à son avis nécessaires les mesures de renforcement de la sécurité qui avaient été récemment prises dans la région du département la plus touchée par les débordements<sup>43</sup>.

Une polémique est en train d'éclorre dans ces mêmes semaines concernant la nomination d'un nouveau gouverneur pour le département de Caldas. Depuis plusieurs mois, une situation irrégulière se présente dans l'organisation du gouvernement départemental : l'économiste Gilberto Arango Londoño, qui occupe le poste de ministre de l'Agriculture, est au même temps gouverneur de son département d'origine. Le président de la République, Alberto Lleras Camargo, décide donc de proposer le poste de gouverneur à Francisco José Ocampo. Cette nomination s'inscrit dans la stratégie du gouvernement d'assigner à la tête des gouvernements départementaux des personnages qui jouissent d'un certain prestige au sein de leur région et de leur parti. C'est ainsi que, par exemple, l'ex-président Darío Echandía avait été nommé gouverneur de Tolima. Francisco José Ocampo est, lui, originaire de Caldas, il avait notamment déjà occupé le poste de gouverneur du même département dans sa jeunesse, en 1926, durant l'administration de Miguel Abadía Méndez. Il avait ensuite été chef du Parti Conservateur dans le même département, comme l'explique un article paru dans *La República* au début du mois d'avril<sup>44</sup>. Tout paraît indiquer que ce prestigieux personnage devrait effectivement devenir gouverneur de Caldas : l'édition du 10 avril de *La República* annonce que monsieur Ocampo a déjà accepté l'offre du président, laissant dans les mains de ce dernier les dernières formalités à accomplir<sup>45</sup>. Le soir du même jour, pourtant, le ministre de Gouvernement, Guillermo Amaya Ramírez, explique en conférence de presse que monsieur Ocampo doit d'abord obtenir l'appui unanime de tous les secteurs du Parti Conservateur avant de pouvoir être nommé gouverneur. Ocampo fait l'objet d'un veto de la part des secteurs *laureanistes* de son propre parti, qui le considèrent comme un déserteur qui avait fui les rangs de sa collectivité lors du coup d'état de Rojas Pinilla, le 13 juin 1953. Lleras Camargo se voit dans l'obligation de s'adresser personnellement aux dirigeants *laureanistes* du département pour expliquer l'importance de créer un mouvement d'union conservatrice autour de

<sup>43</sup> *El Tiempo*, 16 avril 1959, pp. 1 et 23. *La Violencia en el Quindío no Tiene carácter Político*.

<sup>44</sup> *La República*, 8 avril 1959, p. 1. *El Gobernador de Caldas*.

<sup>45</sup> *La República*, 10 avril 1959, p. 1. *Ocampo aceptó la Gobernación*.

monsieur Ocampo, le seul capable de prendre les rênes du département le plus ensanglanté du pays<sup>46</sup>. La nomination n'aura jamais lieu, et Gilberto Arango Londoño continuera à être gouverneur du département pendant encore deux mois.

Un dernier élément contribuera à provoquer la colère des secteurs indépendants du Parti Conservateur : le 21 avril, un article de *La República* nous apprend que le fameux bandit *Pedro Brincos*, dont nous avons déjà longuement parlé, a été remis en liberté il y a exactement un mois par les autorités départementales<sup>47</sup>. Comme l'expliquera le ministre de la Justice, Germán Zea Hernández, au même journal, la mesure avait été prise suite à un manque des preuves nécessaires à la poursuite de l'enquête dont le dossier avait fait l'objet<sup>48</sup>. Graciela Quintero, aussi connue comme *La Aviadora*, qui était également en prison depuis un an, avait aussi été relâchée, ce qui ne cesse de provoquer des commentaires critiques envers le gouvernement<sup>49</sup>. « Il est à peine naturel que lorsqu'il existe cette ténébreuse bande de malfaiteurs en liberté, les hommes de bien doivent se mettre en garde pour les rejeter, et que les assassinats et les déprédations se poursuivent en chaîne continue »<sup>50</sup>. Ces commentateurs ne manquent pas de faire la liaison entre ces remises en liberté et le problème de *Capitán Venganza*, un bandit qui commence, à partir de maintenant, à faire l'objet d'une couverture médiatique de plus en plus intense, surtout dans les pages de *La República*.

La région de Quinchía, à Caldas, par exemple, est aujourd'hui sous l'ignominieuse dictature de *Capitán Venganza*, qui se promène non seulement impuni mais aussi investi de pouvoir et de gabelles. Plusieurs propriétaires des domaines avoisinants, conservateurs et libéraux, plus de libéraux que de conservateurs, doivent lui rendre un 'partage' mensuel pour qu'il leur garantisse l'intégrité physique et la propriété des leurs biens. Et celui qui cesse de payer ces tributs sait qu'il sera inexorablement sanctionné<sup>51</sup>.

---

<sup>46</sup> *La República*, 15 avril 1959, p. 1. *El Presidente Lleras Responde a Conacción*.

<sup>47</sup> *La República*, 21 avril 1959, p. 3. *En Libertad el Jefe Bandolero 'Capitán Pedro Brincos'*.

<sup>48</sup> *La República*, 27 avril 1959, p. 2. *La Terapéutica del Optimismo*.

<sup>49</sup> *La República*, 21 avril 1959, *op. cit.*

<sup>50</sup> *La República*, 22 avril 1959, p. 2. *Lo que es y lo que no debe ser*.

<sup>51</sup> *Ibid.*

Ces phénomènes sont interprétés par le journal comme ayant un lien direct avec l'absence d'un gouverneur légitimement investi pour le département de Caldas. Le rédacteur d'un article glorifie l'administration du gouverneur précédent Gerardo Ayerbe Chaux, et dénigre le gouverneur actuel, Gilberto Arango Londoño, qu'il qualifie de « marionnette d'un secrétaire de la Banque de Commerce ».

Suite à ses ordres, plusieurs maires qui donnaient de parfaites garanties aux gens furent déplacés, les bons enquêteurs destitués et remplacés par des *rojaspinillistas* de temps plein et par des ineptes. Les inspecteurs de police furent choisis par des anciens *laureanistes* qui avaient fait violence, mais qui étaient pardonnés car ils étaient fidèles au secrétaire de la Banque de Commerce<sup>52</sup>.

### *Les débats parlementaires*

Tous ces thèmes que nous venons d'énumérer – la récolte de café, la nomination d'un gouverneur, la remise en liberté de *Pedro Brincos* et *La Aviadora*, ainsi que le phénomène de *Capitán Venganza*, seraient à l'ordre du jour lors d'une série de débats au Sénat auxquels sont invités les ministres de la Justice et de Gouvernement, Germán Zea Hernández et Guillermo Amaya Ramírez, pour répondre aux questions des sénateurs indépendants dans les derniers jours du mois d'avril et les premiers jours du mois de mai. Les sénateurs indépendants Alfonso Muñoz Botero, Álvaro de Angulo, Manuel Bayona Carrascal, Luís Torres Quintero et Hernando Sorzano González interviennent tour à tour pour dénoncer, face aux ministres, des faits que nous avons déjà évoqués : l'intérim dans lequel se trouve le gouvernement de Caldas, la tolérance des autorités face aux actions des bandits, le manque de garanties pour les citoyens conservateurs dans les départements de Caldas, Cauca et Santander.

Lors de la séance parlementaire du 27 avril, le sénateur Muñoz Botero dénigre la campagne de réhabilitation du gouvernement dans le département de Caldas en disant que celle-ci avait été nulle, n'ayant comme résultat la solution d'aucun des problèmes

---

<sup>52</sup> *La República*, 23 avril 1959, p. 3. *600 Personas han Sido Asesinadas en Caldas*.

qu'affronte le département. Il considère également que dans le département il existe deux gouvernements : l'un dirigé par Gilberto Arango Londoño jusqu'au fleuve Otún, au niveau de Pereira, et un deuxième, plus au nord, dirigé par José Gómez Pinzón. Il dénigre le travail du coordinateur de la Commission Spéciale en disant que celui-ci se déplace à sa guise dans le département, signant des accords de paix à tout va, sans consulter personne<sup>53</sup>. Lors de la séance suivante, le ministre de Gouvernement fait une longue exposition devant le Sénat, défendant le programme du gouvernement et qualifiant d'infondées les affirmations des sénateurs indépendants. Amaya Ramírez présente des statistiques qui montrent que le pays était passé d'une moyenne de 18 morts violentes par jour en avril 1958, au taux actuel de trois morts violentes par jour<sup>54</sup> ; il met la faute des problèmes actuels sur le compte de la dictature, qui avait laissé la nation dans une crise fiscale sans précédent<sup>55</sup> ; enfin, il se prononce sur le sujet de la gouvernance de Caldas, essayant de convaincre les sénateurs que Francisco José Ocampo avait lui-même rejeté la proposition d'assumer le poste de gouverneur vu qu'il n'avait pas pu recueillir un soutien unanime de la part de tous les secteurs de son parti. Ce n'était donc pas, comme le croyaient les sénateurs indépendants, une tentative de la part du gouvernement, d'exclure tous ceux qui n'avaient pas adhéré aux accords du Front National du droit d'avoir un poste dans l'administration<sup>56</sup>.

Pendant la séance du 5 mai, c'est au tour du sénateur Álvaro De Angulo de prendre la parole pour se lancer dans un long réquisitoire contre le gouvernement. Ses interlocuteurs sont encore une fois les ministres de la Justice et de Gouvernement, ainsi que le président du Sénat, Álvaro Gómez Hurtado, fils de l'ex président Laureano Gómez. Liste de victimes à la main, De Angulo énumère toutes les exactions perpétrées contre des citoyens conservateurs dans le département qu'il représente, le Cauca : des assassinats à Corinto, Toribío, Suárez et Belalcazar. À différents moments, le sénateur fait des parenthèses pour commenter la situation d'ordre public dans d'autres départements, notamment celui de Caldas. C'est alors qu'il évoque un article récemment publié dans *El Espectador*, qui dresse un sombre tableau :

---

<sup>53</sup> *La República*, 28 avril 1959, p. 7. *En Caldas Existen Hoy Dos Gobiernos*.

<sup>54</sup> *El Espectador*, 30 avril 1959, p. 11. *Trascendental Declaración de Amaya en el Senado*.

<sup>55</sup> *Idem*, p. 12.

<sup>56</sup> *Idem*, p. 13.

La commission de paix de l'occident de Caldas, conformée par les docteurs Eduardo Gartner et Armando Morales Benítez, s'est réunie hier avec le curé de la paroisse et le maire de la municipalité de Riosucio, et avec plusieurs autres personnes, pour analyser minutieusement la situation de la région de l'occident de Caldas, faisant de graves constats, comme le fait que les paysans qui se trouvent entre Bonafont et Irra ont été expropriés de leurs propriétés, lesquelles se trouvent dans le pouvoir des bandits. Il a également été établi que les autorités de Quinchía et Irra ne comptent pas avec l'appui de la troupe, raison pour laquelle les bandits jouissent d'une complète liberté. Curieusement, on raconte que la seule autorité là-bas pour les champs est le célèbre bandit '*Capitán Venganza*'<sup>57</sup>.

De Angulo se prononce également sur la remise en liberté de *Pedro Brincos*, un thème qui sera aussi abordé par le sénateur Hernando Sorzano González lors de la session du 12 mai. Sorzano González est un jeune parlementaire du département de Santander qui fait partie, on se souviendra, du Mouvement d'Union et Reconquête (MUR), aussi connu comme Les Indépendants. Les accusations de Sorzano portent sur les abus et persécutions que subissent, selon lui, les citoyens conservateurs de Santander. Il évoque aussi certains thèmes qui font déjà partie de l'argumentaire par défaut des Indépendants : le jugement de toute évidence politisé contre Rojas Pinilla, la remise en liberté de *Pedro Brincos*, et l'amnistie qui récompense les bandits avec des crédits pour qu'ils continuent dans la délinquance. Le cas de *Chispas* (Teófilo Rojas Varón) est évoqué, de même que celui de *Capitán Venganza*, « un bandit qui s'est soumis aux conditions de paix, et qui a proposé de se rendre à la justice : le président de la République de Quinchía, Caldas »<sup>58</sup>.

Quinchía était en paix jusqu'il y a un an et demi, une paix absolue dans toutes ses comarques et toutes ses collines. Dans le centre-ville du village pouvaient cohabiter pacifiquement les quelques conservateurs et les nombreux libéraux qu'il y avait dans cette région. Mais dans cette municipalité, que s'est-il passé ? Sont venus les décrets qui consacraient l'impunité, est venu le changement de régime, et c'est alors que deux

---

<sup>57</sup> Annales du Congrès, *Palabras del honorable Senador De Angulo en la sesión del día 5 de mayo de 1959*, pp. 1555-1556.

<sup>58</sup> Annales du Congrès, *Palabras del honorable senador Sorzano. Sesión del día 12 de mayo de 1959*, p. 1602.



personnages fatidiques pour Caldas, Libardo Mora Toro, je le nomme sans peur, et Roberto González, alias ‘*Pedro Brincos*’, ont organisé à Quinchía les premiers groupes de bandits qui ont opéré dans cette région.

[...] après Libardo Mora Toro et Roberto González, alias ‘*Pedro Brincos*’, monsieur Hector García a assumé la direction de la République Indépendante de Quinchía ; Hector García a décidé de traiter avec le Gouvernement et capituler, et de se soumettre aux nouvelles dispositions, et que s’est-il passé ? Il a été assassiné sur les ordres de ‘*Capitán Venganza*’, qui l’a remplacé dans le commandement des guérillas de Quinchía ; et qui est maintenant le seigneur féodal, le patron absolu, le maître, le maire, le dictateur, le juge de la République de Quinchía.

[...]

Je vous demande, monsieur le ministre, jusqu’à quand va durer la République de Quinchía ? Jusqu’à quand va-t-il exister au sein de l’État colombien, dans le département de Caldas, un misérable qui s’arroge les facultés de l’autorité, et qui est capable d’imposer sa volonté, de prélever des impôts, de régler des différends limitrophes et de disposer de la vie, l’honneur et les biens de tous les habitants de cette comarque martyrisée ? Jusqu’à quand, monsieur le ministre, ‘*Venganza*’ va-t-il continuer à perpétrer ses déprédations, sans que la main du Gouvernement, sans que la main de l’autorité finisse avec ce foyer de rébellion et barbarie ?<sup>59</sup>

### *La visite des journalistes*

Les dénonciations faites au Sénat par les sénateurs indépendants correspondent à une période où la problématique de *Venganza* gagne une couverture médiatique plus importante. Pour certains organes journalistiques, le cas de Quinchía résume en quelque sorte tous les malheurs du programme d’amnistie et de réhabilitation préconisé par l’actuel gouvernement. *La República* est le premier journal à exploiter le poids symbolique que comporte le cas de Quinchía pour le mettre en avant comme la preuve ultime de la défaillance du régime. L’édition du vendredi 22 mai de ce journal présente en page de couverture un article intitulé « Quinchía sous la domination de *Capitán Venganza* ».

---

<sup>59</sup> *Idem*, p. 1604.

L'article déclare qu'il y aurait une trentaine de bandits tranquillement installée dans le centre-ville, et il fournit également des informations concernant l'assassinat à coups de machette d'une femme de 85 ans, du nom Bernardina Correa de Marín<sup>60</sup>. L'article contient des éléments qui avaient déjà été dénoncés auparavant dans d'autres articles et lors des débats parlementaires : *Venganza* a établi un système d'apports pour financer ses opérations armées, il fait également fonctionner un camp de concentration où les infracteurs sont soumis à de lourdes punitions. Il évoque également un emprunt de 20 000 pesos qui aurait été sollicité par *Venganza* à l'Office de Réhabilitation et qui lui aurait été octroyée par celle-ci à condition de déposer les armes. À la question, « Pourquoi n'arrête-t-on pas *Venganza* ? », le rédacteur du journal donne la réponse suivante : « Quelques fonctionnaires disent qu'on ne peut pas arrêter *Venganza* puisqu'il n'y a aucune enquête pénale en cours contre lui. D'autres disent que si le gouverneur donne son autorisation, l'armée est prête à agir »<sup>61</sup>.

Ce même article rend compte d'une réclamation déposée à Manizales par le maire de Quinchía, Ricardo Gartner, et d'autres citoyens du village, dénonçant le caractère sensationnaliste des informations publiées par *La República* et *La Patria*. Ces individus auraient déclaré que la situation à Quinchía s'est améliorée considérablement dans les derniers mois ; ils invitent donc les journaux à publier uniquement des informations basées sur des faits réels. On peut y lire aussi que le gouverneur Arango Londoño avait récemment déclaré en conférence de presse qu'il serait prêt à mettre en place tous les moyens nécessaires pour permettre le déplacement à Quinchía d'organes journalistiques qui seraient intéressés, « afin de démontrer dans cette manière qu'il n'existe aucun 'gouvernement séparé' dans cette région »<sup>62</sup>.

La proposition du gouverneur Arango Londoño semble avoir eu un certain retentissement dans les hauts échelons du gouvernement national car, le lendemain, on est informé d'un communiqué commun élaboré par le gouverneur et le ministre de Gouvernement, Amaya Ramírez, adressant une invitation aux représentants de plusieurs

<sup>60</sup> *La República*, 22 mai 1959, p. 1. *Quinchía bajo el domino del Capitán 'Venganza'*.

<sup>61</sup> *Idem*, p. 10.

<sup>62</sup> *Ibid.*

quotidiens de circulation nationale pour se rendre à Quinchía afin d'élaborer un bilan moins partisan de la situation d'ordre public dans le village en question. La capture récente de plusieurs individus soupçonnés d'appartenir aux bandes armées de la zone de Quinchía par les troupes du major Álvaro Valencia Tovar, commandant du bataillon Ayacucho, donne probablement au ministre et au gouverneur un certain degré de rassurance pour oser proposer cette manœuvre. La nouvelle de la visite est sitôt relayée par plusieurs organes de presse, qui expliquent aux lecteurs le parcours prévu des journalistes ainsi que la liste de personnes invitées. La commission de journalistes voyagerait d'abord de Bogotá à Manizales, où elle passerait la nuit du samedi 23 pour ensuite se rendre le lendemain, de bonne heure, à Quinchía, et enfin rentrer le soir même à Bogotá. Chaque journaliste rédigerait ensuite un article pour son journal respectif, rendant compte de ses impressions lors de la visite<sup>63</sup>. Il n'est pas facile d'établir avec certitude le nombre et les noms des journalistes qui sont présents lors de la visite car la liste des noms varie considérablement en fonction des publications. Nous pouvons affirmer que les journalistes suivants font partie du groupe (pigistes et reporters graphiques confondus) : Arturo Abella Rodríguez, sous-directeur d'*El Siglo* ; Eduardo Camargo Gámez d'*El Tiempo* ; José Salgar, Mike Forero Nougés et Luís Alberto Acuña d'*El Espectador* ; Germán Pinzón de l'hebdomadaire *Semana* ; Eucario Bermúdez, du journal radiophonique de *RCN* ; Joaquín Castaño Zúñiga d'*El País* ; et Fabio Valdés Sánchez et Carlos Sarmiento de *La Patria*. On peut voir certains de ces personnages sur des photos, dialoguant avec les habitants de Quinchía ; d'autres publient des articles pour leurs quotidiens au lendemain de la visite.

La visite des journalistes, le 24 mai 1959, est un des moments les plus documentés de notre enquête, à la fois en termes d'information et d'images. Nous pouvons suivre presque pas à pas ce que les journalistes font depuis leur arrivée au village jusqu'au départ, en début d'après-midi. La plupart de journaux en question étant détenue par des familles de renommée politique, la visite constitue une formidable rencontre entre ce que Jorge Eliecer Gaitán appelait, de son vivant, « le pays national » et « le pays politique ». Que représente, pour les paysans de Quinchía, la venue de ces « docteurs » de Bogotá, Cali et Manizales ? Il faut savoir qu'on parle d'une époque où les contenus de la presse ont un caractère à

---

<sup>63</sup> *El Tiempo*, 23 mai 1959, p. 22. *Misión Periodística Viaja Hoy a Región de Quinchía*.

prédominance politique, les personnages du quotidien étant « ces hommes en costume sombre, saturés de gestes et phrases grandiloquentes. [...] Les politiciens n'avaient pas encore été obscurcis par la popularité des reines de beauté, des acteurs de cinéma et télévision et des athlètes »<sup>64</sup>. Cette visite nous donne donc autant d'éléments pour réfléchir au rapport qui s'établit entre le monde urbain de politiciens et journalistes, et le monde rural de journaliers ; entre ceux qui décident et écrivent la vie de la cité et ceux qui la vivent. Voyons donc ce qui se passe la veille de la visite et ensuite au fil des heures dans la journée du 24 mai 1959 à Quinchía, Caldas.

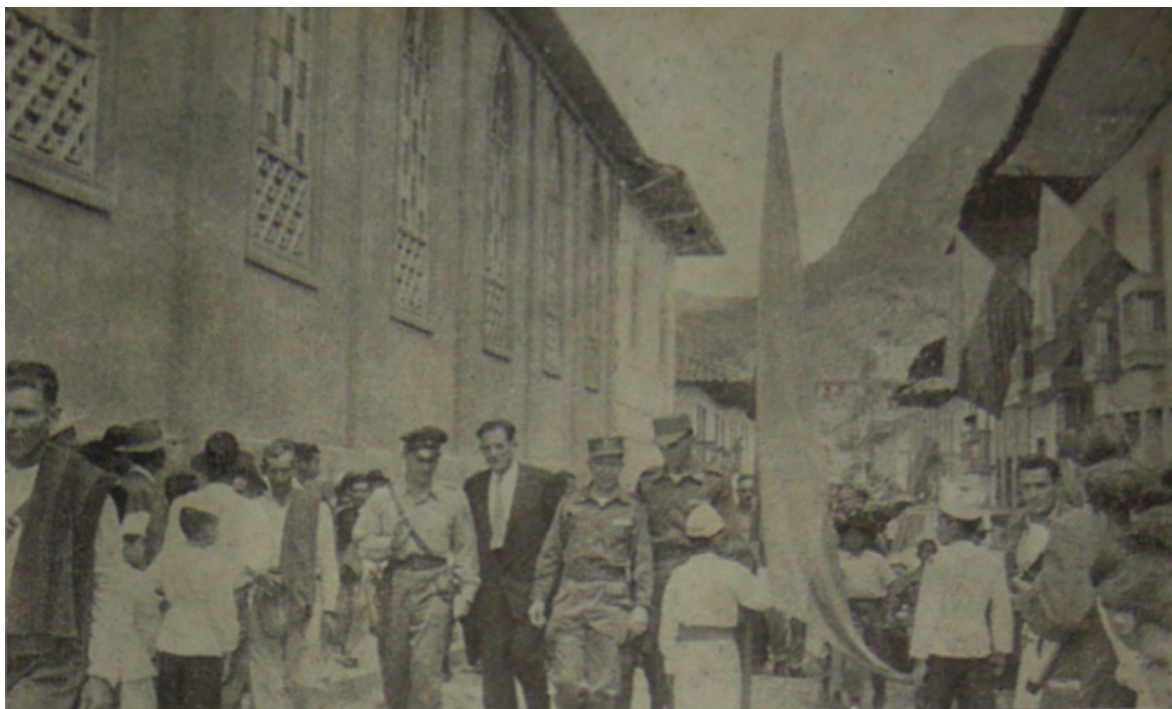
Le samedi 23 mai, les journalistes conviés à la visite ont rendez-vous à l'aéroport de Techo, à Bogotá, à quatorze heures. Silvio Villegas, directeur de *La República*, fait partie des invités ; le journal qu'il dirige avait récemment publié une série de reportages dressant un bilan alarmant de la situation à Quinchía, et c'était justement pour confirmer la véracité de ces informations que le voyage avait été organisé. Villegas ne se présente pourtant pas au rendez-vous ; il enverra plus tard un télégramme au gouverneur expliquant qu'il avait eu un retard de cinq minutes, alors que, selon Camargo Gámez, d'*El Tiempo*, le voyage avait été retardé d'une demi-heure pour donner à Villegas le temps d'arriver<sup>65</sup>. Le groupe part alors sans lui pour Manizales, où il est rejoint par les représentants du journal local *La Patria* et par ceux d'*El País*, de Cali. Arrivés à la capitale de Caldas, les journalistes rencontrent le secrétaire d'Ouvrages Publics du département, Samuel Llano, de même que le gouverneur Arango Londoño. Ces derniers leurs fournissent des données sur la situation d'ordre public dans l'ensemble du département. Le lendemain, à six heures et demie du matin, ils utilisent les services d'*Aerotaxi de Caldas* pour voyager de l'aéroport de La Nubia, à Manizales, à l'aéroport Vegas del Río, à Supía, qui se situe à 40 minutes en voiture de Quinchía. Ils y sont accueillis par le major Álvaro Valencia Tovar et une commission venue de Quinchía, dirigée par Nora Gartner, fille du maire du village, Ricardo

---

<sup>64</sup> LOAIZA CANO Gilberto in AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá : Fundación Gilberto Alzate Avendaño, 2013. p. 20.

<sup>65</sup> *El Tiempo*, 25 mai 1959, p. 17. *Las Cuadrillas que Operaban en Quinchía han sido Disueltas*.

Gartner. Une caravane de voitures conduit ensuite les journalistes à Quinchía, empruntant la route de La Ceiba pour se rendre au centre-ville<sup>66</sup>.



18. Álvaro Valencia Tovar, commandant du bataillon Ayacucho, parcourt les rues de Quinchía en compagnie du maire, Ricardo Gartner. *Semana*, 2 juin 1959, p. 14.

Une fois arrivés au centre-ville, les journalistes se retrouvent face à un village qui a fait ressortir tous ses atouts pour cette journée exceptionnelle :

Quinchía avait hissé tous ses drapeaux sur les balcons ; même les fenêtres les plus pauvres affichaient d’humbles banderoles en papier. Un village d’indigènes, la tête baissée, muets et dramatiquement ridés, sortis des cuvettes et méandres du feuillage, espionnait énigmatiquement depuis les trottoirs. Et, se déployant en double rang de pavillon d’honneur, un groupe de filles mourrait de chaleur à l’intérieur de ses uniformes d’école noirs. Avec leur ‘fanfare militaire’. Très effrayées de leur importance<sup>67</sup>.

<sup>66</sup> *El Siglo*, 25 mai 1959, p. 13. *Diálogo con el Pueblo de Quinchía Sostuvieron Periodistas Bogotanos* ; *La Patria*, 25 mai 1959, p. 2. *El Ejército Busca la Paz con Tenacidad y Constancia*.

<sup>67</sup> *Semana*, 2 juin 1959, p. 13. ‘Venganza’ Invisible.

Aux accords de l'hymne national, les représentants des journaux marchent jusqu'au centre de la localité, où ils pénètrent à l'intérieur du « club social » pour faire l'objet d'un hommage spécial. « De nombreuses dames de la société, très distinguées, ont comblé d'attentions les garçons de la presse »<sup>68</sup>. La commission monte ensuite à l'étage du club où, sortant par les fenêtres de celui-ci, elle s'adresse à une foule qui remplit toute la place. Le premier à prendre la parole est le major Valencia Tovar, faisant une exhortation à la paix et demandant à la citoyenneté de rejeter l'action de certains éléments qui essaient de troubler la tranquillité du centre-ville et des collines de la municipalité<sup>69</sup>. Il exprime également l'engagement des forces armées à donner des garanties à tous les citoyens, sans distinctions politiques, et à procurer la paix à tout prix<sup>70</sup>. Plusieurs journalistes prennent ensuite la parole, parmi lesquels se trouve Fabio Valdés Sánchez, de *La Patria*, et Eduardo Camargo Gámez, d'*El Tiempo*<sup>71</sup>. Ils exposent au peuple la politique d'entente nationale et invitent la foule à la soutenir<sup>72</sup>. « D'autres citoyens ont parlé postérieurement, pour attaquer certains journaux, qui ont informé à partir de communiqués officiels et témoignages particuliers sur la situation d'ordre public dans la municipalité »<sup>73</sup>.

---

<sup>68</sup> *La Patria, op. cit.*

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> *El Siglo, op. cit.*

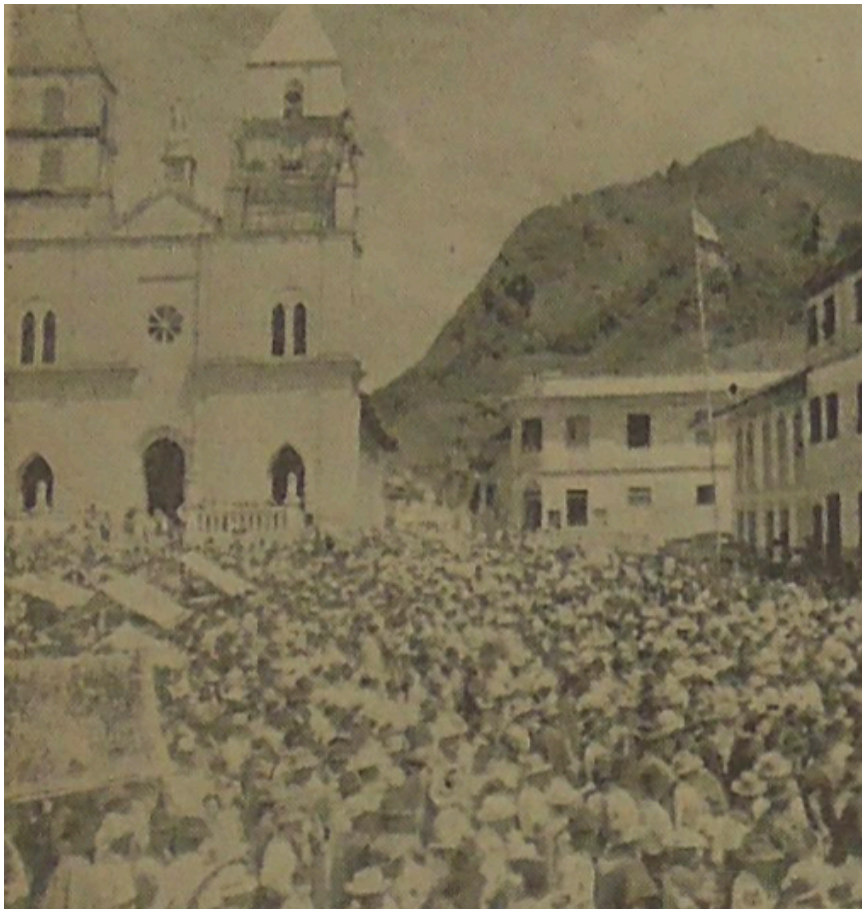
<sup>71</sup> *La Patria, op. cit.*

<sup>72</sup> *El Siglo, op. cit.*

<sup>73</sup> *La Patria, op. cit.*



19. En premier plan, le major Valencia Tovar prend le microphone pour s'adresser à la foule. *La Patria*, 27 mai 1959, p. 10.



20. *El Siglo*, 26 mai 1959, p. 3.



Une fois les allocutions finies, les représentants de la presse parcourent le marché, les rues, les magasins, les cafés, « en dialogue avec tous types de personnes, qui ont exposé ouvertement la situation de Quinchía »<sup>74</sup>. À midi, et après avoir dégusté une délicieuse *fritanga*, un bal est organisé dans les salons du club social, en hommage aux journalistes. « De très belles filles de la société de Quinchía se sont réunies dans le club pour prêter d'excellentes attentions aux journalistes et rendre leur visite au village plus amène »<sup>75</sup>. Aux alentours de deux heures de l'après-midi, la mission de journalistes reprend les véhicules pour retourner à Supía, où certains prennent l'avion pour Manizales. Les représentants des journaux de la capitale voyagent plus tard avec Avianca à Bogotá, en passant par Pereira<sup>76</sup>.



21. Eduardo Camargo Gámez, rédacteur d'*El Tiempo*, discute avec les habitants de Quinchía. *El Tiempo*, 25 mai 1959, *op. cit.*

<sup>74</sup> *El Siglo*, *op. cit.*

<sup>75</sup> *La Patria*, *op. cit.*

<sup>76</sup> *La Patria*, *El Siglo*, *op. cit.*





22. *La Patria*, 25 mai 1959, p. 7.



Revenons sur certains aspects de la visite que nous venons de survoler. Il faut savoir, tout d'abord, que cette visite se réalise à l'intérieur d'un cadre strictement contrôlé. Les journalistes ne visitent évidemment que le centre-ville du village ; il aurait été hors de question de les déplacer à l'extérieur de cette zone, dans les collines, où leur sécurité n'aurait pas pu être assurée. Le temps du séjour au centre urbain de la municipalité, les journalistes rencontrent une grande foule de personnes rassemblée pour l'occasion, composée sûrement en partie par de curieux venus d'autres municipalités – Guática, Anserma, Riosucio – juste pour l'occasion. Or, tenons en compte qu'il s'agit d'un dimanche de marché, ce qui veut dire que, même sans la visite des journalistes, le village aurait connu une affluence de personnes assez considérable.



23. *El Siglo*, 26 mai 1959, p. 1.

La courte durée de la visite et l'espace assez restreint où elle s'effectue imposent beaucoup de limitations aux informations que les journalistes réussissent à obtenir à cette occasion. En effet, les conclusions auxquelles ils arrivent proviennent en majorité du ressenti qu'ils peuvent en tirer des échanges avec les habitants rencontrés dans les rues du centre. On peut apprécier à quel point chaque rédacteur utilise son propre cadre de lecture pour analyser la situation de la municipalité lorsqu'on parcourt les articles de presse publiés au lendemain de la visite. Les journaux libéraux *El Tiempo* et *El Espectador*, détenus par les familles Santos et López, s'efforcent d'argumenter que la violence à Quinchía est un phénomène qui appartient au passé. Tout ce qui reste à faire c'est d'apaiser les animosités toujours existantes dans cette région qui avait effectivement été une « zone rouge » au début des années 1950<sup>77</sup>. Les journaux conservateurs *La Patria* et *El País* dressent, au contraire, un tableau plus sombre. Ils soulignent que la situation à cet endroit n'est pas normale car il existe indéniablement « un climat de violence, surtout dans les zones rurales ». Les deux journaux confirment qu'il existe en effet un système d'apports, prélevés sur les récoltes de maïs et de haricots, qui permet de financer la guérilla de *Venganza*. Ils signalent pourtant qu'il est aussi vrai que ce système est en train d'être exploité par des individus qui prélèvent ces apports au nom du bandit pour leur propre bénéfice. Ils confirment également que le bandit gère un « camp de concentration » dans son domaine d'El Poleal où sont confinés temporairement des individus qui auraient désobéi aux injonctions de *Venganza*, mais ils précisent que tous les prisonniers ont récemment été évacués de cet endroit. Enfin, les journaux reconnaissent que *Venganza* est un leader populaire d'indéniable influence. « Le chef des bandits apparaît aux yeux des habitants ruraux comme un défenseur du peuple, ce qui explique l'enracinement profond de sa figure auprès des habitants paysans de Quinchía »<sup>78</sup>.

Les quatre journaux précédemment cités rendent compte dans leurs articles d'un aspect de la violence que nous avons déjà eu l'occasion de développer : sa corrélation avec

---

<sup>77</sup> *El Tiempo*, 25 mai 1959, *op. cit.* ; *El Espectador*, 25 mai 1959, p. 17. *Quinchía Vive en Paz y Quiere, ante Todo, la Paz.*

<sup>78</sup> *La Patria*, 25 mai 1959, *op. cit.* ; *El País*, 25 mai 1959, p. 19. *Comienza a Regir hoy el Ultimatum para los Violentos ; lo de Quinchía.*

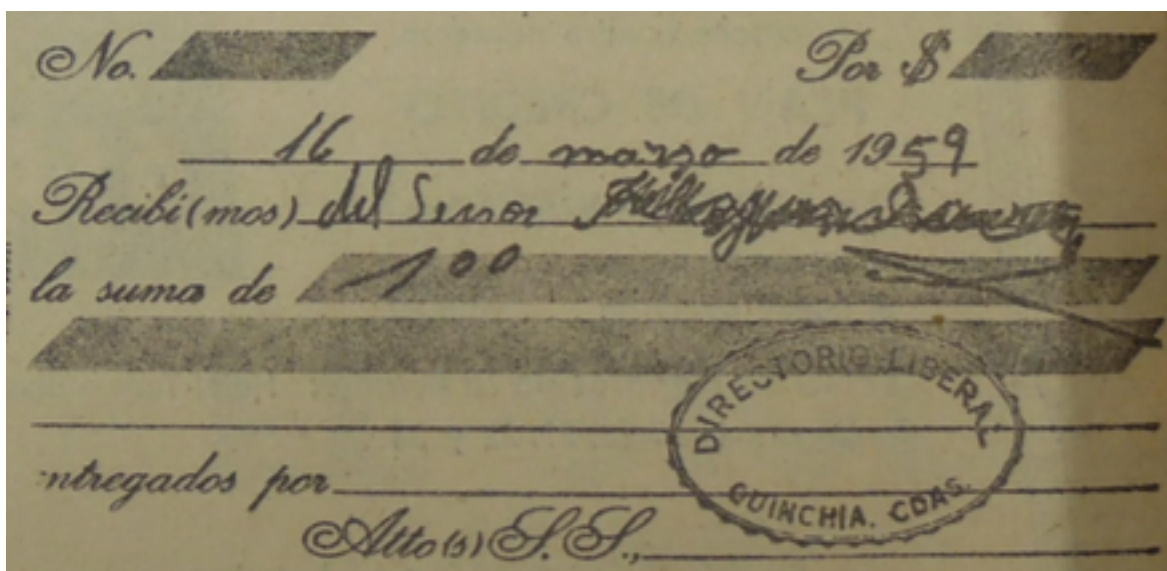
les déplacements humains entre municipalités, entraînant l'homogénéisation politique des villages. Chacun des rédacteurs donne sa propre estimation de la quantité de familles de filiation conservatrice habitant le village – *El País* considère qu'elle est à hauteur de 30, alors que pour *El Tiempo*, il y aurait 80. En tout cas, il est clair qu'il s'agit d'une municipalité nettement libérale, où les quelques familles conservatrices restantes résident toutes dans le centre-ville. Parmi les familles libérales, il y en aurait au moins 300 qui sont arrivées à Quinchía en provenance des municipalités avoisinantes – Mistrató, Apía, Belén de Umbría, Anserma et San Antonio du Chamí – où elles avaient fait l'objet de persécutions en raison de leur appartenance politique. C'est ce qui explique, pour les différents rédacteurs, le fait qu'on puisse distinguer deux secteurs parmi les libéraux de Quinchía : le groupe des « modérés », qui n'approuvent pas la violence qui est exercée contre les conservateurs, et celui des « exaltés, qui préconisent la persécution et sont, en conséquence, complètement d'accord avec *Venganza* ». Il est clair pour ces commentateurs que ce sont ces derniers – les exilés – qui sont à l'origine de la violence qui se présente à Quinchía, donnant une raison d'être à la guérilla de *Capitán Venganza*<sup>79</sup>.

Il est intéressant d'analyser les déclarations faites par *El Siglo*, le journal de la famille Gómez, qui est, comme on le sait, très proche du pouvoir. Laureano Gómez était devenu, à la fin des années 1940, le leader indiscutable du Parti Conservateur, sa figure étant indissociable de la violence qui commence à prendre forme dans ces années-là. En tant que président de la République, il avait pourtant creusé de profondes divisions au sein de son propre parti, entraînant un coup d'état institutionnel mené par la hiérarchie militaire en lien avec des politiciens conservateurs d'opposition pour mettre en place un gouvernement intérimaire dirigé par Gustavo Rojas Pinilla. En 1956, il établit par écrit avec Alberto Lleras Camargo, les bases des accords du Front National, qui seront validés par vote populaire l'année suivante. En 1959, il conserve toujours un énorme prestige au sein de son parti, mais il est déjà démonisé par certains comme étant un déserteur qui se serait vendu au libéralisme. Son fils, Álvaro Gómez Hurtado, est alors président du Sénat, on l'a déjà vu faisant face aux accusations d'Hernando Sorzano González concernant la « République de Quinchía ». *El Siglo* est donc dans une position assez difficile, partagé

---

<sup>79</sup> *La Patria, El País, El Espectador, op. cit.*

entre son adhérence au régime et la réalité que son sous-directeur, Arturo Abella, constate lors de son passage au village. À l'instar des articles d'*El Tiempo* et *El Espectador*, la chronique publiée par *El Siglo* le 26 mai explique que la municipalité de Quinchía est en paix, mais précise que cette paix doit encore se pérenniser à travers une présence plus ferme des forces armées. Le journal confirme les informations publiées par *El País* et *La Patria* concernant l'existence d'un « camp de concentration » et d'un système d'apports<sup>80</sup>. La chronique publiée dans ce journal inclut une photo d'un des récépissés fournis par la guérilla de Venganza comme preuve de paiement, sur lequel on peut voir le sceau du Directoire Libéral de Quinchía. Enfin, le chroniqueur explique sommairement le fonctionnement du *boleteo*, le système de menaces employé par les bandits, consistant à envoyer des *boletas*, petites notes menaçantes pour effrayer le propriétaire d'un domaine et réussir à le faire abandonner son terrain<sup>81</sup>.



24. *El Siglo*, 26 mai 1959, p. 8.

Le quotidien *La República*, pour sa part, s'excuse, dans une colonne éditoriale, de l'absence de son directeur au rendez-vous de Techo de la manière suivante : « Une montre mal réglée nous a privé de l'agréable compagnie du ministre de Gouvernement et du

<sup>80</sup> *El Siglo*, 26 mai 1959, p. 8. *Las Zonas de Violencia en el Departamento de Caldas en Vía de Recuperar la Normalidad*.

<sup>81</sup> *Ibid.*

gouverneur de Caldas, et de quelques autres collègues de la capitale ». Le journal reproduit ensuite, mot pour mot, quelques paragraphes de l'article publié par *El Tiempo* le 25 mai, et clôt la colonne en disant que ces affirmations d'*El Tiempo* coïncident avec tout ce qui avait été dit dans les pages de *La República* auparavant<sup>82</sup>. Le journal profitera, dans les jours suivants, des informations recueillies par les représentants des autres journaux pour continuer à exploiter le thème de *Venganza*. Le 27 mai, Alfredo Vásquez Carrizosa publie dans le journal une colonne éditoriale intitulée « Le fonctionnaire *Venganza* » :

Nos remerciements vont au ministre de Gouvernement pour nous avoir fourni les données qui constitueraient la trame d'une histoire vécue en Calabre, ou l'argument pour un nouveau roman sud-américain de Camilo José Cela. Quelque chose comme *El sabor de la tierra* de [José María] Pereda, avec quelques pincées des exploits des bandits. Quinchía, le village allongé sur la montagne ; dans le cadre de la place, les cloches grandes et sonores ; la taverne avec ses rhums et *mistelas* ; le murmure des ruisseaux qui serpentent et un personnage central : le fonctionnaire *Venganza*<sup>83</sup>.

Malgré cette insistance de la part de *La República* sur le phénomène de *Capitán Venganza*, le bandit fera à partir de maintenant l'objet d'un progressif oubli médiatique. Le thème sera encore abordé par certains organes dans les mois suivants, en particulier *La Patria*, qui publie au mois de juillet un dossier intitulé « '*Capitán Venganza*' est devenu le principal problème de l'occident de Caldas »<sup>84</sup>. Pourtant, en termes généraux, nous passons maintenant dans une phase de couverture médiatique moins intense. Une série de captures effectuée par l'armée dans les mois suivants donne à certains l'impression que la guérilla de *Venganza* est coincée et réduite en nombre. Cette absence d'informations journalistiques nous oblige donc à revenir à la vie interne du village, à nous concentrer sur les informations qui peuvent être extraites des archives municipales de Quinchía et d'autres sources.

Il faut savoir, pour terminer cette partie, que la visite des journalistes coïncide avec un durcissement des mesures en vigueur contre les responsables d'actions portant atteinte à

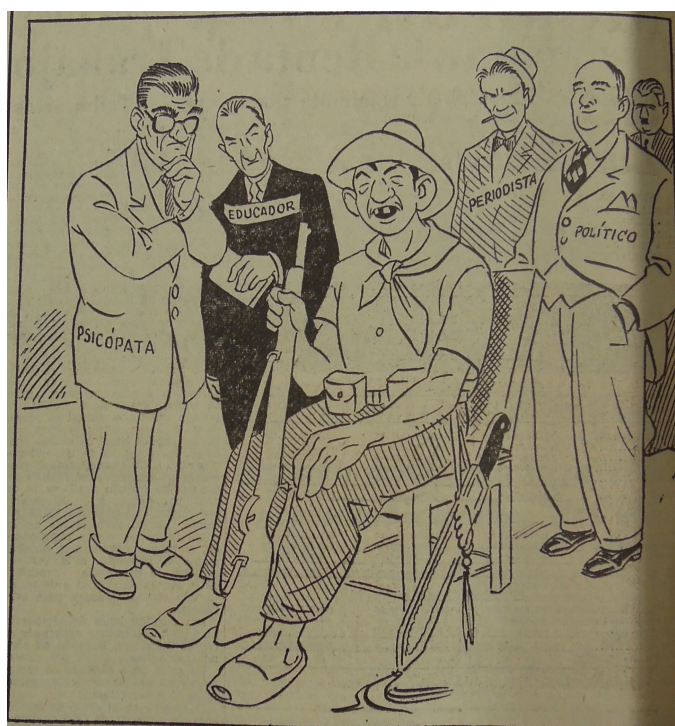
<sup>82</sup> *La República*, 26 mai 1959, p. 2. *La Paz de Quinchía*.

<sup>83</sup> *La República*, 27 mai 1959. *El Funcionario 'Venganza'*.

<sup>84</sup> *La Patria*, 13 juillet 1959, p. 9. *El Capitán 'Venganza' se ha Constituido en el Mayor Problema del Occidente de Caldas*.



l'ordre public. Le 25 mai, le gouvernement émet un nouveau décret établissant un délai maximal de 30 jours pour soumettre les dernières demandes d'amnistie aux juges en charge des procès pénaux. Cette mesure constitue, pour Fernán González, une victoire de la lignée répressive préconisée par les dirigeants de la Fédération Nationale des Caféculteurs (*Fedecafé*) et la Société d'Agriculteurs de la Colombie (SAC)<sup>85</sup>. Il n'est pas certain qu'il existe un lien de causalité entre le scandale sur *Capitán Venganza* et l'entrée en vigueur de cette mesure. Pourtant, les deux thèmes relèvent du domaine de l'ordre public, ce qui explique que, par exemple, la nouvelle sur l'expiration de l'amnistie soit publiée par *El Espectador* dans le même article où l'on explique que le bandit *Venganza* n'a pas été gracié avec l'amnistie « parce qu'il ne l'a pas demandée » (contrairement à ce que nous indiquent d'autres sources déjà citées)<sup>86</sup>.



25. « Je ne sais pas s'ils découvriront la cause de la violence, mais la discussion est très instructive et intéressante... ». *La República*, 24 juillet 1959.

<sup>85</sup> GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014]. p. 322.

<sup>86</sup> *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 1. *Las Amnistías Concedidas se Respetarán, Dice Germán Zea*.

Sur le plan départemental, le controversé gouverneur de Caldas, Gilberto Arango Londoño, est destitué de son poste et remplacé par Javier Ramírez Cardona le 27 juin 1959. Enfin, sur le plan municipal, le maire civil de Quinchía, Ricardo Gartner, est remplacé par un maire militaire, lieutenant Francisco Arias. Le renforcement des opérations militaires sur le territoire *quinchieño* contribue à apaiser le pouvoir des bandits temporairement. En ce qui concerne *Capitán Venganza*, il semble abandonner le territoire de Quinchía pour chercher refuge à Santuario, comme en témoigne un communiqué de l'inspecteur militaire Alcibiades Carvajal au juge 171 d'instruction criminelle, qui date du 18 juin<sup>87</sup>.

---

<sup>87</sup> Alcibiades Carvajal Arredondo, inspecteur militaire, au juge 171 d'instruction criminelle. *Poniendo a su disposición un detenido*. Inspection départementale de police d'Irra, Quinchía, Caldas, 18 juin 1959, office No. 043. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*



## Chapitre IV – Le major, le bandit, le maire et les missionnaires : géographie sociale du banditisme (mai 1959 – juin 1961)

*Nous nous concentrons maintenant sur la figure de Medardo Trejos Ladino, le jeune homme qu'on connaît comme Capitán Venganza, et qui n'est apparu jusqu'ici que très superficiellement, derrière une façade médiatique qui ne nous dit rien sur sa véritable identité. Nous abordons sa figure et son histoire familiale à travers les mémoires du major Álvaro Valencia Tovar, commandant du bataillon Ayacucho, qui conduit des patrouilles intensifs dans les zones rurales de Quinchía dans les semaines qui précèdent la visite des journalistes, afin de sécuriser la zone. Les impressions du major Valencia Tovar, qui rencontre Venganza et formalise un pacte de non-agression avec lui, nous donnent une image plus complète de la vie quotidienne dans les collines de Quinchía, l'état d'abjection et isolement dans lequel se trouvent une bonne partie de ses habitants, dont Medardo lui-même. La stratégie adoptée par le major Valencia à Quinchía témoigne d'une mise en place précoce de ce qu'on commence à appeler à l'époque « action civico-militaire », qui consiste à déraciner l'appui que la population prête aux bandits à travers une préoccupation plus importante pour le bien-être physique des habitants de la campagne. Nous aurons également l'occasion d'aborder la gestion de Zósimo Gómez Álvarez à la mairie de Quinchía, de même que le travail mené par une équipe de missionnaires de l'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME). La démarche de ces deux derniers acteurs révèle de profondes fractures à l'intérieur des partis traditionnels ; elle rend compte également de la rivalité qui existe entre les institutions religieuses de différentes dénominations.*

*Álvaro Valencia Tovar, commandant du bataillon Ayacucho*

Le lundi 4 mai 1959, le ministre des Travaux Publics, Virgilio Barco Vargas, envoie un télégramme aux principaux groupes d'intérêt de la ville de Pereira, pour les informer d'une décision récemment prise par la junta directrice de *Ferrocarriles Nacionales de Colombia*, entreprise délégataire du gouvernement en charge de la gestion des réseaux ferroviaires. La junta avait finalement décidé d'interrompre le service ferroviaire entre Pereira et Manizales, laissant la capitale départementale sans accès terrestre au port de Buenaventura, dans la côte Pacifique : une catastrophe pour l'économie *manizalita*,

excellente nouvelle pour la ville de Pereira<sup>1</sup>. En effet, la ligne de train constitue un obstacle au développement urbain de cette dernière puisqu'elle se croise avec au moins 56 rues du centre-ville. Les habitants de Pereira répondent joyeusement à l'annonce du ministre Barco ; beaucoup se portent volontaires pour aider à enlever les rails du train le plus rapidement possible. À Manizales, au contraire, les leaders civiques, Pedro Uribe Mejía en tête, déclarent la suspension de toutes les activités économiques et le blocage des points d'accès à la ville jusqu'à ce que le service soit rétabli<sup>2</sup>.

Le problème, comme l'expliquerait le ministre Barco devant le Sénat quelques jours plus tard, n'est pas nouveau. Une ordonnance départementale de 1939 prévoyait déjà l'enlèvement des rails ainsi que la construction d'une variante de la route afin de désengorger la ville de Pereira<sup>3</sup>. En 1954, la ville de Pereira avait signé un accord avec *Ferrocarriles Nacionales* afin de trouver une solution au problème, et entre 1958 et 1959, le gouvernement avait entamé des négociations avec la ville afin de donner suite à ces accords. La décision est en quelque sorte un moyen pour le gouvernement de récompenser la ville en vue de l'arrivée du centenaire de sa fondation, qui sera célébré en 1963<sup>4</sup>. La construction d'une variante, qui aurait été très peu coûteuse en 1939, représente en 1959 un coût de six millions et demi de pesos. En attendant que le parlement valide l'attribution de la rubrique budgétaire correspondant au projet, le gouvernement avait donc décidé d'interrompre temporairement le service de la ligne de train. En théorie, cette décision ne devrait pas constituer un empêchement au développement économique de Manizales, puisque les deux villes sont reliées par une route automobile en parfait état. Comme l'expliquerait à la presse Angel Ignacio Ortiz, administrateur général de *Ferrocarriles Nacionales*, la route qui relie Pereira à Manizales est complètement pavée, et elle ne fait que 45 kilomètres de distance, contrairement aux 78 kilomètres de la ligne de train, qui traverse des terrains en dénivelé (3% de pente en moyenne), ce qui limite considérablement la vitesse du train et la quantité de marchandise qu'il peut transporter<sup>5</sup>. Le gouvernement

---

<sup>1</sup> *El Tiempo*, 5 mai 1959, p. 6. *Se Inicia el Levantamiento de Rieles en las Calles de Pereira.*

<sup>2</sup> *El Tiempo*, 6 mai 1959, p. 1. *Paro en Manizales por Interrupción del Ferrocarril.*

<sup>3</sup> *El Tiempo*, 12 mai 1959, p. 10. *Convincente Exposición Hizo en el Senado el Ministro de Obras.*

<sup>4</sup> *El Tiempo*, 5 mai 1959, *op. cit.*

<sup>5</sup> *El Tiempo*, 7 mai 1959, p. 7. *El Presidente Invita a Estudiar el Problema.*

propose donc de mettre en place un système de camions pour transporter jusqu'à Manizales les marchandises transportées jusqu'à Pereira par le *Ferrocarril del Pacífico*<sup>6</sup>.

Afin de calmer la crise provoquée à Manizales par l'annonce du ministre Barco, le gouvernement envoie à la capitale de Caldas une commission composée par Rodrigo Llorente, ministre de Développement, Alfonso Saiz Montoya, ministre de Guerre, et Julio César Turbay Ayala, ministre des Affaires Étrangères. Ces hommes se réunissent dans le Palais de gouvernement avec les leaders de la grève, Pedro Uribe Mejía et le presbytère Adolfo Hoyos Ocampo, afin de mettre fin au blocage de la ville, qui durera jusqu'au 11 mai, sans que les *manizalitas* soient capables d'obtenir une réponse satisfaisante à leurs demandes. Dans ces mêmes jours, Álvaro Valencia Tovar vient d'être nommé commandant du bataillon Ayacucho, un des trois bataillons qui existent dans le département, dont le siège se trouve à Manizales. Ce militaire de 36 ans, qui avait intégré le bataillon colombien qui participa à la guerre de Corée, se voit obligé, pendant son premier jour en poste, de faire face à une manifestation populaire dans une ville qu'il ne connaît pas. Mis à part quelques incidents isolés, la grève se finira sans épisodes violents majeurs, ce qui constitue pour Valencia un premier triomphe sur son compte en tant que commandant, comme il l'explique dans ses mémoires, publiées en 2009 sous le titre *Mis adversarios guerrilleros*<sup>7</sup>.

« Une fois résolu le cas de la grève civique, je pouvais me retourner vers le problème, beaucoup plus complexe, de l'occident *caldense* »<sup>8</sup>. Effectivement, pendant les 13 jours qui séparent la fin de la grève civique de Manizales et la visite des journalistes à Quinchía, le 24 mai, la major Valencia Tovar mène une série de patrouilles dans les zones rurales de Quinchía qui conduisent à l'arrestation d'une douzaine d'individus soupçonnés d'appartenir aux bandes armées de cette municipalité. Parmi les personnes arrêtées se trouve Mario Mapura Restrepo, alias *Cabo Mapura*, un personnage que les sources orales décrivent comme ayant été un des relais formateurs de la guérilla de

---

<sup>6</sup> *El Tiempo*, 12 mai 1959, *op. cit.*

<sup>7</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *Mis adversarios guerrilleros*, Bogotá, Editorial Planeta, 2009, p. 21.

<sup>8</sup> *Ibid.*

Quinchía, lui aussi originaire de Tolima<sup>9</sup>. La nouvelle de ces arrestations est relayée dans la presse à plusieurs reprises dans les jours antérieurs à l'arrivée des journalistes au village. Pendant ces jours, le major rencontre personnellement Medardo Trejos Ladino, alias *Capitán Venganza*. C'est ainsi qu'il le décrit dans ses mémoires personnelles, que nous abordons par la suite.

Avant de passer à l'analyse du récit, il faut savoir que le texte de Valencia est inondé d'imprécisions en ce qui concerne les lieux, les dates et les noms de personnes. On décerne sans difficulté le ton moralisateur que le major essaie de donner à l'histoire, en se plaçant lui-même comme protagoniste des événements. Nous ne pouvons pourtant pas ignorer la version des faits du major Valencia car nous savons par d'autres sources qu'il a effectivement rencontré Medardo Trejos, et qu'il a scellé une espèce de pacte de non-agression avec le bandit. Comme le dirait un autre chercheur, « le caractère subjectif du récit ne dénature pas le cadre collectif auquel il se réfère, bien que la narration soit sans doute mince comparée à l'action décrite »<sup>10</sup>. Nous essaierons, lorsque les sources le permettent, de signaler certains moments où le récit du major s'éloigne complètement de la réalité ; pour certains épisodes, comme le raid qu'il conduit dans le domaine de la famille Trejos ou la rencontre avec Medardo Trejos, nous ne comptons qu'avec sa propre version des faits.

Suite à la campagne psychologique en cours, deux informateurs, dépouillés de leurs propriétés dans la zone rurale de Quinchía, se sont portés volontaires pour servir de guides afin d'arriver à la demeure de *Venganza*. L'opération a été réalisée un samedi dans la nuit ; je l'ai dirigée personnellement. Avec des troupes ramenées de Manizales, puisque la garnison de Quinchía était espionnée et l'alarme de tout déplacement à l'extérieur de la zone urbaine se répandait partout dans la municipalité, nous avons parcouru les champs, contournant les demeures et les personnes dont la curiosité risquait de mettre en péril l'opération.

---

<sup>9</sup> *El Siglo*, 23 mai 1959, p. 11. *Paz en Quinchía*.

<sup>10</sup> DARNTON Robert, « Une révolte d'ouvriers : le grand massacre des chats de la rue Saint-Séverin » in *Le grand massacre des chats : attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Robert Laffont, 1984, p. 115.

Avant l'aube, la demeure avait été encerclée afin de prévenir la fuite de l'homme qui avait mis la région sur le pied de guerre. Avec les premières étincelles de lumière, au moment où les demeurants commençaient les premières activités de la journée, j'ai intimé le *jalto!*, à vive voix, au nom de l'armée et de la loi. J'ai avancée vers le patio, rassurant ceux qui étaient sortis de la demeure et qui apparaissaient, paralysés de la terreur. J'ai donné l'ordre de faire sortir de la demeure tous les occupants, hommes et femmes, mais le personnage recherché n'est jamais apparu. C'est seulement à ce moment-là qu'une fraction de la patrouille s'est rendue présente.

Une sœur de *Venganza*, quoique craintive, a accepté de répondre à mes questions. Medardo avait été chez lui jusqu'à minuit passée, mais comme il était habituel dans sa personne, il avait quitté la maison afin de prévenir une embuscade. Je me suis adressé à la famille avec du respect, amicalement. Je n'avais rien à craindre. En tant que commandant des troupes, je ne souhaitais que le retour de la tranquillité et de la paix. Tous, y compris Medardo Trejos, chef de famille, seraient protégés dans la mesure où ils collaboreraient avec cet objectif et lui, il ne serait pas harcelé, à condition qu'il accepte de dialoguer avec moi pour convenir la manière de régulariser sa situation devant la loi, assurant sa liberté.

Neuf personnes composaient le noyau familial. Deux femmes d'âge indéfinissable, deux jeunes filles, trois garçons proches de l'âge militaire et deux enfants. Je les ai tous salué amicalement. Quelques bonbons que j'apportais avec moi pendant mes promenades rurales m'ont gagné les sourires de remerciement des petits. La sœur de Medardo m'a convié à rentrer, timidement, me proposant de 'préparer un petit déjeuner'. Merci beaucoup mais je ne voulais pas déranger, seulement dialoguer pendant un moment. J'ai donc discuté avec elle et avec une autre jeune fille, qui s'est révélée être la femme de Medardo.

Un autel de bougies allumées présentait la plus invraisemblable combinaison d'icônes religieux, têtes de serpents, défenses de tigre, photographies décolorées d'hommes et de jeunes femmes transpercées par des aiguilles au niveau du cœur, des prières pour captiver des amours sans fortune. Sur des cahiers gribouillés avec une calligraphie basique, il y avait des jugements sur des conflits entre voisins, amendes, ordres de paiement pour dommages et intérêts occasionnés par des animaux domestiques dans des domaines voisins. Dans les prières on invoquait, indistinctement ou conjointement, des saints, démons, êtres mythiques

de la théogonie indigène en superposition de croyances, ancêtres lointains et sorcellerie. Tout cela expliquait en bonne partie l'histoire de Quinchía et sa violence primitive<sup>11</sup>.

Valencia aperçoit ensuite, dans une des chambres, un enfant gravement malade, qu'il insiste pour prendre avec lui afin qu'il se fasse examiner par un médecin. Il fait enseller un cheval pour transporter la femme de Medardo avec sa créature (ce qui donne à comprendre qu'il s'agirait d'un enfant de Medardo). Ils sont accompagnés par un jeune homme qui se déplace à pied, Eliécer : un garçon de 16 ans qui depuis l'âge de 12 ans s'était « lancé dans la forêt ». Arrivés au centre-ville, ils se retrouvent face au village en pleine activité économique, un dimanche de marché comme un autre. Selon notre narrateur, à ce moment-là, le ragot sur les exploits du major a déjà fait le tour de la place, laissant l'endroit « dans un silence qui mit en pause les transactions en cours ». Après s'être assuré que l'enfant a bien reçu les soins d'un médecin, et que sa mère a pu se procurer les drogues prescrites, le major laisse la femme de Medardo partir avec son fils. Suite à cette rencontre, il dit avoir pris un pas décisif pour arriver à son prochain objectif : s'entretenir avec Medardo Trejos lui-même<sup>12</sup>.

La tant attendue rencontre a lieu quelques semaines plus tard – quelques jours plus tard, serait-on tentés de dire, compte tenu de l'espace de temps assez réduit qui sépare la fin de la grève à Manizales, le 11 mai, et la visite des journalistes, le 24 mai. Elle a lieu en tout cas dans une école rurale, que le major n'identifie pas mais qui pourrait très bien s'agir de l'école de San José, un endroit où, on se souviendra, le conseiller municipal Clemente Taborda avait l'habitude de se réunir avec *Venganza* avant l'escarmouche du 21 février 1959 avec l'armée<sup>13</sup>. Le major dit se rendre sur place sans troupes, accompagné du maire du village et d'un autre lieutenant. Il décrit une cérémonie dans une salle de cours où il rencontre les chefs des collines pour connaître les besoins de l'endroit et réaffirmer l'engagement de l'armée à garantir la sécurité dans les champs sans distinctions politiques. « Sur le pallier de la porte j'ai perçu la figure d'Eliecer. Je suis allé à sa rencontre.

---

<sup>11</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, pp. 22-24.

<sup>12</sup> *Idem*, p. 25.

<sup>13</sup> Sergent second Marco A. Triana García, commandant de la patrouille, au Lieutenant commandant du groupe à Riosucio. *Informe sobre ataque a una patrulla*. Quinchía, 22 février 1959. AMQ.

*Venganza* était dans les contours, prêt à dialoguer pourvu qu'on aille dans une salle à part, puisqu'il ne faisait confiance à personne ».

Medardo Trejos, le redoutable ou vénérable chef, défenseur héroïque pour quelques uns, bandit détesté et assassin pour d'autres, n'avait pas une apparence qui corresponde à sa réputation. Des traits indigènes sur un visage agréable, mince, décharné, un mètre soixante-dix de hauteur, âge indéchiffrable que j'aurais estimé à plus de 30 ans – en réalité 27<sup>14</sup> – denture remplie de caries. Protégé par sa *ruana*, sous un chapeau enfoncé jusqu'aux sourcils, lunettes de soleil, il aurait passé plus pour un malade émacié que pour un combattant aguerri.

Nous avons parlé pendant deux heures. Il s'exprimait couramment, avec une aisance incroyable malgré ses hésitations initiales. Il a accepté un café, qu'il n'a pas touché jusqu'à ce que je ne boive le mien. Sa méfiance était évidente<sup>15</sup>.

Medardo livre ensuite à Valencia le récit de sa vie. Selon le major, « son récit, bien cohérent et bien tissé, pourrait très bien être celui de la Colombie paysanne, poussée à la violence par des circonstances insurmontables, avec une autorité villageoise complètement sectaire et une police recrutée par des maires et *gamonales*, arbitraire et abusive ». La chronologie qu'il lui donne des principaux événements de sa vie nous semble caricaturale, théâtralisée par la plume de Valencia. Elle est toutefois tissée et réorganisée, on le verra, à partir d'événements réels.

- ¿Et l'armée ? – lui demande Valencia.
- Au début, elle nous défendait. On lui faisait confiance. Après ils l'ont mise du côté de la police *goda*<sup>16</sup>, et là, c'était l'horreur. Il y a eu un lieutenant qui nous prenait pour des ennemis du Gouvernement. Il nous a poursuivi comme si on était des bandits. On m'a emprisonné. J'ai été en prison plusieurs mois. Ils m'ont tabassé et humilié. Je recevais des fouets avec la face plate de la machette sur les plantes des pieds. Ils voulaient que je dénonce les chefs des bandes. Il n'y avait pas de tels chefs. Que voulaient-ils que je leur

<sup>14</sup> Medardo Trejos est mort à l'âge de 23 ans ; en 1959, il a 21 ans.

<sup>15</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, pp. 26-27.

<sup>16</sup> Conservatrice.

dise ? Ils m'ont envoyé à la prison de la ville. Sur la route, je me suis enfui. J'ai rejoint une guérilla armée avec ce qu'on avait en main. On a fait une embuscade d'une bande de policiers *chulavitas*<sup>17</sup> et on leur a volé leurs fusils. D'autres se sont joints. On m'a élu chef de guérilla parce que j'étais soi-disant bon pour la lutte. C'est alors qu'est venu *Pedro Brincos* pour commander toute la guérilla. On était plus de cent. Les gens de Mistrató ont voulu nous attaquer avec la police. On nous a prévenu. On a préparé une embuscade au niveau du ruisseau d'Opirama. La bataille a été forte. Au final ils sont partis en courant. Comme ça nous avons obtenu vingt fusils. *Pedro Brincos* m'a nommé son successeur et quand ils l'ont assassiné j'ai pris les rênes de l'organisation. Les gens ont commencé à avoir peur de nous. Ils ont mis un prix à ma tête, mais le peuple me protégeait et personne ne m'a dénoncé. On m'a nommé *Venganza* puisque j'envoyais fusiller les mauvais gens, ceux qui avaient assassiné des paysans ou volé des terres<sup>18</sup>.

Cette version de la vie de Medardo Trejos que propose le major Valencia Tovar dans ses mémoires, ne correspond pas exactement à la trame que nous avons reconstruite à partir de l'ensemble de sources dans nos mains. Concrètement, nous n'avons aucune évidence d'un supposé séjour de Medardo en prison. Un des arguments qui est justement martelé dans la presse à l'époque c'est le fait que *Venganza* ne peut pas être arrêté puisqu'il n'y a aucune preuve contre lui. Ensuite, le récit de Valencia situe le séjour de *Pedro Brincos* à Quinchía après l'arrivée de Medardo, une fois que ce dernier est déjà chef de guérillas. Si cela s'avérait correct, Medardo aurait eu un contact direct avec Roberto González Prieto ; il s'agit un point de l'enquête qui mérite d'être approfondi. Pourtant, nous savons que *Pedro Brincos* ne sera assassiné qu'en 1963, deux ans après la mort de *Venganza*, ce qui montre à quel point le major Valencia rajoute ou modifie certains détails dans le récit sans les corroborer avec de sources autres que son propre souvenir.

Valencia dit ensuite avoir scellé un pacte avec *Venganza*, ce qui est effectivement confirmé par une autre source que nous citerons plus tard.

---

<sup>17</sup> Terme familier utilisé pour désigner les membres de la police sectaire au début des années 1950. Le terme provient du nom d'une colline du village de Boavita, à Boyacá.

<sup>18</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 27.



Medardo Trejos m'aiderait à pacifier la région et à avancer les travaux de réparation des chemins, l'entretien d'écoles rurales, reconstruction de maisons paysannes incendiées et recrutement de guérilleros désarmés pour la route de réhabilitation entamée par le gouvernement national pour absorber de la main d'œuvre de guérilleros démobilisés<sup>19</sup>.

Vers la fin de son récit, le major Valencia donne certains détails sur sa participation à l'organisation de la visite des journalistes du 24 mai. Il explique avoir eu l'idée, qu'il a ensuite proposée au gouverneur Gilberto Arango Londoño. Nous ne pouvons pas confirmer si cela est vrai mais c'est quand même probable vu le rôle assez important que joue Valencia pendant la journée du 24 : il est présent pour accueillir les journalistes à leur arrivée à l'aéroport de Supía, et il est ensuite le premier à prendre le microphone pour s'adresser à la foule depuis le balcon du club social, à Quinchía. Tout le déroulé de l'événement témoigne d'une mise en scène que Valencia a sûrement aidé à mettre en place. La narration prend ensuite une certaine liberté par rapport aux faits lorsqu'on apprend que « Medardo a respecté son engagement. Moi le mien. Personne ne l'a dérangé, les troupes de présence et de reconnaissance ne se sont pas approchées de sa maison ». Le major Valencia paraît oublier que la guérilla de *Capitán Venganza* restera active dans la région pendant encore deux ans, jusqu'au mois de juin 1961. Pourtant, malgré toutes ces inexactitudes que nous avons pu repérer, le récit d'Álvaro Valencia Tovar nous livre des éléments qui permettent de s'approcher de la figure de Medardo Trejos, qui n'était apparue jusqu'ici que très superficiellement. Prenons un moment pour parcourir d'autres sources, qui permettront de dresser un tableau plus complet de lui comme personne, et de la structure armée qu'il dirige.

### *Medardo Trejos Ladino, alias Capitán Venganza*

Nous ne connaissons pas la date de naissance de Medardo Trejos mais, sachant qu'il meurt le 5 juin 1961 à l'âge de 23 ans, comme l'atteste son acte de décès, nous pouvons estimer que sa naissance a lieu entre le 5 juin 1938 et le 5 juin 1939. Il grandit au sein d'une

---

<sup>19</sup> *Idem*, p. 28.

famille conformée par Jesús María Trejos<sup>20</sup>, un petit propriétaire, et Laura Rosa Ladino. Nous avons très peu de détails sur Jesús Trejos, le père de Medardo, à part le fait que, d'après les données recueillies par le chercheur Álvaro Acebedo Tarazona, il s'agit d'un ancien combattant de la guerre des Mille Jours<sup>21</sup>. Jesús a probablement appris à ses enfants à manier des armes à feu, ne serait-ce que pour les utiliser comme outils de chasse. Nous n'avons pas non plus beaucoup d'informations sur Laura Ladino, la mère de Medardo, mais nous savons qu'elle a survécu son fils, et qu'elle a été interviewée au sujet de l'histoire de sa famille, sans que nous ayons eu accès à cette interview.

Medardo quitte le foyer familial très tôt – à l'âge de 7 ans selon Acebedo Tarazona, donc en 1945. « Quelques personnes du village disent qu'à cette époque il a séjourné dans le département de Tolima. Sa mère, au contraire, dit que le jeune est resté dans les alentours de Quinchía »<sup>22</sup>. Au cas où il se serait effectivement rendu dans le département de Tolima, la question se pose de savoir s'il a fait la connaissance d'un des guérilleros qui se déplaceront par la suite à Quinchía en 1957 – *Pedro Brincos*, Libardo Mora Toro, Mario Restrepo. Autant les détails de son séjour à l'extérieur de son village natal nous résultent inconnus, autant il est difficile de savoir ce qui motive son retour. Concrètement, nous ne savons pas à quel moment Medardo a l'idée de former ou de rejoindre une guérilla. Il est possible qu'à l'origine, sa démarche fasse partie d'une vengeance suite à la mort d'un membre de sa famille, ce qui donnerait du sens au surnom qui lui est attribué par la suite. Si nous revenons un instant à l'épisode du raid que le major Valencia conduit dans le domaine d'El Poleal, nous nous souviendrons que, même si Valencia ne rencontre pas Medardo ce jour-là, il se réfère à lui comme « chef de famille », ce qui laisse comprendre qu'il n'y a aucun homme adulte présent à la maison lors de l'inspection du site. Nous savons pourtant que Medardo a au moins deux frères, plus jeunes que lui, qui rejoignent aussi la guérilla, ce qui donne du sens à l'hypothèse du groupe armé comme une entreprise familiale à la base. José Noa Trejos, un an plus jeune que Medardo, est connu comme alias *Matallana*. Arquimedes Trejos Ladino, qui retrouvera la mort en 1962 à l'âge de 19 ans, en fait aussi

---

<sup>20</sup> José de Jesús Trejos, selon une autre source.

<sup>21</sup> ACEBEDO TARRAZONA Álvaro, « El símbolo de un Robin Hood vengador en el occidente de Colombia », *Estudios Humanísticos. Historia*, No. 3, 2004, p. 57.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 58.

partie. Ce dernier est connu par un alias assez particulier : *El Huérfano* (l'orphelin). On peut donc se demander si la participation des frères Trejos à l'organisation et au fonctionnement d'une guérilla rurale n'est-elle pas liée à une vengeance suite à l'assassinat de Jesús Trejos pendant la première phase de la Violence. La question ne pourra être éclaircie que par des recherches ultérieures. Si cette hypothèse s'avérait correcte, elle n'expliquerait la formation de la guérilla que partiellement : comme on se souviendra, la bande compte avec plusieurs fronts qui fonctionnent de manière indépendante jusqu'à un certain point, et dont les leaders ont des origines différentes.

Nous avons des indices qui montrent que, contrairement à d'autres personnes de son milieu social, Medardo Trejos est capable de lire et écrire. Ceci est confirmé par au moins deux témoins de l'époque que nous avons pu interviewer. Un article de *La Patria*, publié au 16 juillet 1959, fait état d'une confiscation d'un arsenal de guerre récemment effectuée par l'armée dans le site d'El Poleal :

Sans doute, le plus grand exploit réalisé au cours de cette opération a été la découverte d'une grande quantité de correspondance du chef des bandits '*Venganza*' dirigée à ses copains dans les différents postes d'attaque qu'il a établis dans les zones de Quinchía et à d'autres individus qui peuvent être qualifiés comme 'gros poissons'<sup>23</sup>.

La capacité de Medardo à faire usage des outils de la pensée écrite peut aider à comprendre sa rapide évolution au sein de la hiérarchie de la bande ; elle peut aussi permettre de saisir la transition de la bande de l'état de simple groupe armée à une structure hiérarchisée qui tranche des différends et émet des récépissés de paiement, s'assimilant vaguement à une bureaucratie. Le major Valencia nous donne un aperçu rapide de cet aspect lors de sa visite au site d'El Poleal : « Sur des cahiers gribouillés avec une calligraphie basique, il y avait des jugements sur des conflits entre voisins, amendes, ordres de paiement pour dommages et intérêts occasionnés par des animaux domestiques dans des domaines voisins »<sup>24</sup>. À cette donnée se rajoute une impression généralisée, dans les

<sup>23</sup> *La Patria*, 16 juillet 1959, p. 3. *El Ejército Decomisa Arsenal de 'Venganza' ; Poco a Poco es Aniquilada su Cuadrilla.*

<sup>24</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 24.

sources, de Medardo comme une personne très agile et intelligente, capable de prévoir à l'avance les mouvements de l'armée. On parle parfois de lui comme un non-être, quelqu'un qui se rendrait présent à travers son absence. Interviewé par Germán Pinzón, de la revue *Semana*, au cours de la visite du 24 mai, le père Tamayo, coadjuteur de la paroisse de Quinchía, délivre le témoignage suivant :

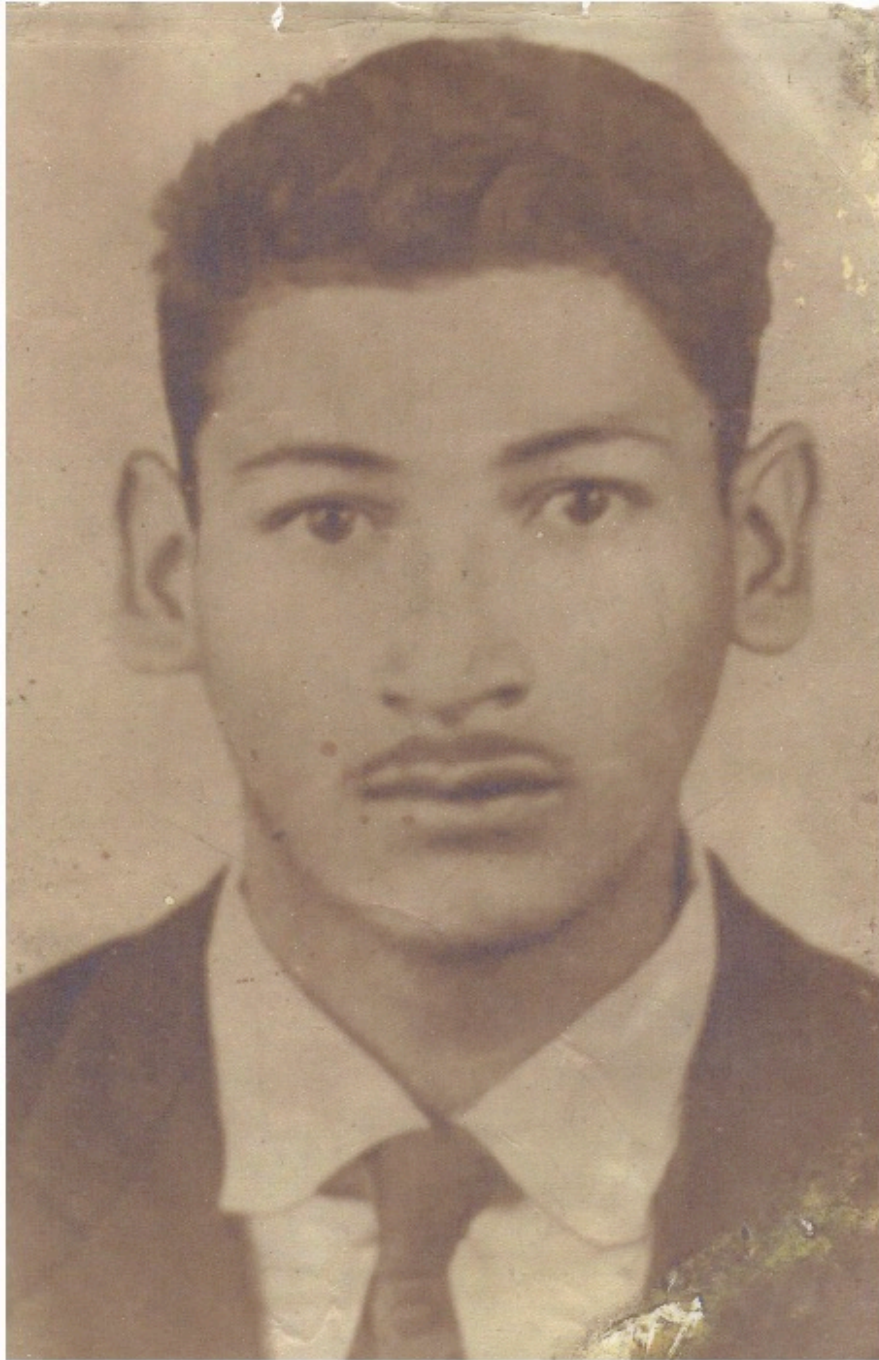
Très certainement, 'Venganza' est ici, dans toute cette foule. 'Venganza' est un paysan de plus, indigène comme n'importe quel autre de ceux qui nous observent en ce moment. 'Venganza' est égal à tous. Rien ne le distingue, et c'est pour cette raison, puisque 'Venganza' est comme un frère jumeau de n'importe quel indigène de Quinchía, et c'est pour cela que personne ne connaît 'Venganza', ni personne ne l'a jamais vu<sup>25</sup>.

Même le major Valencia, qui semble tellement sur de lui-même lorsqu'il décrit ses actions dans ses mémoires, tombe dans le piège. Dans le même article de *Semana*, il livre à Germán Pinzón une autre version du raid d'El Poleal auquel nous avons déjà fait référence. Il décrit son étonnement lorsqu'il se rend compte que la supposée forteresse de *Venganza* n'est rien de plus qu'une simple maison paysanne, et que le fameux personnage ne se trouve nulle part. Il déclare ensuite que *Venganza* « est immatériel, c'est un gaz, un homme de fumée qui s'évanouit dès qu'on essaie de le toucher. Il s'évapore et se faufile dans les recoins de la forêt »<sup>26</sup>.

---

<sup>25</sup> *Semana*, 2 juin 1959, p. 14. 'Venganza' Invisible.

<sup>26</sup> *Ibid.*



26. Medardo Trejos Ladino

Medardo Trejos est également un consommateur régulier de marihuana. Ceci est confirmé par plusieurs témoins de l'époque, de même que par Germán Guzmán qui, dans une sous-partie de son livre consacrée aux « maladies, curations et stupéfiants », affirme que « la marihuana qu'on peut facilement trouver dans ces contours, a servi de stimulant à

Quinchía aux bandits du capitaine ‘*Venganza*’, qui était *marihuanero* »<sup>27</sup>. Dans un article de *La Patria* que nous avons déjà cité, on fait état de la découverte d’une grande quantité de correspondance entre *Venganza* et ses différents chefs de poste. L’article contient une liste de tout l’armement qui a été également confisqué lors de cette opération. Vers la fin de la liste, on trouve un dernier élément : « des paquets de marihuana, avec lesquels étaient apparemment dopés les intégrants des bandes de bandits de *Venganza* pour accomplir leurs méfaits, ce qui est démontré par la brutalité avec laquelle ces sans-cœur mènent leurs assauts contre les paysans inermes »<sup>28</sup>.

D’autres sources nous informent sur la consommation de marihuana dans la région de manière générale. On se souviendra d’un passage de l’interview publié par *La Patria* avec Graciela Quintero, où elle raconte qu’Hector García l’avait conviée une fois à fumer une cigarette de marihuana, qui l’a laissée dans un état de « gentillese »<sup>29</sup>. Une année plus tard, dans une colonne éditoriale publiée sur les pages d’*El Espectador* à la suite de la visite des journalistes du 24 mai, l’auteur explique :

Nous avons eu l’occasion de savoir, par exemple, que dans l’occident de Caldas il y a des plantations extensives de marihuana et que le commerce de cette herbe maudite a cessé d’être clandestin pour se transformer en une atroce habitude rurale, très difficile de combattre<sup>30</sup>.

Ce dernier extrait est cohérent avec les conclusions d’Eduardo Saenz Rovner, qui a étudié l’histoire des usages du cannabis en Colombie. Selon cet auteur, il y a des rapports sur la culture et la consommation de marihuana en Colombie depuis au moins 1925. Dans les années 1940, la consommation et le commerce sont déjà répandus, surtout dans la côte Atlantique, mais aussi dans le département de Caldas. Comme on vient de le voir, les commentateurs de l’époque établissent un lien très serré entre la criminalité et la

---

<sup>27</sup> GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá : septembre 1962 [juin 1962], p. 224.

<sup>28</sup> *La Patria*, 16 juillet 1959, *op. cit.*

<sup>29</sup> *La Patria*, 16 mai 1958. p. 3. *Cómo Operan los Grupos Violentos de la Región Occidental de Caldas*.

<sup>30</sup> *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 4. *La Explotación de la Violencia*.

consommation de cette substance. C'est ainsi que le gouvernement départemental de Caldas, une des zones les plus affectées par la recrudescence de la violence entre 1958 et 1962, entreprendra au début de l'année 1961 une « campagne contre la marihuana ». Rovner cite un argument qui se trouve dans un communiqué du gouvernement départemental au moment du lancement de cette campagne, établissant que « le trafic et la culture de marihuana constitue une des origines des perturbations à l'Ordre Public qui affectent le département », et proposant des primes de jusqu'à 500 pesos à ceux qui dénonceraient l'existence de telles cultures<sup>31</sup>.

Ce détail sur la vie de Medardo Trejos comporte une réelle importance pour notre caractérisation de lui en tant que bandit. Eric Hobsbawm, un des premiers auteurs à avoir abordé le thème du banditisme depuis une perspective académique, établit une distinction très nette entre le banditisme social et le banditisme dont les motivations sont principalement économiques. Autrement dit, il établit une différence entre le voleur noble, type Robin de Bois, qui est respecté par le peuple, et le simple criminel qui cherche à s'approprier du butin<sup>32</sup>. D'autres chercheurs viendront compléter ce tableau en expliquant que le banditisme peut avoir des composantes politiques, ce qui est le cas de la plupart des bandits colombiens pendant la Violence, vu leur participation à une lutte partisane qui recouvre plusieurs régions du territoire national<sup>33</sup>. Dans le cas de Medardo Trejos, l'aspect politique est présent tout au long de son existence ; nous ne pouvons pas comprendre son histoire sans passer par l'histoire de la violence partisane de l'époque. Mais son cas nous apprend aussi qu'une même personne peut incarner à la fois le voleur noble et le simple criminel ; l'un peut devenir l'autre, et inversement. Les témoins interrogés coïncident à affirmer qu'il y a eu « bon *Venganza* », puis un « mauvais *Venganza* » : pendant un certain moment, sa démarche répond à un besoin réel de sortir à la défense d'un groupe politique

---

<sup>31</sup> SÁENZ ROVNER Eduardo, « La 'Prehistoria' de la marihuana en Colombia: consumo y cultivos entre los años 30 y 60 », *Cuadernos de Economía*, 47, 2007, p. 216.

<sup>32</sup> HOBSBAWM Eric, *Les bandits*, Paris, Éditions Zones, 2008, Chapitre 2 : Qu'est-ce que le banditisme social ? Adresse URL [http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=79](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=79) (Site consulté le 9 février 2017). « Quant à nous, nous n'étudierons dans ce livre que certaines catégories de brigands, à savoir ceux qui ne sont pas considérés par l'opinion publique comme de simples criminels ».

<sup>33</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *Bandoleros, gamonales y campesinos*, Bogotá, Distribuidora y Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S.A., 2006, p. 53.

persécuté, mais éventuellement sa figure de protecteur devient un fardeau pour la population concernée. Curieusement, certains affirment que la transition se situe au moment même où Medardo commence à consommer de la marihuana de façon récurrente :

Et puis, malheureusement, malheureusement *Venganza* et ses camarades se sont corrompus. Il s'est consacré à la drogue, et ça l'a impulsé à la mort. Et puis eux, les guérilleros qui étaient avec lui, ont commencé à faire du mal aux gens, et ils l'ont laissé tout seul lui aussi. Et lui il s'est juste consacré à la drogue, à la marihuana... et il était défoncé quand ils l'ont tué. Ils l'ont tué vers Miracamos<sup>34</sup>.

Cet assemblage chronologique a de fortes chances de n'être qu'un artifice, une reconstruction rétrospective de la mémoire en quête d'un sens à donner à l'événement passé. Il est pourtant nécessaire de le prendre en compte car il peut nous informer de la manière dont le public se construit sa propre image de ce que constitue un bandit.

Enfin, et cette information vient en compliment de celle que nous venons de citer, Medardo souffre, pendant un certain moment de sa vie, d'une maladie pulmonaire, probablement d'une tuberculose. Son faible état de santé est remarqué par plusieurs témoins, dont le major Valencia, qui considère que Medardo serait passé plus pour un malade émacié que pour un combattant aguerrri<sup>35</sup>. Sa condition atteindra selon certains un niveau critique, et c'est peut-être la raison d'un supposé départ de Medardo à l'extérieur de Quinchía pendant un certain temps. Nous aurons l'occasion de revenir plus tard sur l'état de santé de Medardo Trejos, et sur ce que cela implique pour lui et pour son rôle au sein de la guérilla.

### *La guérilla de Capitán Venganza*

Medardo Trejos commande une guérilla rurale au village de Quinchía, Caldas, ce qui le distingue rapidement comme « capitaine ». Cette guérilla est, comme on le sait,

<sup>34</sup> Efraín Pineda, entretien avec l'auteur le 13 juillet 2015.

<sup>35</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 27.



divisée en plusieurs fronts, qui fonctionnent de manière plus ou moins coordonnée. Le 13 juillet 1959, *La Patria* publie un témoignage d'un individu qui dit avoir fait partie de la guérilla de *Venganza*, puis l'avoir quittée. Il livre au journal un récit de ses expériences au sein de la guérilla, dont certains éléments peuvent être utiles pour notre analyse :

J'ai pu observer que tous les postes militaires étaient intégrés par de nombreux hommes armés portant des habits militaires. Parmi ces postes je me souviens de celui de Moreta, le plus puissant, Cañaveral, Poleal, La Cumbre, Buenavista, El Cedral et Murrupal, où ils gardent la plupart de l'armement, fabriquent des bombes et confectionnent les uniformes<sup>36</sup>.

Ce témoignage nous donne une idée de la dispersion spatiale des moyens humains sous le contrôle de *Venganza*. Il nous fait également comprendre qu'il existe une certaine division du travail au sein de la structure de la bande – tous les intégrants ne sont effectivement pas de combattants. « À Murrupal, j'ai eu l'opportunité de rencontrer plusieurs tailleurs, parmi eux 'Serrucho', qui sont chargés par *Venganza* de confectionner les uniformes militaires que nous devons porter lors de nos déplacements dans les différents domaines de Quinchía... Il a même un type dans la bande qui construit et répare des armes »<sup>37</sup>. Un autre article du même journal, publié quelques jours plus tard, rend compte de la capture de Rubén Cárdenas Moreno, qui était en charge de transporter les guérilleros d'une rive à l'autre du Cauca en pirogue<sup>38</sup>. Nous sommes de toute évidence face à une structure assez complexe et différenciée sur le plan interne. Il ne reste qu'à établir combien de personnes, au total, font partie de la guérilla de *Venganza*. Différentes sources de presse de l'époque font des estimations qui oscillent entre les 300 et les 800 hommes<sup>39</sup>, alors que certains chercheurs qui ont consacré une partie de leurs travaux à la guérilla de *Capitán Venganza* estiment que le chiffre oscille entre 1 000 et 2 000<sup>40</sup>. Les sources

<sup>36</sup> *La Patria*, 13 juillet 1959, p. 9. *El Capitán 'Venganza' se ha Constituido en el Mayor Problema del Occidente de Caldas.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> *La Patria*, 16 juillet 1959, *op. cit.*

<sup>39</sup> *El País*, 7 avril 1958, p. 9. 'Pedro Brincos' Continúa Detenido en la 'Casa Blanca' de Manizales ; *La Patria*, 27 mai 1959, p. 7. *Claudio Rojas fue Postulado por el Capitán 'Venganza' Para la Alcaldía de Quinchía.*

<sup>40</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *op. cit.*, p. 263; ARCHIPIZ ARCHIPIZ Gilberto, CALVO BECERRA José Albeiro, MEDINA DE A. María Gladys, PÉREZ VALENCIA Elsaín de Jesús, PALACIO POLANCO Camilo, QUINTERO CASTAÑO Jairo de Jesús, RIVERA PÉREZ

consultées lors de notre enquête réévaluent nos calculs vers un nombre beaucoup plus bas, entre 100 et 250. Bartolo Largo Gaspar, ex-combattant de la guérilla de *Venganza*, explique lors d'un entretien télévisé que les combattants pouvaient être amenés à réaliser des réunions de plus de 50 personnes<sup>41</sup>. Il faut pourtant qu'on comprenne que nous ne sommes pas face à de combattants professionnels : la plupart des hommes qui collaborent avec *Venganza* exercent une activité agricole parallèlement à leur engagement avec la guérilla. Une bonne partie d'entre eux peuvent être mobilisés pour une mission précise à un moment donné, et ne plus jamais participer aux activités subversives par la suite. Lorsqu'ils partent en mission, ils récupèrent leurs armes auprès des cachettes choisies par les chefs de bande ; ils peuvent également s'en défaire rapidement si besoin, et revenir les récupérer ultérieurement. Les déplacements s'effectuent en groupes de cinq au grand maximum, comme l'explique Largo Gaspar<sup>42</sup>. Cette manière de procéder leur permet d'éviter le contact direct avec les forces armées, qui manient un arsenal de guerre beaucoup plus sophistiqué. L'activité de banditisme de ces hommes possède donc un caractère éphémère et ponctuel, ce qui rend très difficile leur capture par les autorités : la plupart du temps, ils peuvent passer par de simples travailleurs des champs.

Autrement dit, la question de la quantité d'hommes est mal posée, puisque, même s'il existe un noyau dur de collaborateurs, nous sommes face à une structure dont les contours sont flous, les membres de la guérilla se confondant facilement avec la population civile. Cette nuance est d'autant plus importante qu'elle va définir la manière dont nous caractérisons ce groupe armé en tant qu'entité parallèle à l'État. On se souviendra des dénonciations faites par le sénateur Hernando Sorzano González concernant l'existence d'une supposée « République de Quinchía »<sup>43</sup>. Cette caractérisation est loin de correspondre à la réalité – même si la guérilla de *Capitán Venganza* acquiert les traits d'une timide bureaucratie, ses ancrages sont faibles et éphémères : elle est rapidement démontée à partir du moment où l'armée commence à assurer une présence plus permanente dans les

---

DE R. María Amparo, *La Violencia política en Quinchía : Caso Capitán Venganza*, Sciences sociales, Université Technologique de Pereira, Faculté d'Éducation, juin 1985. p. 75.

<sup>41</sup> Producciones Quinchía Televisión, *Memorias de Quinchía : Vistazo al pasado 'Flecha Roja'*.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Annales du Congrès, *Palabras del honorable senador Sorzano. Sesión del día 12 de mayo de 1959*, p. 1603.

champs. Ensuite, la guérilla de *Venganza* n'est pas le seul groupe armé présent sur le territoire *quinchieño* : une multiplicité de groupes armés est présente dans les zones rurales du village et aux alentours, une situation qui va se manifester de façon plus claire à partir des élections législatives de mars 1960, comme nous le verrons par la suite. Dans ce type de scénario, où plusieurs acteurs armés voient leur importance s'accroître ou diminuer successivement au cours d'une courte période de temps, on peut dire que la souveraineté est fragmentée ou en dispute, tiraillée par de groupes distincts.

Le politologue Stathis Kalyvas, qui a mené une enquête comparative de vastes proportions sur plusieurs guerres civiles et conflits armés dans l'histoire récente, nous propose une typologie qui peut être utile pour caractériser le cas qui nous concerne. Ce chercheur distingue cinq espaces géographiques en fonction de l'équilibre de pouvoir entre les insurgés et les autorités. Il y a tout d'abord un premier espace où les gouvernants exercent pleinement leur souveraineté ; un deuxième où ils ne peuvent assurer le contrôle que dans certaines zones ; un troisième espace intermédiaire qu'il dénomme justement « zone en conflit » ; un quatrième espace où les rebelles exercent un contrôle limité à certains endroits ; et un cinquième où les rebelles détiennent le pouvoir absolu dans la zone<sup>44</sup>. Nous considérons que la zone de Quinchía se trouve dans le troisième espace de la typologie, où la souveraineté n'est ni d'un côté ni de l'autre – un équilibre de pouvoir que les acteurs en question, si l'on se tient au rapport entre les forces armées et les bandits, officialisent par un pacte verbal de non-agression, comme l'explique le major Valencia dans son livre, et comme l'explique Claudio Rojas, membre de la bande de *Venganza*, aux journalistes qui se rendent à Quinchía le 24 mai 1959 : « Le traité de paix est scellé . L'armée peut opérer dans le territoire de Quinchía quand elle le souhaite »<sup>45</sup>.

Kalyvas décrit ces espaces intermédiaires, ou zones en dispute, comme des endroits où « le gouvernement gouverne le jour et les insurgés gouvernent dans la nuit »<sup>46</sup>. Cette dernière observation correspond au constat effectué à partir de différentes sources

---

<sup>44</sup> KALYVAS Stathis, « La violencia en medio de la guerra civil : esbozo de una teoría », *Análisis Político*, No. 42, janvier-avril 2001, pp. 19-20.

<sup>45</sup> *La Patria*, 27 mai 1959, *op. cit.*

<sup>46</sup> KALYVAS Stathis, *op. cit.*, p. 20.

consultées, orales et écrites. Les opérations menées par la guérilla de *Capitán Venganza* – la perquisition d'un lieu, souvent pour menacer un propriétaire, ou bien pour donner suite à un premier avertissement – se déroulent dans la nuit, lorsque les autorités sont moins présentes, compte tenu de l'absence d'un système d'éclairage public à l'extérieur du centre-ville. Les bandits peuvent donc s'approprier la nuit, ayant pour ceci des techniques de communication et repérage adaptées. Pour se reconnaître sans se faire repérer par de personnes étrangères à la bande, ils utilisent certains signaux visuels et sonores : la lampe de poche est utilisée pour dessiner des cercles sur le sol, permettant de confirmer une réunion et pointer vers le lieu choisi pour la retrouvaille, ou éventuellement de tracer un grand X dans l'air, pour l'annuler ; le bruit produit par l'anneau d'ouverture d'une canette métallique permet de savoir quand est-ce qu'un camarade s'approche. Ils emploient aussi des méthodes de communication à longue distance, empruntant une technique très utilisée à l'époque : la trompe de chasse, élaborée à partir de la corne d'un bovin, qui permet d'envoyer un signal d'alarme sur une vaste zone, mettant les habitants de toute une colline en garde contre une attaque ou un danger<sup>47</sup>. Quelques jours après le massacre de Neira, documenté au premier chapitre de ce mémoire, un journaliste qui se rend sur place nous livre le témoignage suivant :

Le journaliste retrouva sa curiosité attisée par une infinité de cornes de bovin que ces personnes avaient, et qu'elles pensaient utiliser pour fabriquer des 'trompes', instruments qui produisent un bruit spécial qu'on peut entendre à distance. Avec ces instruments, les familles sonneront l'alarme à n'importe quel moment lorsque les ennemis de la paix viendront la perturber<sup>48</sup>.

Toutes ces pratiques nous donnent une idée du paysage sonore<sup>49</sup> et visuel de la guerre, qui change considérablement entre le jour et la nuit. Il s'agit d'un découpage temporel, qui s'entrecroise avec un découpage spatial, l'armée ayant plus de contrôle sur le

---

<sup>47</sup> Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*

<sup>48</sup> *La Patria*, 16 mai 1958, p. 2. *Tengo la Seguridad de que no se Repetirán los Hechos del Domingo*.

<sup>49</sup> CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1789-1876)*, Paris, Flammarion, 1998, p. 218. « Ne l'oublions pas, pour les populations civiles, la guerre est d'abord un paysage sonore ».

centre-ville, alors que les rebelles ont la mainmise sur les collines. Or, cette concurrence entre différentes structures est plus complexe que l'on ne l'a représentée jusqu'ici ; elle passe également par une relation de collaboration entre les deux, puisque dans le cadre de sa campagne de réhabilitation, le gouvernement emploie des guérilleros pour la construction de voirie. Ce point est développé par la suite.

### *Quinchía, un village à réaménager*

À l'époque où l'on parle, la municipalité de Quinchía présente une carence de services publics de base, que ce soit en termes de voirie, de santé ou encore dans le domaine de l'éducation. Ces carences se superposent à l'incapacité de l'administration municipale à intervenir en tant qu'arbitre neutre pour trancher des différends et régler des conflits. Ceci explique l'émergence de structures de gouvernance parallèles comme la guérilla de *Capitán Venganza*, qui rentrent en concurrence avec les autorités investies. L'intervention du gouvernement, via le Plan National de Réhabilitation a pour but de déstabiliser les bases de soutien de ces structures concurrentes à travers une série de travaux publics qui comprend la construction de routes, l'amélioration du réseau d'éclairage public, ainsi qu'une forte intervention dans le domaine de l'éducation. Cette politique d'intervention va avoir une influence non seulement sur la vie interne du village, mais aussi sur la manière dont va évoluer la guérilla de *Venganza*, comme nous allons le voir maintenant. Ces dernières sous-parties vont permettre de toucher à une série de problématiques qui n'ont pas encore été abordées, et qui sont pourtant essentielles à la compréhension des pratiques de violence en milieu rural.

Le 11 juillet 1958, Ezequiel de los Ríos, machiniste de la centrale électrique de Quinchía, s'adresse au maire et au *personero* municipal, pour les informer d'une situation irrégulière dans le fonctionnement de la centrale. Avec une puissance effective de 52 kilowatts, la centrale est surutilisée, devant supporter une charge de courant de 65 kilowatts, ce qui entraîne un réchauffement de 40° C de celle-ci.

Je l'ai manifesté à plusieurs reprises, et même dans l'office du 11 mai dernier adressée à monsieur le *personero*, que l'excédent de service entraîne un danger pour l'entreprise et pour la population. Il a été prouvé que à cause de ce même excédent a eu lieu le dernier incendie de la Maison Municipale, alors que mes avertissements ont été tous ignorés<sup>50</sup>.

Le village utilise effectivement une centrale électrique qui avait été installée en 1926 grâce à un emprunt contracté par la municipalité<sup>51</sup>. 32 ans après, cette centrale n'est absolument pas en mesure de remplir les besoins d'éclairage du centre-ville, sans parler des zones rurales. En décembre 1959, comme on le verra, le village commencera à être desservi par la Centrale Hydroélectrique de Caldas (CHEC)<sup>52</sup>.

Comme nous l'avons vu, l'éclairage public est un des nombreux problèmes d'infrastructure que présente la municipalité, et qui sont liés aux problèmes de violence qui se développent sur celle-ci. La nécessité de combler ces carences devient plus évidente au fur et à mesure que les problèmes de violence à Quinchía commencent à occuper un espace médiatique plus important entre juin 1958 et mai 1959. La réputation qu'acquiert ce village comme un des principaux noyaux de violence dans le département de Caldas, donne au gouvernement d'autant plus de raisons pour accélérer les démarches visant à accomplir une série de travaux d'infrastructure pour celui-ci. Le 26 avril 1959, Armando Morales Benitez<sup>53</sup>, qui fait partie d'une des commissions gouvernementales rendant visite au village de Quinchía, s'adresse au ministre des Communications, Alonso Aragón Quintero, pour lui demander de collaborer dans la réalisation d'une étude technique pour l'installation d'une ligne téléphonique directe entre Quinchía et Manizales<sup>54</sup>. Plus tard, au début de l'année 1960, le gouvernement entamera les démarches pour la construction d'une route reliant le centre-ville de Quinchía avec le *corregimiento* de Santa Elena, dans le sud de la municipalité.

<sup>50</sup> Ezequiel de los Ríos, machiniste 1<sup>er</sup>, au maire et au *personero*. Quinchía, 11 juillet 1958. AMQ.

<sup>51</sup> Luis E. Duque, président du conseil municipal, au ministre de gouvernement. Quinchía, 11 septembre 1936, office No. 191, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1, feuilles 2-3.

<sup>52</sup> Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à Otto Morales Benítez, ministre du Travail. Référence : *Electrificación de Quinchía y otros*. Bogotá, 2 décembre 1959. AMQ.

<sup>53</sup> Armando Morales est frère d'Otto Morales, qui integra, comme on se souviendra, la Commission Investigatrice de Monseigneur Guzmán. En avril 1959, Otto Morales est ministre du Travail.

<sup>54</sup> Armando Morales Benitez, Commission pro-paix, au ministre des Communications, Alonso Aragón Quintero. Quinchía, 26 avril 1959. AMQ.

L'accomplissement de ces travaux n'est pas isolé de l'évolution interne des bandes armées que nous sommes en train d'étudier, puisque les guérilleros sont intégrés à la construction de la route de Santa Elena. Prenons un instant pour revenir en arrière et on pourra mieux comprendre ces questions. Nous avons déjà dit que la guérilla de *Venganza* ressemble à une bureaucratie, ou en tout cas qu'il s'agit d'une structure hiérarchisée avec des postes bien définis. Mais, nous ne nous sommes pas trop attardés sur l'étude individuelle de ces postes. Parmi les hommes qui font partie de cette organisation, deux nous intéressent particulièrement : Jesús M. Ruiz et Claudio Rojas. Jesús, alias Chucho Ruiz, est un « secrétaire » de *Venganza*, il est en charge de faire le tour des maisons pour prélever les apports financiers hebdomadaires nécessaires au soutien de la guérilla. Claudio Rojas, pour sa part, est un agent stratégique, que *Venganza* utilise pour pénétrer l'administration municipale, en le faisant nommer inspecteur de police d'Irra en mars 1959<sup>55</sup>. Ces deux hommes ne cachent pas leur affinité avec le bandit. Au contraire, ils sont présents au centre-ville lors de l'arrivée des journalistes le 24 mai, entament une discussion avec eux et leur expliquent qu'il n'y a rien à reprocher au bandit qu'ils représentent, vu que c'est un homme que le peuple apprécie « pour être sorti à sa défense quand les choses étaient très dures »<sup>56</sup>.

Claudio Rojas occupe le poste d'inspecteur de police d'Irra jusqu'au 7 mai. En tant qu'inspecteur, il envoie des délinquants arrêtés par la police à *Venganza* pour qu'ils soient soumis à des peines au site d'El Poleal. Dans une interview publiée par *La Patria* le 27 mai, il déclare avoir pris cette décision puisque les délinquants qu'on envoyait à la prison municipale étaient tous relâchés immédiatement. « Alors lui [*Venganza*], constatant cette situation, m'a dit de ramener ces gens là pour les faire travailler là-bas, qu'ils acquièrent plus de discipline et sachent mieux se porter »<sup>57</sup>. Au mois de juin, Rojas est emprisonné ; il

---

<sup>55</sup> Ricardo Gartner Gómez, maire de Quinchía, au secrétaire de gouvernement à Manizales. *Permítome informarle Claudio Rojas posesionose Inspección Irra quince de marzo, próximo pasado*. Quinchía, 20 avril 1959, office #152. AMQ.

<sup>56</sup> *El Espectador*, 25 mai 1959, p. 17. *Quinchía Vive en Paz y Quiere, ante Todo, la Paz*.

<sup>57</sup> *La Patria*, 27 mai 1959, *op. cit.*

est ensuite mis à disposition du juge d'instruction criminel 171 à Manizales<sup>58</sup>. Son camarade Chucho Ruiz, au contraire, restera sur place et en liberté. Sept mois plus tard, on retrouvera Ruiz en tant que chef de personnel dans les travaux de construction de la route Quinchía – Santa Elena, à la tête d'une équipe de 140 hommes<sup>59</sup>. Le document où l'on peut trouver ces informations, une lettre manuscrite avec une signature, mais sans nom, ne permet pas de conclure que les personnes qui travaillent dans la construction de cette route sont les mêmes qui font partie de la guérilla de *Venganza*. Cette hypothèse est pourtant cohérente avec le récit du major Valencia Tovar, qui expliquait que le gouvernement avait décidé d'embaucher des guérilleros démobilisés pour la construction de routes<sup>60</sup>. Elle est également confirmée par l'étude de Gonzalo Sánchez, qui explique que cette mesure avait été proposée par Julio Fajardo, assesseur de la Commission Spéciale de Réhabilitation, comme une manière de réintégrer les guérilleros de *Venganza* à la vie civile<sup>61</sup>. Une raison assez pragmatique, citée par Sánchez, pousse la Commission de Réhabilitation à procéder de cette manière : les prisons du pays débordent de prisonniers, il est donc nécessaire de les dégager et opérer avec des critères plus sélectifs<sup>62</sup>.

Il y a donc un enchevêtrement entre la guérilla de *Venganza* et l'administration municipale de Quinchía, que l'on peut observer à plusieurs niveaux. Medardo Trejos est également très proche de Clemente Taborda, conseiller municipal en exercice, qui était présent, comme nous l'avons vu, lors de l'escarmouche avec l'armée qui avait eu lieu dans l'auberge d'Emilia Quebrada le 21 février 1959<sup>63</sup>. Taborda, qui avait pris l'habitude de se réunir avec *Venganza* à l'école rurale de San José, fera l'objet d'une enquête militaire dont les résultats sont inconnus. En tout cas, au mois de mai 1959, il est président du Directoire Libéral de Quinchía, au sein duquel il intervient, selon *La Patria*, pour choisir un nouveau

---

<sup>58</sup> Alcibiades Carvajal Arredondo, inspecteur militaire, au juge 171 d'instruction criminelle. *Poniendo a su disposición un detenido*. Inspection départementale de police d'Irra, Quinchía, Caldas, 18 juin 1959, office No. 043. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>59</sup> Lettre adressée au maire de Quinchía, auteur inconnu. *Hechos sobre arrendamiento del Bulldozer*. Quinchía, 28 janvier 1960. AMQ.

<sup>60</sup> VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 28.

<sup>61</sup> SÁNCHEZ Gonzalo, « Rehabilitación y Violencia bajo el Frente Nacional », *Análisis Político*, No. 4, Bogotá, mai-août 1988, p. 35.

<sup>62</sup> *Idem*, p. 31.

<sup>63</sup> Sergent second Marco A. Triana García, commandant de la patrouille, au Lieutenant commandant du groupe à Riosucio. *Informe sobre ataque a una patrulla*. Quinchía, 22 février 1959. AMQ.



directoire composé par les membres suivants : Claudio Rojas, Arnobio Marín, Jesús Ruiz et Carlos Palacio. Le choix de nouveaux membres est fait, selon le journal, obéissant les injonctions de Medardo Trejos<sup>64</sup>. Il s'agit pourtant d'une donnée isolée qui ne peut pas être corrélée avec d'autres sources. Encore plus tard, Clemente Taborda sera nommé inspecteur de police de Naranjal<sup>65</sup>.

À ce stade, il devrait être clair qu'il n'est pas très facile de définir où s'arrête l'autorité du gouvernement et où commence celle des bandits. On l'aura remarqué, il y a un système pénitentiaire en place, mais il est contourné par *Capitán Venganza*, qui a sa propre vision de ce qu'est un délinquant. On peut supposer que Medardo a de bonnes raisons pour considérer que sa démarche est légitime ; il s'agirait pour lui d'une réponse au comportement partisan des agents de l'administration municipale. Le gouvernement finira par réussir à faire reconnaître son autorité sur ce territoire laissé à l'abandon, un processus qui aura lieu lentement, par une stratégie de négociation plutôt que d'affrontement militaire pur. Comme nous l'avons vu, les hommes de *Venganza* sont mobilisés comme main d'œuvre pour participer aux travaux de réaménagement du territoire, mais cette coopération, de gré ou de force, ne s'arrêtera pas là. Le déroulement d'événements au village prendra une toute autre tournure avec l'arrivée d'un nouveau maire en octobre 1959, Zósimo Gómez Álvarez, et d'une équipe de missionnaires appartenant à l'Institut Espagnol de Missions Étrangères (IEME) en décembre de la même année.

#### *L'administration de Zósimo Gómez Álvarez*

Le 15 octobre 1959, Zósimo Gómez prend possession du poste de maire de Quinchía. À son arrivée au village, il est salué par Alirio Gutierrez Murillo, commandant du poste militaire de Quinchía<sup>66</sup>, de même que par Ramiro Restrepo, président du Lions

---

<sup>64</sup> *La Patria*, 27 mai 1959, *op. cit.*

<sup>65</sup> Clemente Taborda, inspecteur de police de Naranjal, à Zósimo Gómez, maire de Quinchía. Quinchía, 10 avril 1960. AMQ.

<sup>66</sup> Alirio Gutiérrez Murillo, commandant du poste militaire de Quinchía, au maire de Quinchía. Quinchía, 19 octobre 1959. AMQ.

Club de Quinchía<sup>67</sup>. Ce dernier se réjouit de l'arrivée de ce « fils bien-aimé de la municipalité », lui manifestant tout son appui pour arriver à la « totale pacification que nous souhaitons ». Gómez est en effet originaire de Quinchía, où il avait vécu son enfance. Pourtant, en 1959, ça fait déjà plusieurs années qu'il s'est absenté de la municipalité, principalement à cause de la violence qu'assiège la région depuis la fin des années 1940. Il se trouve à Cali lorsqu'il est contacté par un ancien collègue du lycée, employé au gouvernement départemental, pour lui demander s'il est intéressé par la mairie de Quinchía. Gómez aurait pour mission principale de pacifier la région, à l'aide d'un président au conseil municipal de filiation conservatrice, Julio Uribe, en concertation avec les directoires municipaux de chaque parti. Zósimo, qui est au courant de la complicité de certains membres des directoires municipaux avec les groupes armés de toutes les couleurs politiques, n'accepte le poste de maire qu'à condition d'avoir les mains libres pour opérer comme bon lui semble.

Les liens de la famille Gómez avec ce village remontent loin dans le passé. Le grand-père de Zósimo, Protasio Gómez, originaire de Copacabana, Antioquia, avait assumé, à la fin du XIXe siècle, les travaux de construction d'une nouvelle église pour la municipalité de Quinchía. En 1875, le centre urbain de Quinchía se trouvait toujours à l'emplacement choisi à l'époque coloniale. Les terrains de cette zone n'étaient pas bien desservis en arrivées d'eau, ils étaient en plus éloignés du chemin principal qui communiquait Riosucio avec le reste de la région. C'est alors que les notables du village, Protasio Gómez en tête, avaient décidé de déplacer le centre-ville vers une zone plus élevée, dans un site équidistant du ruisseau de la Barrigona et de la colline de Naranjal<sup>68</sup>. Pour mener à bien ce déplacement, ils s'appuyaient sur une loi entérinée par l'État souverain de Cauca le 17 septembre 1869, donnant aux natifs des *resguardos* indigènes le droit de disposer de leurs terres pour la vente, pourvu qu'ils réservent une zone d'au moins

---

<sup>67</sup> Ramiro Restrepo C., président du Lions Club de Quinchía, à Zósimo Gómez Álvarez, maire de Quinchía. Quinchía, 17 octobre 1959. AMQ.

<sup>68</sup> CARDONA TOBÓN Alfredo, *Quinchía mestizo*, Pereira, Fondo Editorial Departamento de Risaralda, 1989. p. 63.

80 hectares pour le centre-ville et les écoles de la localité<sup>69</sup>. Après le déplacement, l'ancien centre urbain de Quinchía sera connu sous le nom de « Quinchía Viejo ».

Protasio Gómez et Andrés García assumèrent à leur compte les travaux de construction de la nouvelle église de Quinchía, l'église de San Andrés. En échange, ils reçurent les droits d'exploitation de la mine de charbon d'Encenillal. En 1884 fut célébrée la première messe à l'intérieur de la structure, toujours en construction. Le déplacement de tous les icônes de l'ancienne église vers la nouvelle fut effectué le 29 novembre 1888, deux ans après la mort de Protasio Gómez<sup>70</sup>. Son fils, Melquisedec Gómez, hérita les droits d'exploitation de la mine de charbon obtenus par son père ; il participa également au commerce du sel, qu'il pouvait extraire des sources salées qui se trouvaient dans les propriétés de sa famille. Dans les années 1930, alors que les zones rurales étaient frappées par une crise économique sans précédent, Melquisedec continua à employer des paysans, à perte ; il finança aussi une partie de l'aqueduc du village, et fit partie de ceux qui se mobilisèrent pour redonner à Quinchía le statut de municipalité en 1919, qui avait été perdu à cause d'une série de conflits avec les villages voisins de Guática et San Clemente pendant les premières décennies du siècle<sup>71</sup>.

Zósimo Gómez, pour sa part, a déjà fait carrière dans la politique avant d'arriver à la mairie de Quinchía en 1959. Il avait déjà exercé le poste de maire à La Dorada, seul point de contact du département de Caldas avec le fleuve Magdalena ; en 1943, il représenta son village natal à l'assemblée départementale<sup>72</sup>. Lorsqu'il est contacté en 1959, l'idée de devenir maire de Quinchía ne l'attire pas trop. D'ailleurs, traditionnellement, les maires de village ne recevaient pas un très bon salaire. Par contre, le poste de maire pouvait donner à quelqu'un un certain prestige social au sein de la localité<sup>73</sup>. Zósimo finit par se laisser convaincre, motivé par la possibilité de devenir retraité de l'État colombien ; ayant déjà

---

<sup>69</sup> *Idem*, p. 43.

<sup>70</sup> *Idem*, p. 64.

<sup>71</sup> CARDONA TOBÓN Alfredo, « Melquisedec Gómez Murillo : El Patriarca de las Salinas », *Historia y región*, 30 avril 2012, Adresse URL <http://historiayregion.blogspot.fr/2012/04/el-patriarca-de-las-salinas.html> (Site consulté le 8 novembre 2016).

<sup>72</sup> CARDONA TOBÓN Alfredo, *op. cit.*, p. 120.

<sup>73</sup> CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1986. p. 133.

travaillé 13 ans pour l'État, ils ne lui restent que sept avant de pouvoir prendre sa retraite<sup>74</sup>. Pourtant, ses motivations s'étendent au-delà du gain personnel que peut lui procurer l'exercice du poste. Huit mois après, lorsqu'il soumettra sa démission, il restera au village, continuant à participer de la politique locale en tant que conseiller municipal pour le libéralisme. En octobre 1960, il fera partie des onze personnes qui possèdent une bibliothèque particulière à Quinchía, ce qui nous montre à quel point il est lié à ce village et à ses problèmes<sup>75</sup>.

Dès le début de son administration municipale, les archives témoignent d'une réelle démarche de la part de Gómez pour renforcer la sécurité dans les champs et consolider la présence de l'État sur ce territoire. Le 19 novembre, il envoie une demande à l'administrateur général des rentes pour augmenter l'équipe d'inspecteurs de deux à six, afin de mettre fin à la vente illégale d'alcool et à la contrebande. « Depuis quatre mois, Quinchía jouit d'une totale tranquillité, et donc les inspecteurs ne feront face à aucun danger à leur intégrité personnelle, pourvu, évidemment, qu'ils agissent avec prudence »<sup>76</sup>. Zósimo veillera également à l'avancement des travaux censés améliorer la qualité de vie des habitants de Quinchía, tels l'installation d'un réseau électrique plus développé. Le 2 décembre, il s'adresse à Otto Morales Benítez, ministre du Travail, pour l'informer de la décision prise en concertation avec le ministre du Développement, le directeur de la Fédération des Caféculteurs (*Fedecafé*) et l'Institut de la Maîtrise des Eaux et du Développement Électrique<sup>77</sup>, de doter le village de Quinchía d'une centrale électrique diesel, en attendant que la Centrale Hydroélectrique de Caldas (CHEC) soit en mesure d'assurer le service. *Fedecafé* serait prête, selon Gómez, à financer cette mesure provisoire, dont le coût s'élève à \$ 370 000,00 pesos, pourvu que l'installation se fasse par l'intermédiaire de l'Institut de la Maîtrise. Gómez fait également référence aux contacts qu'il a récemment eus avec les ministres de l'Éducation, de la Justice et de Guerre par

---

<sup>74</sup> Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.

<sup>75</sup> Ricardo Gartner, maire de Quinchía, à Otto Morales Benítez, ministre du Travail. *Asunto : Dar contestación circular No. 29 de 13 de septiembre del año en curso*. Quinchía, 28 octobre 1960, office No. 190. AMQ.

<sup>76</sup> Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à l'administrateur général des rentes. Manizales, 19 novembre 1959. AMQ.

<sup>77</sup> *Instituto de Aprovechamiento de Aguas y Fomento Eléctrico*.

rapport à ce sujet, ce qui nous donne une idée de sa familiarité avec les hautes instances politiques à Bogotá<sup>78</sup>.

À partir de ce même mois de décembre, Zósimo Gómez comptera avec la collaboration d'une petite équipe de missionnaires en provenance de la ville de Burgos, en Espagne, envoyée par l'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME). Le travail de ces missionnaires va se déployer sur plusieurs domaines qui comprennent, entre autres, l'éducation et le sport. Le travail qu'ils vont mener aura un grand impact sur la vie des habitants de Quinchía, comme nous allons le voir ; leur démarche dépasse largement le cadre de cette enquête, puisqu'ils resteront sur place bien après la mort de Medardo Trejos, en 1961. Par la suite, nous aurons l'occasion d'analyser dans le détail le travail de ces missionnaires. Pour le moment, limitons-nous à dire que, dès leur arrivée, ils sont au courant de la délicate situation d'ordre public qu'affronte la municipalité. À l'instar du maire du village, Zósimo Gómez, leur démarche consiste à aller à la rencontre des guérilleros qui font partie des bandes armées de Quinchía, de les écouter et d'essayer d'avancer vers une issue pacifique aux animosités partisans qui tourmentent le village.

Interviewé en 2015 lors de cette enquête, Zósimo Gómez ne fait pas un grand effort pour cacher le fait qu'il a rencontré personnellement Medardo Trejos, alias *Capitán Venganza*, à plusieurs reprises. Il semble même avoir développé une amitié personnelle avec le bandit, comme on le verra par la suite. Peu de temps après son arrivée au village, il rentre en contact avec Chucho Ruiz, un subordonné de *Venganza* qui est, comme on le sait, en charge de prélever les apports financiers hebdomadaires imposées par la guérilla<sup>79</sup>. Il se trouve que Zósimo connaissait Ruiz bien avant de devenir maire, ce qui facilite les démarches pour s'entretenir avec le bandit libéral. Lorsque la possibilité de cette rencontre se matérialise, Zósimo est invité à se rendre, seul et non-armé, à quinze heures de l'après-midi d'une date inconnue, à un endroit dont le nom devrait désormais être connu du lecteur : la colline de San José. Le maire obéit à ces injonctions et se déplace à San José au bord de son véhicule personnel à l'heure convenue.

---

<sup>78</sup> Zósimo Gómez à Otto Morales Benítez. Référence : *Electrificación de Quinchía y otros*. Bogotá, 2 décembre 1959. AMQ.

<sup>79</sup> Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.

Les anciens de ce village, qui était une petite colline, sont sortis à ma rencontre, puisqu'ils me connaissaient. On engagea donc une conversation et je leur ai demandé : de quoi voulez-vous qu'on parle ?

- Vous qui êtes un bon libéral, pourquoi êtes-vous allié avec les conservateurs ?
- Je ne suis pas leur allié, je négocie avec eux pour qu'ils cessent de tourmenter le Parti Libéral.
- Bon alors, que doit-on faire ?
- Écoutez moi bien – dit Zósimo – je voudrais que *Venganza* m'écoute et je ne le vois nulle part.
- Ne vous inquiétez pas, il vous écoute.

Lorsque je parlais, il y avait un type avec une casquette qui faisait semblant de réparer un appareil. C'était le seul qui n'avait pas l'air d'écouter ce que je disais. Quand j'ai fini de dire tout ce que j'avais à dire, ce garçon s'avança vers moi. Je supposais que *Venganza* serait un homme qui dépasserait la quarantaine... un garçon qui n'avait même pas vingt ans ! Et il me dit : *Capitán Venganza !* À ce moment-là j'ai éclaté de rire tant la situation était ridicule : un petit bonhomme qui était soi-disant en train de dominer tout ce village. Moi, je ne crois pas à ce genre d'histoires<sup>80</sup>.

Zósimo raconte ensuite avoir assisté à une soirée organisée par Medardo Trejos à l'école rurale de San José, où on lui proposa de la chicha et d'autres boissons alcoolisées. Il rentre au centre-ville de Quinchía aux heures avancées de la nuit, se laissant guider par les timides rayons de lumière produits par l'éclairage public du centre urbain, faute de phares sur son véhicule.

Celle-ci n'est pas la seule rencontre qui aura lieu entre Zósimo Gómez, maire de Quinchía, et Medardo Trejos, capitaine de guérillas. Le témoignage personnel de Gómez rend compte d'un contact régulier avec le guérillero, voir même d'une collaboration visant à consolider la paix en concertation avec les insurgés. Nous ne savons pas à quel point les instances départementales de gouvernement ou la hiérarchie militaire sont-elles au courant

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

de la relation qui se tisse entre le maire du village et les forces rebelles de *Venganza*. Il est toutefois clair que Gómez prendra distance, au cours de sa gestion, avec le mode opératoire des forces armées, qu'il juge très arbitraire. Le 15 février 1960, il se dirige au secrétaire départemental de Gouvernement, Mario Delgado Echeverri, pour lui faire part d'un incident qui avait eu lieu le samedi dernier à la colline de San José. Les habitants de cette colline s'étaient donnés rendez-vous pour une rencontre festive afin de récolter des fonds, mais la célébration fut interrompue par l'arrivée de l'armée, qui ouvrit le feu contre les habitants. Une personne, Mario Quebrada, fut grièvement blessée à la suite de cette rencontre, et quatre autres furent arrêtées et déplacées à Riosucio. « L'armée dit que les citoyens ont tenté de prendre la fuite en tirant sur les soldats. La plupart des assistants au festival assurent que l'armée ouvrit le feu sans raison quelconque ». Le maire assure que cet incident a provoqué l'indignation des paysans, qui menacent de prendre des représailles si les agents qui sont censés les protéger continuent à agir de cette manière. Il prévient en outre le secrétaire départemental qu'il n'est pas prêt à rester en charge de la mairie si l'action des militaires aura comme résultat de multiplier les épisodes de violence<sup>81</sup>.

Le 27 février, Gómez recevra une réponse à cette missive, de la part du dit secrétaire de Gouvernement, Mario Delgado Echeverri. « Afin d'éviter de problèmes, je vous prie de prendre la plus grande précaution à l'heure de diriger des messages au gouvernement départemental concernant le comportement des forces armées »<sup>82</sup>. Quelques jours plus tard, il reçoit un autre courrier de la part d'Echeverri, où celui-ci lui transmet un télégramme émanant d'un citoyen de Riosucio. Selon ce télégramme, l'attitude partisane du maire de Quinchía serait en train d'entraver les enquêtes en cours autour d'un crime récent<sup>83</sup>. Le 7 mars encore, Echeverri se dirige à Gómez pour lui faire part d'un courrier signé par le capitaine Bucheli Villota, commandant du poste militaire de Riosucio, qui rend compte de

---

<sup>81</sup> Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à Mario Delgado Echeverri, secrétaire départemental de gouvernement, Manizales. Quinchía 15 février 1960, No. 67. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>82</sup> Mario Delgado Echeverri, secrétaire de gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 27 février 1960, No. 0783. AMQ.

<sup>83</sup> Mario Delgado Echeverri, secrétaire de gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 1<sup>er</sup> mars 1960, No. 0831. AMQ.

plusieurs anomalies dans la gestion de Gómez en tant que fonctionnaire public<sup>84</sup>. Ces commentaires permettent d'entrevoir la rivalité qui commence à se dessiner entre Zósimo Gómez et certains membres des forces armées. Or, le comportement des militaires ne sera pas le seul problème affronté par Gómez pendant son administration. En tant que représentant du programme préconisé par le Front National, Gómez verra sa démarche entravée par la montée en popularité de deux courants réfractaires qui se consolident à l'intérieur des partis traditionnels.

### *Le MRL et l'ospino-alzatism*

Revenons au mois d'octobre 1959. Une série de changements importants est alors en train d'avoir lieu à l'intérieur du Parti Conservateur. Fortement divisé par la démarche exclusive de Laureano Gómez depuis 1950, le parti arrivera à rassembler une bonne partie de ses forces lors de sa convention nationale le 24 octobre 1959 au théâtre *Colón*, à Bogotá. Ce jour-là, l'ex président Mariano Ospina Pérez et le politicien *caldense* Gilberto Alzate Avendaño consolident les bases d'une coalition qu'on connaîtra sous l'appellation d'*ospino-alzatism*<sup>85</sup>. Ces deux personnages ont déjà une longue trajectoire dans la politique au moment de la convention. Mariano Ospina Pérez avait été président de la République entre 1946 et 1950 ; il se trouvait au palais présidentiel lors de l'émeute populaire qui avait éclaté dans les rues de Bogotá le 9 avril 1948 suite à l'assassinat de Jorge Eliecer Gaitán sur la voie publique en fin de matinée. En fin d'après-midi, alors que l'affrontement dans les rues bat son plein, le président accueille dans sa résidence une commission composée des plus hauts représentants du Parti Libéral, qui lui demandent de démissionner et laisser sa place au libéral Eduardo Santos. Ospina n'accède pas à cette pétition, mais il laisse de la place aux libéraux dans son cabinet ministériel par la suite. Même si, aux yeux des secteurs les plus intransigeants de son parti, cette concession est excessivement généreuse, le président aura gagné en popularité grâce à son attitude ferme

---

<sup>84</sup> Mario Delgado Echeverri, secrétaire de gouvernement, au maire de Quinchía. *Manizales*, 7 mars 1960, No. 0916. AMQ.

<sup>85</sup> AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá, Fundación Gilberto Alzate Avendaño, 2013. p. 581.



lors de cette journée, ce qui lui vaudra l'appellatif de « héros » du 9 avril par la suite. À partir de 1954, son nom apparaîtra fréquemment comme une des possibles candidatures conservatrices à la présidence de la République.



27. Mariano Ospina et Gilberto Alzate lors de la convention du Parti Conservateur, le 24 octobre 1959. In AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 582.

Gilberto Alzate Avendaño est originaire de Manizales, Caldas, où il est né en 1910. En 1950, il préside le secrétariat du Directoire National Conservateur, se constituant comme un des principaux adversaires à Laureano Gómez Castro, président de la République entre 1950 et 1951. Gómez Castro avait non seulement contribué à stigmatiser les citoyens libéraux du pays de manière générale, il avait créé de profondes divisions au sein de sa propre collectivité. Le 13 juin 1953, alors que Gómez Castro a laissé les rênes du pouvoir à Roberto Urdaneta Arbelaez pour des raisons de santé, son gouvernement fait l'objet d'un coup d'état co-orchestré par les forces armées et les secteurs de son parti opposés à sa figure. Gilberto Alzate Avendaño fait partie des instigateurs de ce coup, comme il le reconnaîtra lui-même face au Sénat en 1959<sup>86</sup>. Alzate fait preuve d'une forte proximité avec le régime de Gustavo Rojas Pinilla dans les premiers mois de son administration ; pourtant, au fur et à mesure que la popularité initiale du régime de Rojas s'évapore, Alzate prend ses distances avec le dictateur, finissant par quitter le territoire national pour occuper le poste d'ambassadeur de la Colombie en Espagne entre 1956 et 1957. À son retour, il essaie de rassembler les forces opposées aux accords du Front

<sup>86</sup> AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 390.

National, se heurtant encore une fois à la figure de Laureano Gómez, signataire des accords et désormais considéré comme traître par sa propre collectivité.

Une fois que l'alliance entre Alzate et Ospina est scellée, leur mouvement se prépare pour se présenter aux élections législatives du 20 mars 1960. Suite à la convention d'octobre, ils publient, au mois de novembre, un manifeste où ils détaillent leur programme électoral<sup>87</sup>. Dans les premiers mois de 1960, Alzate et Ospina se lancent en tournée électorale à travers différentes régions du pays, passant par les départements de Caldas, Valle del Cauca, et Cundinamarca. Ils comptent avec l'appui d'autres politiciens qui font campagne dans leurs propres départements, comme Luis Torres Quintero à Boyacá, et Hernando Sorzano González à Santander<sup>88</sup>. Cette stratégie portera ses fruits, comme on va le voir. De l'autre côté du spectre politique, le libéralisme officiel fait face au mouvement que vient de fonder Alfonso López Michelsen, fils de l'ex président Alfonso López Pumarejo. Le Mouvement Révolutionnaire Libéral (MRL), sous l'égide de son fondateur, se présente comme un mouvement à vocation essentiellement réformiste. Pourtant, certains commentateurs vont très vite remarquer l'ambivalence qu'entretient ce mouvement entre la voie réformiste et la lutte armée révolutionnaire. En effet, ses bases de soutien proviennent pour la plupart de zones très affectées par le conflit armé, comme le sud des départements de Tolima, et de Huila, ou encore la région méridionale du fleuve Magdalena. Certains militants de gauche qui deviendront chefs guérilleros par la suite, comme Ricardo Lara Parada, s'étaient formés dans les jeunesses du MRL (Jmrl), alors que d'autres, comme Jaime Bateman Cayón, mènent une double militance, au sein du MRL et des jeunesses communistes. Certains considèrent même le MRL comme un lieu de passage entre le Parti Libéral et la guérilla<sup>89</sup>. Le mouvement de López Michelsen se présentera aux élections législatives de 1960 sous la dénomination de Libéralisme Populaire<sup>90</sup>. À travers l'hebdomadaire qu'il dirige, *La Calle*, López diffuse les contenus de son programme

---

<sup>87</sup> *Idem*, p. 582.

<sup>88</sup> *Idem*, pp. 586 et 590.

<sup>89</sup> GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014]. p. 328.

<sup>90</sup> AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 566.

électoral, intitulé *Plan de Enero. Salud, educación y techo (SET) para el pueblo colombiano*, en janvier 1960<sup>91</sup>.

Le 20 mars, le Front National s'impose largement face à ses adversaires, avec un peu plus d'un million de votes. Or, les branches indépendantes de chaque parti font sentir leur poids. Les secteurs *lopistes* du Parti Libéral cumulent un total de 354 560 votes, alors que l'*ospino-alzatisme* s'impose face aux secteurs *laureanistes* et *leyvistes* du Parti Conservateur, avec 571 261 votes<sup>92</sup>. À la suite de cette élection, le président Alberto Lleras Camargo sera obligé de gouverner en coalition avec les secteurs *ospino-alzatistes* du Parti Conservateur et non plus avec les secteurs *laureanistes* comme il l'avait fait jusqu'à présent. Le sénateur Álvaro Gómez Hurtado, jusqu'à alors partie prenante de la coalition bi-partisane, passera alors du côté de l'opposition. Il deviendra un des plus fervents critiques des politiques de réhabilitation du gouvernement qu'il avait jusqu'à présent représenté<sup>93</sup>. À l'échelle locale, nous ne savons pas quels sont les chiffres exacts de la votation pour chaque parti à Quinchía, même si dans un document signé par le maire du village, Zósimo Gómez Álvarez, celui-ci explique que le Front National s'était imposé face à l'organisation *lopiste* avec un total de 3 200 votes. Malgré cette majorité aux comices électoraux, les branches indépendantes de chaque parti comptent avec un appui suffisamment solide dans la région pour attiser les préoccupations du maire, comme nous allons le voir maintenant.

Le 30 mars 1960, l'inspecteur de police de Batero, Ciro Jaramillo, se dirige au maire de Quinchía pour lui faire part d'une plainte déposée à l'inspection par Rodrigo Ocampo. Ce dernier rapporte que José Recaredo Pinzón Melchor, Luis Eduardo Chiquito Trejos, Gonzalo Trejos Aricapa, Felix Antonio Trejos Aricapa et Juan Domingo Arce Vinasco ont récemment menacé de l'assassiner pour avoir voté dans les dernières élections pour le Front National. « Les agitateurs de cette politique menacent actuellement les habitants des régions de Miracampos, Buenavista et El Cenizo, où il y a eu peu de suffrages pour les

---

<sup>91</sup> *Idem*, p. 584.

<sup>92</sup> *Idem*, p. 591.

<sup>93</sup> GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 346.

listes du Front National, sachant que le reste a défilé avec les listes du Front Populaire »<sup>94</sup>. Le 3 avril, ce sera au tour du maire de se diriger au lieutenant Rodriguez, commandant du poste militaire, pour lui faire part des faits suivants. Le jour même, un citoyen s'était présenté au bureau du maire pour l'informer d'une réunion convoquée par Antonio Hernandez avec les voisins des collines de Llanadas, Piedras et Guerrero.

« Lors de cette réunion, ils ont convenu de faire savoir au maire de Quinchía que là-bas, à Llanadas, se trouve Antonio Hernandez et qu'ils sont préparés pour le moment où on viendra capturer ledit sujet. Il paraît que lors de la réunion ils ont décidé de rester fidèles au courant qu'on appelle Front Populaire et au communisme »<sup>95</sup>.

Enfin, le 13 avril, un courrier sera reçu à la mairie de la part du gouvernement départemental. Une fois de plus, le secrétaire de Gouvernement, Mario Delgado Echeverri, s'inquiète de la situation d'ordre public à Quinchía. « Le Directoire Libéral *lopiste* rapporte que monsieur Ladino, alias *Capitán Venganza*, en compagnie d'un monsieur de nom *Matallana* et un autre qu'on appelle *Zorro de Humo*, les ont dernièrement persécutés ». Le même communiqué rend compte d'autres incidents violents dont ont été victimes les membres du Front Populaire, auxquels il se réfère également comme « éléments *lopistes* »<sup>96</sup>.

Certaines observations ressortent immédiatement suite à la lecture des documents que nous venons de citer. Tout d'abord, on décerne la présence de groupes armés liés au mouvement politique de López Michelsen dans des collines australes qui sont, nous le savons, très problématiques : Llanadas, Piedras et Guerrero. Pourtant, ils sembleraient être aussi présents dans d'autres collines plus septentrionales telles que Miracampos, Buenavista et El Cenizo. L'émergence des branches armées de ce mouvement, qu'on désigne comme Front Populaire ou organisation *lopiste* en fonction de la source, pose

<sup>94</sup> Ciro Jaramillo, inspecteur départemental de police de Batero, Quinchía, au maire de Quinchía. *Asunto : envío de una información*. Moreta, 30 mars 1960, office No. 11. AMQ.

<sup>95</sup> Zósimo Gómez, maire de Quinchía, au lieutenant Rodríguez, commandant du poste militaire. Quinchía, 3 avril 1960, office No. 48. AMQ.

<sup>96</sup> Mario Delgado Echeverri, secrétaire de gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 13 avril 1960, office No. 1462. AMQ.

problème dans la mesure où il s'agit des groupements qui n'adhèrent pas aux accords du Front National ; comme on vient de le voir, certains agitateurs *lopistes* menacent même d'assassiner ceux qui ont voté pour les listes front nationalistes. C'est alors que prend plus de sens la proximité qui se développe entre Zósimo Gómez et *Capitán Venganza* : le maire serait apparemment en train d'instrumentaliser le bandit pour persécuter les membres des groupements politiques étrangers à la collectivité qu'il représente. Cette démarche suscite les reproches du secrétaire de Gouvernement, et elle donnera lieu à une attitude belligérante de la part des groupements politiques en question, libéraux ou conservateurs.

À la fin du mois d'avril, les conflits entre Zósimo Gómez et les branches indépendantes des partis réapparaissent dans les sources. Cette fois-ci, les accusations contre le maire ne proviennent pas des membres du MRL de López Michelsen, mais des groupements *ospino-alzatistes* actifs dans le village d'Anserma, limitrophe avec les collines australes de Quinchía. Le 28 avril, on retrouve à la Une du journal *La Patria* une colonne qui rend compte d'un message envoyé depuis Anserma au Directoire National Conservateur.

La municipalité de Quinchía vit sous l'empire de la volonté de *Capitán Venganza*, dont les acolytes sont nombreux. Les autorités ont été transformées en figures décoratives. Les paysans conservateurs sont persécutés, leurs parcelles se trouvent sous le contrôle des bandits. Ont lieu confiscations de carabines, révolvers et autres armes sans justification. Le maire est incapable d'offrir des garanties sans l'approbation de *Capitán Venganza*<sup>97</sup>.

À la suite de ce message, Zósimo Gómez envoie aussitôt un message de rectification de ces informations au journal *El Diario*, de Pereira, et aux journaux radiophoniques de cette même ville. Nous pouvons aisément repérer la colère du maire de Quinchía de par le ton de son message de rectification :

Il est faux, de toute évidence, tout ce qui est affirmé au sujet de '*Venganza*'. Depuis qu'il a scellé la paix (ça fait déjà près d'un an), il n'a plus jamais entamé d'activités contraires à la

---

<sup>97</sup> *La Patria*, 30 avril 1960, pp. 1-2. *Angustioso Mensaje Dirigen de Anserma al Directorio Nacional*.

loi, et personne ne peut honnêtement affirmer qu'il intervienne de manière quelconque dans les activités de ce village. Sa contribution à la cessation de la violence a été immense, comme peut en témoigner tout le monde, sauf les obsédés signataires du message en question<sup>98</sup>.

Zósimo reconnaît que dans le village il y a certains problèmes qui émergent entre les citoyens libéraux, « pour raison de division interne »<sup>99</sup>. Il assure toutefois que dans les champs, la tranquillité règne et les labours agricoles se poursuivent sans empêchement. « De ceci sont témoins les révérends pères missionnaires qui agissent dans cette paroisse, et qui accomplissent un travail d'immenses proportions avec la collaboration de tout le monde »<sup>100</sup>. Il reconnaît également que dans les zones limitrophes entre Anserma, Guática et Quinchía, où les habitants de filiation politique différente n'entretiennent pas les meilleures relations, un certain nombre de parcelles ont été abandonnées. « Pour remédier à cette situation, nous avons proposé au gouvernement d'acheter ces terres, qui peuvent avoir une extension de 3 000 hectares, pour qu'elles soient distribuées à des familles libérales et conservatrices de façon égalitaire »<sup>101</sup>.

Plus loin dans son exposé, Zósimo s'étale sur la situation de tranquillité dans laquelle vivent les citoyens conservateurs de Quinchía. Il souligne le fait que certains citoyens conservateurs, comme Luís Sánchez, Julio Uribe, et les sœurs Vanegas, sont propriétaires des meilleures entreprises commerciales de la localité<sup>102</sup>. Le maire s'inquiète en outre de l'identité des signataires du message émanant d'Anserma ; un de ceux-ci est Antonio Sánchez, tristement célèbre dans la région pour avoir commandé des troupes de *pájaros* (tueurs à gages) à l'époque de la Violence<sup>103</sup>. Il explique que les progrès récents qu'a expérimenté la municipalité de Quinchía suscitent la jalousie de cet homme et d'autres

---

<sup>98</sup> Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à *El Diario* et aux journaux radiophoniques de Pereira. *Rectificación a publicación de 'La República' y 'La Pátria' sobre hechos de Quinchía*. Quinchía 30 avril 1960, p. 1. AMQ. Le lecteur trouvera en annexe une transcription de la totalité de ce message dans sa version originale.

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>103</sup> *Ibid.*

citoyens. Ceux-ci auraient pour but de réinstaurer la situation d'anomie qui ensanglanta la région pendant de longues années et qui est en train d'être définitivement close.

Ces gens là ne peuvent pas tolérer le fait que nous jouissions bientôt d'un moderne aqueduc ; que l'électrification de notre village soit sur le point d'être achevée, puisque l'Institut du Développement Électrique a déjà approuvé une rubrique budgétaire extraordinaire de \$ 350 000,00 pesos destinée à cet effet et la CHEC a signé les contrats respectifs... ils sont incapables d'accepter que nous inaugurons une école technique qui sera la fierté du village et de tout l'occident, et encore moins que nous construisions une route de pénétration à Santa Elena et encore une autre qui nous donnera un accès direct à la capitale du département, et enfin, ils ne peuvent pas tolérer que nous soyons bientôt en mesure de paver les principales rues et places de notre village ; tout cela les met en colère et les incite à nous persécuter et à nous humilier<sup>104</sup>.

Cette réponse de Zósimo Gómez au message envoyé depuis Anserma au Directoire National Conservateur, témoigne de l'état de guerre de basse intensité dans lequel se trouve la municipalité libérale de Quinchía vis-à-vis de ses voisins conservateurs à Guática, Anserma et Riosucio. Le résultat des dernières élections législatives, donnant une plus grande importance à la mouvance *ospino-alzatiste*, incite les citoyens des municipalités conservatrices à exploiter l'imaginaire de violence qui existe à l'égard de la municipalité de Quinchía. À la suite d'à peu près 14 années de conflits armés, ce village s'est construit la réputation d'être un réservoir de guérillas libérales durant les successives étapes de la Violence. La lecture du document révèle, par ailleurs, à quel point le terme *bi-partisan* est inapproprié pour décrire les conflits qui se développent dans ces zones rurales de la Colombie à l'époque. Comme l'ont déjà souligné d'autres chercheurs, l'historiographie traditionnelle sur la Violence a mis un accent exagéré sur les rivalités entre deux entités soi-disant homogènes que sont le Parti Libéral et le Parti Conservateur<sup>105</sup>. La situation est évidemment plus complexe puisque ces conflits entre les partis traditionnels se jouent sur le fond de profondes divisions au sein des ces collectivités, comme nous l'avons vu dans cette sous-partie.

---

<sup>104</sup> *Idem*, pp. 2-3.

<sup>105</sup> AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 38.

Les différentes problématiques que nous venons de décrire, à savoir la montée en puissance de mouvements refractaires à l'intérieur des partis traditionnels, et les malentendus entre le maire du village, Zósimo Gómez, et la hiérarchie militaire vont progressivement se cumuler pour mener Gómez à démissionner de son poste le 15 juin 1960. La lettre de démission que Gómez envoie au secrétaire départemental de Gouvernement à cette date, qui sera decryptée par la suite, nous donne encore d'autres éléments pour bien saisir les problématiques liées aux phénomènes de violence en milieu rural à l'époque. Ce document de trois pages, structuré de façon similaire à celle de la lettre de rectification du 30 avril, commence par un bilan qu'effectue le maire sur la situation qu'il avait trouvé lors de sa prise de possession du poste, exactement huit mois auparavant (c'est à dire le 15 octobre 1959).

Ils existaient de contradictoires commentaires concernant l'existence de groupes armés dans les champs. Je fus informé que le colonel Valencia s'était entretenu, quelques jours auparavant, avec le dénommé capitaine '*Venganza*'<sup>106</sup>. Différentes versions circulaient par rapport aux termes de cet entretien ; mais il était clair que le colonel avait promis à '*Venganza*' que, dans la mesure où celui-ci se consacrerait au travail sans perturber l'ordre ou se constituer en une menace à l'intégrité des personnes et de leurs biens, il ne le persécuterait pas et il n'essairait pas de le capturer<sup>107</sup>.

Zósimo s'étale ensuite sur les différents conflits qu'il avait eu au cours de sa gestion avec les membres des forces armées, en particulier avec un lieutenant de nom Gutierrez, commandant du poste militaire. Il se trouve que ce dernier était en train de fournir des armes aux paysans qui seraient prêts à collaborer avec l'armée dans la persécution d'éléments antisociaux, une méthode peu judicieuse aux yeux de Gómez. Il explique que sa démarche en tant que maire consista à parcourir les différentes collines affectées par la

---

<sup>106</sup> Si cette information s'avérait exacte, cela voudrait dire que le major Valencia Tovar serait revenu à Quinchía pour rencontrer Medardo Trejos suite à leur première rencontre au mois de mai. Il se peut pourtant aussi que les informateurs de Zósimo aient eu l'intention de faire référence à la rencontre qui avait eu lieu en mai.

<sup>107</sup> Zósimo Gómez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 15 juin 1960, office No. 85A, p. 1. AMQ. Le lecteur trouvera en annexe une transcription de la totalité de ce message dans sa version originale.



violence ; lors de ces déplacements, il constata que les paysans n'étaient pas au courant des bonnes intentions du Front National, et que de cet incompréhension provenait en partie l'appréhension que ceux-ci manifestaient parfois à l'égard des autorités. Il assure toutefois que la violence a été complètement effacée dans la localité. « Nous affrontons seulement une situation alarmante de vols fréquents »<sup>108</sup>. Ce constat amène le maire à conclure qu'un organisme autre que l'armée est nécessaire pour faire face à cette situation, puisque cette entité n'est pas compétente pour empêcher les vols ou punir les délinquants communs. « Lorsque nous demandons qu'on nous envoie une force de police rurale ou des carabiniers... nous n'entendons pas avec ceci de méconnaître l'incroyable travail de pacification mené par les forces armées »<sup>109</sup>.

Zósimo consacre également une partie de son exposé aux « mauvaises et tendancieuses informations fournies par un groupe de personnes qui ont jadis appartenu à la politique du Front Populaire, et qui ont fait tous les efforts possibles pour me combattre »<sup>110</sup>. Il explique qu'à chaque fois qu'un nouveau commandant prend possession du poste militaire, celui-ci se présente officiellement auprès du représentant de l'organisation *lopiste*, « ignorant le véritable Directoire Libéral, qui fut élu aux comices populaires avec plus de 3 200 votes et qui représente la légitime autorité politique du libéralisme, en plus d'être le courant qui prête un soutien inconditionnel à la politique du Front National »<sup>111</sup>. Enfin, par rapport à la question de *Venganza*, Gómez adopte la position suivante : si celui-ci fut autrefois un délinquant digne d'être puni, il s'est depuis réformé, et collabore activement avec les autorités. Alors, pourquoi poursuivre une chasse à l'homme inutile ? Toutes les raisons précédemment exposées amènent Zósimo à exprimer sa décision de quitter le poste de maire, remerciant au passage le secrétaire pour toute la confiance qui lui a été octroyée pendant de longs mois<sup>112</sup>.

Zósimo Gómez restera en poste jusqu'aux premières semaines du mois d'août. Le 22 de ce mois, l'inspecteur de Gouvernement, Luis Carrasco Urdaneta, est nommé maire de

---

<sup>108</sup> *Idem*, p. 2.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> *Idem*, p. 3.

Quinchía provisoirement, le temps de trouver un candidat définitif pour le poste<sup>113</sup>. À la fin du mois d'octobre, Ricardo Gartner sera à nouveau nommé maire de Quinchía ; il avait déjà occupé le poste entre les mois d'avril et juin de l'année 1959, au moment où la controverse autour de *Capitán Venganza* avait atteint son point de climax. Ricardo Gartner Gómez est un cousin de Zósimo Gómez Álvarez<sup>114</sup> ; tous les deux font partie du petit groupe de notables de la localité, une élite villageoise qui fait office d'intermédiaire entre le gros des habitants du village et les hautes instances du gouvernement, à l'échelle départementale et nationale. Zósimo Gómez, pour sa part, continuera à habiter le village et à participer à sa manière à la vie politique locale, en tant que conseiller municipal pour le Parti Libéral.

Maintenant, nous nous tournons vers un aspect de l'histoire brièvement évoqué jusqu'ici. Il s'agit de la présence et l'action de l'équipe de missionnaires de l'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME). Ils sont présents au village depuis le mois de décembre 1959, et ils resteront sur place bien après la fin de notre récit. Leur action comporte une importance fondamentale dans l'évolution de la vie villageoise et de la situation de violence que vit la localité.

### *Les missionnaires de l'IEME*

Lors d'un entretien télévisé tourné en 1998 par la chaîne *Quinchía Televisión*, José María Torti Soriano raconta au journaliste John Jairo Pachón Forero comment il était arrivé en Colombie pour la première fois en 1959. Originaire de la région d'Andalousie, en Espagne, il part à l'âge de 15 ans, en 1953, à Burgos pour intégrer le séminaire de missions qui existe dans cette ville. Après avoir fait des études de philosophie et théologie, il s'embarque pour la Colombie sous la tutelle des pères Celestino Peña et Aventino Fernández. En novembre 1959, ces trois hommes prennent place dans le paquebot *Marqués de Comillas* ; arrivés à Carthagène, ils se dirigent à la ville de Pereira, où ils rencontrent

---

<sup>113</sup> Luis A. Carrasco Urdaneta, inspecteur départemental de gouvernement, au président et autres membres du Comité Conservateur. Quinchía, 22 août 1960, office No. 110. AMQ.

<sup>114</sup> Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.

l'évêque de cette ville, Mgr. Baltasar Álvarez Restrepo, avant de se diriger à leur destination finale, Quinchía<sup>115</sup>.

L'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME), dont ces trois hommes font partie, est une organisation catholique mandatée par la Congrégation pour la propagation de la foi, l'organe de la curie romaine chargée des œuvres missionnaires de l'Église<sup>116</sup>. Au cours du XXe siècle, l'IEME enverra des missionnaires à différents pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine et aux Caraïbes. La Colombie fut son premier terrain d'action ; les premiers missionnaires de l'Institut y arrivent en 1923<sup>117</sup>. En ce qui concerne les missionnaires de l'IEME qui se rendent à Quinchía en 1959, nous ne connaissons pas dans le détail les démarches accomplies pour matérialiser ce projet, mais nous savons que l'évêque de Pereira y a joué un rôle primordial. José María Torti Soriano le dit dans son entretien : « Cette mission de Quinchía eut comme origine une pétition faite par l'évêque de Pereira, Baltasar Álvarez Restrepo, qui a demandé une équipe de pères missionnaires pour cette région par l'intermédiaire de Rome »<sup>118</sup>. Nous savons également que par la suite, lorsque du personnel supplémentaire sera sollicité à Quinchía pour venir en support des missionnaires déjà sur place, ce sera à l'évêque Álvarez Restrepo d'accomplir les démarches nécessaires auprès de l'Office de l'immigration et du consulat espagnol à Bogota<sup>119</sup>. Cette médiation de l'évêque en faveur d'une municipalité tellement frappée par la violence n'est pas surprenante, puisque nous connaissons son implication dans le traitement de thématiques liées à l'ordre public. Le lecteur se souviendra d'une réunion déjà évoquée, convoquée en juillet 1957 à La Virginia par le gouverneur militaire de l'époque, colonel Gerardo Ayerbe Chauz, pour adopter une série de mesures censées mettre un terme aux débordements violents. À cette réunion assistèrent les colonels de l'armée et de la

---

<sup>115</sup> Producciones Quinchía Televisión, *Hermano José María Torti Soriano*, 1998.

<sup>116</sup> En 1967, le nom de la congrégation a été changé à celui de Congrégation pour l'évangélisation des peuples.

<sup>117</sup> IEME. Instituto Español de Misiones Extranjeras. Adresse URL <http://www.conferenciaepiscopal.nom.es/misiones/eslahoradelamision/instituciones/ieme.htm> (Site consulté le 27 décembre 2016).

<sup>118</sup> Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*

<sup>119</sup> Lettre envoyée à Celestino Peña. Berriz, Espagne, 18 août 1960. Archives de l'IEME.

police assignés à la région, les maires des villages concernés par ce phénomène, de même que l'évêque de Pereira<sup>120</sup>.

Quinchía n'est pas le premier village du département de Caldas à accueillir une équipe missionnaire de l'IEME. Un article de *La Pátria*, publié le 17 mai 1958, rend compte de la présence, « depuis un an et demi », des missionnaires appartenant à l'Institut dans les villages de Pueblo Rico et San Antonio del Chamí, situés encore plus à l'ouest du département que le village de Quinchía ; on y apprend également qu'une nouvelle station missionnaire vient d'être ouverte au village de Puerto de Oro<sup>121</sup>. La correspondance échangée entre les missionnaires en poste en Colombie et leurs supérieurs à Burgos, en Espagne, rend compte d'un travail effectué en concertation entre les différentes équipes présentes dans chaque village. Cette documentation permet de constater un renouvellement constant du personnel missionnaire ; on s'aperçoit également des nombreux déplacements qu'effectuent les pères missionnaires entre les villages où ils sont assignés de façon permanente et d'autres villages, où ils viennent en support de leurs camarades pour assurer des messes ou recevoir les confessions des fidèles. On entrevoit, enfin, certains conflits d'intérêt se développer entre les pères missionnaires des différents villages, mais nos sources ne permettent pas d'élaborer une réflexion plus approfondie à ce sujet.

À l'arrivée des pères missionnaires de l'IEME à Quinchía, Celestino Peña sera nommé curé de la paroisse du village ; il signe effectivement tous les actes de naissance et de décès enregistrés dans les archives paroissiales à partir du 23 décembre 1959. Au delà de leur travail purement liturgique, l'action des missionnaires va se déployer, comme nous l'avons déjà dit, autour des domaines de l'éducation et du sport. Une des premières démarches qu'ils accomplissent consiste à repérer un terrain dans le centre-ville, propice à la construction de la première institution d'enseignement secondaire au village. Cette initiative compte avec le soutien des personnes et familles notables de la localité : le maire en exercice jusqu'en août 1960, Zósimo Gómez, Emilia Sierra, Otilia Taborda, et les membres des familles Escobar et Betancur. Afin d'assurer le fonctionnement de cette

---

<sup>120</sup> Communiqué du gouvernement départemental, signé par le gouverneur, Colonel Gerardo Ayerbe Chau. Manizales, 19 juillet 1957. AMQ.

<sup>121</sup> *La Pátria*, 17 mai 1958, p. 3. *En Puerto de Oro existe una riqueza inexplorada.*

institution, nommée lycée *San Andrés*, deux professeurs espagnols vont s'installer à Quinchía à la demande des missionnaires. En plus de ce lycée, qui accueille exclusivement des garçons, deux autres institutions éducatives vont voir le jour grâce à l'action des missionnaires : le collège de filles *Nuestra Señora de los Dolores*, et l'école de filles *Niño Jesús*. Ces deux dernières institutions vont fonctionner sous la responsabilité d'une équipe de femmes missionnaires appartenant à la congrégation des Filles du Calvaire<sup>122</sup>. Nous savons que ce dernier groupe arrive à Quinchía à un moment donné entre 1960 et 1961, même si nous avons moins d'informations sur leur travail que sur celui des missionnaires de l'IEME.

Après avoir donné naissance à trois institutions éducatives dans le centre-ville de Quinchía, le groupe de missionnaires de l'IEME se consacre à la promotion d'une série de tournois sportifs entre les habitants des différentes collines du village. Selon Torti Soriano, cette initiative est menée principalement par Aventino Fernández, qui parcourt les zones de Moreta, Juan Tapado, Buenavista, Miracampos, Palogrande, Santa Elena, San José et Isambra, réalisant des chantiers participatifs avec les habitants pour aménager un total de 23 terrains de football<sup>123</sup>. Lors de leurs déplacements à travers ces zones, les missionnaires rentrent en contact avec *Capitán Venganza* et son groupe armé, comme ce sera expliqué dans un instant. À l'instar de Zósimo Gómez, ces missionnaires paraissent sympathiser assez rapidement avec Medardo Trejos, comme en témoignent les différents témoignages écrits et oraux auxquels nous avons eu accès. D'après José María Torti, cette initiative a eu un énorme succès auprès des habitants, au point où « même *Venganza* jouait, et il incitait les autres à y participer »<sup>124</sup>. Pour donner un soutien institutionnel à cette initiative, les pères missionnaires procèdent à créer le Comité sportif municipal, présidé par José María Torti, avec un président honoraire dans la personne de Ricardo Gartner, maire du village à partir d'octobre 1960. Les membres du Comité se réuniraient tous les mercredis à 17 heures de l'après-midi dans la maison curiale pour donner suite aux différents projets entrepris par

---

<sup>122</sup> Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> *Ibid.*

cet organe, à partir du mois de novembre 1960<sup>125</sup>. Plus tard, en juin 1961, on apprendra que le Comité sportif a récemment entrepris la construction d'un stade municipal au centre-ville du village, le stade *Junín*<sup>126</sup>.

D'où provient le financement pour tous ces projets entrepris par les missionnaires de l'IEME ? Même s'il semblerait que le voyage initial des missionnaires est financé par l'Institut, les fonds nécessaires à l'accomplissement des différents projets qu'ils conçoivent doivent être trouvés sur place. Selon José María Torti, les missionnaires se déplacent constamment à Manizales, où se trouve le secrétariat départemental d'Éducation, ce qui laisse comprendre que le département finance partiellement les initiatives des missionnaires. Torti fait également référence, à plusieurs reprises, aux « personnes riches » du village, ce qui laisse comprendre que certains particuliers prêtent un soutien financier aux missionnaires. Il est probable que les missionnaires se soient servis de leur relation avec ces « personnes riches » et avec l'évêque de Pereira, pour rentrer en contact avec les hautes instances du gouvernement national<sup>127</sup>. Le 18 mars 1960, le président de la République, Alberto Lleras Camargo, envoie un télégramme à Celestino Peña, Zósimo Gómez et deux autres personnes, où il accuse de réception un mémorandum qui lui avait été envoyé par ces derniers. Il assure avoir transmis les contenus de cette missive à l'Office de Réhabilitation pour qu'ils soient pris en compte. Nous ne savons pas qu'est-ce qui avait été demandé, mais il paraît clair que le président Lleras est au courant de la présence de Celestino Peña à Quinchía<sup>128</sup>.

Le travail des missionnaires de l'IEME semble être cohérent avec la démarche du Front National, même s'ils ne font jamais explicitement référence aux accords bipartisans dans leurs échanges écrits avec leurs supérieurs à Burgos. Nous savons de par les

---

<sup>125</sup> Révérend frère José María Torty, président du Comité sportif municipal, à Ricardo Gartner, maire municipal. Quinchía, 10 novembre 1960. AMQ.

<sup>126</sup> Révérend frère José María Torti Soriano, président du Comité sportif municipal, à Guillermo Quintero, *personero* municipal. Quinchía 22 juin 1961. AMQ.

<sup>127</sup> Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*

<sup>128</sup> Alberto Lleras Camargo, président de la République, au révérend père Celestino Peña, curé de la paroisse, à Zósimo Gómez, maire, à Anibal Uribe, vice-président du conseil municipal, et à José Aristizábal, *personero* municipal. Bogotá, 18 mars 1960. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

déclarations faites par José María Torti Soriano lors de son entretien, que les missionnaires rentrent directement en contact avec Medardo Trejos Ladino ; ce dernier semble être prêt à collaborer activement avec les pères missionnaires dans leur mission de pacification, et les missionnaires pour leur part n'expriment aucun commentaire négatif à l'égard du bandit. Cette version des faits est cohérente avec le témoignage de Zósimo Gómez, qui explique qu'Aventino Fernández allait à la rencontre de Medardo de façon régulière<sup>129</sup>. C'est aussi ce qui laisse sous-entendre le texte de cette lettre envoyée le 9 juillet 1960, par un missionnaire dont nous ne connaissons pas le nom, au père Ángel, son supérieur à Burgos :

Nos actions ont connu un succès total, même si parfois elles ont été risquées et dangereuses. Nous avons dû agir avec des moyens, à certaines occasions, extraordinaires, exposés, mais qui, grâce à Dieu, ont été efficaces pour consolider la paix et la cohabitation chrétienne des fidèles à notre charge<sup>130</sup>.

Nous avons déjà vu comment l'instrumentalisation du groupe armé de *Capitán Venganza* répond à un besoin de combattre les groupes fidèles aux mouvements exclus de la scène politique par la prépondérance du Front National. Il existe certainement une rivalité vis-à-vis des secteurs conservateurs des villages voisins, mais un autre conflit se dessine à l'intérieur du village avec les secteurs libéraux fidèles au courant du Front Populaire. L'importance gagnée par ces derniers est d'autant plus inquiétante pour le régime que ceux-ci sont souvent qualifiés de « communistes ». Dans ce sens, la présence des missionnaires en question remplit un rôle fondamental de lutte anti-communiste aux yeux du gouvernement. Pourtant, leur présence répond également à la présence d'un autre acteur, complètement ignoré jusqu'à présent, comme en témoigne cette lettre envoyée le 29 août 1960, par encore un autre missionnaire dont nous ne connaissons pas le nom, à Mgr. José Lecuona, supérieur général de l'IEME à Burgos :

La pacification a eu comme conséquence, que les protestants veulent en profiter pour leurs propagandes, ils travaillent pour contrebalancer le prestige des missionnaires et de leurs

---

<sup>129</sup> Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.

<sup>130</sup> Lettre envoyée à Ángel Fernández, du Séminaire de missions de Burgos. Quinchía, 9 juillet 1960. Archives de l'IEME.

œuvres. La lutte que nous menons est violente. Ils disposent de moyens de propagande ultramodernes. Nous ne pouvons pas échapper à la bataille. Coute que coute, il faut la livrer<sup>131</sup>.

La mention de « protestants » dans cette citation pourrait paraître surprenante. Pourtant, il faut savoir que la présence d'églises protestantes anglo-saxonnes en Amérique latine en général et en Colombie en particulier est un phénomène bien documenté dans de nombreuses études. À la fin du XIXe siècle, les sociétés protestantes en Amérique latine avaient poursuivi un projet de réformisme libéral d'une portée limitée d'un point de vue géographique. Ce projet obtint un élan plus solide dans la région au XXe siècle avec la tenue de congrès protestants à Panama en 1916, à Montevideo en 1925 et à la Havane en 1929<sup>132</sup>. Pourtant à partir des années 1950, comme l'explique Jean-Pierre Bastian, ce projet unitaire commence à se fracturer en plusieurs tendances opposées. D'une part, se développe une tendance évangélique, mettant l'accent sur l'autorité littérale de la Bible, à partir de l'organisation du Conseil chrétien international (ICCC) à Woudschoten, aux Pays-Bas, en 1951. D'autre part, un protestantisme pentecôtiste commence à prendre de plus en plus de force<sup>133</sup>. Ce dernier est caractérisé par sa prédilection pour la glossolalie, les chants rythmés et les cris sacrés, ainsi que par l'importance donnée à la figure du pasteur prêchant aux fidèles sur la place publique<sup>134</sup>. Pour le cas colombien, si l'on se tient au référencement développé par Jeiman David López Amaya, les missions protestantes appartenant au courant pentecôtiste sont minoritaires par rapport aux missions de type évangélique, au moins en ce qui concerne la période qui va de 1930 à 1946<sup>135</sup>. Pendant la période de la Violence, qui démarre en 1946, les sociétés protestantes font partie des multiples groupes minoritaires qui font l'objet d'une persécution sectaire de la part des autorités conservatrices alignées avec l'Église catholique, dans la continuité du Concordat de 1887.

---

<sup>131</sup> Lettre envoyée à Mgr. José Lecuona, supérieur général de l'IEME, à Burgos. Quinchía, 29 août 1960. Archives de l'IEME.

<sup>132</sup> BASTIAN Jean-Pierre, *Le protestantisme en Amérique latine : une approche socio-historique*, Genève, Labor et Fides, 1994, p. 141.

<sup>133</sup> *Idem*, p. 186.

<sup>134</sup> *Idem*, p. 190.

<sup>135</sup> LÓPEZ AMAYA Jeiman David, « Misiones protestantes en Colombia 1930-1946. Geografía y política de la expansión evangélico-pentecostal », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 41, No. 2, juillet-décembre 2014, p. 74.



Nous ne savons pas à quelle agence missionnaire sont susceptibles d'appartenir ces protestants qui font soudainement apparition dans nos sources. Pourtant, il est probable qu'il s'agisse de l'Alliance chrétienne et missionnaire (ACM). Ce regroupement d'églises chrétiennes avait pris un avantage par rapport aux autres agences pendant l'expansion d'églises protestantes en Colombie entre 1938 et 1942, au point de devenir la principale mission du pays, avec son épiscopat dans la région caféière de Caldas<sup>136</sup>. Certes, il y a toute une mosaïque d'agences missionnaires protestantes actives dans le pays à l'époque, et rien ne peut garantir que c'est effectivement l'ACM qui est présente à Quinchía. Nous pouvons quand même être certains qu'il s'agit d'une agence appartenant à la mouvance évangélique, et non à la mouvance pentecôtiste. Si l'on revient à la dernière citation, on verra que l'auteur de la lettre fait mention de « moyens de propagande ultramodernes » utilisés par les protestants. En effet, une des stratégies adoptées par les églises évangéliques dans les années 1950 consiste à reproduire les premiers essais d'évangélisation du prédicateur nord-américain Billy Graham, en ajoutant concerts, films et diffusions radiophoniques aux cérémonies religieuses<sup>137</sup>. Les églises pentecôtistes, au contraire, ne construisent pas leur pouvoir religieux à l'appui de puissants moyens de communication mais sur le charisme et la capacité du pasteur à répondre au malheur social par des pratiques thaumaturgiques<sup>138</sup>.

La présence du protestantisme à Quinchía, en août 1960, n'est pas un fait nouveau. Reculons momentanément 16 années en arrière, à l'époque où Quinchía est toujours un *resguardo* indigène, régi par la loi 89 de 1890. Le 10 avril 1944, Manuel Trejos Díaz, secrétaire au conseil municipal, rédige un rapport dirigé aux membres du conseil, en réponse à un questionnaire reçu de la part du ministère de l'Économie. Le secrétaire développe point par point, plusieurs explications relatives au statut juridique des terres du village, l'extension territoriale de celles-ci, et leur gestion par un *cabildo* indigène. Arrivé au point six, il explique que le degré de culture des habitants de la localité « est égal à celui de la plupart de Colombiens ». « À peu près 40% de la population est alphabétisée. Dans le territoire de la partialité (aujourd'hui municipalité de Quinchía), il y a 19 écoles rurales et

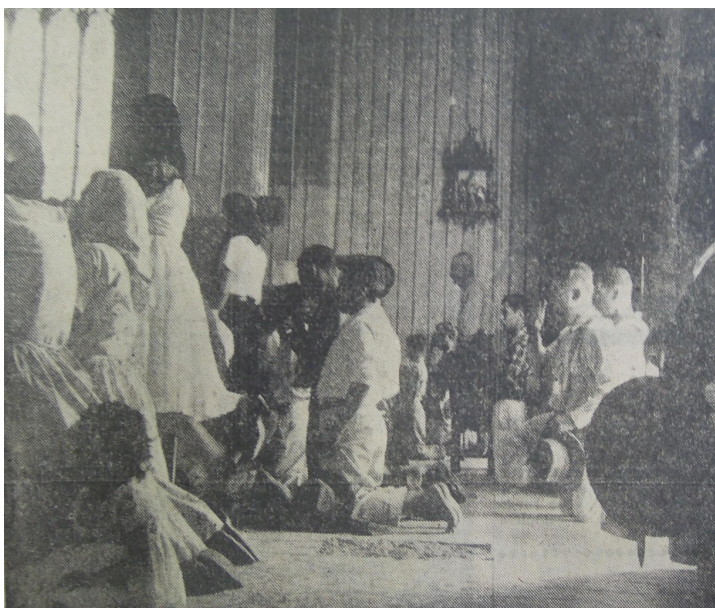
<sup>136</sup> *Idem*, p. 84.

<sup>137</sup> BASTIAN Jean-Pierre, *op. cit.*, pp. 188-189.

<sup>138</sup> *Idem*, p. 190.

deux écoles urbaines officielles ; deux écoles privés, une d'entre elles protestante ou évangélique »<sup>139</sup>. 15 années plus tard, lorsque le village fera l'objet d'une visite de plusieurs organes journalistiques pour faire un point sur la situation d'ordre public sur place, les différents journaux du pays publieront divers articles au sujet de Quinchía. Certains de ces articles rendent compte du déroulé de la visite qui vient d'avoir lieu au village, le 24 mai 1959. Encore d'autres expliquent

le profil de ce village de l'ouest de Caldas, méconnu d'une bonne partie des colombiens habitant les principales villes du pays. Le 26 mai, *El Espectador* publie une photographie d'un groupe de fidèles assistant une messe catholique. L'image est accompagnée de la notice explicative suivante : « Les habitants de Quinchía ont également démontré leur foi



28. *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 17.

catholique ; l'église déborde de fidèles tous les dimanches au moment de la Sainte Messe. Nonobstant, dans les alentours il y a aussi quelques chapelles protestantes, une situation qui a été expliquée par un citoyen local en disant qu'à Quinchía 'existe la liberté de culte' »<sup>140</sup>.

L'auteur de la lettre que nous avons citée plus haut, où l'on apprend l'existence d'églises protestantes à Quinchía, continue son exposé de la manière suivante :

<sup>139</sup> Manuel Trejos Díaz, secrétaire du conseil municipal de Quinchía. *Copia del informe rendido por la comisión que estudió el cuestionario remitido por el ministerio de la Economía nacional al departamento de Tierras – sección de Baldíos – al cabildo de la parcialidad*. Quinchía, 10 avril 1944. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuille 158.

<sup>140</sup> *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 17. 'Venganza' Cobraba Tributos a los Campesinos en la Región de Quinchía.

Le communisme travaille aussi. Voici le risque, que le Parti Libéral, avec son écrasante majorité, ne se laisse emporter à travers le chemin gauchiste pour tomber dans le communisme. [...] Il y a quelques jours, nous avons reçu une visite de son excellence, monsieur l'évêque. Parlant de toutes ces choses, il nous a dit, que les communistes travaillent effectivement pour fonder un deuxième État 'Tequendama' dans ces champs, d'où le besoin d'arriver à orienter religieusement le Parti Libéral, profitant de la foi que le peuple garde encore<sup>141</sup>.

À la peur du protestantisme, l'auteur de cette lettre rajoute donc la peur du communisme, alimentée par la réputation que gagnent alors les régions de Sumapaz et Tequendama, dans le département de Cundinamarca, comme noyaux d'influence communistes. Dans ces régions, le député et leader agraire Juan de la Cruz Varela est accusé d'avoir établi « un État complètement souverain dans l'ordre politique, fiscal, administratif et judiciaire »<sup>142</sup>. Ces zones là, de même que d'autres dans le sud du pays comme Marquetalia, Riochiquito, Guayabero et El Pato, commencent alors à être stigmatisées par l'opposition avec la qualification de « républiques indépendantes », de la même manière que Quinchía l'avait été en mai 1959. Pourtant, contrairement au cas de Quinchía, ici étudié, dans ces derniers cas le communisme se présente de manière plus récurrente comme un danger imminent compte tenu du progressif virage à gauche de la Révolution cubaine à l'époque. Lorsque Fidel Castro et ses troupes étaient rentrés victorieux à La Havane le 8 janvier 1959, il n'était pas encore clair quel type d'orientation politique allait adopter le nouveau régime. Toujours en avril 1959, lors d'un voyage à Washington, Castro se réclamait d'une « démocratie humaniste ». Cette situation commence à changer entre 1960 et 1961, connaissant un point de basculement définitif suite à l'avortement du débarquement contre-révolutionnaire à Playa Girón en avril 1961, lorsque les contenus marxistes-léninistes du projet révolutionnaire sont affirmées de manière plus ferme<sup>143</sup>. Dans ce contexte d'anticommunisme exacerbé déclenché par le virage à gauche du régime cubain, nous passons à la dernière partie de ce mémoire, qui comprend les derniers mois de vie de Medardo Trejos.

---

<sup>141</sup> Lettre envoyée à Mgr. José Lecuona, *op. cit.*

<sup>142</sup> GONZÁLEZ Fernan, *op. cit.*, p. 335.

<sup>143</sup> BASTIAN Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 198.

*5 juin 1961 : les derniers soupirs de Capitán Venganza*

Nous avons très peu d'éléments qui permettent d'enquêter sur le sort de Medardo Trejos pendant les mois qui précèdent sa mort, le 5 juin 1961. Suite à la lettre de démission de Zósimo Gómez, envoyée au secrétaire départemental de Gouvernement le 15 juin 1960, nous n'avons trouvé aucune référence à sa personne dans les archives municipales de Quinchía, entre les mois de juin 1960 et mars 1961. Son nom réapparaît dans un télégramme qui date du 3 mars 1961, où le maire du village, Ricardo Gartner, informe le juge 197 d'instruction criminelle, que l'individu qu'on connaît comme *Capitán Venganza* s'appelle en réalité Medardo Trejos Ladino<sup>144</sup>. Nous pouvons à peine spéculer sur la possibilité que son état de santé ait joué un rôle dans l'affaiblissement de son mouvement armé. Selon Zósimo Gómez, la détérioration physique de Medardo Trejos est arrivée à un point où celui-ci dût sortir de Quinchía pour recevoir des soins médicaux plus adaptés<sup>145</sup>. Pour effectuer ce séjour à l'extérieur du village, il semble avoir compté avec le soutien des missionnaires de l'IEME. Nous ne pouvons pas confirmer la véracité de ces informations, et nous n'avons aucun élément qui permette d'enquêter sur l'éventuelle destination de Medardo Trejos pendant ce temps-là. Si les informations sur son départ s'avéraient correctes, nous savons, grâce aux archives de l'IEME, que Medardo serait de retour sur le territoire *quinchieño* en février 1961. Le 22 de ce mois, le missionnaire Aventino Fernández signe une lettre qu'il envoie à un de ces supérieurs à Burgos. Dans cette lettre, Fernández explique qu'il existe une rivalité entre lui et le major Valencia Tovar. Ce dernier accuse le missionnaire d'être en complicité avec *Venganza*, qui n'a pas pu être arrêté à cause de l'obstination du « curé *chusmero*<sup>146</sup> ». Fernández assure dans sa lettre que la violence s'est terminée dans la zone, puisque le capitaine de bandits *Gavilán Blanco* est mort le jour de Noël. « *Venganza* se consacre maintenant à semer la paix dans ses collines, et à faire de la propagande anticomuniste et antiprotestante »<sup>147</sup>. Ce dernier commentaire donne l'impression d'un Medardo entièrement converti aux desseins de pacification et

<sup>144</sup> Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au juge 197 d'instruction criminelle, Santuario. Quinchía, 4 mars 1961. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>145</sup> Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.

<sup>146</sup> *Chusmero* est un terme familier utilisé pour désigner despectivement les membres des guérillas libérales.

<sup>147</sup> Lettre signée par Aventino Fernández. Quinchía, 22 février 1961. Archives de l'IEME.

d'évangélisation prônés par les missionnaires. Les raisons qui avaient donné naissance à son projet de soulèvement armé ayant perdu leur importance initiale, sa structure armée passe maintenant à opérer au bénéfice d'une série d'acteurs dont la stratégie dépasse largement le cadre de la situation d'ordre public à Quinchía.

Le 21 mars 1961, *La Patria* fait référence, en première page de son édition, à un article publié par *La República* : ce dernier journal vient de publier à un article où il « remémore l'époque où Arango Londoño et *Venganza* gouvernaient à Caldas »<sup>148</sup>. L'ancien gouverneur de Caldas, Gilberto Arango Londoño, accusé en mai 1959 de tolérer l'existence de bandes armées à Quinchía, vient d'émettre un avis critique à l'égard du gouverneur actuel concernant le cas d'un bandit qu'on appelle *El Feíto*. *La República* répond en disant que

[...] le sénateur Arango Londoño, lorsqu'il fait ces accusations au gouvernement de Caldas, oublie que pendant son mandat, il a nommé Claudio Rojas, le garde de corps de *Capitán Venganza*, à la direction de l'inspection de police d'Irra. Rojas, condamné à vingt ans de prison, avait pris l'habitude de capturer de citoyens conservateurs, qu'il envoyait ensuite au bandit *Venganza* pour qu'il les punisse à sa manière<sup>149</sup>.

Il est clair, en tout cas, que pour les rédacteurs des journaux *La República* et *La Patria*, le cas de *Capitán Venganza* est un phénomène qui appartient au passé, même s'ils sont au courant que le bandit est toujours recherché par les autorités. Les journaux ne reviendront sur le cas de *Capitán Venganza* qu'à la suite de sa mort, le 5 juin 1961.

Le 4 juin 1961, Ricardo Gartner envoie un télégramme au secrétaire départemental de Gouvernement détaillant les nouvelles de la mort d'un bandit connu dans la région, Gerardo Largo Correa, alias *Gavilán Negro*<sup>150</sup>. Deux jours plus tard, il enverra un autre télégramme au même destinataire avec les détails de la mort d'encore un autre bandit :

<sup>148</sup> *La Patria*, 21 mars 1961, p. 1. '*La República*' *Hace Memoria de Cuando Mandaban en Caldas Arango Londoño y 'Venganza'*.

<sup>149</sup> *Idem*, pp. 1-2.

<sup>150</sup> Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 4 juin 1961. AMQ.

Medardo Trejos Ladino, alias *Capitán Venganza*. L'incident avait eu lieu la veille aux alentours de 18 heures dans la colline de Miracampos. Medardo Trejos se trouvait dans la taverne de Buenaventura García, où il était arrivé tout seul, à cheval, lorsqu'il fit l'objet d'une interpellation de la part d'une unité mobile de l'armée qui faisait un contrôle de routine. « Ledit sujet a tenté de faire face à l'armée sans succès. Il fut ensuite transporté au poste militaire, et lorsqu'il a entrepris la fuite, son corps a été atteint par deux balles, au niveau de l'omoplate gauche et de la jambe gauche »<sup>151</sup>. Suite à la mort immédiate du bandit à cause de ses blessures, le juge 134 d'instruction criminelle se rend sur place pour pratiquer la levée du cadavre. Les autorités trouvent les éléments suivants en possession de Medardo lors de l'inspection du corps : une arme de poing de marque Star avec ses respectives munitions et une carte d'adhérent au Directoire Libéral municipal de Pereira, avec un faux nom, Marco Tapasco<sup>152</sup>. Cette version des faits est également reproduite dans les articles publiés par les journaux *El Tiempo* et *El Espectador* le 7 juin. Dans ces articles on apprend que le bandit avait retrouvé la mort dans un point qui se trouve dans la colline d'El Higo, près de la maison d'un monsieur de nom de famille Trejos. Cette même personne avait confirmé l'identité du bandit suite à sa mort<sup>153</sup>. À partir du texte de ces reportages, il paraît possible que Medardo Trejos ait été victime de la *ley de fuga*, pratique qui consiste à laisser partir un prisonnier pour ensuite le fusiller à distance sous prétexte d'avoir échappé aux autorités.

Une autre version des faits est reproduite dans ces mêmes articles à partir d'un communiqué émis par la quatrième brigade de l'armée. Selon ce document, l'incident aurait eu lieu à 20 heures au même endroit. Medardo Trejos serait arrivé à la taverne en compagnie d'autres personnes, pour se livrer à la consommation d'alcool. Un échange de tirs se serait déroulé sur place entre Medardo et les membres de sa bande, et les membres de la patrouille de l'armée qui les avaient interpellés, donnant comme résultat la mort de Medardo Trejos. Un soldat et un sous-officier auraient présenté de graves blessures à la

---

<sup>151</sup> Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 6 juin 1961. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> *El Espectador*, 7 juin 1961, p. 1. '*Venganza*' Cometió Más de Cien Crímenes en Caldas ; *El Tiempo*, 7 juin 1961, p. 3. *Muertos en Encuentro con Ejército y Policía 'Venganza', el 'Capitán Terror' y 'El Mico'*.

suite de cet échange, faisant nécessaire de les transporter immédiatement à l'hôpital militaire le plus proche. « Ledit antisocial [Medardo Trejos] avait dans sa possession un fusil Mauser, d'utilisation privative des forces armées, deux révolvers, un ensemble d'habits militaires et une grande quantité de munitions »<sup>154</sup>. Cette dernière version sera démentie par le maire dans un télégramme du 7 juin, où il demande au secrétaire départemental de rectifier ces fausses informations<sup>155</sup>.

Pour quelles raisons Medardo Trejos se rend-il à cet endroit au soir du 5 juin ? Le gérant de la taverne en question, Buenaventura García, est une des personnes qui s'était plaint en mars 1960 auprès de la mairie d'avoir fait l'objet de menaces de la part de membres du Front Populaire, pour le fait d'avoir voté pour le Front National<sup>156</sup>. La taverne est donc gérée par une personne appartenant au même courant politique de Medardo Trejos. Nonobstant, l'établissement se trouve dans une colline hostile au régime, puisque la région de Miracampos est justement une des zones où il y avait eu très peu de suffrages en faveur du Front National aux élections législatives du 20 mars 1960. Il est clair qu'avec ce déplacement, le bandit sort de sa zone de confort, mais nous ne savons pas qu'est-ce qui le motive à ce faire. Comme nous l'avons vu, les sources ne permettent pas d'établir clairement s'il se trouve tout seul ou en compagnie d'autres camarades au moment de sa mort. Enfin, même s'il paraît clair que Medardo était arrivé à l'endroit pour consommer de l'alcool, nous ne savons pas si au moment de son interpellation par les forces armées, il est déjà en état d'ivresse. Un témoin de l'époque, interviewé lors de cette enquête, affirme que le bandit aurait été sous les effets du cannabis ce soir-là<sup>157</sup>.

---

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 7 juin 1961. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>156</sup> Ciro Jaramillo, inspecteur départemental de police de Batero, Quinchía, au maire de Quinchía. *Asunto : envío de una información*. Moreta, 30 mars 1960, office No. 11. AMQ.

<sup>157</sup> Efraín Pineda, entretien avec l'auteur le 13 juillet 2015.





29. *La Pátria*, 7 juin 1961, p. 10.

À la suite de ces événements, le maire Gartner décrète l'interdiction de toute vente de boissons alcoolisées jusqu'au nouvel ordre<sup>158</sup>. Avec cette mesure, le maire entend certainement de calmer l'état d'agitation social crée par la mort de Medardo Trejos au village de Quinchía. Le corps du bandit sera inhumé et enterré au cimetière municipal de son village d'origine, le 6 juin 1961 ; son corps bénéficie d'une sépulture ecclésiastique, comme en témoigne l'acte de décès signé par Celestino Peña<sup>159</sup>. Dans les images reproduites par les journaux au lendemain de la cérémonie, il est possible d'apprécier une grande quantité de personnes participant aux obsèques de Medardo. Cette participation populaire traduit-elle une admiration inconditionnelle envers un héros abattu par les forces

<sup>158</sup> Décret No. 014 du 6 juin 1961, signé par Ricardo Gartner, maire de Quinchía. AMQ.

<sup>159</sup> Archives paroissiales de Quinchía.



armées ? S'agit-il de la preuve ultime de l'existence d'un Robin des Bois de l'occident colombien ? Plus qu'admiration, ce que nous pouvons décerner avec certitude, c'est de la curiosité. Il est très probable qu'une bonne partie des habitants de Quinchía, en particulier ceux qui venaient des collines éloignées de la zone d'action de Medardo, n'avaient jamais vu son visage avant le jour de son enterrement. Ils avaient entendu parler d'un mythe, *Capitán Venganza*, mais ils n'imaginaient pas que derrière ce mythe se cachait un garçon de 23 ans, affecté par de graves problèmes de santé et progressivement désorienté au fur et à mesure que sa carrière de bandit tombe en décadence.



30. *La Pátria*, 8 juin 1961, p. 11.

Nous ne savons pas quel sort est réservé aux membres restants de la bande de *Capitán Venganza*, mais nous pouvons supposer que son groupe se fracture ensuite en plusieurs unités qui continuent à agir de façon indépendante. Le 20 octobre 1961, José Noa

Trejos, alias *Matallana*, connaîtra le même sort de son frère Medardo<sup>160</sup>. Quelques mois plus tard, le 20 avril 1962, ce sera au tour d'Arquímedes Trejos Ladino, alias *El Huerfano*, d'être abattu, sans que les autorités aient connaissance de l'identité des auteurs de l'assassinat ou des mobiles derrière celui-ci<sup>161</sup>. En ce qui concerne l'équipe de missionnaires de l'IEME dirigée par Celestino Peña, celle-ci restera à Quinchía au moins jusqu'au 24 janvier 1966, date à laquelle ce dernier cesse d'apposer sa signature sur les actes de naissance et de décès enregistrés aux archives paroissiales. Les phénomènes de violence qui avaient marqués toute une époque sont alors en train de diminuer en importance, même si en 1964 il y a toujours une centaine de bandes armées actives en Colombie, ignorant les accords entre les dirigeants des partis traditionnels et comptant avec l'appui, actif ou passif, des communautés rurales où elles sont présentes<sup>162</sup>. Le village de Quinchía, de même que le reste du pays, connaîtra dans les décennies suivantes d'autres phénomènes de violence répondant à d'autres problématiques. Ces phénomènes-là dépassent largement le cadre de notre étude, mettant un terme à notre réflexion.

---

<sup>160</sup> Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au maire et aux inspecteurs de police de Santuario. Quinchía, 21 octobre 1961. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>161</sup> Carlos Betancurt Hoyos, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de gouvernement. Quinchía, 21 avril 1962. Annexe au mémoire de licence d'ARCHIPIZ *et. al.*

<sup>162</sup> GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 321.

## Conclusion

Au cours des différents chapitres de ce mémoire, nous avons parcouru la naissance, le développement et la désintégration progressive d'une guérilla rurale au village de Quinchía, Caldas, entre 1957 et 1961. Nous avons accompli cette tâche en suivant la trace du principal leader de ce groupe armé, Medardo Trejos Ladino, alias *Capitán Venganza*. Cette guérilla émerge à la fin des années 1950 en guise de réponse à l'affrontement partisan qui se déroule sur ce territoire depuis au moins dix ans. La violence à Quinchía se manifeste par des actions ponctuelles menées, avec de degrés divergents de planification, par de groupes formellement constitués. Elle prend également la forme de manifestations plus spontanées de violence, inscrites parfois dans les codes de comportement quotidiens. À certains moments, la frontière entre ces deux types de manifestations violentes n'est pas facile à tracer. Derrière les actions, les opérations et les comportements que nous pouvons qualifier de violents, se cache tout un jeu de pouvoir, un ensemble de rivalités accumulées entre villages, régions et groupes sociaux. Notre enquête donne une idée de la trajectoire de certains individus qui participent à ces phénomènes de violence, et de la manière dont leurs vies s'entrelacent pour former une trame commune.

La formation de cette guérilla mobilise le savoir-faire d'une série d'acteurs étrangers au village de Quinchía, tels que Roberto Gonzalez Prieto, alias *Pedro Brincos*, Libardo Mora Toro et Mario Mapura. Ces individus proviennent tous du département de Tolima, un autre noyau de violence partisane entre les années 1940 et 1950. À Quinchía, ils donnent naissance à un mouvement armé qui se finance dans une bonne mesure avec de fonds levés sur place, ce qui donne à ce dernier un certain degré d'autonomie. Ces protagonistes *tolimenses* relaient ensuite le leadership du groupe à un jeune garçon de 20 ans, qui commence à acquérir plus d'importance au cours de l'année 1958 et s'impose comme principal meneur du mouvement à la fin de cette année. Pourtant, la relation précise que développe Medardo Trejos avec les fondateurs de cette guérilla reste encore à éclaircir. Se connaissent-ils lors du séjour que Medardo Trejos paraît effectuer au département de Tolima pendant son enfance ? Medardo a-t-il l'opportunité d'agir conjointement avec eux

sur le territoire de Quinchía ? La réponse à ces questions permettrait d'avoir une vision plus claire du déroulement de la vie de Medardo Trejos. Elle permettrait également de mener une réflexion plus approfondie sur la relation qui se tisse entre les phénomènes de violence dans les différentes régions du territoire, un aspect fondamental pour avoir une compréhension globale du milieu insurrectionnel de l'époque. Les militants qui commencent leur carrière à un endroit migrent vers d'autres territoires lorsque la conjoncture ne leur est plus favorable. Ils se voient ensuite impliqués dans d'autres projets de rébellion, ce qui leur permet de diffuser les connaissances déjà acquises et en obtenir de nouvelles.

Les phénomènes de violence ainsi déclenchés mettent ensuite en contact un ensemble d'acteurs d'origines diverses, donnant lieu à des rencontres inattendues. Les vies se bousculent et se transforment petit à petit, grâce aux rencontres qui ont lieu entre les bandits, les militaires, les missionnaires et les fonctionnaires publics. « Si d'un côté la société se dissout, de l'autre côté elle se recompose »<sup>1</sup>. L'analyse de la biographie de ces acteurs, des rivalités personnelles, entre familles ou entre villages, se révèle fondamentale pour l'analyse du conflit armé dans tous ses aspects. Comme le souligne Stathis Kalyvas, ces aspects personnels, ou locaux, du conflit, sont souvent disqualifiés, ou tout simplement traités comme une série d'anecdotes fascinantes mais superflues à l'heure de l'analyse finale. « Au contraire, ces conflits, qui se présentent dans presque toutes les guerres civiles que j'ai étudiées, constituent une partie essentielle du processus de violence dans la guerre civile, et ils pointent vers un aspect crucial qui est rarement perçu : son caractère englobant »<sup>2</sup>. Les différents épisodes ou anecdotes évoquées au cours de ce mémoire rendent compte de fissures plus profondes dans la société étudiée, résultat cumulé d'une multiplicité de conflits sociaux au cours des décennies. Évidemment, nous ne pouvons faire ressortir ces conflits qu'à l'aide d'une analyse historique approfondie, d'où l'intérêt d'établir une complémentarité entre l'aspect anecdotique ou journalistique de l'enquête avec l'analyse des changements de longue durée sur le territoire en question. C'est ce que

---

<sup>1</sup> ACEBEDO TARRAZONA Álvaro, « El símbolo de un Robin Hood vengador en el occidente de Colombia », *Estudios Humanísticos. Historia*, No. 3, 2004, p. 53.

<sup>2</sup> KALYVAS Stathis N., « La violencia en medio de la guerra civil : esbozo de una teoría », *Análisis Político*, No. 42, 2001, p. 16.

souligne Carlo Ginzburg dans *Le sabbat des sorcières*. Cet ouvrage montre comment des hommes et des femmes sont accusées, du X<sup>IV</sup>e au X<sup>VII</sup>e siècle, dans toute l'Europe, de se livrer la nuit, en présence du diable, à des festins, à des orgies, à l'anthropophagie. Suite à l'étude des procès de sorcellerie, Ginzburg se rend compte que les paroles qui y sont prononcées « dépassent les moments où elles sont proférées »<sup>3</sup>. « Des témoignages même très récents pouvaient conserver des traces de phénomènes beaucoup plus anciens ; inversement, des témoignages éloignés dans le temps pouvaient éclairer des phénomènes beaucoup plus tardifs »<sup>4</sup>. C'est ce qui fait que, « dans la section transversale de n'importe quel présent, on trouve ainsi les incrustations de nombreux passés, d'épaisseur temporelle différente (surtout dans le cas de témoignages folkloriques), qui peuvent renvoyer à un contexte spatial beaucoup plus étendu »<sup>5</sup>.

Nous avons essayé de faire ressortir, dans la mesure du possible, ce jeu de temporalités, en éclairant des phénomènes récents par des phénomènes plus anciens, et inversement. Pourtant, notre connaissance du territoire et les sources à notre disposition ne permettent pas toujours d'approfondir cette analyse comme on le souhaiterait. C'est pourquoi, il est souvent nécessaire de s'en tenir à une démarche de documentation des événements. Nous entendons ainsi proposer une trame narrative qui servira de base à d'autres recherches ultérieures sur certains moments de la conjoncture 1957-1961. Il n'est pas ici question de suivre au jour le jour les événements qui ont lieu sur le village de Quinchía dans ces années, mais de situer le lecteur au sein d'un espace géographique donné ; de lui donner une idée de la manière dont les acteurs participent aux phénomènes de violence. Ce procédé s'assimile à une mise en scène, puisque nous faisons appel à un arsenal rhétorique qui donne au récit un caractère plus incarné. Or, bien au-delà de tout simplement construire un récit entraînant pour le lecteur, nous l'invitons à participer au travail d'interprétation des sources, en prenant une distance critique par rapport à celles-ci lorsqu'elles ne sont pas suffisamment claires. Ce faisant, nous associons le lecteur à la

---

<sup>3</sup> BENZA Alban, « De la micro-histoire vers une anthropologie critique », in REVEL Jacques, *Jeux d'échelles: la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 57.

<sup>4</sup> GINZBURG Carlo, *Le sabbat des sorcières*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 25-26.

<sup>5</sup> *Idem*, p. 34.

construction d'un objet de recherche, comme le note Jacques Revel<sup>6</sup>. L'esprit scientifique va ainsi de paire avec l'esprit littéraire, puisque le déploiement d'un mode d'exposition narratif n'empêche pas le chercheur d'adopter une posture critique vis à vis du « mentir vrai » que mobilisent les romanciers, comme le souligne Gerard Noiriel pour son enquête sur Rafael, l'esclave d'origine afro-cubaine devenu clown à Paris à la Belle Époque<sup>7</sup>.

Lorsque les premières ébauches de ce projet de recherche ont été élaborées, il était question de mener une enquête comparative dans plusieurs municipalités de Caldas, ou dans plusieurs municipalités de plusieurs départements, pour représenter la Violence à travers ses différentes expressions synchroniques. Éventuellement, au vu des contraintes temporelles, nous avons décidé de faire l'enquête porter sur un cas qui avait attiré notre attention lors de nos premières lectures. C'est ainsi que nous nous sommes plongés dans l'histoire personnelle de Medardo Trejos, avec le village de Quinchía en arrière plan. Une fois confrontés aux archives, nous avons cédé à la tentation de laisser parler les acteurs de leur propre voix, dans la mesure où elle serait capable d'apporter une vision plus claire du fonctionnement des phénomènes de violence en milieu rural. Nous avons choisi, parmi toutes les sources consultées, celles qui donneraient accès le plus facilement au labyrinthe d'histoires entrelacées que constitue la période de la Violence, et aux thématiques qui y sont liées. Nous avons trouvé pertinent de faire un effort pour représenter schématiquement le déroulement de la vie quotidienne au village, rythmée de rituels hebdomadaires comme la messe et le marché, ou encore par de phénomènes saisonniers, comme la récolte de café. De cette manière, nous entendons donner au lecteur un ressenti plus tangible du rapport que développent les individus à leur entourage social et naturel. Chaque anecdote se révèle être un microcosme de relations sociales, ouvrant la voie aux réflexions autour d'expériences sensorielles telles que l'odorat, la perception du temps, ou encore le paysage sonore, pour ne prendre que quelques exemples<sup>8</sup>. Nous arrivons ainsi à une enquête comparative par le chemin inverse : au lieu d'agrandir la focale pour avoir une vue d'ensemble de la forêt,

---

<sup>6</sup> REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 33.

<sup>7</sup> NOIRIEL Gérard, *Chocolat : La véritable histoire d'un homme sans nom*, Montrouge, Bayard, p. 11.

<sup>8</sup> CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : L'odorat et l'imaginaire social, XVIIe-XIXe siècles*, Paris, Flammarion, 2016 ; CORBIN Alain, *Les cloches de la terre*, Paris, Albin Michel, 1994.

nous la réduisons pour observer l'écosystème qui existe à l'intérieur de chaque arbre. À un moment donné, lorsqu'il devient nécessaire de sortir de ce cadre étroit, il est toujours possible de revenir à un plan plus général, en partie grâce aux travaux publiés par d'autres chercheurs sur d'autres bandits ou d'autres cas de violence sur le territoire national. Nous ne concevons ainsi aucune incompatibilité entre les recherches comparatives de grande échelle et les enquêtes minutieuses sur un territoire précis à une époque donnée.

Tout au long de cette histoire, la question de la rébellion est un thème qui revient constamment, la plupart du temps de manière implicite. Une bonne partie des commentateurs qui prennent la parole au long du récit établit une distinction nette entre guérilleros et bandits, accordant une plus grande légitimité aux premiers qu'aux seconds. Cette inquiétude paraît transpercer dans le monde académique, où les chercheurs s'attardent longtemps pour décider quels termes utiliser pour désigner tel ou tel acte de rébellion. Cette réflexion est importante, puisque nous savons qu'à certains moments, la désobéissance aux autorités cesse d'être un choix pour devenir un impératif nécessaire à la survie. Or, nous savons également que les actes de délinquance peuvent facilement être présentés comme des actes de contestation, d'où l'intérêt d'identifier une limite entre les deux. En somme, il est souvent question de savoir quel degré de légitimité on peut accorder à un acte de rébellion. Dans ce mémoire, nous avons mis l'accent sur la difficulté à distinguer objectivement la rébellion de la délinquance, puisque chacune des parties en conflit juge l'autre incompétente pour trancher sur la question. Lorsqu'on rentre dans l'illégalité, on se marginalise par rapport à une norme existante, mais cette norme est le produit d'un rapport de pouvoir entre êtres humains qui n'est jamais définitif. Eric Hobsbawm rend compte de l'élasticité dont fait preuve la catégorie du bandit dans son principal ouvrage sur le banditisme, de la manière suivante : « Que l'on dévalise un transporteur de fonds à un coin de rue ou que l'on appartienne à une organisation d'insurgés ou de guérilleros qui n'est pas officiellement reconnue, on est considéré par la loi comme un bandit si l'on est membre d'un groupe qui a recours à la violence et pratique le vol à main armée »<sup>9</sup>. Pourtant, il remarque tout de suite que « l'historien et le sociologue ne sauraient se contenter d'une

---

<sup>9</sup> HOBBSAWM Eric, *Les bandits*, Paris, Éditions Zones, 2008, Chapitre 2 : Qu'est-ce que le banditisme social ? Adresse URL [http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=79](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=79) (Site consulté le 9 février 2017).

définition aussi sommaire »<sup>10</sup>. C'est ce qui mène cet auteur à se concentrer sur certaines catégories de brigands, « à savoir ceux qui ne sont pas considérés par l'opinion publique comme de simples criminels »<sup>11</sup>. Ce sont ceux qu'il appelle « bandits sociaux ». C'est à dire qu'au lieu d'accepter le découpage qu'effectue l'État entre formes de protestation légitimes et non légitimes, Hobsbawm choisit la focale de l'opinion publique. Mais qui parle au nom de l'opinion publique ? L'usage de ce terme au singulier présuppose une vision homogène du monde rural, un lieu cristallisé dans le temps. Il cache la multitude de voix qui le composent, de même que la multiplicité de discours qui y sont véhiculés. Lorsqu'on confronte ces voix, on se rend compte que même dans un espace très restreint, les opinions ne sont jamais sur la même longueur d'onde. Elles n'ont pas non plus la cohérence que certains essaient de leur attribuer. Les acteurs de l'époque manient la catégorie du bandit d'une manière qui laisse entrevoir une incertitude face à la position exacte de celui-ci sur le plan moral ; ils renversent constamment les termes de l'analyse.

Suite à un dépouillement extensif de la littérature existante sur les guerres civiles de différentes époques, Stathis Kalyvas conclut qu'il est insensé de qualifier certains individus participant aux guerres civiles comme étant mus par des croyances idéologiques, et d'autres par des intérêts purement économiques. « Le pillage est un élément récurrent des guerres civiles, même des plus idéologisées telles que les Révolutions russe et chinoise, ainsi que des révoltes anticoloniales telles que celle de l'Indonésie dans les années 1940 »<sup>12</sup>. L'auteur rend compte de la manière dont les membres des armées révolutionnaires françaises, à la fin du XVIIIe siècle, étaient accusés par leurs contemporains d'être des voleurs de grand chemin, vagabonds, ou même des hooligans vicieux et sanguinaires. Leurs adversaires, les contrerévolutionnaires, faisaient également recours au brigandage et au banditisme<sup>13</sup>. Notre démarche s'inscrit dans ce même type de réflexion : nous explicitons l'ambiguïté conceptuelle soulevée par l'usage de ces termes au lieu de nous en tenir à une catégorie dont l'autonomie ontologique reste incertaine. Le suivi des évolutions que subissent les acteurs armés dans le temps, ainsi que la prise en compte des variations au sein d'un même

---

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> KALYVAS Stathis N., « 'New' and 'old' civil wars: a valid distinction? », *World politics*, 2001, Vol. 54, No. 1, p. 106.

<sup>13</sup> *Ibid.*



phénomène, devraient permettre au chercheur d'aboutir à un usage plus éclairé des catégories telles que guérillero, bandit, brigand ou délinquant. Le défi qui se pose est donc de restituer la multiplicité de discours qui gravitent autour de ces termes, afin de ne pas les utiliser comme s'ils allaient de soi. À partir de ces observations, nous espérons laisser la voie ouverte à d'autres réflexions sur les mêmes thématiques, qui pourront éclaircir, compléter ou contredire les arguments ici développés.

### Illustrations, figures, tableaux, cartes

1. Localisation de Quinchía sur la carte de la Colombie. Adresse URL  
<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=8305517> (Site consulté le 28 février 2017). .....4
2. Carte administrative de la municipalité de Quinchía, produite par le département de Risaralda en 2006. Les divisions administratives actuelles correspondent à celles de l'époque étudiée.....21
3. *La Patria*, 13 mai 1958. p. 3. ....24
4. Position géographique de Neira par rapport à Quinchía. Élaboration propre à partir de photos satellites de Google Earth.....28
5. Carte du département de Caldas, avant la création des départements de Risaralda et Quindío en 1966. Adresse URL  
<https://sociudadespacionaturaleza.wordpress.com/page/9/> (Site consulté le 5 août 2016).....31
6. Enterrement de la famille Zamora Castaño. *La Patria*, 12 avril 1958, p. 5.....34
7. Les sujets répondent aux noms suivants, de gauche à droite : Debout : José Justiniano Trejos Aricapa, Justiniano Chiquito Suárez, Eugenio Ramírez Castañeda, Roberto Antonio Vinasco Aricapa, Tiberio de Jesús Chiquito, Luís Alberto Chiquito et Sadid Alberto Suárez. Assis : Heriberto Suárez, José Aicardo Aricapa, deux mineurs dont les noms ne sont pas affichés, Alfonso Enrique Chiquito et Argemiro Suárez.....37
8. Zones de banditisme en maturation à Quinchía. Élaboration propre à partir des photos satellites de Google Earth.....39
9. Fidel Montes. *La Patria*, 15 mai 1958, p. 2.....44
10. Roberto González Prieto, alias *Pedro Brincos* ou *Julio Calle*.....49
11. Cachet apposé par le *cabildo* de Quinchía sur ses communiqués.....59
12. Division territoriale de la Colombie en 1942. Focus sur les zones centrales du pays, affectées par la violence. Adresse URL

<a href="https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/da/Colombia_%281942%29.svg">https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/da/Colombia_%281942%29.svg</a> (Site consulté le 16 août 2016).	73
13. Enterrement des victimes du massacre du 28 mars 1948. Archives photographiques, Casa de la Cultura, Quinchía.	76
14. <i>El Colombiano</i> , 20 novembre 1957, p. 7. In AYALA DIAGO, <i>Democracia, bendita seas</i> , p. 511.	79
15. De gauche à droite : Hector García, Graciela Quintero et Carlos Ossa. <i>La Patria</i> , 16 mai 1958, p. 3.	84
16. Centres d'opérations de <i>Capitán Venganza</i> et <i>Sargento</i> García. ARCHIPIZ <i>et. al.</i> , <i>op. cit.</i> , p. 72.	93
17. Emplacement approximatif de l'échange de tirs entre les hommes de <i>Venganza</i> et l'armée, le 21 février 1959. Élaboration propre à partir de photos satellites de Google Earth.	99
18. Álvaro Valencia Tovar, commandant du bataillon Ayacucho, parcourt les rues de Quinchía en compagnie du maire, Ricardo Gartner.	112
19. En premier plan, le major Valencia Tovar prend le microphone pour s'adresser à la foule. <i>La Patria</i> , 27 mai 1959, p. 10.	114
20. <i>El Siglo</i> , 26 mai 1959, p. 3.	114
21. Eduardo Camargo Gámez, rédacteur d' <i>El Tiempo</i> , discute avec les habitants de Quinchía. <i>El Tiempo</i> , 25 mai 1959, <i>op. cit.</i>	115
22. <i>La Patria</i> , 25 mai 1959, p. 7.	116
23. <i>El Siglo</i> , 26 mai 1959, p. 1.	117
24. <i>El Siglo</i> , 26 mai 1959, p. 8.	120
25. « Je ne sais pas s'ils découvriront la cause de la violence, mais la discussion est très instructrice et intéressante... ». <i>La República</i> , 24 juillet 1959.	122
26. Medardo Trejos Ladino	136
27. Mariano Ospina et Gilberto Alzate lors de la convention du Parti Conservateur, le 24 octobre 1959. In AYALA DIAGO Cesar Augusto, <i>op. cit.</i> , p. 582.	156
29. <i>La Pátria</i> , 7 juin 1961, p. 10.	179
30. <i>La Pátria</i> , 8 juin 1961, p. 11.	180

## Sources primaires

### *Annales du Congrès*

Annales du Congrès, *Palabras del honorable Senador De Angulo en la sesión del día 5 de mayo de 1959*, pp. 1555-1556.

Annales du Congrès, *Palabras del honorable senador Sorzano. Sesión del día 12 de mayo de 1959*, pp. 1593-1607.

### *Dossiers de presse*

*El Diario*, Pereira, 1929 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P1000Z.

*El Espectador*, Medellín, Bogotá, Imprenta del Espectador, 1887 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P224, ISSN 0122-2856.

*El País*, Cali, 1950 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P995J, ISSN 0124-891X.

*El Siglo*, Bogotá, 1936 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P130, ISSN 0122-2341.

*El Tiempo*, Bogotá, Casa Editorial El Tiempo, 1911 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P1A, ISSN 0121-9987.

*La Patria*, Manizales, Editorial La Patria, 1921 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P994P, ISSN 0124-9320.

*La República : Diario económico, empresarial y financiero de Colombia*, Bogotá, Editorial El Globo, 1954 - , Bibliothèque Luís Ángel Arango, numéro topographique P108, ISSN 0122-591X.

### *Entretiens oraux*

Aliria Ramírez, date inconnue

Alfredo Cardona Tobón, 10 juillet 2015

Arnobio Marín Castaño, 15 juillet 2015

Bernardo Isaza, date inconnue

Efraín Pineda, 14 juillet 2015

Fernando Uribe, 14 juillet 2015

Francisco Aricapa, 31 juillet 2015

Iván Ramírez, 14 juillet 2015

Luis Eduardo Ugarte, date inconnue

María Doncella Rojas, 12 juillet 2015

Zósimo Gómez Álvarez, 23 septembre 2015

### *Fonds d'archives*

Archives générales de la Nation (AGN) :

Adjudicación de Tierras en la Parcialidad Indígena de Quinchía, Caldas, 1936-1941 : CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1

Resguardos del Departamento de Caldas, 1935-1945 :  
CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4

Resguardo de Quinchía, 1941-1958 : CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2

Archives de l'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME), lettres correspondant aux dates suivantes : 14 juin 1960, 9 juillet 1960, 18 août 1960, 29 août 1960, 15 décembre 1960, 22 février 1961 (ces documents ont été obtenus par voie électronique suite à un échange avec un membre de l'Institut).

Archives municipales de Quinchía : dossiers comprenant les années 1945, 1946, 1949, 1953, 1954, 1955, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, et 1975 (aucune référence supplémentaire à fournir, vu l'absence d'un système de classement aux archives).

Archives paroissiales de Quinchía : actes de naissance correspondant aux années 1938 et 1939 ; actes de naissance correspondant à l'année 1961.

### *Sources audio-visuelles*

Producciones Quinchía Televisión, *Hermano José María Torti Soriano*, 1998.

Producciones Quinchía Televisión, *Memorias de Quinchía : Vistazo al pasado 'Flecha Roja'*.

*Témoignages écrits*

VALENCIA TOVAR Alvaro, *Mis adversarios guerrilleros*, Bogotá, Editorial Planeta, 2009.

*Autres*

Dirección departamental de Estadística de Caldas, *Revista – Anuario*, Manizales, Imprenta Departamental, août 1960.

## Bibliographie

### La Colombie

#### - *Études biographiques*

AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá : Fundación Gilberto Alzate Avendaño, 2013.

VALENCIA LLANO Albeiro, *Otto Morales Benítez : De la nación a la región y el continente*, mars 2005.

#### - *Histoire agraire*

GILHODÉS Pierre, *Politique et violence : la question agrarie en Colombie, 1958-1971*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974.

KALMANOVITZ Salomón, « Evolución de la estructura agraria colombiana », *Cuadernos Colombianos*, No. 3, Bogotá, premier trimestre 1974.

#### - *Histoire générale de la Colombie*

ARRUBLA Mario, *Estudios sobre el subdesarrollo colombiano*, Medellín, Editorial La Oveja Negra, 1969.

GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014].

PÉCAUT Daniel, *Classe ouvrière et système politique en Colombie, 1930-1953*, Paris, 1979.

SÁNCHEZ Gonzalo, *Ensayos de historia social y política del siglo XX*, Bogotá, El Áncora Editores, 1984.

#### - *Histoire régionale*

CARDONA TOBÓN Alfredo, « Melquisedec Gómez Murillo : El Patriarca de las Salinas », *Historia y región*, 30 avril 2012, Adresse URL <http://historiayregion.blogspot.fr/2012/04/el-patriarca-de-las-salinas.html> (Site consulté le 8 novembre 2016).

CARDONA TOBÓN Alfredo, *Quinchía mestizo*, Pereira : Fondo Editorial Departamento de Risaralda, 1989.

CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 1986,

GUERRERO Javier, *Los años del olvido: Boyacá y los orígenes de la Violencia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1991.

### La Violence en Colombie

ALAPE Arturo, *El Bogotazo : memorias del olvido*, Bogotá, Casa de las Américas, 1983.

AROCHA Jaime, *La Violencia en el Quindío: Determinantes ecológicos y económicos del homicidio en un municipio caficulator*, Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1979.

AYALA DIAGO César Augusto, « El cierre del Congreso de 1949 », *Revista Credencial Historia*, Ed. 162, Bogotá, juin 2003. Adresse URL <http://www.banrepcultural.org/revista-60> (Site consulté le 5 août 2016).

AZULA BARRERA Rafael, *De la Revolución al Orden Nuevo : Proceso y Drama de un Pueblo*, Bogotá, Editorial Kelly, 1956.

BERGQUIST, Charles, *Café y conflicto en Colombia*, Medellín, Fundación Antioqueña para los Estudios Sociales, 1971.

DEAS Malcolm, « Poverty, Civil War, and Politics: Ricardo Gaitán Obeso and his Magdalena River Campaign in Colombia, 1885 », *Nova Americana*, Vol. 2, 1979, pp. 263-303.

DIX Robert, *Colombia : The Political Dimensions of Change*, New Haven, Yale University Press, 1967.

FAJARDO Darío, *Violencia y desarrollo*, Bogotá, Fondo editorial suramerica, 1979.

FLUHARTY Vernon Lee, *Dance of the Millions: Military Rule and Social Revolution in Colombia, 1930-1956*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1957.

FRANCO ISAZA Eduardo, *Las guerrillas del llano : testimonio de una lucha de cuatro años por la libertad*, Bogota, Mundial, 1959.

GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá, septembre 1962 [juin 1962].

JARAMILLO MARÍN Jefferson, « La Comisión Investigadora de 1958 y la Violencia en Colombia », *Universitas Humanística*, No. 72, Bogotá, juillet-décembre 2011, pp. 38-62.



MARTZ John D., *Colombia : A Contemporary Political Study*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1962.

MEERTENS Donny, *Ensayos sobre tierra, violencia y género*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2000.

OQUIST Paul, *Violence, conflict and politics in Colombia*, New York, Academic Press, 1980.

ORTIZ SARMIENTO Carlos Miguel, *Estado y subversión en Colombia : La Violencia en el Quindío años 50*, Bogotá, Fondo Editorial CEREC, 1985.

POSADA Francisco, *Colombia : Violencia y Subdesarrollo*, Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1969.

ROLDÁN Mary, *A sangre y fuego: la violencia en Antioquia, Colombia, 1946-1953*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2003.

SÁNCHEZ Gonzalo, « Rehabilitación y Violencia bajo el Frente Nacional », *Análisis Político*, No. 4, Bogotá, mai-août 1988, pp. 26-53.

SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *Bandoleros, gamonales y campesinos*, Bogotá, Distribuidora y Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S.A., 2006.

SÁNCHEZ Gonzalo, PEÑARANDA Ricardo (compilateurs), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, Medellín, La Carreta Editores E.U., 2007

SOLAÚN Mauricio, « La Violencia : Socio-Historical Determinants of Political Violence in Colombia », manuscrit non publié.

TIRADO MEJÍA Álvaro, « Aspectos sociales de las guerras civiles en Colombia », *Revista de Extensión Cultural*, Vol. 2, No. 3, 1995, pp. 64-73.

- *Études portant sur le cas de Capitán Venganza*

ACEBEDO TARRAZONA Álvaro, « El símbolo de un Robin Hood vengador en el occidente de Colombia », *Estudios Humanísticos. Historia*, No. 3, 2004, pp. 45-64.

ARCHIPIZ ARCHIPIZ Gilberto, CALVO BECERRA José Albeiro, MEDINA DE A. María Gladys, PÉREZ VALENCIA Elsaín de Jesús, PALACIO POLANCO Camilo, QUINTERO CASTAÑO Jairo de Jesús, RIVERA PÉREZ DE R. María Amparo, *La Violencia política en Quinchía : Caso Capitán Venganza*, Sciences sociales, Université Technologique de Pereira, Faculté d'Éducation, juin 1985.

PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007.

L'individu

BECKER Howard S., *Outsiders : Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions A.-M. Métailié, 1985.

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales* Vol. 62-63, 1986, pp. 69-72.

CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1789-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.

GINZBURG Carlo, *Le fromage et les vers: l'univers d'un meunier du XVIe siècle*, Aubier, 1980.

LAHIRE Bernard, *Franz Kafka: éléments pour une théorie de la création littéraire*, Paris, Éditions La Découverte, 2010.

LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village: histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1989.

LOAIZA CANO Gilberto, « El recurso biográfico », *Historia crítica*, No. 27, 2005, pp. 221-234.

NOIRIEL Gérard, *Chocolat : La véritable histoire d'un homme sans nom*, Montrouge, Bayard.

Le banditisme

BLOK Anton, *The Mafia of a Sicilian village, 1860-1960 : a study of violent peasant entrepreneurs*, Oxford, Blackwell, 1974.

HOBSBAWM Eric, *Bandits*, Suffolk, Pelican Books, 1972.

HOBSBAWM Eric, *Les bandits*, Paris, Éditions Zones, 2008, Chapitre 2 : Qu'est-ce que le banditisme social ? Adresse URL [http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=79](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=79) (Site consulté le 9 février 2017).  
« Quant à nous, nous n'étudierons dans ce livre que certaines catégories de brigands, à savoir ceux qui ne sont pas considérés par l'opinion publique comme de simples criminels ».

HOBSBAWM Eric, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1966.

HOBSBAWM Eric, *Rebeldes primitivos : Estudio sobre las formas arcaicas de los movimientos sociales en los siglos XIX y XX*, Barcelone, Editorial Ariel, 1983.

O'MALLEY Pat, « Class conflict, land and social banditry: Bushranging in nineteenth century Australia », *Social Problems*, Vol. 26, No. 3, 1979, pp. 271-283.

### La violence

KALYVAS Stathis, « La violencia en medio de la guerra civil : esbozo de una teoría », *Análisis Político*, No. 42, janvier-avril 2001, pp. 3-25.

KALYVAS Stathis N, « 'New' and 'old' civil wars: a valid distinction? », *World politics*, 2001, Vol. 54, No. 1, pp. 99-118.

### Micro-histoire

CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : L'odorat et l'imaginaire social, XVIIe-XIXe siècles*, Paris, Flammarion, 2016.

CORBIN Alain, *Les cloches de la terre*, Paris, Albin Michel, 1994.

DARNTON Robert, *Le grand massacre des chats : attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Robert Laffont, 1984.

GINZBURG Carlo, *Le sabbat des sorcières*, Paris, Gallimard, 1992.

REVEL Jacques, *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996.

### Divers

BASTIAN Jean-Pierre, *Le protestantisme en Amérique latine : une approche socio-historique*, Genève, Labor et Fides, 1994.

JARRIGE François, « Eric J. Hobsbawm, l'histoire et l'engagement », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, Vol. 120, 2013, pp. 157-164. Adresse URL : <http://chrhc.revues.org/3087> (Site consulté le 07 février 2017).

LÓPEZ AMAYA Jeiman David, « Misiones protestantes en Colombia 1930-1946. Geografía y política de la expansión evangélico-pentecostal », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 41, No. 2, juillet-décembre 2014, pp. 65-103.

SÁENZ ROVNER Eduardo, « La 'Prehistoria' de la marihuana en Colombia: consumo y cultivos entre los años 30 y 60 », *Cuadernos de Economía*, 47, 2007, pp. 205-222.

## Annexes

### *Versions originales des citations textuelles*

## Chapitre I

1. *La Pátria*, 13 mai 1958, p. 3. *Despiadado Asalto de Bandoleros a Vereda de Neira*.
2. *Ibid.* Seguimos, sin creer lo que se nos esperaba, pues hasta ese momento estábamos convencidos de que en verdad se trataba de la autoridad legítima.
3. *Ibid.*
4. *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7. *Muy Solemnes Estuvieron las Exequias de los Campesinos Masacrados el Domingo 11*.
5. *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7. *Muy Solemnes Estuvieron las Exequias de los Campesinos Masacrados el Domingo 11*. ... de la colaboración de los ciudadanos honrados y de la diligencia de las autoridades en la incansable labor investigativa depende el futuro de esta parcela de Colombia a donde no había podido entrar el morbo de la criminalidad y la ignominia.
6. *La Pátria*, 16 mai 1958. *El Manantial que no Cesa*. El Norte del Departamento de Caldas es una comarca apacible, habitada por cristianos viejos, fieles a la tradición, constantes en el trabajo, austeras y patriarcales costumbres.  
Los liberales han recibido allí un trato cordial como camaradas y hermanos y nunca se ha presentado el más leve incidente de orden público.  
En Neira no hay antecedente alguno de barbarie política. La violencia como herramienta de lucha partidarista carece de todo objeto en el país, establecida como está la paridad en la reforma constitucional de 1957.
7. *La Pátria*, 13 mai 1958, p. 3. *Despiadado Asalto de Bandoleros a Vereda de Neira*. Cuando pensaba lo anterior oí cuando uno de los jefes de la banda, un tipo a quien llamaban ‘mi teniente’ pero que tenía insignias de cabo primero, delgado, blanco, de regular estatura y de fina dentadura le decía a uno de los soldados: ‘Vas muy mal disfrazado y nos vas a hacer meter la pata’.
8. GUERRERO Javier, *Los años del olvido: Boyacá y los orígenes de la Violencia*, Bogotá: Tercer Mundo Editores, 1991. p. 54. Esta expresión colectiva y no individual de los actores exige, por lo menos, elementales formas organizativas y una estructura de participación e identificación ‘comunitaria’ que la convierten en una violencia ‘orgánica’, profundamente social.
9. Ramón Isaza Uribe, inspecteur départemental de Gouvernement au sous-secrétaire de Gouvernement. *Informe sobre nombramiento Inspolicía Irra*. Quinchía, 12 septembre 1957, No. 259, p. 2. AMQ.
10. *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*.
11. Ramón Isaza Uribe, inspecteur départemental de Gouvernement au sous-secrétaire de Gouvernement. *Informe sobre nombramiento Inspolicía Irra*. Quinchía, 12 septembre 1957, No. 259, p. 2. AMQ.

12. *Ibid.* El señor Patiño, según los mismos informantes, vive amancebado en el caserío de Irra con una mujer de vida licenciosa, lo que hace que, dado el medio ambiente en que se vive en dicha región, y las circunstancias anotadas, hace presumir, que no tiene autoridad moral suficiente para gobernar un conglomerado reactivo y hostil a los postulados de rectitud, honorabilidad e imparcialidad que exige el actual Gobierno.
13. *Idem*, pp. 1-2. Considera el suscrito Inspector Departamental de Gobierno que se justifica plenamente, dada las circunstancias actuales, el nombramiento de un Inspector de filiación liberal para Irra, pero este nombramiento debe recaer sobre un individuo que no tenga en dicha región, vínculo alguno que lo haga aparecer como funcionario que actúe en favor de determinados grupos o personas.
14. *Idem*, p. 2. El Municipio de Quinchía necesita que en la Inspección de Irra actúe un funcionario que esté plenamente identificado con los programas del actual Gobierno, ajeno a camarillas o a grupos, que controlen en forma eficiente, no solamente el caserío sino las regiones de 'Llanadas, Guerrero y Ceibal' y otras, en donde parece que el comunismo ha empezado a actuar en forma activa aunque simulada, y de ahí la importancia que se nombre un elemento lo suficientemente fuerte, responsable y capaz de estar acorde con las circunstancias actuales y con el programa que el señor Gobernador del Departamento, ha querido y quiere cumplir en buena hora, para bien del Departamento de Caldas.
15. Jusqu'en 1991, les maires de village ne sont pas élus aux suffrages mais font l'objet d'une nomination de la part du gouvernement départemental.
16. Graciliano Uribe Taborda, maire de Quinchía, à l'employé surnuméraire de la Caisse de Crédit Agricole I. et M. Quinchía, 25 septembre 1957, office No. 276 (Ref. 440). AMQ. Por medio del presente, me permito dar contestación a su oficio de la referencia, a lo cual puedo manifestarle que desde el sábado pasado que tomé posesión de esta Alcaldía, me he dado cuenta que la situación de orden público en este Municipio es un poco delicada, pero creo que contando con la colaboración de la buena ciudadanía de esta población se remedie esta situación, ya que esos son mis deseos que me animan.
17. Graciliano Uribe Taborda, maire de Quinchía, au sergent second de l'armée, commandant de commission. *Dando un informe*. Quinchía, 28 septembre 1957. AMQ. Además el famoso bandolero Benjamín Durán (a. Capitán Águila) y sus compañeros se trasladan de la 'Cumbre' al corregimiento de 'Bonafont' (Riosucio) y de allí a un punto denominado 'La Iberia', que en el corregimiento de Bonafont se hospedan en casa de Isidro Tabarquino, donde Anastasio Aricapa en la 'Iberia, o en el punto de 'Piedras' de esta jurisdicción en casa de Valerio Bañol.
18. Communiqué du gouvernement départemental, signé par le gouverneur, Colonel Gerardo Ayerbe Chaux. Manizales, 19 juillet 1957. AMQ.
19. SÁNCHEZ Gonzalo in GUERRERO Javier, *op. cit.*, p. 21. Ejército, policía, alcaldes, investigadores judiciales eran percibidos como contingentes de los adversarios y no como agentes institucionales.
20. Gilberto Calvo, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 3 janvier 1958, office No. 002 ; Gilberto Calvo, maire de Quinchía, au Lieutenant commandant du district #7 de la Police nationale. Quinchía, 10 janvier 1958 ; Leonidas Gutiérrez Arango, secrétaire en charge, au juge 18 d'Instruction Pénale Militaire. *Haciendo una remisión*. Quinchía, 16 janvier 1958, office No. 12. AMQ.

21. José M. Obando Henao, agent de Surveillance, au *dragoneante* Isaza, chef de sous-station. *Parte por sospecha*. Quinchía, 2 février 1958. AMQ.
22. *La República*, 7 avril 1958, p. 1. *Asesinados el Viernes Santo seis campesinos*.
23. *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*. ... según sus afirmaciones, además de un estado mayor, coordinado y escalafonado, tiene modernos equipos de comunicaciones, teléfonos especialmente, que les permite retirarse oportunamente cuando son asediados por el ejército.
24. *Ibid.* El mismo agente quien logró evadirse en una acción dramática, dio cuenta de que los bandoleros tienen cabos, sargentos, alféreces y capitanes y que van ascendiendo de acuerdo a los 'servicios' que presten y que ganan el suelo (sic) respectivo a esos grados, usando además las respectivas insignias y uniformes.
25. *Ibid.* La banda de los facinerosos instalados en 'El Naranjal' hace varios meses, había hecho un alto en sus actividades delictivas que se reanudaron hace cerca de dos meses con los consiguientes saldos de dolor, miseria, orfandad y sangre para las comarcas vecinas.
26. *La República*, 8 avril 1958, p. 1. *Gravísima situación de orden público en Caldas*.
27. *Idem*, p. 7.
28. *Idem*, p. 1. *Gravísima situación de orden público en Caldas*. Más al norte, en la zona de Quinchía, la situación es mucho más delicada y la violencia reviste características similares a la del Tolima. En el territorio de Quinchía vienen actuando tres bandas o cuadrillas de malhechores con cabecillas foráneos y algunos refuerzos tolimenses que llegaron a la región dizque a organizar grupos de 'autodefensa'.
29. *La República*, 9 avril 1958, p. 1. *Carestía y Violencia*. En Calarcá, en Quinchía, en Santuario, en Belén de Umbría, en Riosucio, en Anserma, en La Celia, en Apía, en Balboa, en Pubelo Rico y en otros parajes caldenses los campesinos honestos caen ante los usufructuarios del más salvaje sectarismo como si fueran frutas maduras ante una tribu hambrienta. Del domingo a hoy, sobre las aguas del río Opiramá, han flotado innumerables cadáveres de quienes cometieron el delito de hacer patria cultivando su tierra agradecida pero desafortunada.
30. *Ibid.*
31. *La Pátria*, 10 avril 1958, p. 3. *Por los Puentes de 'Irra' y 'Pintado' no se Podrá Transitar Después de las 6 p.m.* ; *La República*, 11 avril 1958, p. 3. *Ante la situación del orden público limitan el tránsito*.
32. *La Pátria*, 9 avril 1958, p. 2. *Cuadrilla de Bandoleros que Operaba en Apía fue Capturada por el Ejército*.
33. *La Pátria*, 8 mai 1958, p. 5. *4 Bandoleros Capturados en Opiramá*. A excepción de las armas decomisadas, a los bandoleros se les halló un 'reglamento militar', elaborado seguramente por sus cabecillas. Dicho 'reglamento' contiene varios 'capítulos', entre ellos 'Escuela de Combate', 'Servicio de Guarnición', 'Justicia Penal y Militar', etc.
34. *El Tiempo*, 13 mai 1958, p. 7. *Cómo Actúan los Bandoleros en Ciertas Regiones de Caldas*. Para su rápida comunicación utilizan teléfonos con pilas, al parecer de fabricación alemana. Usan potentes cámaras fotográficas para identificar sus 'bandas', binóculos de largo alcance local, sobre todo para fotografiar a los 'arengadores'.

...

La alimentación preferida de los forajidos es la carne ; la tela predilecta, el dril. Usan el sombrero levantado en la frente o colgado del lado izquierdo hacia el derecho, pero el fusil en cambio lo portan más en el hombro derecho que en el izquierdo.

35. *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas.*
36. Ramón Isaza Uribe, inspecteur départemental de Gouvernement au sous-secrétaire de Gouvernement. *Informe sobre nombramiento Inspolicía Irra.* Quinchía, 12 septembre 1957, No. 259, p. 1. AMQ.
37. *La Pátria*, 6 mai 1958, p. 2. *Más de 30 Reses fueron Hurtadas en una Semana.* ... con el fin de contrarrestar a los ladrones, los que cometen esta clase de robos a todas horas del día, lo mismo que sacrificando las reses, dejando solamente la piel y la osamenta como perenne recuerdo de su visita.
38. Alfonso Dávila Valdés, maire de Quinchía, au gouverneur du département au Secrétariat de gouvernement, au commandement Ayacucho, au commandement de la Police et au Commandement du SIC à Manizales ; Commandement San Mateo et Commandement du SIC à Pereira. Quinchía, 7 mai 1958, #173. AMQ.  
INSEGURIDAD EN LOS CAMPOS HACE QUE ABIGEATO HUBIESE TOMADO FUERZA PUNTO ÚLTIMAS CUARENTA Y OCHO HORAS HANSE ROBADO ONCE VACAS CUATRO MULAS PUNTO BANDOLEROS CONTINÚAN HACIENDO DESOCUPAR PARCELAS CON LAMENTABLES RESULTADOS ECONOMÍA.
39. Carlos Moreno Guzmán, juge 18 d'instruction pénale militaire au maire de Quinchía. Manizales, 7 mai 1958. AMQ.
40. Alfonso Dávila Valdés, maire de Quinchía, au juge 18 d'instruction pénale militaire. *Comunicando una remisión.* Quinchía, 17 mai 1958, #113. AMQ. Estos sujetos fueron hallados en uno de los sectores urbanos de la ciudad en horas avanzadas de la noche y en los precisos momentos en que se produjeron varios disparos con arma de fuego por ese sitio, habiéndose hallado cerca a estos una pistola hechiza porque la 'U' y una cantidad de proyectiles, por lo que hubo de considerárseles como elementos perturbadores de la tranquilidad pública.
41. Leonidas Gutiérrez Arango, secrétaire en charge, au juge 18 d'instruction pénale militaire. *Haciendo una remisión.* Quinchía, 16 janvier 1958, office No. 12. AMQ.
42. Alfonso Dávila Valdés, maire de Quinchía, au juge 18 d'instruction pénale militaire, *op cit.* Sobre la responsabilidad de estos delincuentes existe únicamente la declaración de los Agentes que verificaron tal procedimiento, pues ninguna otra prueba ha sido posible aportar. De estos tres individuos citados últimamente van solo los dos primeros, debido a que el último de ellos, (Alcides) fue sacado del lugar donde se hallaba recluido por el Señor Juez Municipal del lugar, quien en estado de embriaguez se presentó hasta dicho sitio exigiéndole al Guardián la presentación de este poniéndole luego en libertad.
43. *La República*, 8 avril 1958, p. 7. *Gravísima situación de orden público en Caldas.* La presión de los bandoleros de Quinchía ha causado el desplazamiento de familias hacia Riosucio. Por su parte los bandoleros de Belén de Umbría han hecho desplazar familias liberales hacia la zona de Quinchía.

44. *La Pátria*, 15 mai 1958, p. 2. *Numerosas Familias Están Evacuando las Veredas de 'Llanogrande' y 'El Laurel'*.
- Por la finquita hace pocos meses me daban cuarenta y cinco mil pesos – dice Fidel Montes – y ahora estoy dispuesto a venderla por lo que me ofrezcan... creo que ya no vale nada...
  - ¿Qué sembrados tiene ?
  - Tiene sembrados de café, que está para florecer ; hay una platanera nueva y plantaciones de caña.
  - ¿A quién le dejó encomendada la administración de la finca ?
  - A Dios Nuestro Señor. Mi señora, mi hijo Azarías, mi hija Graciela, mi yerno y mis cinco nietos nos vinimos hoy, sin saber dónde nos vamos a alojar. En estos momentos estoy consiguiendo casa para guardar los 'corotos'.
  - ¿Piensa volver pronto a la finca ?
  - Claro que tengo que volver para ver qué hago con la vaquita y dos mulas que dejé. También para ver si puedo coger unas cien gallinas que tenemos, y sacarlas a la venta.
  - ¿Cuándo piensa regresar a 'La Coca' con su familia ?
  - Cuando vuelva la paz. Por ahora no veo seguridades para mi familia. En la vereda se vive un ambiente de temor. Allá nadie duerme tranquilo. Por eso estoy pensando en vender más bien la finquita, por lo que me den, para poner un negocio en Manizales donde sé que no me pasará nada.
45. MEERTENS Donny, *Ensayos sobre tierra, violencia y género*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2000, p. 149. Detrás del aparcero y del bandolero estaba el comerciante que compraba el café robado o "decomisado", que especulaba con precios y adulteraba pesas, y quien, por su conocimiento de la comunidad y ubicación de los predios, estaba en una excelente posición social para adueñarse de fincas y cosechas.
46. *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7. *Enérgica Protesta de la Sociedad de Mejoras por el Ataque a Neira*. El socio de la corporación, don Gabriel Jaramillo Arango, intervino después de ser aprobada la Proposición para declarar que el ataque efectuado a las veredas de Neira es significativo económicamente pues realmente con estos sistemas se busca acabar con las zonas más ricas del departamento para luego darle oportunidad a determinados individuos para que se aprovechen y compren las tierras y las cosechas a bajo costo.
47. *La Pátria*, 16 mai 1958. *Volver a Cristo*. Se roban las cosechas. Se roban los ganados. Y sobre todo se están robando las tierras. Y ahí es, según parece, donde radica el mal : el ansia de tierras buenas a bajos e injustos precios y por medios ilícitos. Matar para hacerse a la tierra por el terrorismo.
48. Le terme *pájaros* commence à être utilisé pendant la Violence des années 1950 pour désigner les tueurs à gages des régions du nord du Valle del Cauca qui se déplacent en voiture pour atteindre leurs victimes.
49. *La Pátria*, 14 mai 1958, p. 7, *op. cit.* Se pronuncia contra los juguetes bélicos, especialmente las pistolas y disfraces de vaqueros que despiertan en la juventud cierta inclinación hacia los sistemas texanos y por ende hacia los deseos de utilizar armas de fuego. Atacó la presentación que hacen los teatros en los matines infantiles de películas peligrosas para los niños y solicitó pedirle al gobierno nacional la prohibición absoluta de la importación de juguetes bélicos y su



- fabricación en el país. Termina manifestando que a ese paso, la niñez se levanta con un ‘pájaro’ en el alma.
50. *La Pátria*, 16 mai 1958. *Volver a Cristo*. El cine va formando generaciones de asesinos cuyo único ideal es el ser pistoleros porque tal es el cine ‘bueno’ que se exhibe ante los emotivos adolescentes. Los delitos sexuales no tienen sanción. Ni siquiera la corrupción de menores. El abandono del hogar es frecuente y no existe en nuestra tropical legislación castigo para ese delito monstruoso. La bigamia, disfrazada con dólares, abunda.
  51. *Las películas que se detallan a continuación están prohibidas en zonas de violencia : Las manos sangrientas* (mayores de 21 años, en teatros de primera categoría) Películas Mexicanas S.A. ; *La venganza de Heraclio Bernal* (16 años) Cine Colombia S.A. ; *Guerrilleros del terror* (mayores de 18 años) Artistas Unidos de Colombia ; etc. AMQ.
  52. MEERTENS Donny, *op cit.*, p. 151. Muchos soldados y suboficiales los veían, en efecto, como antiguos compañeros que justificablemente se habían rebelado.
  53. *Ibid.*
  54. *Idem*, p. 154.
  55. Graciliano Uribe Taborda, maire de Quinchía, à l’employé surnuméraire de la Caisse de Crédit Agraire I. et M. Quinchía, 25 septembre 1957, office No. 276 (Ref. 440). AMQ.
  56. PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007, p. 74. ... y sí señor todos eso muy organizado ahí, marranos, una ternera, fogones por todas partes, eso ahí lleno invadido, de todas las regiones, de todas las veredas.
  57. *La República*, 7 avril 1958, p. 1. *Asesinados el Viernes Santo seis campesinos*.
  58. *El País*, 7 avril 1958, p. 9. ‘Pedro Brincos’ *Continúa Detenido en la ‘Casa Blanca’ de Manizales*. ‘Pedro Brincos’, hombre de figura siniestra y anchas gafas de carey, comandaba en las regiones del Quindío en Caldas, una banda de fascinerosos, calculada en ochocientos sujetos, bien armados.
  59. *Gamonal* est un terme utilisé à l’époque pour designer un propriétaire de terre moyen qui, de par sa position sociale, est idéalement placé pour contrôler les résultats électoraux et l’assignation des postes bureaucratiques dans l’administration locale.
  60. MEERTENS Donny, *op cit.*, p. 159. *Pedro Brincos* era partidario de que se le asignaran sueldos a los ‘muchachos’ de las cuadrillas, es decir, de que se les profesionalizara, con el fin de eliminar el manejo despótico y gamonalesco de las finanzas por parte de los jefes y de poner freno al simple despojo bandoleril como mecanismo para asegurar la subsistencia.
  61. *Idem*, pp. 156 et 161. Finalmente, volvió a Líbano, y unavez enterados de su regreso a la tierra natal, los servicios secretos del Estado lo presentaban ‘ya con más preparación, bien instruido en la formación de cuadrilla, (y) convencido militante del *Movimiento Obrero Estudiantil Campesino* (MOEC)’, que fue la primera organización política inspirada en la Revolución Cubana, cuando Cuba era un símbolo de independencia frente al prosoviético Partido comunista.
  62. *La Pátria*, 9 mars 1958, p. 3. *Libardo Mora T., abogado, guerrillero y atleta habla para ‘La Pátria’ sobre sus actividades*. Libardo Mora, según personas que lo

conocen intimamente, inició sus malos pasos cuando obtuvo el grado en derecho. Olvidó por completo los deportes y se dedicó a actividades ‘políticas’, amparado bajo la bandera liberal. Sus correrías por el Occidente de Caldas dejaron mucho que desear, y alcanzó a tildársele de agitador con ideas de extrema izquierda.

63. *Ibid.*

- En su concepto cuál es la diferencia entre guerrillero y bandolero.
- ‘Guerrillero’, es el que lucha por una causa política. Bandolero, es el criminal profesional.
- Sus amigos de la cordillera, ¿son guerrilleros o bandoleros?
- Son guerrilleros.
- ¿Cómo los conoció?
- Es que yo tengo muchos parientes... o mejor, muchos parientes míos son amigos de ellos, y por tal medio los he conocido. Como veo que luchan por una causa justa, trato de ayudarlos...
- ¿De dónde salieron esos ‘guerrilleros’?
- Han salido del occidente de Caldas y del mismo Quindío. Ellos han tenido que abandonar sus propiedades, debido a la violencia. De Génova hay muchos...

## Chapitre II

1. CARDONA TOBÓN Alfredo, *Quinchía mestizo*, Pereira : Fondo Editorial Departamento de Risaralda, 1989. p. 16.
2. CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 1986. p. 99. Aunque se calculaba que el número de los indígenas pasaba de 40,000 cuando la región fue ocupada por los españoles, unos cuarenta años más tarde, en la década de 1580, no había más que 1500 ‘indios escasos’ repartidos entre once encomenderos.
3. Carlos Chiquito, gouverneur de la partialité indigène de Quinchía, au ministre de l’Économie nationale, section de terres. Reçu par le ministère le 18 octobre 1947. Feuilles 175-176; Carlos Henao Díaz à Gregorio Hernández de Alba, chef de *resguardos* indigènes, au ministère de l’Agriculture. Manizales, 11 octobre 1958. Feuilles 183-185. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2.
4. CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 99
5. Ley 89 del 25 de noviembre de 1890, *Por la cual se determina la manera como deben ser gobernados los salvajes que vayan reduciéndose a la vida civilizada*. Adresse URL <http://www.alcaldiabogota.gov.co/sisjur/normas/Norma1.jsp?i=4920> (Site consulté le 3 août 2016).
6. Manuel Trejos Díaz, secrétaire du conseil municipal de Quinchía. *Copia del informe rendido por la comisión que estudió el cuestionario remitido por el ministerio de la Economía nacional al departamento de Tierras – sección de Baldíos – al cabildo de la parcialidad*. Quinchía, 10 avril 1944. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 158-159.
7. Ley 89, *op. cit.*
8. Germán Alvear E., avocat d’îles et *resguardos*, au directeur du département de Terres. *Informe del abogado de islas y resguardos*, 11 juin 1945. p. 9. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuilles 195-204. La ley 19 de 1927, ordenó

la creación de las comisiones divisoras de los resguardos, a cargo de la Nación, pero nombradas por los gobernadores de los Departamentos y esta dispersión de atribuciones hizo imposible su cumplimiento, por lo que posteriormente el Gobierno en uso de facultades extraordinarias expidió el Decreto #1421 de 1940, que dejó exclusivamente a cargo de la Nación todo lo concerniente a la división de los resguardos indígenas.

9. Luís E. Duque, président du conseil municipal, au ministre de Gouvernement. Quinchía, 11 septembre 1936, office No. 191, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1, feuilles 2-3. Ante todo me permito informar a su S. que Quinchía es un pueblo de doce mil (12,000) habitantes y que más o menos el ochenta y cinco por ciento (85%) son indígenas, pero indígenas ya civilizados.
10. Nicanor Duque Tobón, maire de Quinchía, au président du conseil municipal. Quinchía, 27 août 1936, office No. 300, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1, feuilles 4-5. Como ya se dijo, los que aquí se llaman indígenas, han adquirido un grado de civilización y de malicia, que le hacen ventaja a los que se tienen por listos y de allí que la dicha ley 89 es innecesaria para su administración y Gobierno, pues bien pueden cobijarlos las leyes generales que rigen en Colombia.
11. *Ibid.* De allí que ningún empresario se arriesgue a gastar sus dineros en empresas benéficas para el Municipio, y que le den riqueza y nombre.
12. *Idem*, pp. 1-2. Todo Cabildo entrante, llega con odios contra los indígenas que no dieron el voto a su favor y estos vienen a ser sus víctimas, quitándoles porciones, aunque estén mejoradas, para entregarlas a sus amigos, pues no en otra forma pueden pagarles las luchas eleccionarias, ya que no hay terrenos incultos para entregar.
13. *Idem*, p. 2. No habiendo terrenos para verificar más entregas, qué objeto tiene el Cabildo? La respuesta, se cae de su peso: FORMAR PROBLEMAS.
14. Adolfo Romero, avocat des *resguardos* indigènes au notaire du circuit. Bogotá, 30 septembre 1939, No. 57/8. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuille 143. Al agradecer a usted el envío en referencia, que sin duda redundará en provecho de esa región ya que en este Ministerio hay buen ambiente para liquidar de una vez por todas los problemas que afectan a los Resguardos Indígenas de esa Población.
15. Francisco Ruiz A., au chef du département de Mines du ministère de l'Économie. Bogotá, 5 octobre 1939. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuille 144.
16. Jorge Gutiérrez Gómez, procureur délégué en matière pénale, au ministre de l'Économie nationale. Bogotá, 8 novembre 1939, No. 309. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//4.2.4, feuilles 147-149. Ante todo, no se cuenta con una estadística de la extensión de los terrenos. No se sabe cuáles corresponden a resguardos, cuáles a comunidades. Se ignora cuántos indígenas hay en cada región y se desconocen las capacidades económicas y de otra índole de que puedan disfrutar los resguardos y las comunidades para apreciar así en su conjunto los múltiples problemas que se presentan.
17. José J. Tapasco V., gouverneur ; Froilán Quebrada, maire premier ; José A. Velasco, maire second ; Carlos Chiquito V., régisseur ; J. Benicio Bañol, vocal premier ; Jorge Suarez, vocal second ; Miguel Suárez T., secrétaire ; au gouvernement national par le biais du gouverneur départemental. *Resolución número cuatro*. Salon de sessions du Petit *cabildo* indigène de la partialité de

- Quinchía, 23 avril 1944. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 160-161.
18. Manuel Trejos Díaz, secrétaire du conseil municipal de Quinchía. *Copia del informe rendido por la comisión que estudió el cuestionario remitido por el ministerio de la Economía nacional al departamento de Tierras – sección de Baldíos – al cabildo de la parcialidad*. Quinchía, 10 avril 1944, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 158-159. Se dice por tradición, que estos terrenos fueron adjudicados por concesión de Felipe II, pero desgraciadamente este título o se perdió o está archivado en la ciudad de Popayán, Cartago o Toro.
  19. *Ibid.* Seguramente hace más de dos siglos que desapareció el dialecto. Los actuales indígenas, todos ellos civilizados, no conservan por tradición nada que refiera la lengua o dialecto aborígen, ni sus costumbres. Ni siquiera hay un dato de que hayan sido catequisados, como ocurre con los indios o tribus de otras regiones del país.
  20. Justo Díaz Rodríguez, directeur du département des Terres, à José Simón Ladino. Bogotá, 10 août 1944, section terrains vagues, No. 5887. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuille 174. El Ministerio de Hacienda ha conceptuado que no hay razón para eximir del pargo de los impuestos a los indígenas, y mucho menos el predial, con el que se tiende a satisfacer las necesidades de los vecinos del lugar donde dicho impuesto se cobra.
  21. Justo Díaz Rodríguez, directeur du département des Terres, au gouverneur et au secrétaire du *resguardo* indigène de Quinchía, Caldas. Bogotá, février 1945, section 0985. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuille 179. Refiriéndome al memorial que erradamente enviaron ustedes al señor ministro de Gobierno, en lo relativo a algunos contratos que ciertos miembros de esa parcialidad vienen ejecutando, debo manifestarles que de conformidad con las disposiciones legales que ustedes mismos citan, es el cabildo de la parcialidad, y no otra entidad, la que debe impedir la realización de tales contratos, y hasta reivindicar las propiedades cuando los actos contractuales ya se han verificado.
  22. Ley 55 de 1948 (noviembre 24), *por la cual se declara que no seguirán aplicándose a la Parcialidad Indígena de Quinchía, en el Departamento de Caldas, las disposiciones de la Ley 89 de 1890, y se dictan otras disposiciones*. Publíquese y ejecútese, Mariano Ospina Pérez. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuilles 181-182.
  23. Ley 55, *op. cit.*
  24. Manuel Trejos Díaz, secrétaire au conseil municipal de Quinchía, *op. cit.*
  25. OQUIST Paul, *Violence, conflict and politics in Colombia*, New York, Academic Press, 1980, pp. 47-48.
  26. SÁNCHEZ Gonzalo, « Raíces históricas de la amnistía o las etapas de la guerra en Colombia », in SÁNCHEZ Gonzalo, *Ensayos de historia social y política del siglo XX*, Bogotá, El Áncora Editores, 1984, pp. 217-218.
  27. CHRISTIE Keith, *op. cit.*, pp. 121-122.
  28. *Idem*, p. 130.
  29. CHRISTIE Keith, *op. cit.*, pp. 124-127. En otras palabras, el gobierno central no solo era pobre sino que no tenía mas influencia financiera que los niveles más bajos del gobierno. Esta era la base financiera de un sistema político descentralizado.

30. OQUIST Paul, *op. cit.*, p. 79. In a very real sense it is a misnomer to speak of Colombian politics as being traditionally a two-party system given the constant proliferation of factions within the parties.
31. *Idem*, p. 78.
32. *Idem*, p. 64.
33. CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 123.
34. OQUIST Paul, *op. cit.*, pp. 73-74.
35. *Idem*, p. 78.
36. CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 131. Las tropas se desgastaban poco a poco, muchos reclutas sin entrenar eran enviados a la muerte armados tan solo con un machete, un Estado mayor liberal paralizado por las disensiones internas luchaba con unas fuerzas militares del gobierno casi tan mal armadas como los liberales.
37. SÁNCHEZ Gonzalo, *op. cit.*, pp. 220-221.
38. CARDONA TOBÓN Alfredo, *op. cit.*, p. 91.
39. SÁNCHEZ Gonzalo, « Raíces históricas de la amnistía o las etapas de la guerra en Colombia », in SÁNCHEZ Gonzalo, *Ensayos de historia social y política del siglo XX*, Bogotá, El Áncora Editores, 1984, p. 219. En el primer tipo de guerras, las guerras civiles, fracciones de la clase dominante participaban proporcionando no solo la orientación política sino también la dirección militar. En ellas confluían la condición de miembro de un directorio político, general de un ejército y una posición social bien definida de hacendado o comerciante en la mayoría de los casos. Las clases dominadas se incorporaban voluntaria o forzosamente como simples soldados de sus propios amos.
40. *Idem*, p. 218. Una segunda etapa de la guerra o un segundo tipo de guerra, mejor, es el que se produce al promediar el siglo XX y que conocemos bajo la denominación ambigua y polifacética de 'la violencia'.
41. *Idem*, p. 222. Este desfase entre dirección ideológica y conducción militar es el que explica en buena medida su doble movimiento: por un lado, sus expresiones anárquicas, y, por otro lado, su potencial destabilizador y sus efectos sobre el conjunto de la sociedad.
42. GUERRERO Javier, *Los años del olvido: Boyacá y los orígenes de la violencia*, Tunja, Universidad Pedagógica y Tecnológica de Colombia, 2007, p. 29. Hemos tratado de mirar cómo fue la letra menuda de la provincia, escenario donde se incubó el clima necesario para el estallido del conflicto. De alguna forma es el eslabón perdido entre las batallas decimonónicas y los años cuarenta y cincuenta.
43. *Idem*, pp. 65-66. De esta importante transformación social quedará desplazado definitivamente el oriente colombiano y especialmente las rancias élites dominantes de Boyacá.
44. ORTIZ SARMIENTO Carlos Miguel, *Estado y subversión en Colombia : La Violencia en el Quindío años 50*, Bogotá, Fondo Editorial CEREC, 1985, p. 35.
45. CHRISTIE Keith, *op. cit.*, p. 134. Cuando los liberales llegaron al poder en 1930 lo mismo que cuando los conservadores recuperaron su predominio después de 1946, las aisladas poblaciones occidentales del Viejo Caldas se convirtieron pronto en la escena de una contienda intermunicipal.  
Dado que cada partido tenía una fuerza sólida pero electoralmente insuficiente en el resto del departamento, el occidente se convirtió en la clave para el control de la

- asamblea departamental. Sólo allí hubo cambios dramáticos de apoyo electoral regional, como se verá detalladamente al final de este capítulo.
46. SÁNCHEZ Gonzalo in GUERRERO Javier, *op. cit.*, pp. 16-17.
  47. *Idem*, p. 21.
  48. GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014]. p. 283.
  49. ALAPE Arturo, *El Bogotazo : memorias del olvido*, Bogotá, Casa de las Américas, 1983.
  50. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 288.
  51. ALAPE Arturo, *op. cit.*, p. 504.
  52. Ces zones sont mentionnées dans le cahier de doléances que Jorge Eliecer Gaitán adresse au président Ospina Pérez en avril 1947. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 286.
  53. OQUIST Paul, *op. cit.*, p. 209 ; FRANCO ISAZA Eduardo, *Las guerrillas del llano : testimonio de una lucha de cuatro años por la libertad*, Bogota, Mundial, 1959.
  54. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 296. El llamado a la paz hecho por Laureano Gómez estaba acompañado por una descalificación de los liberales ‘envenenados con odiosos deseos de destruir el orden cristiano y sustituirlo por una tiranía comunista’.
  55. AYALA DIAGO César Augusto, « El cierre del Congreso de 1949 », *Revista Credencial Historia*, Ed. 162, Bogotá, juin 2003. Adresse URL <http://www.banrepcultural.org/revista-60> (Site consulté le 5 août 2016). Bajo este amparo una serie de decretos fueron dictados : cierre del Congreso y demás cuerpos legislativos departamentales y municipales, establecimiento de la censura de prensa, prohibición de todas las reuniones o manifestaciones públicas y otorgamiento de plenos poderes a los gobernadores de los departamentos para que implementaran las medidas.
  56. GUERRERO Javier, *op. cit.*, p. 47. Otra característica de esa violencia es el frecuente entreveramiento con otros conflictos de naturaleza diferente como litigios de tierras, de linderos, de aguas, o confrontaciones interfamiliares, o corrientes fenómenos de delincuencia común, que adoptan una apariencia política. Esta es la conocida tesis de la “Politización de los conflictos tradicionales” recurrida frecuentemente en los estudios sobre violencia, y que para nuestro período de estudio tiene meridiana validez.
  57. SÁNCHEZ Gonzalo in GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 287. Conflictos entre vecinos, entre agregados o jornaleros y sus patronos ; entre colonos y terratenientes, o los simples asuntos de cantina tendían a resolverse sangrientamente por parte de quienes, dada su filiación política o su preeminencia social, contaban con la complicidad de las autoridades locales.
  58. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 297. Los testimonios describen una situación casi idílica, donde colaboran vecinos y compadres cuyos lazos primarios de solidaridad priman sobre el enfrentamiento bipartidista de carácter general.
  59. Alfredo Cardona Tobón, entretien avec l’auteur le 10 juillet 2015. Estaban en campaña electoral, y estaban los famosos Leopardos agitando a todos estos pueblos conservadores del occidente. Pero no los agitaban por ideas. Un domingo llego Gilberto Alzate a Quinchía, y iba desde Bonafont. A caballo llegó. Como los

conservadores de Quinchía eran tan poquitos, hicieron la reunión a puerta cerrada. Alzate Avendaño pues, donde llegaba, llegaba la Violencia. Cuando salió Alzate Avendaño, quedaron unos conservadores ya seguramente con tragos, y en la plaza empezaron a discutir con unos liberales. Y se armó una pelotera entre borrachos, tardesito. De noche no, como a las cinco de la tarde.

El alcalde se asustó. Vio que la situación se le estaba saliendo de las manos, y el jefe conservador le dijo : ‘No, es que lo que hay que hacer es pedir ayuda a los municipios vecinos. Llame a Anserma, llame a Riosucio. Y que manden policía’. Entonces el padre Alejandro Jaramillo, que era el párroco de Quinchía, le dijo : ‘¡Ni por el diablo ! ¡Jamás ! ¿Cómo se le ocurre mandar por policía ? Eso es para que acaben con el pueblo. Si eso es lo que están buscando ellos, ver como entran para hacer una masacre aquí’. Hasta ese entonces no había habido nada, y violencia ya había, y fuerte, en Anserma, en Santuario y en Apía. Por ahí empezó la Violencia en esta zona. Pero ya el alcalde había hablado con Riosucio y con Anserma. Y entonces el padre agarro un caballo muy bonito que tenía, el Luker, y se montó en ese caballo y se fue a toda para las afueras del pueblo, y espero hasta que llegaran. Y se paró en mitad de la carretera, y frenó el carro que venía, venía una escalera llena de policías y de pájaros. Fueron dos buses. Y los carros pararon y el curita les dijo : ‘No necesitan entrar, eso ya está calmado, ya se había calmado eso ! Eso era una pelea de borrachos, ya se había calmado’. Y no le pararon bolas sino que siguieron. Cuando llegaron al pueblo, la gente los estaba esperando porque ya sabían que venía la policía. Y la estaban esperando en la calle que llaman la Quebra, que es la calle de entrada. Y cuando llegó la policía, pues la encendieron a piedra y a garrote. Y estos llegaron y ahí mismo tendieron los Gras y de primerazo mataron a tres. De un balcón de una casa conservadora dispararon y mataron otro. Y por ahí en las callejuelas que habían unos conservadores esperando también, mataron otro. Fueron cinco en total, pero la policía entró hasta el cuartel, pero no pudo entrar, porque encontró resistencia, bala y demás, y vieron que eran muy poquitos para la gente que de pronto tenían que enfrentar. Mi papá se les enfrentó, el era el jefe liberal en ese entonces, Luís Ángel Cardona. Se les enfrentó la población, y sobre todo se distinguen tres personas, que fue uno que se llama Pata de Perro, el otro era un señor Bernal, y Luís Ángel Cardona, que estaban armados. Viendo la resistencia se devolvieron, y a la madrugada volvieron a entrar. Pero la gente no los esperaba en esa segunda entrada, y se ubicaron en la casa consistorial, que llamaban. Y ahí se emparapetaron, pero ya la gente, ¿qué estaba haciendo ? Velando los muertos. Ahí empezó la Violencia en Quinchía, ese día empezó.

60. *El Diario*, 29 mars 1948, p. 1. *Cinco muertos y cien heridos liberales anoche en Quinchía. La policía de Riosucio y los conservadores de Guática, San Clemente y Anserma atacaron a tiros a los liberales. Gravisima situación en aquel lugar.*
61. Entretien avec Zósimo Gómez in PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007. p. 49. Estos tipos Horacio Tobón, Juan Álvarez (ambos liberales) y otros, tenían muchas tierras, que le habían comprado con ‘documentos’ a los indígenas y tenían que legalizarlos, llamaron a Otto Morales Benítez para que sacara esa ley, que en dos párrafos disolvió el resguardo para que esas propiedades ocupadas por ellos pasaran a ser propiedad de quien las posea : eran ilegales, porque no los habían adquirido, muy poquitos de

- buena fe, unos engañando al campesino (indígenas, Aricapas) otros sacándolos a la brava de allí, como Juan Álvarez especialmente, a las malas.
62. GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá : septiembre 1962 [jun 1962], p. 272. Se registró el caso de que los mandones de determinado bando obligaron al sacerdote a ejecutar actos contra la libertad de opinión, que hubo de aceptar para salvar a los perseguidos. Así ocurrió, por ejemplo, en los templos de La Palma y Quinchía donde fueron encerrados los liberales para que abjuraran en masa de su partido. El sacerdote tuvo que certificar las abjuraciones, única manera de tutelar la vida de sus feligreses que al salire de la iglesia debían mostrar a la turba armada el salvoconducto rubricado por el cura de almas.
  63. CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 1986. p. 71.
  64. *El Diario*, 10 mai 1957, p. 1. *Junta Militar Hoy. 80,000 manifestantes en Pereira. PAZ Y ORDEN.*
  65. AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá : Fundación Gilberto Alzate Avendaño, 2013. p. 510.
  66. *Idem*, p. 524.
  67. *Idem*, p. 544.
  68. *Idem*, pp. 557-558.

### Chapitre III

1. *La Patria*, 1<sup>er</sup> au 3 juin 1958. *Un Forajido se Declara Culpable de los Hechos de 'Llanogrande' y 'El Laurel'*.
2. *La Patria*, 3 juin 1958, p. 2. *Fue capturado Otro de los Autores de la Masacre de Neira.*
3. *La Patria*, 1<sup>er</sup> au 3 juin 1958, *op. cit.*
4. *La República*, 7 avril 1958, p. 1. *Asesinados el Viernes Santo seis campesinos.*
5. *La Patria*, 16 mai 1958. p. 3. *Cómo Operan los Grupos Violentos de la Región Occidental de Caldas.*

Ella, morena, de porte elegante y fácil conversación, nos hizo un relato de su vida, el cual trazamos a grandes rasgos a continuación : Siendo muy joven, Graciela Quintero resolvió abandonar su tierra natal, Quinchía, y tomó un rumbo determinado. Primero estuvo en Cali, luego en Buenaventura y posteriormente, logró llegar a Panamá donde se hizo amiga de un aviador.

Fue allí donde tuvo oportunidad de estar viajando con su amigo, continuamente a Colombia. Este le enseñó a manejar avión, y de allí que hubiera adquirido el sobrenombre de 'La Aviadora'. Aprovechando los viajes aéreos, Graciela Quintero se empeñó en comerciar con finas telas y joyas. Las primeras, traídas de Panamá, las cambiaba por joyas en Colombia. Estas últimas eran vendidas a precios elevadísimos a los 'gringos', que le pagaban, claro está, con dólares.

'La Aviadora' logró acumular una buena fortuna y decidió regresar a Quinchía. Allí compró varias casas en el perímetro urbano y se dedicó a disfrutar de la renta. El 24 de junio de 1957, la Quintero tuvo noticias de que en una región cercana a



‘Opiramá’, había sido asesinado su hermano Carlos Emilio, de 24 años de edad, y quien según la informante, negociaba con cacharro.

Nuestra entrevistada dijo que viajó a la zona de violencia para verificar la muerte de su hermano. Una vez allí, el Sargento García le dijo : ‘A su hermano lo matamos, a pesar de ser tan liberal, por sapo’. Graciela regresó a Quinchía, luego de dejar muchos amigos en la azarosa región que visitó. Según lo relató nuestra entrevistada, primero estuvo en casa de don Pastor Rojas, situada cerca a ‘La Cumbre’, luego en ‘Las Piedras’, de Luís Calvo, y posteriormente donde un señor a quien apodan ‘El Barrigón’, quien tiene una cantina en la vereda.

Fue en esa ocasión donde ‘La Aviadora’ entró en franca amistad con algunos bandoleros, entre ellos Hector García, alias el ‘Sargento García’. Con este se hizo tomar una fotografía, la cual reproducimos en otro lugar de esta edición. Dijo la entrevistada que le tocó presenciar una reunión de numerosas personas con el doctor Libardo Mora Toro, quien llegó a la zona de violencia acompañado de otros elementos que decían ser del Tolima.

‘La Aviadora también conoció a Julio Calle, temible jefe bandolero, ahora a órdenes de la justicia penal militar. Este, según la informante, tenía buena amistad con Pastor Rojas quien, digámoslo de paso, fue detenido junto con Calle en Pereira y, luego, puesto en libertad. ‘Don Julio’, como suelen decirle en el Occidente de Caldas, era muy respetado por los campesinos, por ser un hombre ‘muy importante’, pues que en cierta ocasión conferenció con el General Ordoñez, miembro de la H. Junta Militar de Gobierno. A una pregunta del redactor, la interrogada dijo : -‘Yo no creo que don Julio sea tan inteligente puesto que para hacer sus escritos siempre utiliza un diccionario’.

Reveló la entrevistada que en cierta ocasión, el ‘Sargento’, que es un hombre medio mono, delgado, con una nube en un ojo, le dio a fumar un cigarrillo que la puso ‘muy buena’. Más tarde estableció que se trataba de marihuana. El primero de diciembre de 1957, tanto ella como el ‘Sargento’, Julio Calle y otros forajidos salieron al caserío de Irra a votar el Plebiscito. ‘Yo ayudé mucho’, dijo Graciela Quintero. Aconsejaba a todos que dijeran en el voto, ‘Sí’. Más adelante, dice la Quintero, que en la tarde del domingo primero de diciembre regresaron a casa de don Pastor Rojas, ‘quien viaja mucho a Pereira y Cartago’.

6. MEERTENS Donny, *Ensayos sobre tierra, violencia y género*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 2000, p. 154.
7. *La Patria*, 27 mai 1958, p. 7. *23 Bandoleros del Occidente de Caldas Serán Juzgados Pronto*.
8. *El Tiempo*, 7 avril 1958, p. 18. *Revelan la Organización Secreta de los Bandidos que Operan en Caldas*.
9. GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá : septembre 1962 [juin 1962], p. 110.
10. JARAMILLO MARÍN Jefferson, « La Comisión Investigadora de 1958 y la Violencia en Colombia », *Universitas Humanística*, No. 72, Bogotá, juillet-décembre 2011, p. 41. De hecho, en el decreto de creación quedará ratificado este carácter, por cuanto se esgrime que su creación obedece al ‘establecimiento de la normalidad política y social en el país, haciendo necesario estudiar las causas generadoras de la violencia y las fórmulas para su superación’.

11. *Idem*, pp. 43-44.
12. GUZMÁN CAMPOS *et. al., op. cit.*, pp. 110-111. La comisión se trazó como meta ir a los poblados, villorios y zonas devastadas, por atajos y riscos, con un indeclinable sentido de sacrificio.
- El pueblo correspondió ampliamente: ‘Es la primera vez, decían los campesinos, que vienen a preguntarnos qué nos pasó; a conversar con nosotros sin engaño; a hablarnos de paz sin echarnos bala después’. La comisión alcanzó todos los puntos clave, y logró ponerse en contacto con los cabecillas de todas las tendencias, realizando muchas entrevistas en la selva misma o en sitios ocultos, prefijados tras múltiples tanteos y condiciones.
- Se trataba de grupos en armas o multitudes demasiado recelosos, demasiado lesionados, increíblemente desconfiados, con modalidades extrañas y estados psicológicos sui géneris que les creó el proceso de lucha. El planteamiento lógico consistió, para la comisión, en un acercamiento a fin de establecer el contacto, y propiciar ambiente de ‘serenización’, de confianza, de íntima afloración de sentimientos para dar cause fácil al diálogo, que en estas circunstancias significaba desahogo, confesión, anhelo, polimorfismo de esta nueva manera de ser del hombre campesino en su doble papel de víctima y victimario.
- La Comisión hubo de buscar un verdadero cese al fuego a través de convenios, manifiestos y entrevistas. Así pudo lograrse un total de 52 pactos de paz, habiéndose realizado cerca de 20,000 entrevistas personales, sin contar los contactos con agrupaciones en pueblos y veredas, lo que presupone un trabajo agotador que muchas veces se prolongó hasta el amanecer.
13. *El Tiempo*, 29 juin 1958, p. 19. *La Comisión sobre la Violencia Visitó Ayer a Anserma y Riosucio*.
14. GUZMÁN Germán, « Reflexión crítica sobre el libro *La Violencia en Colombia* », in SÁNCHEZ Gonzalo, PEÑARANDA Ricardo (compilateurs), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, Medellín, La Carreta Editores E.U., 2007, p. 48.
15. in VALENCIA LLANO Albeiro, *Otto Morales Benítez : De la nación a la región y el continente*, mars 2005, pp. 149-150.
- Nos demoramos uno o dos días más en el sector y quedaron de regresar con una respuesta. Por fortuna fue positiva. Viajamos a Quinchía. Luego tomamos un jeep hasta un corregimiento llamado ‘El Naranjal’. Allí nos esperaba una mujer joven, con dones de belleza, que nos condujo al sitio donde pudimos dialogar con ‘Venganza’. Lo encontramos muy custodiado. Lo protegían sus compañeros que estaban situados, sigilosamente, en los árboles y seguramente en algunos barrancos. El sitio para la entrevista fue calculado por él. No teníamos forma de escapar en caso de que él o su tropa, hubieran tenido una duda de la tarea que cumplía la Comisión. Nos dijo: ‘no tengo ninguna duda: si Alberto Lleras está en el poder, podemos entrar a hacer la pacificación. Sabemos que no vamos a ser perseguidos’. Contó el caso de cómo Quinchía había sido asaltada posesionado Lleras por los policías de Marmato, Supía, Riosucio, Guática y Anserma. Fue una invasión un domingo –que es el de mercado- al mando de un capitán que gritaba: ‘disparen que aquí no hay sino collajeros’. Ese día se produjo una mortandad violenta. Dijo ‘Venganza’ que habiendo vivido esa crueldad y pavor, resolvió organizar a sus compañeros campesinos, para que no los asediaran, como estaba sucediendo en el resto del país. ‘Eso explica que yo esté en esta lucha’, remató.

- ‘Venganza’ entendió los propósitos nuestros y principió realmente a cumplir. Nosotros recibíamos buenas noticias, que nos transmitían quienes habían servido de enlace. No volvió a adelantar ninguna acción más y a su grupo lo inmovilizó.
16. *El Tiempo*, 26 noviembre 1958. p. 2. *Los Pactos Han Sido Eficaces para la Pacificación del País*.
  17. JARAMILLO MARÍN, *op. cit.*, p. 53. La Comisión Investigadora finalizaría labores en enero del año 59 por decisión del gobierno de Lleras Camargo. Tres serían los argumentos que en su momento se esgrimieron para darle fin: a) que ya había cumplido su cometido; b) que había dejado de ser necesaria, y c) que se advertía una ostensible fatiga de los miembros que la integraban.
  18. SÁNCHEZ Gonzalo, « Rehabilitación y Violencia bajo el Frente Nacional », *Análisis Político*, No. 4, Bogotá, mai-août 1988, pp. 26-27.
  19. Decreto No. 2365 del 13 de noviembre de 1958, *Por el cual se crean las Comisiones Seccionales de Rehabilitación*. Annexe au mémoire de licence d’Archipiz *et. al.*, p. 264.
  20. GUZMÁN CAMPOS *et. al.*, *op. cit.*, pp. 361-363.
  21. ARCHIPIZ ARCHIPIZ Gilberto, CALVO BECERRA José Albeiro, MEDINA DE A. María Gladys, PÉREZ VALENCIA Elsaín de Jesús, PALACIO POLANCO Camilo, QUINTERO CASTAÑO Jairo de Jesús, RIVERA PÉREZ DE R. María Amparo, *La Violencia política en Quinchía : Caso Capitán Venganza*, Sciences sociales, Université Technologique de Pereira, Faculté d’Éducation, juin 1985. p. 72.
  22. Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au secrétaire de Gouvernement, Manizales. 22 décembre 1958, No. 522. AMQ. ORDEN PÚBLICO URGENTE: PERMÍTOME COMUNICARLE SIGUIENTES HECHOS SUCEDIDOS ESTE MUNICIPIO DÍA AYER; HECTOR GARCÍA PRESENTOSE POBLACIÓN EN DONDE DIALOGÓ Y DEPARTIÓ AMIGABLEMENTE CON CIUDADANÍA REGRESANDO NUEVAMENTE REGIÓN NARANJAL HORAS TARDE STOP ESTANDO GARCÍA ESTABLECIMIENTO PÚBLICO CITADA REGIÓN FUE ATACADO SORPRESIVAMENTE AL PARECER CUADRILLA COMANDA BANDOLERO APODADO VENGANZA RESULTANDO GRAVEMENTE HERIDO ARMA FUEGO ALUDIDO GARCÍA QUIEN FUE TRASLADADO URGENTEMENTE CLÍNICA PEREIRA.
  23. PARRA GÓMEZ Orlando, *Pasado y Presente de la Violencia y la Paz en Quinchía, Colombia*, Histoire, Pontificia Universidad Javeriana, Faculté des sciences sociales, 2007, p. 86.
  24. Antonio M. Cardona, inspecteur départemental de police de Batero, au maire municipal. 11 janvier 1959, office No. 102 ; Andrés Villegas Gutiérrez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 12 janvier 1959, office No. 013. AMQ.
  25. Andrés Villegas Gutiérrez, maire de Quinchía, au gouverneur du département. Quinchía, 2 janvier 1959, office No. 037. AMQ.
  26. Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au gouverneur du département. Quinchía, 9 février 1959, office No. 092. AMQ.
  27. Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 9 février 1958, office No. 093. AMQ.

28. Andrés Villegas Gutierrez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 16 février 1959, office No. 096. Annexe au mémoire de licence d'Archipiz *et. al.*, p. 157.
29. *Ibid.*
30. *Ibid.*
31. Sergent second Marco A. Triana García, commandant de la patrouille, au Lieutenant commandant du groupe à Riosucio. *Informe sobre ataque a una patrulla*. Quinchía, 22 février 1959. AMQ. Se cree que con estos sujetos se encontraba el delincuente de nombre Medardo Trejos (alias) 'Venganza' como también se cree que fueron quienes asesinaron a un campesino el día 20 de los corrientes, a unos cien metros más allá de donde atacaron la Patrulla.
32. *Ibid.* Agrego al presente que además se tiene conocimiento que el señor Clemente Taborda, tiene frecuentes reuniones con el delincuente Medardo Trejos (alias) 'Venganza', en la vereda de San José en donde queda actualmente la escuela rural.
33. SÁNCHEZ Gonzalo, *op. cit.*, p. 34.
34. *El Tiempo*, 13 mars 1959, p. 6. *Firman Pacto de Paz en Quinchía, Caldas*. Los secretarios de agricultura y obras públicas del departamento de Caldas, doctores Eduardo Correa y Samuel Llano, junto con los doctores Armando Morales Benitez y Julio Fajardo Artola, asesor de la Oficina de Rehabilitación de la Presidencia de la República, visitaron el viernes de la semana pasada el municipio de Quinchía, Caldas, con el fin de entrevistarse con el guerrillero 'Venganza', quien ha venido operando en el occidente de ese departamento, con el propósito de explicarles, tanto a él como al núcleo de ciudadanos con quienes había permanecido al margen de la vida ciudadana, los planes mediante los cuales el gobierno busca consolidar definitivamente el establecimiento de la paz sobre la base de ofrecer la posibilidad de rehabilitarse económica, social y políticamente a quienes por una u otra razón se han mantenido en tal estado durante los últimos años. A raíz de tal entrevista, y ante los funcionarios nombrados, se suscribió la siguiente declaración:  
 Quinchía (Caldas), marzo 6 de 1959. Un grupo de ciudadanos de Quinchía, interpretando fielmente las aspiraciones del gobierno departamental y del gobierno nacional, dignamente representado por el doctor Alberto Lleras Camargo, y desosos de colaborar por el bienestar de una república que en cada ciudadano debe dar cuanto esté de si por consolidar la paz, declaramos solemnemente nuestra irrestricta adhesión al gobierno y nuestra firme intención de incorporarnos definitivamente a la vida ciudadana de que es merecedor todo colombiano de bona fe. Pedimos muy atentamente del señor Presidente que considere los asuntos que a continuación exponemos:  
 Primero. La nuestra será una vida ciudadana útil y pacífica.  
 Segundo. Suspendemos toda acción belicosa, esperando, eso sí, que las regiones vecinas y otras fuerzas vivas no inicien, por su parte, ninguna acción violenta contra la región de Quinchía.  
 Tercero. El gobierno, de acuerdo no solamente con nuestra Constitución sino con el espíritu generoso de lo alienta, tiene a su cargo la salvaguardia de los intereses de todos los colombianos. Por tanto, rogamos que autoridades idóneas, inspiradas en el alto sentido patriótico, guarden nuestros bienes y nuestras vidas en nuestro territorio, teniendo siempre en cuenta que como ciudadanos pacíficos en que hoy nos hemos constituido, no se nos hostilice y se nos respete.

- Cuarto. Por tanto, yo, como representante de los ciudadanos de Quinchía que nos hemos unido en este anhelo de paz, declaro que deseo ser un intérprete de la política de convivencia y buena voluntad preconizada por el señor Presidente de la República doctor Alberto Lleras Camargo.  
(Fod.), VENGANZA
35. *Ibid.* Asimismo, si se mantiene el clima actual de concordia será posible continuar inmediatamente la construcción de las obras de la Oficina de Rehabilitación, carreteras y escuelas principalmente, las cuales no sólo beneficiarán a todo el occidente del departamento sino que darán oportunidades de trabajo y un medio de vida a los habitantes de la región.
  36. *El Tiempo*, 17 abril 1959, p. 7. *Pactos de Paz se Firman en el Occidente de Caldas.*
  37. AROCHA Jaime, *La violencia en el Quindío : determinantes ecológicos y económicos del homicidio en un municipio caficultor*, Bogotá, Ediciones Tercer Mundo, 1979, p. 112.
  38. *La República*, 8 abril 1959, p. 6. *REFORZAR LA VIGILANCIA PARA LA COSECHA DE CAFÉ SE PIDIO.*
  39. *La República*, 9 abril 1959, p. 10. *Se Pide en Caldas : Suspende las Obras Públicas por un Mes.*
  40. *La República*, 12 abril 1959, pp. 1 et 11. *Angustiosa Situación de Orden Público en Caldas.*
  41. *El Tiempo*, 14 abril 1959, p. 13. *Gómez Pinzón Viaja hoy Nuevamente al Quindío.*
  42. *El Tiempo*, 15 abril 1959, pp. 1 et 19. *Reforzada Vigilancia en Quindío.*
  43. *El Tiempo*, 16 abril 1959, pp. 1 et 23. *La Violencia en el Quindío no Tiene carácter Político.*
  44. *La República*, 8 abril 1959, p. 1. *El Gobernador de Caldas.*
  45. *La República*, 10 abril 1959, p. 1. *Ocampo aceptó la Gobernación.*
  46. *La República*, 15 abril 1959, p. 1. *El Presidente Lleras Responde a Conacción.*
  47. *La República*, 21 abril 1959, p. 3. *En Libertad el Jefe Bandolero ‘Capitán Pedro Brincos’.*
  48. *La República*, 27 abril 1959, p. 2. *La Terapéutica del Optimismo.*
  49. *La República*, 21 abril 1959, *op. cit.*
  50. *La República*, 22 abril 1959, p. 2. *Lo que es y lo que no debe ser.* Es apenas natural que mientras exista esta tenebrosa cuadrilla de malhechores sueltos, los hombres de bien tienen que ponerse en guardia para rechazarlos, y que seguirán los asesinatos y depredaciones en cadena continua.
  51. *Ibid.* La región de Quinchía, en Caldas, por ejemplo, está hoy bajo la oprobiosa dictadura del Capitán Venganza, que se pasea no solo impune sino colmado de poder y gabelas. Muchos de los propietarios de las fincas aledañas, conservadores y liberales, más liberales que conservadores, tienen que entregarle un ‘comparto’ mensual para que les garanticen la integridad física y la propiedad de sus bienes. Y el que se cansa de pagar estos tributos sabe que será inexorablemente sancionado.
  52. *La República*, 23 abril 1959, p. 3. *600 Personas han Sido Asesinadas en Caldas.* Llegó como se dijo antes a la gobernación de Caldas, un pobre mandadero del secretario del Banco del Comercio y de un agente de seguros, y todo fue desorganización y locura, por su orden fueron desplazados varios alcaldes que daban perfectas garantías a las gentes, los buenos investigadores fueron destituidos

y cambiados por unos rojaspinillistas de tiempo completo y por ineptos. Los inspectores de policía fueron escogidos por antiguos laureanistas que habían hecho violencia, pero que estaban perdonados porque eran incondicionales del secretario del Banco del Comercio [...].

53. *La República*, 28 abril 1959, p. 7. *En Caldas Existen Hoy Dos Gobiernos*.
54. *El Espectador*, 30 abril 1959, p. 11. *Trascendental Declaración de Amaya en el Senado*.
55. *Idem*, p. 12.
56. *Idem*, p. 13.
57. *Annales du Congrès, Palabras del honorable Senador De Angulo en la sesión del día 5 de mayo de 1959*, pp. 1555-1556.  
Dice la comunicación del doctor Abel López Gómez: ‘La comisión de paz del occidente de Caldas, de la cual hacen parte los doctores Eduardo Gartner y Armando Morales Benítez, se reunió ayer con el Cura Párroco y el Alcalde del Municipio de Riosucio, y con varias personas más, y analizó detenidamente la situación de la región del occidente de Caldas, estableciendo graves hechos como el de que a los campesinos ubicados entre Bonafont e Irra, se les ha desposeído de sus propiedades, las cuales se hallan en poder de los bandoleros. Igualmente se estableció que las autoridades de Quinchía e Irra carecen del respaldo de la tropa, por lo cual los bandoleros tienen allí entera libertad. Como dato curioso se cuenta que la única autoridad allí para los campos es el célebre bandido ‘Capitán Venganza’.
58. *Annales du Congrès, Palabras del honorable senador Sorzano. Sesión del día 12 de mayo de 1959*, p. 1602.
59. *Idem*, p. 1604. Yo le pregunto, señor Ministro, ¿hasta cuándo va a durar la república de Quinchía? ¿Hasta cuando va a existir dentro del Estado colombiano, dentro del Departamento de Caldas, un miserable que se arroga las facultades de la autoridad, y que es capaz de imponer se querer, de recaudar contribuciones, de dirimir pleitos entre linderos de haciendas y de disponer de la vida y de la honra y de los bienes de todos los habitantes, de esa martirizada comarca? ¿Hasta cuando, señor Ministro, ‘Venganza’ va a seguir haciendo lo que está haciendo, va a seguir cometiendo sus depredaciones, sin que la mano del Gobierno, sin que la mano de la autoridad acabe con ese foco de rebeldía y de barbarie?
60. *La República*, 22 mai 1959, p. 1. *Quinchía bajo el domino del Capitán ‘Venganza’*.
61. *Idem*, p. 10. Muchas gentes de Caldas preguntan: ¿porqué no capturan a Venganza? Algunos funcionarios oficiales dicen que a Venganza no se le puede capturar porque contra el no se adelanta ninguna investigación penal. Otros dicen que si el gobierno imparte la orden, el ejército está dispuesto a actuar.
62. *Ibid*. El gobernador de Caldas, doctor Gilberto Arango Londoño, en rueda de prensa declaró que estaba dispuesto a facilitar todos los medios para que los periodistas que así lo deseen puedan llegar a cualquier lugar de Quinchía, a fin de demostrar en esa forma que no hay tal ‘gobierno aparte’ en esa región.
63. *El Tiempo*, 23 mai 1959, p. 22. *Misión Periodística Viaja Hoy a Región de Quinchía*.
64. LOAIZA CANO Gilberto in AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá : Fundación

Gilberto Alzate Avendaño, 2013. p. 20. Era una época en que los personajes de cada día eran esos hombres de trajes oscuros saturados de ademanes y frases grandilocuentes; los cronistas, los reporteros, los fotógrafos y caricaturistas seguían, con mezcla de sevicia y servilismo, al caudillo del momento; estaban informados de las reuniones palaciegas, de los gustos literarios de los senadores de la república. Eran tiempos en que los políticos eran fotografiados mientras viajaban en un tren, en un avión, en una caravana de automóviles, mientras jugaban golf o se quitaban el abrigo en la entrada de un club o de un restaurante. Los políticos no habían sido oscurecidos todavía por la popularidad de las reinas de belleza, de los actores de cine y televisión, y de los deportistas.

65. *El Tiempo*, 25 mai 1959, p. 17. *Las Cuadrillas que Operaban en Quinchía han sido Disueltas.*
66. *El Siglo*, 25 mai 1959, p. 13. *Diálogo con el Pueblo de Quinchía Sostuvieron Periodistas Bogotanos* ; *La Patria*, 25 mai 1959, p. 2. *El Ejército Busca la Paz con Tenacidad y Constancia.*
67. *Semana*, 2 juin 1959, p. 13. 'Venganza' Invisible. Quinchía había sacado todas sus banderas a los balcones; aún las ventanas más pobres asomaban con humildad banderitas de papel. Un pueblo de indígenas cabizbajos, mudos y dramáticamente arrugados, salidos de las hondonadas y los vericuetos del monte, espiaba enigmáticamente desde las aceras. Y desplegándose en doble fila de callejón de honor, se achicharraban dentro de sus negros uniformes de desfile las niñas de la escuela. Con su 'banda de guerra' al frente. Muy asustadas de su importancia.
68. *La Patria*, *op. cit.* Numerosas y distinguidas damas de la sociedad abrumaron de atenciones a los chicos de la prensa.
69. *Ibid.*
70. *El Siglo*, *op. cit.*
71. *La Patria*, *op. cit.*
72. *El Siglo*, *op. cit.*
73. *La Patria*, *op. cit.* Otros ciudadanos hablaron posteriormente, para atacar a algunos diarios, que han informado de acuerdo con comunicados oficiales y testimonios particulares sobre la situación de orden público en la municipalidad.
74. *El Siglo*, *op. cit.* Enseguida los representantes de la prensa bogotana recorrieron el mercado, las calles, los almacenes, los cafés, en diálogo con toda clase de personas, que expusieron abiertamente la situación de Quinchía, que entre paréntesis está pacificada y en vías de recuperación, gracias a la actividad del ejército y la policía, a cuyo frente se encuentran el mayor Valencia Tovar y los tenientes Jesús M. Estrada, Agustín Gutierrez Calderón y Joaquín Camacho.
75. *La Patria*, *op. cit.* Hermosas muchachas de la sociedad de Quinchía se reunieron en el Club para brindar gentilísimas atenciones a los periodistas y hacerles más grata la visita a la población.
76. *La Patria*, *El Siglo*, *op. cit.*
77. *El Tiempo*, 25 mai 1959, *op. cit.* ; *El Espectador*, 25 mai 1959, p. 17. *Quinchía Vive en Paz y Quiere, ante Todo, la Paz.*
78. *La Patria*, 25 mai 1959, *op. cit.* ; *El País*, 25 mai 1959, p. 19. *Comienza a Regir hoy el Ultimatum para los Violentos ; lo de Quinchía.* Es lógico que en el municipio de

- Quinchía la situación no es normal. Vive esta localidad un clima de inocultable violencia, con manifestaciones especialmente sobre la zona rural.
79. *El País*, *op. cit.* Es fácil advertir dos tendencias diferentes dentro de los grupos liberales de Quinchía: los moderados, que son enemigos de la acción violenta contra los pocos conservadores, unas treinta familias, y el de los exaltados que aún preconizan la persecución y están en consecuencia en pleno entendimiento con ‘Venganza’. *El Espectador*, *La Patria*, *op. cit.*
  80. *El Siglo*, 26 mai 1959, p. 8. *Las Zonas de Violencia en el Departamento de Caldas en Vía de Recuperar la Normalidad.*
  81. *Ibid.*
  82. *La República*, 26 mai 1959, p. 2. *La Paz de Quinchía.* Un reloj mal calibrado nos privó de la grata compañía del Ministro de Gobierno y del Gobernador de Caldas y de algunos colegas de la capital.
  83. *La República*, 27 mai 1959. *El Funcionario ‘Venganza’.* Gracias sean dadas al Ministro de Gobierno por habernos proporcionado, con la iniciativa de aquella excursión, los datos que formarían la trama de una historia vivida en la Calabria o el argumento para una nueva novela suramericana de Camilo José Cela. Algo así, como “El sabor de la Tierra” de Pereda, con salpiques de hazañas bandoleras. Quinchía, el pueblo recostado en la montaña; en el marco de la plaza, las campanas grandes y sonoras; la taberna con sus rones y mistelas; las quebradas rumorosas que serpean y un personaje central: el funcionario Venganza.
  84. *La Patria*, 13 juillet 1959, p. 9. *El Capitán ‘Venganza’ se ha Constituido en el Mayor Problema del Occidente de Caldas.*
  85. GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014]. p. 322.
  86. *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 1. *Las Amnistías Concedidas se Respetarán, Dice Germán Zea.* Se ha sabido de otra parte que el ‘Capitán Venganza’ no ha podido ser capturado por carecer las autoridades de bases que den fundamento a su arresto. Contra él no existen procesos penales y parece que solo se adelantan investigaciones. Sin embargo, este antisocial no ha recibido la gracia de amnistía porque no la ha solicitado. En tanto, el ejército ha hecho una limpieza general de la zona en donde está actuando el ‘Capitán Venganza’, deteniendo a numerosos de sus subalternos.
  87. Alcibiades Carvajal Arredondo, inspecteur militaire, au juge 171 d’instruction criminelle. *Poniendo a su disposición un detenido.* Inspection départementale de police d’Irra, Quinchía, Caldas, 18 juin 1959, office No. 043. Annexe au mémoire de licence d’Archipiz *et. al.*

#### Chapitre IV

1. *El Tiempo*, 5 mai 1959, p. 6. *Se Inicia el Levantamiento de Rieles en las Calles de Pereira.*
2. *El Tiempo*, 6 mai 1959, p. 1. *Paro en Manizales por Interrupción del Ferrocarril.*
3. *El Tiempo*, 12 mai 1959, p. 10. *Convincente Exposición Hizo en el Senado el Ministro de Obras.*
4. *El Tiempo*, 5 mai 1959, *op. cit.*



5. *El Tiempo*, 7 mai 1959, p. 7. *El Presidente Invita a Estudiar el Problema*.
6. *El Tiempo*, 12 mai 1959, *op. cit.*
7. VALENCIA TOVAR Alvaro, *Mis adversarios guerrilleros*, Bogotá, Editorial Planeta, p. 21.
8. *Ibid.* Solucionado el caso del paro cívico, podía volver los ojos al problema mucho más complejo del occidente caldense.
9. *El Siglo*, 23 mai 1959, p. 11. *Paz en Quinchía*.
10. DARTON Robert, « Une révolte d'ouvriers : le grand massacre des chats de la rue Saint-Séverin » in *Le grand massacre des chats : attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Robert Laffont, 1984, p. 115.
11. VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, pp. 23-24.

Dos informantes, despojados de sus fincas en el área rural de Quinchía, aparecieron como fruto de la campaña psicológica en curso, comprometiéndose a servir de guías para conducir a la vivienda de Venganza. En una noche de sábado se realizó la operación, que conduje personalmente. Con tropas tomadas de Manizales, porque la guarnición de Quinchía era espiada y la alarma de cualquier desplazamiento fuera del poblado se regaba por todo el municipio, se realizó la aproximación a campo traviesa, esquivando viviendas y gozques delatores.

Antes del amanecer la vivienda había sido rodeada en forma de prevenir la fuga del hombre que mantenía la región en pie de guerra. Ya con la luz del alba, y cuando los moradores iniciaban las faenas del día, intímé el ¡alto! A viva a nombre del Ejército y de la ley. Avancé hacia el patio, tranquilizando a quienes habían salido de la vivienda y aparecían paralizados del terror. Ordené salir a todos los ocupantes, hombres y mujeres, pero el personaje buscado no apareció. Sólo entonces, una fracción de la patrulla se hizo presente.

Una hermana de Venganza, aunque medrosa, se avino a responder a mis preguntas. Medardo había estado en su casa hasta después de medianoche, pero como era habitual en él la había dejado en prevención de alguna emboscada. Traté a la familia con respeto, amistosamente. Nada tenía que temer. Como comandante de las tropas, yo sólo quería recobrar la tranquilidad y la paz. Todos, incluido Medardo Trejos, jefe de familia, serían protegidos mientras colaboraran en ese propósito y él no sería molestado, siempre que aceptara conversar conmigo para convenir la manera de arreglar su situación ante la ley, asegurando su libertad.

Nueve personas integraban el grupo familiar. Dos mujeres de edad indefinible, dos mozuélas, tres mozalbetes próximos a la edad militar y dos niños. A todos los saludé afablemente. Unos caramelos, que siempre llevaba en el bolsillo durante mis andanzas rurales, me ganaron las sonrisas agradecidas de los chicuelos.

La hermana de Medardo me invitó a entrar, tímidamente, ofreciéndome ‘preparar un desayuno’. Mil gracias pero no quería molestar, sino que conversáramos un rato. Lo hicimos con ella y su compañera que resultó ser la mujer de Medardo.

‘Un altar con velas encendidas ofrecía la más inverosímil combinación de íconos religiosos, cabezas de serpiente, colmillos de tigre, fotografías descoloridas de hombres y mujeres jóvenes clavadas con alfileres en el sitio del corazón, oraciones para cautivar amores sin fortuna. En cuadernos garrapateados con caligrafía de primeras letras, había sentencias sobre pleitos entre vecinos, multas, órdenes de pago por daños y perjuicios causados por animales domésticos en predios vecinos.

En las plegarias se invocaba, indistinta o conjuntamente, a santos, demonios, seres míticos de la teogonía indígena en superposición de credos, ancestros lejanos y brujería. Todo aquello explicaba en buena medida la historia de Quinchía y de su violencia primitiva’.

12. *Idem*, p. 25.

13. Sergent second Marco A. Triana García, commandant de la patrouille, au Lieutenant commandant du groupe à Riosucio. *Informe sobre ataque a una patrulla*. Quinchía, 22 février 1959. AMQ.

14. Medardo Trejos est mort à l’âge de 23 ans ; en 1959, il a 21 ans.

15. VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, pp. 26-27.

Medardo Trejos, el temido o venerado jefe, para unos defensor heroico, para otros odiado bandolero y asesino, en nada revelaba su bizarra posición controversial. ‘Rasgos indígenas en un rostro agradable, delgado, enjuto, un metro sesenta de estatura, edad indescifrable que, antes de conocerla, hubiera estimado en más de 30 años – en realidad 27 –, dentadura sapicada de caries. Cobijado con su ruana de manta, bajo un sombrero hundido hasta las cejas, anteojos oscuros, hubiese pasado más bien por un enfermo macilento que por un aguerrido combatiente’.

Hablamos por espacio de dos horas. Poseía una fluidez de expresión inimaginable en sus primeras y tímidas expresiones iniciales. Aceptó un café, servido en la mesita de la maestra, que solamente comenzó a beber después de que yo lo hiciese. Su desconfianza era evidente.

16. Conservatrice.

17. Terme familier utilisé pour designer les membres de la police sectaire au début des années 1950. Le terme provient du nom d’une colline du village de Boavita, à Boyacá.

18. VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 27.

- ¿Y el Ejército?

- Al principio nos defendía. Confiábamos en él. Después lo pusieron a apoyar la Policía goda y ahí sí fue la desgracia. Llegó un teniente que nos creía enemigos del gobierno. Nos persiguió como a bandoleros. A mí me apresaron. Estuve preso varios meses. Me pegaron y humillaron. Me daban planazos en las plantas de los pies. Dizque tenía que denunciar a los jefes bandoleros. No había tales jefes. ¿Qué querían que dijera? Resolvieron mandarme para la cárcel de la ciudad. Por el camino me les volé. Me arrejunté con una guerrilla armada con lo que se pudo. Emboscamos una banda de policías chulavitas y les robamos los fusiles. Se nos unió más gente. Me eligieron jefe de una guerrilla ‘izque porque era bravo pa’ la pelea. Apareció entonces *Pedro Brincos* pa’ comandar tua la guerrilla. Ya éramos más de cien. Los de Mistrató resolvieron atacarnos junto con la Policía chulavita. Alguien nos previno. Los esperamos emboscados en la quebrada del Opiramá. La pelea fue brava. Al final los sacamos corriendo. Ahí cogimos como veinte fusiles. Pedro Brincos me nombró su segundo y cuando lo mataron quedé comandando toa la guerrilla. Nos cogieron miedo. Ofrecieron plata por mi cabeza, pero el pueblo me cubría y naide me delató... Me apodaron Venganza porque mandaba a fusilar gente mala, que había matado campesinos o robado tierras...

19. *Idem*, p. 28. Medardo cumplió su palabra. Yo la mía. Nadie volvió a incomodarlo, ni las patrullas de presencia y reconocimiento se acercaron a su vivienda.
20. José de Jesús Trejos, selon une autre source.
21. ACEBEDO TARRAZONA Álvaro, « El símbolo de un Robin Hood vengador en el occidente de Colombia », *Estudios Humanísticos. Historia*, No. 3, 2004, p. 57.
22. *Idem*, p. 58. Algunas personas del pueblo comentan que por esta época anduvo por el departamento del Tolima. Su madre, por el contrario, dice que el joven estuvo rondando regiones aledañas a Quinchía. De aquella época no se conocen mayores datos de Medardo Trejos.
23. *La Patria*, 16 juillet 1959, p. 3. *El Ejército Decomisa Arsenal de 'Venganza' ; Poco a Poco es Aniquilada su Cuadrilla*. Sin lugar a dudas el hecho más importante en este decomiso, fue el hallazgo que se hizo de gran cantidad de correspondencia del jefe bandolero 'Venganza' dirigida a varios de sus compinches en los diferentes puestos de ataque que tiene establecidos en zonas de Quinchía y a otros individuos que pueden ser catalogados como 'peces gordos'.
24. VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 24. En cuadernos garrapateados con caligrafía de primeras letras, había sentencias sobre pleitos entre vecinos, multas, órdenes de pago por daños y perjuicios causados por animales domésticos en predios vecinos.
25. *Semana*, 2 juin 1959, p. 14. 'Venganza' Invisible. Con seguridad que 'Venganza' está aquí, en la plaza, entre toda esa multitud', dijo el Padre Tamayo, coadjutor de la parroquia de Quinchía. 'Venganza' es un campesino más, indígena como cualquiera de esos que nos observan en este momento. 'Venganza' es igual a todos. Nada lo distingue y por esta razón, porque 'Venganza' es como un hermano gemelo de cualquier indígena de Quinchía, por esto es que nadie conoce a 'Venganza', ni nadie lo ha visto jamás.
26. *Ibid*. Es inmaterial, es un gas, un hombre de humo que se desvanece en cuanto se intenta tocarlo. Se evapora y escurre por los vericuetos del monte.
27. GUZMÁN CAMPOS Germán, FALS BORDA Orlando, UMAÑA LUNA Eduardo, *La Violencia en Colombia : Estudio de un Proceso Social*, Bogotá : septembre 1962 [juin 1962], p. 224. La marihuana que se encuentra fácilmente por aquellos contornos, sirvió de diario estímulo en Quinchía a los bandoleros del capitán 'Venganza', quien era marihuanero.
28. *La Patria*, 16 juillet 1959, *op. cit.* Paquetes de marihuana, con los cuales al parecer eran dopados los integrantes de las cuadrillas de bandoleros de Venganza, para cometer sus fechorías, lo cual se demuestra por la sevicia con que los desalmados cometen sus asaltos contra los inermes campesinos.
29. *La Patria*, 16 mai 1958. p. 3. *Cómo Operan los Grupos Violentos de la Región Occidental de Caldas*. Reveló la entrevistada que en cierta ocasión, el 'Sargento', que es un hombre medio mono, delgado, con una nube en un ojo, le dio a fumar un cigarrillo que la puso 'muy buena'. Más tarde estableció que se trataba de marihuana.
30. *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 4. *La Explotación de la Violencia*. Tuvimos ocasión de saber, por ejemplo, que en el Occidente de Caldas hay extensos cultivos de marihuana y el comercio de esa yerba maldita ha dejado de ser clandestino para convertirse en una atroz costumbre rural, muy difícil de combatir.

31. SÁENZ ROVNER Eduardo, « La 'Prehistoria' de la marihuana en Colombia: consumo y cultivos entre los años 30 y 60 », *Cuadernos de Economía*, 47, 2007, p. 216. La gobernación de Caldas fue más lejos y a comienzos de 1961 se empeñó en una 'Campaña contra la marihuana', señalaba que, en su opinión (y retomando los argumentos de finales de los años 30), 'el tráfico y el cultivo de marihuana constituye uno de los orígenes de las perturbaciones de Orden Público que afectan al departamento' y ofreció recompensas de hasta 500 pesos 'a quien denuncie la existencia de dichos cultivos'.
32. HOBBSAWM Eric, *Bandits*, Suffolk, Pelican Books, 1972, p. 17. "In this book we shall be dealing only with some kinds of robbers, namely those who are *not* regarded as simple criminals by public opinion".
33. SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *Bandoleros, gamonales y campesinos*, Bogotá, Distribuidora y Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S.A., 2006, p. 53.
34. Efraín Pineda, entretien avec l'auteur le 13 juillet 2015. Ya, lamentablemente Venganza, lamentablemente ya Venganza, sus compañeros se fueron torciendo. Y el se dedicó a la droga, y eso impulsó la muerte de él. Ya ellos, ya los guerrilleros que estaban con él, ya se pusieron antes a hacerle daño a la gente otra vez, y lo dejaron solo a él también. Y ya él solo se vició en la droga, en la marihuana y... trabado lo mataron. Lo mataron fue por Miracampos.
35. VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 27.
36. *La Patria*, 13 juillet 1959, p. 9. *El Capitán 'Venganza' se ha Constituido en el Mayor Problema del Occidente de Caldas*. Pude observar que todos los puestos estaban integrados por numerosos hombres armados y uniformados con prendas militares. Entre esos puestos, recuerdo los de Moreta, el más potente, Cañaverál, Poleal, La Cumbre, Buenavista, El Cedral, y Murrupal, donde tienen la mayor parte del armamento, fabrican bombas y confeccionan los uniformes.
37. *Ibid.* En Murrupal, tuve la oportunidad de conocer a varios sastres, entre ellos a 'Serrucho', que son los encargados por Venganza de fabricar los uniformes militares que teníamos que vestir en nuestras andanzas por las diferentes fincas de Quinchía. Estos uniformes corresponden a los diferentes grados militares, partiendo de soldado hasta llegar a Capitán que es Venganza.  
[...]  
Tiene inclusive un tipo en la banda que construye y repara armas.
38. *La Patria*, 16 juillet 1959, *op. cit.*
39. *El País*, 7 avril 1958, p. 9. 'Pedro Brincos' Continúa Detenido en la 'Casa Blanca' de Manizales ; *La Patria*, 27 mai 1959, p. 7. *Claudio Rojas fue Postulado por el Capitán 'Venganza' Para la Alcaldía de Quinchía*.
40. SÁNCHEZ Gonzalo, MEERTENS Donny, *op. cit.*, p. 263; ARCHIPIZ ARCHIPIZ Gilberto, CALVO BECERRA José Albeiro, MEDINA DE A. María Gladys, PÉREZ VALENCIA Elsaín de Jesús, PALACIO POLANCO Camilo, QUINTERO CASTAÑO Jairo de Jesús, RIVERA PÉREZ DE R. María Amparo, *La Violencia política en Quinchía : Caso Capitán Venganza*, Sciences sociales, Université Technologique de Pereira, Faculté d'Éducation, juin 1985. p. 75.
41. Producciones Quinchía Televisión, *Memorias de Quinchía : Vistazo al pasado 'Flecha Roja'*.

42. *Ibid.*
43. Annales du Congrès, *Palabras del honorable senador Sorzano. Sesión del día 12 de mayo de 1959*, p. 1603.
44. KALYVAS Stathis, « La violencia en medio de la guerra civil : esbozo de una teoría », *Análisis Político*, No. 42, janvier-avril 2001, pp. 19-20.
45. *La Patria*, 27 mai 1959, *op. cit.* El tratado de paz está hecho. El Ejército puede operar en el territorio de Quinchía cuando quiera.
46. KALYVAS Stathis, *op. cit.*, p. 20. Por último, existe una zona intermedia (zona 3), que denominaremos 'area en disputa'. Con frecuencia a estas áreas se las define como lugares donde el gobierno gobierna de día y los insurgentes de noche.
47. Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*
48. *La Patria*, 16 mai 1958, p. 2. *Tengo la Seguridad de que no se Repetirán los Hechos del Domingo*. Como al periodista le despertara curiosidad una infinidad de cuernos de res que llevaban ellos explicaron que elaborarían 'cachos', instrumentos que producen un sonido especial que puede oírse a considerable distancia. Con esos instrumentos, las familias darán la voz de alarma en cualquier momento que los enemigos de la paz quieran perturbarla.
49. CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1789-1876)*, Paris, Flammarion, 1998, p. 218. « Ne l'oublions pas, pour les populations civiles, la guerre est d'abord un paysage sonore ».
50. Ezequiel de los Ríos, machiniste 1<sup>er</sup>, au maire et au *personero*. Quinchía, 11 juillet 1958. AMQ. Lo he manifestado por diversas ocasiones y aún en oficio de 11 de mayo último dirigido al Sr. Personero, que el exceso de servicio entraña un peligro para la Empresa y para la población, si se tiene comprobado que por ese mismo exceso ocurrió el incendio de la Casa Municipal y por no haberse dado mérito a mis advertencias. Ese peligro avanza hoy por el recargo del servicio y que debe de reducirse en una forma proporcional rendimiento de la Máquina.
51. Luís E. Duque, président du conseil municipal, au ministre de Gouvernement. Quinchía, 11 septembre 1936, office No. 191, p. 1. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//6.3.1, feuilles 2-3.
52. Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à Otto Morales Benítez, ministre du Travail. Référence : *Electrificación de Quinchía y otros*. Bogotá, 2 décembre 1959. AMQ.
53. Armando Morales est frère d'Otto Morales, qui integra, comme on se souviendra, la Commission Investigatrice de Monseigneur Guzmán. En avril 1959, Otto Morales est ministre du Travail.
54. Armando Morales Benitez, Commission pro-paix, au ministre des Communications, Alonso Aragón Quintero. Quinchía, 26 avril 1959. AMQ.
55. Ricardo Gartner Gómez, maire de Quinchía, au secrétaire de Gouvernement à Manizales. *Permítome informarle Claudio Rojas posesionose Inspección Irra quince de marzo, próximo pasado*. Quinchía, 20 avril 1959, office #152. AMQ.
56. *El Espectador*, 25 mai 1959, p. 17. *Quinchía Vive en Paz y Quiere, ante Todo, la Paz*. Estos conservadores viven y viven con 'nuestro respaldo y nuestro aprecio', como nos dijeron Claudio Rojas y Jesús M. Ruiz, 2 elementos a quienes se atribuye profunda amistad con el llamado 'Capitán Venganza', el hombre por quien el pueblo siente gratitud 'por haber salido en defensa de nosotros cuando la cosa era

- muy dura', pero a quien se hacen severas críticas por su conducta confusa, incierta y fuera de la ley.
57. *La Patria*, 27 mai 1959, *op. cit.* Entonces él (Venganza) viendo el caso, me mandó a reclamar esa gente pa' ponerlos a trabajar allá, para que cogieran más disciplina y se manejaran mejor.
  58. Alcibiades Carvajal Arredondo, inspecteur militaire, au juge 171 d'instruction criminelle. *Poniendo a su disposición un detenido*. Inspection départementale de police d'Irra, Quinchía, Caldas, 18 juin 1959, office No. 043. Annexe au mémoire de licence d'Archipiz *et. al.*
  59. Lettre adressée au maire de Quinchía, auteur inconnu. *Hechos sobre arrendamiento del Bulldozer*. Quinchía, 28 janvier 1960. AMQ.
  60. VALENCIA TOVAR Alvaro, *op. cit.*, p. 28.
  61. SÁNCHEZ Gonzalo, « Rehabilitación y Violencia bajo el Frente Nacional », *Análisis Político*, No. 4, Bogotá, mai-août 1988, p. 35.
  62. *Idem*, p. 31.
  63. Sergent second Marco A. Triana García, commandant de la patrouille, au Lieutenant commandant du groupe à Riosucio. *Informe sobre ataque a una patrulla*. Quinchía, 22 février 1959. AMQ.
  64. *La Patria*, 27 mai 1959, *op. cit.*
  65. Clemente Taborda, inspecteur de police de Naranjal, à Zósimo Gómez, maire de Quinchía. Quinchía, 10 avril 1960. AMQ.
  66. Alirio Gutiérrez Murillo, commandant du poste militaire de Quinchía, au maire de Quinchía. Quinchía, 19 octobre 1959. AMQ.
  67. Ramiro Restrepo C., président du Lions Club de Quinchía, à Zósimo Gómez Álvarez, maire de Quinchía. Quinchía, 17 octobre 1959. AMQ.
  68. CARDONA TOBÓN Alfredo, *Quinchía mestizo*, Pereira, Fondo Editorial Departamento de Risaralda, 1989. p. 63.
  69. *Idem*, p. 43.
  70. *Idem*, p. 64.
  71. CARDONA TOBÓN Alfredo, « Melquisedec Gómez Murillo : El Patriarca de las Salinas », *Historia y región*, 30 avril 2012, Adresse URL <http://historiayregion.blogspot.fr/2012/04/el-patriarca-de-las-salinas.html> (Site consulté le 8 novembre 2016).
  72. CARDONA TOBÓN Alfredo, *op. cit.*, p. 120.
  73. CHRISTIE Keith, *Oligarcas, campesinos y política en Colombia : Aspectos de la historia socio-política de la frontera antioqueña*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1986. p. 133.
  74. Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.
  75. Ricardo Gartner, maire de Quinchía, à Otto Morales Benitez, ministre du Travail. *Asunto : Dar contestación circular No. 29 de 13 de septiembre del año en curso*. Quinchía, 28 octobre 1960, office No. 190. AMQ.
  76. Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à l'administrateur général de rentes. Manizales, 19 novembre 1959. AMQ. Desde hace más de cuatro meses goza Quinchía de absoluta tranquilidad y por lo tanto, los celadores que se nombren no corren ningún peligro en su integridad personal, siempre y cuando, claro está, obren ellos con la mayor corrección y prudencia.

77. *Instituto de Aprovechamiento de Aguas y Fomento Eléctrico.*
78. Zósimo Gómez à Otto Morales Benítez. Référence : *Electrificación de Quinchía y otros*. Bogotá, 2 décembre 1959. AMQ.
79. Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.
80. *Ibid.* Los viejos de ese pueblo, que era un pueblito, una veredita, salieron a conversar conmigo, a saludarme porque me conocían
- ¿La vereda se llamaba?, lo interrumpe su hija
  - Eh... bueno ahora me acuerdo
  - ¿Esa es la San José?, le pregunta de nuevo su hija.
  - San José. La vereda San José. Entonces, me pusé a hablar, ¿de qué quieren ustedes que les hable?
- Que nos diga que usted siendo tan liberal, ¿por qué está unido a los godos?
- Les dije, yo no estoy unido a los godos. Estoy conversando con ellos precisamente a ver cómo dejan de molestar al Partido Liberal. Pero unido a ellos, no.
- Bueno, entonces, ¿qué debemos hacer?
- Les dije, vea: Yo quiero que Venganza me oiga, yo no lo veo por ninguna parte. Y tiene que oirme.
- No, tranquilo que el lo está oyendo.
- Mientras yo hablaba había un tipo de una gorra, haciendo que estaba arreglando como un aparato ahí. Y era el único que veía yo que tal vez no me estaba escuchando. Cuando ya yo hablé lo suficiente, creí yo, se va viniendo el muchacho. Yo me supuse que Venganza sería un hombre de cuarenta años en adelante... ¡un muchacho que no había completado los veinte! No los había completado... Y me dice: ¡Capitán Venganza! Capitán Venganza...
- Hombre, yo me puse a reír. Me tenían berraco, porque, burlandote de mí... un muchachito que dizque estaba dominando este pueblo. Yo no creo en eso.
81. Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à Mario Delgado Echeverri, secrétaire départemental de Gouvernement, Manizales. Quinchía 15 février 1960, No. 67. Annexe au mémoire de licence d'Archipiz *et. al.* Ejército dice ciudadanos trataron de huir disparando sobre ellos. Mayoría asistentes festival aseveran ejército disparoles sin mediar agresión de su parte.
82. Mario Delgado Echeverri, secrétaire de Gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 27 février 1960, No. 0783. AMQ. Con el objeto de evitar problemas, me permito rogarle observar la mayor discreción en los mensajes que dirija a la Gobernación, relacionados con las actuaciones de las fuerzas armadas.
83. Mario Delgado Echeverri, secrétaire de Gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 1<sup>er</sup> mars 1960, No. 0831. AMQ.
84. Mario Delgado Echeverri, secrétaire de Gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 7 mars 1960, No. 0916. AMQ.
85. AYALA DIAGO Cesar Augusto, *Democracia, bendita seas : Gilberto Alzate Avendaño liberado, 1950 – 1960*, Bogotá, Fundación Gilberto Alzate Avendaño, 2013. p. 581.
86. AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 390.
87. *Idem*, p. 582.
88. *Idem*, pp. 586 et 590.

89. GONZÁLEZ Fernán, *Poder y Violencia en Colombia*, Bogotá, Odecofi-Cinep, 2016 [2014]. p. 328.
90. AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 566.
91. *Idem*, p. 584.
92. *Idem*, p. 591.
93. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 346.
94. Ciro Jaramillo, inspecteur départemental de police de Batero, Quinchía, au maire de Quinchía. *Asunto : envío de una información*. Moreta, 30 mars 1960, office No. 11. AMQ. Le ruego enviarme información que sea del caso sobre las medidas de seguridad que se pueden tomar al respecto, teniendo en cuenta que los agitadores de dicha política están amenazando mucho a los vecinos de las regiones de Miracampos, Buenavista y El Cenizo, donde hubieron pocos sufragantes por las listas del Frente Nacional, siendo que el resto desfiló con las listas del Frente Popular.
95. Zósimo Gómez, maire de Quinchía, au lieutenant Rodríguez, commandant du poste militaire. Quinchía, 3 avril 1960, office No. 48. AMQ. Que en dicha reunión, entre otras cosas, convinieron en hacer saber al Alcalde municipal de Quinchía que allí en Llanadas se encuentra el Sr. Antonio Hernández y que están listos a esperarnos para que hagamos la captura de dicho sujeto.
96. Mario Delgado Echeverri, secrétaire de Gouvernement, au maire de Quinchía. Manizales, 13 avril 1960, office No. 1462. AMQ. El Directorio Liberal Lopista se queja de que el sr. Ladino alias Capitán Venganza en compañía de un Sr. De apellido Matallana y otro apodado 'Zorro de Humo' los han estado persiguiendo.
97. *La Patria*, 30 avril 1960, pp. 1-2. *Angustioso Mensaje Dirigen de Anserma al Directorio Nacional*. Municipio Quinchía vive bajo imperio voluntad Capitán Venganza gran número sus secuaces. Autoridades convertidas figuras decorativas gobierno. Campesinos conservadores perseguidos totalmente desamparados sus parcelas dominadas poseídas bandoleros. Sucédense decomisos carabinas revólveres otras armas sin detención maleantes. Alcalde incapaz brindar protección garantías sin venia Capitán Venganza.
98. Zósimo Gómez, maire de Quinchía, à *El Diario* et aux journaux radiophoniques de Pereira. *Rectificación a publicación de 'La República' y 'La Pátria' sobre hechos de Quinchía*. Quinchía 30 avril 1960, p. 1. AMQ. Le lecteur trouvera en annexe une transcription de la totalité de ce message dans sa version originale. Es falso, de toda falsedad, cuanto se asevera sobre 'VENGANZA'. Desde que pactó la paz (y de esto hace cerca de un año), no volvió a saberse de actividades suyas en contra de la ley, ni nadie puede honradamente y con fundamento afirmar que intervenga en forma alguna en las actividades de este pueblo. Su contribución a la terminación de la violencia ha sido inmensa, como puede palparlo todo mundo, menos los obsecados firmantes del mensaje en cuestión, quienes por no vivir acá y estar envenenados políticamente (como que no han sido tampoco castas palomas) ignoran en absoluto la verdadera situación de Quinchía.
99. *Ibid.* En los campos se respira tranquilidad y sosiego, existe ánimo verdadero de trabajo, los campesinos colaboran con las autoridades en la persecución de los antisociales, apenas si surgen pequeños problemas suscitados dentro de los mismos liberales por razón de división interna.



100. *Ibid.* De esto son testigos de toda excepción los reverendos padres misioneros que actúan en esta parroquia, quienes vienen laborando con el beneplácito de todo el pueblo y haciendo una labor de inmensas proporciones.
101. *Ibid.* Para remediar esta situación, propusimosle al Gobierno comprar estas tierras, que pueden tener una extensión de 3,000 hectáreas, para que, parcelándolas, sean entregadas a familias liberales y conservadoras entremezcladas, con el solemne compromiso de convivir en paz; única manera de solucionarles el problema a los propietarios damnificados y de pacificar en forma real esa región, en donde da la impresión de existir dos ejércitos de distinta filiación enfrentados permanentemente.
102. *Idem*, p. 2.
103. *Ibid.*
104. *Idem*, pp. 2-3. A estas gentes las irrita: el que pronto tengamos un moderno acueducto; que su electrificación está a punto de culminar, pues, el Instituto de Fomento eléctrico apropió una partida extraordinaria de \$350.000.00 para este efecto y ya la CHEC contrató esta obra y los contratistas levantaron los planos respectivos y muy pronto iniciarán la extensión de la red de distribución; no pueden convenir el que estemos inaugurando una Escuela Vocacional que será orgullo del pueblo y de todo occidente, ni tampoco aceptan que se nos estén construyendo una carretera de penetración a Santa Elena y otra que nos desembotará dándonos libre y rápido acceso a la capital del departamento, ni pueden aceptar que pronto estemos en capacidad de pavimentar nuestras principales calles y plazas; todo esto y algo más, los saca de quicio y no cejan en perseguirnos y desacreditarnos.
105. AYALA DIAGO Cesar Augusto, *op. cit.*, p. 38.
106. Si cette information s'avérait exacte, cela voudrait dire que le major Valencia Tovar serait revenu à Quinchía pour rencontrer Medardo Trejos suite à leur première rencontre au mois de mai. Il se peut pourtant aussi que les informateurs de Zósimo aient eu l'intention de faire référence à la rencontre qui avait eu lieu en mai.
107. Zósimo Gómez, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 15 juin 1960, office No. 85A, p. 1. AMQ. Le lecteur trouvera en annexe une transcription de la totalité de ce message dans sa version originale. Existían contradictorios comentarios en relación con grupos armados en los campos. Fui informado de que el Coronel Valencia había tenido días antes una entrevista con el denominado capitán "Venganza". Sobre los términos de esa entrevista se hacían diversas conjeturas; pero quedaba en clara, como hecho concreto, que el Coronel había garantizado a "Venganza" de que mientras estuviera dedicado al trabajo, sin perturbar el orden ni causar perjuicios a la integridad de las personas y a su hacienda, él no lo perseguiría ni trataría de capturarlo.
108. *Idem*, p. 2. No tenemos sino una situación alarmante de robos frecuentes.
109. *Ibid.* De manera que, al pedir que se nos suministre policía rural o carabineros, no es que con ello nos declaremos enemigos del ejército ni que les faltemos al respeto debido a las fuerzas armadas o que tampoco desconozcamos su laudable labor en bien de la pacificación.
110. *Ibid.* Esta gratuita animadversión se debe, en parte, a que he hecho algunos reparos a los procedimientos de la tropa, como requisas en las casas de los campesinos en horas altas de la noche, maltratos a algunos ciudadanos al

- conducirlos a la cárcel, y algunos otros abusos fácilmente demostrables, para compensar la desilusión que se llevaron en los comicios pasados, y el poco apoyo que hoy les brindan los campesinos que otrora engañaron.
111. *Ibid.* Una cosa muy lamentable, e inexplicable quizás, se viene operando con el ejército: cada que hay relevo de comando, el comandante entrante es presentado indefectiblemente al grupito de la organización lopista, ignorando al verdadero directorio liberal, que fue elegido en comicios populares por más de 3.200 votos y que representa con ello la legítima autoridad política del liberalismo, fuera de que es la corriente que le está prestando irrestricto apoyo a la política del Frente Nacional.
  112. *Idem*, p. 3.
  113. Luis A. Carrasco Urdaneta, inspecteur départemental de Gouvernement, au président et autres membres du Comité Conservateur. Quinchía, 22 août 1960, office No. 110. AMQ.
  114. Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.
  115. Producciones Quinchía Televisión, *Hermano José María Torti Soriano*, 1998.
  116. En 1967, le nom de la congrégation a été changé à celui de Congrégation pour l'évangélisation des peuples.
  117. IEME. Instituto Español de Misiones Extranjeras. Adresse URL [http://www.conferenciaepiscopal.nom.es/misio\\_nes/eslahoradelamision/instituciones/ieme.htm](http://www.conferenciaepiscopal.nom.es/misio_nes/eslahoradelamision/instituciones/ieme.htm) (Site consulté le 27 décembre 2016).
  118. Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.* Esta misión de Quinchía fue a petición del obispo de Pereira, Monseñor Baltasar Álvarez Restrepo. Pidió unos padres para esta región, y a través de Roma, porque nosotros pertenecemos a Roma.
  119. Lettre envoyée à Celestino Peña. Berriz, Espagne, 18 aout 1960. Archives de l'IEME.
  120. Communiqué du gouvernement départemental, signé par le gouverneur, Colonel Gerardo Ayerbe Chau. Manizales, 19 juillet 1957. AMQ.
  121. *La Pátria*, 17 mai 1958, p. 3. *En Puerto de Oro existe una riqueza inexplorada.*
  122. Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*
  123. *Ibid.*
  124. *Ibid.* De los fusiles que habían, cambiamos al balón. Y ya, hasta Venganza jugaba. Y pedía a los demás que todos tenían que participar de eso.
  125. Révérend frère José María Torty, président du Comité sportif municipal, à Ricardo Gartner, maire municipal. Quinchía, 10 novembre 1960. AMQ.
  126. Révérend frère José María Torti Soriano, président du Comité sportif municipal, à Guillermo Quintero, *personero* municipal. Quinchía 22 juin 1961. AMQ.
  127. Producciones Quinchía Televisión, *op. cit.*
  128. Alberto Lleras Camargo, président de la République, au révérend père Celestino Peña, curé de la paroisse, à Zósimo Gómez, maire, à Anibal Uribe, vice-président du conseil municipal, et à José Aristizábal, *personero* municipal. Bogotá, 18 mars 1960. Annexe au mémoire de licence d'Archipiz *et. al.*
  129. Zósimo Gómez, entretien avec l'auteur le 23 septembre 2015.

130. Lettre envoyée à Ángel Fernández, du Séminaire de missions de Burgos. Quinchía, 9 juillet 1960. Archives de l'IEME. Nuestras actuaciones han tenido pleno éxito. Aunque a veces hayan tenido que ser arriesgadas y peligrosas. Tuvimos que actuar con medios, en alguna ocasión, extraordinarios, expuestos, pero que gracias a Dios, fueron eficaces para consolidar la paz y convivencia cristiana de los fieles a nuestro cargo.
131. Lettre envoyée à Mgr. José Lecuona, supérieur général de l'IEME, à Burgos. Quinchía, 29 août 1960. Archives de l'IEME. La pacificación ha traído consigo, que los Protestantes quieren sacar partido de ella para sus propagandas, trabajan para contrarrestar el prestigio de los Misioneros y sus obras. La lucha que estamos sosteniendo es violenta. Ellos disponen de medios de propaganda ultramodernos. No podemos rehuir la batalla. Cueste lo que costare, hay que dársela.
132. BASTIAN Jean-Pierre, *Le protestantisme en Amérique latine : une approche socio-historique*, Genève, Labor et Fides, 1994, p. 141.
133. *Idem*, p. 186.
134. *Idem*, p. 190.
135. LÓPEZ AMAYA Jeiman David, « Misiones protestantes en Colombia 1930-1946. Geografía y política de la expansión evangélico-pentecostal », *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, vol. 41, No. 2, juillet-décembre 2014, p. 74.
136. *Idem*, p. 84.
137. BASTIAN Jean-Pierre, *op. cit.*, pp. 188-189.
138. *Idem*, p. 190.
139. Manuel Trejos Díaz, secrétaire du conseil municipal de Quinchía. *Copia del informe rendido por la comisión que estudió el cuestionario remitido por el ministerio de la Economía nacional al departamento de Tierras – sección de Baldíos – al cabildo de la parcialidad*. Quinchía, 10 avril 1944. AGN, CO.AGN.AO/100.MGOB[2]-3//14.4.2, feuille 158. El grado de cultura de esta parcialidad es igual al de la mayoría de los Colombianos. El indígena de Quinchía es civilizado; le gusta el estudio y es inteligente. Algunos están ocupando cargos públicos como Jueces Municipales, maestros de escuela. Más o menos el alfabetismo alcanza un 40%. Hay en el territorio de la Parcialidad (hoy municipio de Quinchía), 19 escuelas rurales y 2 urbanas oficiales; 2 escuelas privadas, una de ellas protestantes o evangélica. Asisten más o menos 1,500 alumnos a las escuelas oficiales entre ambos sexos (en 1943 fueron matriculados 1,509).
140. *El Espectador*, 26 mai 1959, p. 17. 'Venganza' Cobraba Tributos a los Campesinos en la Región de Quinchía. Los habitantes de Quinchía también han demostrado su fe católica y la iglesia se ve colmada los domingos para el oficio de la Santa Misa. Sin embargo, en los alrededores existen también algunas capillas protestantes, lo cual se explicó por un ciudadano del lugar diciendo que 'en Quinchía hay libertad de cultos'.
141. Lettre envoyée à Mgr. José Lecuona, *op. cit.* También el Comunismo trabaja. Esto es lo delicado, que el partido liberal, con aplastante mayoría, no se escurra por el camino del izquierdismo para caer al comunismo. Estuvo visitandonos hace unos días el Excmo. Sr. Obispo. Hablando de todas estas cosas, nos dijo, que efectivamente los comunistas estaban trabajando mucho por conseguir la fundación de un segundo estado 'Tequendama' en estos campos, de ahí

- la necesidad de poder conseguir, que el partido liberal se deje orientar religiosamente, aprovechando la fé que el pueblo conserva.
142. GONZÁLEZ Fernan, *op. cit.*, p. 335. Se decía que Varela tenía establecido allí ‘un estado completamente soberano en el orden político, fiscal, administrativo y judicial’, que comprendía escuelas de capacitación política de orientación comunista, recaudación de fondos para adquirir armas, circulación clandestina de periódicos comunistas y sanciones a infractores del régimen penal que ha establecido.
  143. BASTIAN Jean-Pierre, *op. cit.*, p. 198.
  144. Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au juge 197 d’instruction criminelle, Santuario. Quinchía, 4 mars 1961. Annexe au mémoire de licence d’Archipiz *et. al.*
  145. Zósimo Gómez, entretien avec l’auteur le 23 septembre 2015.
  146. *Chusmero* est un terme familier utilisé pour désigner despectivement les membres des guérillas libérales.
  147. Lettre signée par Aventino Fernández. Quinchía, 22 février 1961. Archives de l’IEME.
  148. *La Pátria*, 21 mars 1961, p. 1. ‘*La República*’ *Hace Memoria de Cuando Mandaban en Caldas Arango Londoño y ‘Venganza’*.
  149. *Idem*, pp. 1-2. El senador Arango Londoño al hacer cargos al gobierno de Caldas olvidó que en su mandato seccional tuvo colocado de inspector de policía en Irra nada menos que al guarda-espalda del ‘Capitán Venganza’, Claudio Rojas, quien a todo conservador que capturaba se lo enviaba al facineroso ‘Venganza’ para que les aplicara ‘justicia’ a su manera. Rojas, ahora preso en la cárcel de Manizales, paga más de veinte años de condena. Y por la captura de Venganza, el gobierno ofrece veinte mil pesos.
  150. Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 4 juin 1961. AMQ.
  151. Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 6 juin 1961. Annexe au mémoire de licence d’Archipiz *et. al.* DICHO SUJETO TRATÓ HACER FRENTE EJÉRCITO NO LOGRANDO EFECTIVO POSTERIORMENTE FUE TRASLADADO PUESTO MILITAR Y CUANDO EMPRENDIÓ LA FUGA PATRULLA QUE LLEVÁBALO LOGRÓ HACER BLANCO SU CUERPO CAUSÁNDOLE DOS PERFORACIONES CON ARMA FUSIL EN OMOPLATO IZQUIERDO Y PIERNA IZQUIERDA.
  152. *Ibid.*
  153. *El Espectador*, 7 juin 1961, p. 1. ‘*Venganza*’ *Cometió Más de Cien Crímenes en Caldas* ; *El Tiempo*, 7 juin 1961, p. 3. *Muertos en Encuentro con Ejército y Policía ‘Venganza’, el ‘Capitán Terror’ y ‘El Mico’*.
  154. *Ibid.* Al citado antisocial le encontraron un fusil ‘Mausser’ de las Fuerzas Armadas, dos revólveres, prendas militares y gran cantidad de municiones.
  155. Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 7 juin 1961. Annexe au mémoire de licence d’Archipiz *et. al.*
  156. Ciro Jaramillo, inspecteur départemental de police de Batero, Quinchía, au maire de Quinchía. *Asunto : envío de una información*. Moreta, 30 mars 1960, office No. 11. AMQ.
  157. Efraín Pineda, entretien avec l’auteur le 13 juillet 2015.

158. Décret No. 014 du 6 juin 1961, signé par Ricardo Gartner, maire de Quinchía. AMQ.
159. Archives paroissiales de Quinchía.
160. Ricardo Gartner, maire de Quinchía, au maire et aux inspecteurs de police de Santuario. Quinchía, 21 octobre 1961. Annexe au mémoire de licence d'Archipiz *et. al.*
161. Carlos Betancurt Hoyos, maire de Quinchía, au secrétaire départemental de Gouvernement. Quinchía, 21 avril 1962. Annexe au mémoire de licence d'Archipiz *et. al.*
162. GONZÁLEZ Fernán, *op. cit.*, p. 321.

## Conclusion

1. ACEBEDO TARRAZONA Álvaro, « El símbolo de un Robin Hood vengador en el occidente de Colombia », *Estudios Humanísticos. Historia*, No. 3, 2004, p. 53. Si por un lado la sociedad se disolvía, por el otro se recomponía.
2. KALYVAS Stathis N, « La violencia en medio de la guerra civil : esbozo de una teoría », *Análisis Político*, No. 42, 2001, p. 16. El carácter localista y personalista del conflicto corre el riesgo de perderse – o, lo que es peor, de descartarse como apenas un reflejo local de la escisión más amplia que permea el conflicto, o una serie de anécdotas fascinantes, aunque insignificantes en el análisis final. Por el contrario, estos conflictos que se presentan en casi todas las guerras civiles acerca de las cuales he leído, son parte esencial del proceso de la violencia de la guerra civil y apuntan a su elemento crucial, que rara vez se percibe y mucho menos es objeto de análisis: su carácter conjunto.
3. BENSÁ Alban, « De la micro-histoire vers une anthropologie critique », in REVEL Jacques, *Jeux d'échelles: la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 57.
4. GINZBURG Carlo, *Le sabbat des sorcières*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 25-26.
5. *Idem*, p. 34.
6. REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 33.
7. NOIRIEL Gérard, *Chocolat : La véritable histoire d'un homme sans nom*, Montrouge, Bayard, p. 11.
8. CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille : L'odorat et l'imaginaire social, XVIIe-XIXe siècles*, Paris, Flammarion, 2016 ; CORBIN Alain, *Les cloches de la terre*, Paris, Albin Michel, 1994.
9. HOBBSAWM Eric, *Les bandits*, Paris, Éditions Zones, 2008, Chapitre 2 : Qu'est-ce que le banditisme social ? Adresse URL [http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=79](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=79) (Site consulté le 9 février 2017).
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. KALYVAS Stathis N, « 'New' and 'old' civil wars: a valid distinction? », *World politics*, 2001, Vol. 54, No. 1, p. 106. Indeed, looting is a recurring element of civil wars, including the most ideological ones such as the Russian and Chinese Revolutions and anticolonial rebellions, such as the one in Indonesia in the 1940s.
13. *Ibid.*

*Lettre de rectification adressée par Zósimo Gómez aux organes journalistiques de la ville de Pereira, en réponse aux articles publiés par La Patria et La República le 30 avril 1960*

## RECTIFICACION A PUBLICACION DE “LA REPUBLICA Y “LA PATRIA” SOBRE HECHOS DE QUINCHIA.

Quinchía, abril 30 de 1960

EL DIARIO - RADIO-PERIODICOS – Pereira

Rectificamos calumniosa, falaz información en mensaje dirigido por varios ciudadanos de Anserma a Directorio Ospino-Alzatista y publicado en el día de hoy en “LA REPUBLICA” de Bogotá y “LA PATRIA” de Manizales: Es falso, de toda falsedad, cuanto se asevera sobre “VENGANZA”. Desde que pactó la paz (y de esto hace cerca de un año), no volvió a saberse de actividades suyas en contra de la ley, ni nadie puede honradamente y con fundamento afirmar que intervenga en forma alguna en las actividades de este pueblo. Su contribución a la terminación de la violencia ha sido inmensa, como puede palparlo todo mundo, menos los obcecados firmantes del mensaje en cuestión, quienes por no vivir acá y estar envenenados políticamente (como que no han sido tampoco castas palomas) ignoran en absoluto la verdadera situación de Quinchía. En los campos se respira tranquilidad y sosiego, existe ánimo verdadero de trabajo, los campesinos colaboran con las autoridades en la persecución de los antisociales, apenas si surgen pequeños problemas suscitados dentro de los mismos liberales por razón de división interna. De esto son testigos de toda excepción los reverendos padres misioneros que actúan en esta parroquia, quienes vienen laborando con el beneplácito de todo el pueblo y haciendo una labor de inmensas proporciones. Ellos han informado a las altas autoridades sobre la verdadera situación de Quinchía, y hoy no más, en la misma edición de LA PATRIA que publica el mendaz mensaje que comentamos, se publica también, pero en páginas ignoradas y maliciosamente, una información de ellos que destruye en un todo lo afirmado por los alzatistas ansermeños. Este comportamiento de LA PATRIA” no nos extraña, pues, tal periódico siempre ha batido bandera negra contra este calumniado municipio. Es cierto que algunas parcelas de conservadores y liberales están abandonadas, pero nadie disfrútalas por estar situadas en zonas limítrofes de Anserma, Guatica y Quinchia, cuyos habitantes témense mutuamente. Para remediar esta situación, propusímosle al Gobierno comprar estas tierras, que pueden tener una extensión de 3.000 hectáreas, para que, parcelándolas, sean entregadas a familias liberales y conservadoras entremezcladas, con el solemne compromiso de convivir en paz; única manera de solucionarles el problema a los propietarios damnificados y de pacificar en forma real esa región, en donde da la impresión de existir dos ejércitos de distinta filiación enfrentados permanentemente.

Desde hace mucho tiempo no se presentaba un caso de sangre en la plaza pública: el 17 de los corrientes fue herido mortalmente el Sr. Fidel Flórez, ciudadano de San Clemente, quien temía por su vida, como que tenía antecedentes desde la violencia conservadora que azotó este pueblo. Este hecho se suscitó frente a los almacenes de los señores Joaquín Pérez

y Luis Sánchez, ambos de filiación conservadora, sin que estos, ni el numeroso público allí presente, ni el mismo Flórez, lograran identificar al agresor. Todos los conservadores correctos de este municipio gozan de garantías de las autoridades y del respeto de los liberales; son ellos los propietarios de los mejores negocios de la localidad, por ejemplo: Luis Sánchez, Joaquín Pérez, Julio Uribe y Sra., Luis Correa, Jesús Rojas, Hermanas Vanegas, etc. etc., basta decir, que apenas hay unos dos o tres negocios que valgan la pena y cuyos propietarios sean liberales. Los conservadores de este pueblo le temen sí a los violentos de los pueblos vecinos, pues, muchos de ellos ya han sido amenazados porque se les moteja de complacientes y liberalizantes por vivir en Quinchía.

Lo que se dice del ejército es inicuo y mendaz; se castiga inexorablemente el porte ilegal de armas, basta decir, que ya ha sido castigado con diez años de presidio elemento liberal que portaba arma prohibida.

Es importante hacer resaltar, que el primer firmante de la información que comentamos, Antonio Sánchez, tristemente célebre en estas comarcas, porque fue el quien entronizó conservadora, fletó maleantes y por ello tiene varios sumarios y hasta órdenes de captura se libraron contra él, es el menos autorizado para pedir protección. Últimamente se encuentra irritado porque en sus propiedades hanse capturado antiguos pájaros que otrora utilizó. Parece que públicamente ha manifestado que ha llegado su hora, pues, espera, equivocadamente desde luego, que por el nuevo giro que ha tomado la política conservadora, habrá alcaldes y autoridades complacientes en Anserma, Guática, Riosucio, y quizás en Quinchía, que le permitan volver a sus antiguas fechorías. Sí es verdad que se han presentado algunos atracos, dos de ellos, por las investigaciones adelantadas, presentan características que hacen dudar de su autenticidad y más parecen obedecer a un plan preconcebido y tendencioso que adelantan algunos sujetos indeseables de fuera, en connivencia, desgraciadamente, con algunos elemento de aquí. Estas gentes no pueden ver con buenos ojos que esta parcela y ente por los verdaderos caminos del progreso y del orden. Las favorables perspectivas que actualmente contemplamos son inmensas, gracias a la eficaz ayuda del gobierno y a la cooperación de la ciudadanía.

A estas gentes las irrita: el que pronto tengamos un moderno acueducto; que su electrificación está a punto de culminar, pues, el Instituto de Fomento eléctrico apropió una partida extraordinaria de \$350.000.00 para este efecto y ya la CHEC contrató esta obra y los contratistas levantaron los planos respectivos y muy pronto iniciarán la extensión de la red de distribución; no pueden convenir el que estemos inaugurando una Escuela Vocacional que será orgullo del pueblo y de todo occidente, ni tampoco aceptan que se nos estén construyendo una carretera de penetración a Santa Elena y otra que nos desembotará dándonos libre y rápido acceso a la capital del departamento, ni pueden aceptar que pronto estemos en capacidad de pavimentar nuestras principales calles y plazas; todo esto y algo más, los saca de quicio y no cejan en perseguirnos y desacreditarnos. No obstante, estamos tranquilos y seguramente no permitiremos, Dios mediante, que la violencia vuelva a destruir nuestra región. Corroboramos la solicitud que hacen de que el gobierno nombre un investigador y deseamos que el gobierno central así lo disponga.

Atentos seguidores,

Zósimo Gómez A. – Alcalde

Directorio Liberal Municipal

Eliseo ... (ilegible) - Presidente

*Lettre de démission de Zósimo Gómez du poste de maire de Quinchía, adressée au secrétaire départemental de Gouvernement le 15 juin 1960*

ALCALDIA MUNICIPAL DE QUINCHIA

Oficio # 85<sup>a</sup>

Quinchía, junio 15 de 1960

Señor

SECRETARIO DE GOBIERNO DEL DEPTO.  
MANIZALES

Señor Secretario:

De la manera más atenta me permito dar a Ud. una información sobre algunos hechos que han sido motivo de investigación por parte del Gobierno.

Me parece importante dejar constancia de la situación que encontré cuando tomé posesión del cargo de alcalde, hace hoy precisamente 8 meses:

Existían contradictorios comentarios en relación con grupos armados en los campos. Fui informado de que el Coronel Valencia había tenido días antes una entrevista con el denominado capitán “Venganza”. Sobre los términos de esa entrevista se hacían diversas conjeturas; pero quedaba en clara, como hecho concreto, que el Coronel había garantizado a “Venganza” de que mientras estuviera dedicado al trabajo, sin perturbar el orden ni causar perjuicios a la integridad de las personas y a su hacienda, él no lo perseguiría ni trataría de capturarlo.

Poco después de mi posesión, llamé a conferencia al teniente Gutiérrez, comandante del puesto militar, para que me informara sobre la situación de orden público y sobre las medidas que se estaban tomando. El me manifestó más o menos lo siguiente: Que estaba organizando y armando (o permitiendo que se armaran) a algunos campesinos de buena conducta, que querían colaborar con el ejército, para que se enfrentaran con algunos grupos de ex guerrilleros que aun existían, y que su táctica consistía en enfrentar grupos de ex guerrilleros entre sí, para que se eliminaran mutuamente. Me dijo también, que estaba provocando entrevistas con varios antisociales o ex guerrilleros, con el señuelo de



arreglarles su situación, para poder capturarlos, como ya lo había hecho con un grupo de seis (6) individuos capturados recientemente. Además, me manifestó que como él conocía personalmente a “Venganza”, le quedaba muy fácil dedicarse a capturarlo. Todo lo expresado por él me pareció sumamente grave y peligroso, pues, no siendo leal ni caballeroso emplear estos medios para aplicar justicia, era por demás imprudente provocar un desangre cuyas consecuencias eran difícil de prever.

Me tracé entonces un plan a seguir. Me dediqué a recorrer los campos, provocando concentraciones en todas las veredas, para verificar la real situación de orden público; conocer las verdaderas intenciones de los campesinos y medir el peligro que pudieran entrañar para el orden los métodos empleados por el ejército. De estas salidas al campo saqué en conclusión lo siguiente: que el campesino estaba deseoso de paz y de sosiego, que todos querían dedicarse a trabajar, que anhelaban colaborar con el Gobierno, que pedían ahincadamente no se les persiguiera por actos anteriores cometidos en defensa de sus vidas, pues, habían sufrido una larga persecución y solo a última hora habían reaccionado más en defensa de vida y bienes, que por el prurito de causar el mal. Observé que muy pocos eran amigos de la alternación, porque muy poco se les había hablado de ella, tan solo se habían cuidado sus dirigentes de infiltrarles sectarismo y pasión. Casi nada se les había hablado de los nobles propósitos del Frente Nacional. Sobre estos temas y sobre exhortaciones a la paz y al trabajo, versaron mis exposiciones.

Poco tiempo después de mi llegada, fue cambiado el teniente Gutiérrez y con ello cambió también la situación de intranquilidad de los campesinos. Los sucesivos comandantes del puesto militar se portaron, en términos generales, mejor con el pueblo y ello trajo confianza y sosiego a las gentes.

Mi situación con el ejército: Si ha habido algunas fricciones entre nosotros, se debieron ellas, en su mayor parte, a que me he puesto del lado de los ciudadanos cuando el ejército ha cometido algunos atropellos o se han tomado algunas medidas injustas e imprudentes. Yo no he tenido incidentes personales con ninguno de ellos. El principio de nuestro mal entendimiento se desprendió, al parecer, desde el allanamiento que una patrulla del ejército hizo en la vereda de San José, en casa de un Sr. Tangarife, cuando se celebraba en ella una reunión social durante una noche. Como la versión de los campesinos pugnaba abiertamente con la suministrada por el ejército y como quiera que aquellos amenazaran con provocar hechos violentos, me pareció del caso dar una información y pedir un investigador. Del resultado de dicha investigación no he tenido más información que la suministrada por el Sr. Coronel en reunión del Concejo, cuando manifestó que de tales hechos habían resultado responsables los campesinos.

Queda de todo esto un hecho claro y contundente, cual es de que la violencia ha cesado casi en su totalidad. Los hechos esporádicos que se han presentado, se deben a cuestiones personales en su mayoría. No tenemos sino una situación alarmante de robos frecuentes. Y esta inseguridad en la conservación de los bienes, nos ha inducido a pensar a todos los funcionarios y a toda la ciudadanía, de que se necesita otro organismo distinto del ejército para controlar estos desmanes, ya que el mismo Coronel declaró categóricamente en el Concejo de que ellos no estaban en condiciones de controlar los robos ni perseguir ladrones y rateros, puesto que su organización era distinta, especial para intervenir en el

orden público y que se declaraba físicamente incapacitado para ayudarnos a remediar los males que padecíamos. De manera que, al pedir que se nos suministre policía rural o carabineros, no es que con ello nos declaremos enemigos del ejército ni que les faltemos al respeto debido a las fuerzas armadas o que tampoco desconozcamos su laudable labor en bien de la pacificación.

El Sr. Coronel ha estado empeñado en que se me destituya (De paso manifiesto que el Gobierno está libre de tomar cualquier medida que estime conveniente, sin que con ello yo me sienta ofendido, ni mucho menos, al contrario, muy honrado me he sentido al dispensarme su confianza durante tantos meses). Esta gratuita animadversión se debe, en parte, a que he hecho algunos reparos a los procedimientos de la tropa, como requisas en las casas de los campesinos en horas altas de la noche, maltratos a algunos ciudadanos al conducirlos a la cárcel, y algunos otros abusos fácilmente demostrables, y en parte también, a malas y tendenciosas informaciones suministradas por un grupito de elementos que pertenecieron a la política del frente popular, quienes no han cesado en sus empeños de combatirme, para compensar la desilusión que se llevaron en los comicios pasados, y el poco apoyo que hoy les brindan los campesinos que otrora engañaron. Ningún caso he hecho a las pretensiones de estos individuos, a quienes no considero con ningún mérito personal ni moral.

Una cosa muy lamentable, e inexplicable quizás, se viene operando con el ejército: cada que hay relevo de comando, el comandante entrante es presentado indefectiblemente al grupito de la organización lopista, ignorando al verdadero directorio liberal, que fue elegido en comicios populares por más de 3.200 votos y que representa con ello la legítima autoridad política del liberalismo, fuera de que es la corriente que le está prestando irrestricto apoyo a la política del Frente Nacional. Este fenómeno no me lo he podido explicar y me parece digno de alguna consideración.

Ahora, mi solicitud respecto a “Venganza” ha sido, más que consecuente con los antecedentes que encontré, lógica. Si antes de la entrevista del Coronel era un delincuente digno de castigo y sin embargo mereció consideración y promesa de trato benigno, por qué no después, cuando con sus hechos demostró firme propósito de enmienda y cuando verdaderamente no estaba cometiendo faltas sino que por el contrario, estaba colaborando en forma eficaz con las autoridades, como es fácilmente demostrable y para lo cual hay hechos evidentes?

Es conveniente manifestar que volvió a reinar la intranquilidad y el desasosiego, cuando nuevamente encargaron del comando del puesto al Teniente Gutiérrez, de quien me referí en anteriores párrafos. Tanto por los antecedentes de dicho militar, como por algunas aseveraciones que hizo, nos pareció oportuno celebrar una entrevista con él y para tal efecto, nos reunimos en el despacho parroquial: el Sr. Cura Párroco Celestino Peña, el Sr. Juez 200 de Instrucción Criminal y su secretario y el suscrito, con el fin de cambiar ideal con el Teniente Gutiérrez a quien previamente habíamos citado. Después de una disertación muy sensata del padre Celestino, se le pidió al Teniente Gutiérrez, nos hiciera el favor de exponernos su pensamiento y si es posible las consignas de decía tener, para ver la manera de coordinar nuestra acción a fin de hacerla útil y provechosa para el bienestar de la ciudadanía. En dicha conferencia, que duró más de dos horas, obtuvimos del Teniente

Gutiérrez declaraciones muy satisfactorias y muy acordes con el plan que desde meses antes nos habíamos trazado las autoridades civiles y eclesiásticas. Enfáticamente nos declaró, que no tenía instrucciones de mortificar a los campesinos ni de perseguirlos, ni que tampoco era su propósito tratar de capturar a “Venganza”, que todo lo contrario, rogaba a los reverendos padres le hicieran posible una entrevista con él, para garantizarle sus buenas intenciones y su firme propósito de ayudarlo a rehabilitarse. Pero fue grande nuestro desconcierto cuando los hechos desvirtuaron las promesas.

Dejando de lado mi situación con el ejército, puedo declarar con la mayor satisfacción personal y con la más genuina tranquilidad de conciencia, de que ningún otro cargo contra de mis actuaciones de modesto alcalde, tienen fundamento en la realidad. No se me puede imputar con justicia, ni incumplimiento de mi deber, ni se me puede acusar por deshonestidad, ni por negligencia, tengo la frente limpia y las manos puras en todas mis actuaciones y emplazo a cualquiera a que me enrostre el más leve cargo de inescrupulosidad. Es seguro que haya tenido mis fallas, pero puedo asegurar que ellas no se han debido a malicia ni a mala voluntad.

No le doy ninguna importancia a mis detractores gratuitos y los chismes que se han fraguado contra mí, han surgido, estoy de ello seguro, de gentes sin moral y valimento de ninguna naturaleza.

Aunque estaba esperando la reorganización del gobierno para dejarlo en libertad de disponer de mi cargo, aprovecho esta oportunidad para presentar mi renuncia ante Ud. señor Secretario del cargo que desempeño, expresándole mis fundos agradecimientos por el honor que me han hecho como la infinita confianza que en mi han depositado. Estos mismos sentimientos le ruego hacerlos conocer del Sr. Gobernador, con quien no tengo sino motivos de gratitud y admiración.

Sin otro particular por el momento, y al reiterar a Ud. Sr. Secretario mi profundo respeto y cariño, me es muy grato suscribirme como un atento y seguro servidor y amigo,

Zósimo Gómez A.